

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
**CONFLITS DE NATIONALITÉS**

DEVANT LES  
**JURIDICTIONS INTERNATIONALES**

Que chacune de tes paroles ait  
un accent d'héroïque vérité.

MARC-AURÈLE.

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le Mardi 5 Décembre 1916, à 2 heures du soir*

PAR

Le C<sup>te</sup> Edouard de Germiny

---

*Président* : M. ANDRÉ WEISS, *professeur.*

*Suffragants* { M. PIÉDELIEVRE, *professeur.*  
                  { M. BARTIN, *professeur.*

---

LIBRAIRIE  
DE LA SOCIÉTÉ DU  
**RECUEIL SIREY**

Annexes Larose et Forcel  
LÉON TENIN, Directeur  
22, Rue Soufflot, PARIS-6<sup>e</sup> Arr.

1916

Thèse  
Paris  
1916.









---

PITHIVIERS. — IMP. DU RECUEIL SIREY. — 10520.

---



**THÈSE**

**POUR**

**LE DOCTORAT**



La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.

20185

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
**CONFLITS DE NATIONALITÉS**

DEVANT LES  
**JURIDICTIONS INTERNATIONALES**

Que chacune de tes paroles ait  
un accent d'héroïque vérité.

MARC-AURÉLE.

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le Mardi 5 Décembre 1916, à 2 heures du soir*

PAR

Le C<sup>te</sup> Edouard de Germiny

---

*Président : M. ANDRÉ WEISS, professeur.*

*Suffragants* { *M. PIÉDELIÈVRE, professeur.*  
*M. BARTIN, professeur.*

---

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

Année M<sup>son</sup> Larose et Forcel

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5<sup>e</sup> Arr.

---

1916





En Souvenir de mon Arrière-Grand-Père

**M. le Président de MARESCAILLE de COURCELLES**

*Conseiller près le Parlement de Flandres.*

*Président à la Cour Royale de Douai.*





# LES CONFLITS, LEURS SOLUTIONS

NOTRE MÉTHODE INSPIRÉE  
DES ARBITRAGES INTERNATIONAUX

---

## INTRODUCTION

---

Définir la race, préciser le sens du mot nation, constitue un double problème auquel se sont attelés vainement des philosophes, des ethnologues, aussi bien que des hommes d'Etat; leurs études ne contiennent cependant que des formules dissemblables, et si le résultat de tant d'années de labeur, comme l'application d'intelligences parfois éminentes, apparaît aussi décevant, la cause en remonte sans doute à un manque de culture homogène, ou encore à ce que chaque homme, rivé à ses conceptions et à ses vues proprement personnelles, en laisse filtrer les variantes dans ses définitions. C'est ce qui s'est produit dans l'analyse de la nationalité, dont le lien si complexe dérive, comme son nom l'indique, d'un de ces groupements de compréhension si élastique. S'il est assez aisé de la rendre perceptible à l'esprit en évoquant l'idée d'un lien entre deux entités, l'homme d'une part, les peuples de l'autre,



lorsqu'il s'agit au contraire d'en expliquer la nature, notre raison hésite et pénètre difficilement l'obscurité de la question ! Plus profondes deviennent les ténèbres si l'on entame les controverses soulevées par l'énumération des qualités auxquelles la nationalité doit satisfaire. On a cependant l'intuition qu'elles dépendent de la notion de l'Etat ; c'est pourquoi il est de toute nécessité de se mettre d'accord sur ce qui les constitue avant que de se risquer à proposer une solution aux conflits eux-mêmes. Une question préjudicielle se pose donc avant de nous laisser libres de poursuivre le cours de cette étude.

Ecartant délibérément les conflits de nationalité des personnes morales — des sociétés — nous avons borné notre examen aux seules personnes physiques : elles constituent un groupe suffisamment dense, sans qu'il soit besoin d'y ajouter ; en outre l'exposition des règles concernant la nationalité des sociétés, ainsi que des moyens de trancher leurs conflits, constitue une œuvre si délicate qu'elle fournirait amplement matière à alimenter un ouvrage spécial.

Nos préférences nous éloignaient de questions si connexes au Droit Commercial, alors que nous désirions connaître plus intimement le droit civil comparé, du moins la partie de ses dispositions qui régissent de par le monde cette « course au national » qui n'est qu'une forme élargie de la lutte pour la main-d'œuvre ou la constitution d'armées nombreuses, car toutes ces compétitions dérivent en dernière analyse de la concurrence économique qui domine nos continents modernes.

Si nous nous sommes restreints à ne considérer que les

personnes physiques, nous avons également adopté une limitation analogue au point de vue du temps : notre exposé embrasse simplement la seconde moitié du <sup>xix</sup>e siècle et les années écoulées du siècle présent, toutes spécialement fertiles en décisions. Nous devons la presque-unanimité de nos solutions au labeur des différentes Commissions mixtes qui se sont échelonnées à partir des années cinquante jusqu'après 1900; notre dernière espèce, par une heureuse exception, à l'usage de la juridiction coutumière, fut tranchée par l'organe du Tribunal Arbitral de La Haye, prouvant ainsi que cette Cour justifiait, dans le domaine du droit privé, tout récemment abordé, la haute réputation acquise par des solutions d'un autre ordre, et qu'elle n'était pas moins apte à connaître des contestations se rapportant au droit privé et à la nationalité tout comme au Droit Public.

Le fonctionnement des Commissions est inégalement réparti au long de ces 60 années : elles font suite aux périodes de crise qui ont secoué les Etats intérieurement ou extérieurement; la guerre ou les troubles de la rue se trouvent toujours à leur genèse : ainsi s'expliquent les points de contact avec le Droit Public que nous y relèverons. Elles ont proclamé la notion de la souveraineté de l'Etat comme celle de son indépendance, avant de discuter à plusieurs reprises l'influence de la loi territoriale sur la nationalité, aussi celle de l'attitude neutre sur le devoir de protection de l'Etat à l'égard de son sujet, comme encore l'effet limité des lois locales.

Si l'on veut grouper les sentences des Commissions qui constituent le fonds commun auquel nous avons fait des



emprunts si importants, on peut discerner les périodes suivantes. Les années de lutte entre le Mexique et les U. S. terminée par le traité de 1868, puis la série des arbitrages postérieurs à la guerre de Sécession, plus tardivement quelques cas groupés autour de l'année 1880, enfin à l'orée du <sup>xx</sup>e siècle les arbitrages Vénézuélo-européens. Au fur et à mesure que cette étude se déroulera, l'on se familiarisera avec les traités, leurs dates et le droit des parties en cause : en Amérique, United States (U. S.) Mexique, Pérou, Vénézuéla; en Europe, la France, l'Angleterre, (G. B.), l'Italie et l'Espagne. Le grand nombre des puissances contractantes à son tour permettant de se rendre compte de la complexité du sujet, l'on peut sous le rapport de la tendance distinguer trois groupes d'Etats : latins, anglo-saxons et pays du nouveau-monde, les systèmes législatifs, ou la culture théorique des élites de chacune de ces nations, loin de tendre vers l'unité, contribuent à accentuer sur un petit nombre de points particulièrement importants l'irréductibilité des intéressés : nous n'en voulons d'autre démonstration que le rôle joué par le domicile sous forme de critérium attributif de la nationalité, ou encore la discussion soulevée par son adoption comme solution de conflit.

Nos débats proviennent enfin la plupart du temps d'incompatibilités entre l'esprit des juristes ou des législations de notre continent et la civilisation du Nouveau-Monde, fort orgueilleuse de sa croissance prodigieusement morbide, qui nous emprunta nos institutions en prenant soin de retourner contre ses initiateurs sa législation économique ou civile, dès qu'elle atteignit à la puberté.

La période embrassée apparaît étroitement limitée au regard de l'histoire; elle ne représente qu'un court instant dans le développement du Droit International, mais le mouvement législatif aussi bien que scientifique y fut excessivement actif, souvent même les lois internes attributives de la nationalité varièrent pour un même Etat à deux moments ou devant deux Commissions différentes.

Deux autres raisons prouvent encore que les questions de nationalité sont un dédale dans lequel on ne doit s'engager qu'à bon escient. D'une part la nationalité n'est pas un fait juridique instantané dont les conséquences, tel le contrat en Droit International se limitent à l'exécution; elle s'étend, en effet, à la vie entière de l'individu; elle s'impose à chaque être raisonnable dès le moment de sa naissance, même dès sa conception si l'on en croit certaine théorie, pour ne prendre fin qu'à la mort et parfois, après celle-ci, à l'occasion de la succession du *de cuius*, les intéressés la remettront en cause. Par ailleurs, trop intimement liée à l'homme, elle est aussi instable que lui; sans jamais lui faire défaut, ni l'enserrer d'une pluralité de liens, elle doit être assez souple pour lui adhérer et suivre tous les commandements de sa volonté, toutes les fantaisies de son caractère. Comme la vie d'un individu peut s'étendre sur plusieurs dizaines d'années, la nationalité enfin ressent le contrecoup des conceptions politico-juridiques modifiables avec le temps. Bref, on ne peut se flatter d'atteindre à la certitude dans la recherche de la nationalité à une époque précise; la justesse des moyens qui y présideront se mesure dans ce domaine à leur stabilité.

Pour alléger l'examen de la nationalité, les commen-



tateurs se sont bornés à considérer son attribution à deux moments : l'un, la naissance (ou la conception) particulièrement facile à saisir parce qu'il en est l'origine, et à la nationalité ainsi déterminée s'accolera ce qualificatif; ensuite faisant un bloc de toutes les acquisitions postérieures, qui ne seront plus de causes d'attribution, mais agiront par voie de modification, ils fixent les règles de ce qu'on dénomme la nationalité acquise : on les opposera l'une à l'autre. Les critères qui servent à la détermination de la nationalité originelle diffèrent généralement de ceux qui président à l'obtention des autres modalités; lutte déjà séculaire entre l'influence du sol et celle exercée par la loi primitive de la famille, le climat, le milieu en un mot; celle-ci baptisée du nom de *jus sanguinis*, l'autre traduite par l'expression de *jus soli*. En se perfectionnant, les codes des Etats firent des emprunts aux deux idées opposées et les théories mixtes ne sont pas source moins abondante de conflits. Enfin la liste serait longue des événements diversement appréciés qui nouent ou rompent la nationalité conférée postérieurement à la naissance : naturalisation, mariage, acquisition de territoires, ou leur contre-partie : expatriation, divorce, démembrement, déchéance pour faits politiques ou militaires.

Or, chaque loi règle ce domaine en conformité avec l'ensemble des idées qui constituent le génie national en cette matière, quand ce n'est pas d'après les fantaisies du jour. On ne s'étonnera plus que des heurts innombrables se produisent.

Pour peu que l'on saisisse la complexité de l'action réciproque des hommes et des Etats, on sera porté à excuser

que des individus se trouvent sans nationalité possible, telle l'Américaine expatriée qui devient la femme d'un étranger dont la loi n'accorde pas à la femme la nationalité du mari; ou, qu'à l'inverse, des mineurs soient pourvus de nationalités doubles ou triples, tels les enfants nés en France de parents belges qui n'y sont pas nés, dont les auteurs au cours de leur minorité sont successivement naturalisés autrichiens, allemands ou suisses.

On saisit et l'on déplore le manque d'harmonie causé par la multitude des législations, et si telle est la source des résultats monstrueux et antijuridiques, que nous ne sommes pas seuls à signaler, il ne faut point en accuser exclusivement les lois : les conceptions diverses qui président à leur élaboration méritent de supporter une part des critiques, comme la non-similitude des races rend compréhensible l'appréciation contradictoire des caractères de la nationalité.

Toute difficulté serait évitée ou du moins susceptible d'être résolue à l'aide d'organismes appropriés si les peuples avaient une conception identique des qualités qui constituent l'essence de ce lien primordial, si le désir de réaliser la vieille formule de Cogordan était unanime (1), on ne trouverait plus alors d'opposants aux axiomes habilement développés par M. Zeballos (2), que nous adoptons pleinement : I. La nationalité est un lien volontaire *bona fide*. II. Toute personne doit avoir une nationalité.

(1) Tout homme doit avoir une nationalité, n'en posséder qu'une, avoir le droit d'en changer librement.

(2) La nationalité au point de vue de la législation comparée et en droit privé humain. P. 233, XI.



III. Aucune personne ne peut avoir deux nationalités. IV. Toute personne a le droit de changer librement de nationalité. V. L'Etat n'a pas le droit d'interdire aux personnes le changement de nationalité. VI. L'Etat n'a pas le droit de contraindre des personnes à changer de nationalité contrairement à leur volonté. VII. Toute personne conserve le droit de recouvrer la nationalité qu'elle a abandonnée. VIII. L'Etat ne peut imposer sa nationalité aux personnes domiciliées dans son territoire, et ce contre la volonté de celles-ci. IX. La nationalité naturelle ou celle qui a été volontairement recouvrée déterminent, quant aux personnes, l'application du Droit public et du Droit privé. X. L'Etat a le devoir de déterminer la condition des personnes sans nationalité en Droit public et en Droit privé. Hélas ! toutes ces sentences sont condamnées à demeurer pour longtemps à l'état de souhait platonique. Mais si une liste harmonieuse de toutes ces qualités s'étale déjà dans quelques ouvrages, sa confection n'alla pas sans de rudes combats ; gardons-nous d'oublier par contre que cette énumération n'a point la consécration de la pratique, pas plus judiciaire que législative.

L'union <sup>peut</sup> ne peut se faire en effet sur des conséquences qu'autant que l'accord existe sur le postulat ; car avant de conclure on doit poser des prémisses. Or, si l'on proclame unanimement qu'à l'origine de la nationalité se trouve un lien de droit, le concours est ouvert pour en définir la nature, et le désaccord des théoriciens est cette fois absolu. Tel y voit un lien contractuel dérivé du contrat social ; celui-ci pense que la nationalité procède du souverain plaisir de l'autorité ; d'autres qu'elle existe en vertu

d'une obligation *sui generis*, expression commode qui se garde de toute précision, mais stérile faute d'autoriser à en tirer la moindre conséquence. M. Despagnet, et, avec lui, M. Rostworowski, estime avec quelque raison que la nationalité relève du Droit public de chaque Etat. MM. Valéry et Zeballos combattent à leur tour sa nature contractuelle. Aussi voudrions-nous indiquer ces divergences d'un doigt léger, sans devoir traiter de ce sujet avec développement; disons seulement que nos préférences vont à l'analyse de la nationalité due à la plume du Professeur à la Faculté de Droit de Buenos-Ayres (p. 343 de ses conférences), qu'on nous permettra de reproduire : « La nationalité est quelque chose de *suprême* et de grand, inhérent à la nature de l'homme. C'est l'attribut le plus important de la liberté civile, qui nous conduit par une série d'évolutions à nous grouper, abstraction faite de l'influence du territoire, des langues, des religions, et de situations politiques, pour réaliser un idéal commun de justice, de liberté, de paix et de travail. »

Le chaos déjà évident s'accroît des discussions relatives aux modalités qui pourraient affecter la nationalité : admettra-t-on l'intervention de la condition, sera-t-on partisan d'une théorie objective ou subjective de la nationalité? Cette idée dont un arbitre s'est incontestablement inspiré dans les litiges vénézuéliens de 1903, a fait l'objet d'une étude parue dans les *Annales de Grenoble* (1910, p. 329), résumée dans la *Revue de Droit International Privé* (1910, *Revue des Revues*, p. 1010).

Après ces lectures, l'on est définitivement convaincu

qu'il n'y a « en matière d'attribution de la nationalité française, ni condition suspensive ni condition résolutoire. » On écarte la première par la non-rétroactivité, notion que les arbitrages Medina et Lizardi discuteront longuement. De même, il est inutile de recourir à une soi-disant condition résolutoire, puisque dans les hypothèses ordinairement présentées comme telles, tout s'explique par la mise en œuvre d'une solution de conflit, ou par cette considération — qui trouverait grande faveur auprès d'un surarbitre américain — que seule est en jeu une question de preuve de la nationalité.

Une raison plus haute exige enfin que la nature subjective de la nationalité, fasse place à l'objectivité. « Etre Français sous condition impliquerait que la nationalité est un droit subjectif, soit de l'individu, ce qui ramène au contrat social, soit de l'Etat, ce qui ramène à l'allégeance perpétuelle; or, ce dilemme est inacceptable avec l'attribution pure et simple de la nationalité, qui n'étant plus un droit subjectif, n'est plus qu'une situation de droit objectif, l'expression juridique du fait qu'un individu est plus étroitement lié à la population d'un Etat déterminé, qu'à celle de tout autre Etat. » Or, nous prenons trop nettement position contre l'origine contractuelle de la nationalité et l'allégeance perpétuelle, pour que nous ne fassions pas remarquer combien le fonctionnement de nos arbitrages se trouve grandement facilité avec ce système, avec la notion objective de la nationalité, puisqu'il est permis d'envisager chaque situation sous son véritable jour en prenant conseil des faits. Nous relevons avec joie cet argument en faveur de l'excellence de notre méthode de solu-



tion des conflits, puisque nos efforts s'unissent pour faire prévaloir la nationalité, fait social et reconnu de tous, comme l'est déjà le mariage.

Voilà donc quelques points sur lesquels il faudrait s'entendre avant que de fixer *ne varietur* la liste désirable des qualités d'une bonne nationalité. Ceci fait, la matière réclamerait encore d'autres efforts pour étendre nos conclusions du domaine spéculatif à celui du législatif, afin que les magistrats appliquent ensuite les textes... et le nombre des difficultés croît toujours,...

On souhaiterait de contempler ces controverses en spectateurs, car l'on perd toujours quelques plumes à risquer une immixtion au milieu de ces questions brûlantes; c'est pourquoi il faut que la nécessité de défendre nos conclusions — appuyées par l'étude des arbitrages — soit bien impérieuse pour que nous courrions l'aventure de prendre parti entre les systèmes de tant de savants maîtres, dont les plumes manient le trait acerbe qui pourfend le téméraire, mais dont les arguments rassemblés en faisceau se détruisent avec une étonnante facilité et conduiraient au néant.

Nous nous déclarons donc partisan de *l'effectivité* de la nationalité dans les rapports internationaux; nous voulons qu'elle soit librement choisie par l'individu, elle sera donc *volontaire*; mais nous la demandons élue *bona fide* : pour être sanctionné ce lien devra être *réel*. Ainsi nous nous proclamons immédiatement adversaire déterminé de la conception autoritaire de la nationalité, nous n'admettons pas dans ce domaine qu'on mette des bornes à l'activité libre de l'individu. Nous sommes amenés

également à écarter la conception contractuelle de sa nature, car la théorie barbare de l'allégeance perpétuelle puise en elle de trop formidables arguments.

Du même coup, remontant au principe générateur de nos conclusions, nous prenons position en faveur d'une théorie objective de la nationalité repoussant toute modalité qui viserait à la présenter sous l'aspect subjectif. Nous ne nous contenterions pas davantage d'ailleurs d'une définition qui qualifierait son essence de *sui generis* laissant ainsi carrière à l'imagination de chacun.

La nationalité est un *devoir* qui préexiste en dehors de notre volonté, indépendamment du libre consentement de l'individu. Si l'on admet qu'avant d'entrer dans ses liens l'homme a la faculté d'y adhérer, l'heimatlosat est par ce fait même autorisé et légitimé; car il n'est pas une autorité humaine qui puisse commander à notre entendement, seule la notion d'une obligation supérieure à notre libre arbitre peut rendre inévitable l'acceptation d'une obligation et de ses charges. Les liens de parenté s'expliquent par la filiation; c'est pourquoi nous disons que la famille est une institution primordiale et la cellule originelle de tout groupement. La société à son tour se constitue postérieurement à la famille, et la vitalité de l'Etat ne peut être mise en cause; la nationalité existe au même titre que lui, mais se révèle la manifestation de l'agglomération d'un grand nombre de foyers. Cette conception aura toujours d'irréductibles ennemis, aussi les conflits subsisteront-ils. Recherchons donc dès à présent à mettre un terme aux difficultés qui encombrant la nationalité. On leur donne le plus souvent le nom de *conflits*, abstraction faite

d'un son de cloche sans écho (1) : nous distinguerons deux faces du conflit de nationalité et les définirons.

Il est tantôt positif, tantôt négatif, et la situation caractérisée par ces mots, s'appelle ou *heimatlos* ou nationalité multiple. L'un se dit de l'individu sans nationalité, celui-ci s'emploie lorsque plusieurs Etats réclament comme leur national une même personne. Donc au mot conflit négatif aucune nationalité ne correspond, c'est l'absence de patrie (2); deux ou un nombre indéterminé de sujétions constituent le type du conflit positif; même on pourrait citer des individus pourvus de quatre ou cinq nationalités. Ils se différencient encore par leur fréquence; le conflit (3) se présente fréquemment dans la pratique interne, nos arbitrages à leur tour prouvent qu'il n'est pas négligeable au point de vue du Droit International; le premier en revanche est excessivement rare, on pourrait presque en compter les manifestations qui se sont faites jour à la barre des tribunaux ou des Commissions mixtes. Cette anomalie s'explique aisément, elle provient de ce que les codes renferment plus de formules attributives de nationalité que de textes édictant des déchéances; ainsi la superposition des liens d'allégeance est-elle plus à redouter que la fissure dont profite l'*heimatlos*.

On peut encore noter que les divergences législatives concernant la nationalité d'origine fournissent fort peu

(1) M. Valéry dans son manuel les appelle des « contestations » et critique notre expression de conflits.

(2) Cette situation avait été admirablement caractérisée par le mot « *apatrides* », détrôné par l'expression allemande « *heimatlos* ».

(3) Conflit sans épithète se dit toujours de la nationalité multiple; quand on veut caractériser la situation inverse on met le qualificatif adéquat.



d'hypothèses de conflits; nous n'en avons pas relevé un seul en établissant la liste de nos arbitrages. On serait amené à conclure à raison de ce petit nombre que les lois ne sont pas si mal faites que les doléances des juristes le feraient supposer; sans doute le jeu des options suffit-il à atténuer les difficultés, si bien qu'au premier âge de l'homme le conflit négatif est plus à redouter que son contraire. Déjà la proportion des doubles nationalités augmente lorsqu'on envisage les causes postérieures d'acquisition, et elle arrive à son étiage maximum dans l'hypothèse suivante, qui forme en quelque sorte le corps de bataille des conflits positifs entre une nationalité d'origine et une nationalité acquise : un homme possédait par le jeu normal des textes la nationalité anglaise; il s'établit au Mexique, y commerce et y contracte mariage, un foyer est fondé; supposons que ses propriétés, au cours d'une guerre amérigo-mexicaine soient pillées par des troupes plus ou moins régulières, sa nationalité sera-t-elle anglaise ou américaine? pourra-t-il plaider devant la juridiction prévue par le traité de 1871 par exemple? Oui s'il est Anglais, évidemment non s'il jouit de l'autre nationalité; certainement pas s'il est à la fois l'un et l'autre.

Dans la généralité des cas semblables, la difficulté revêt l'aspect suivant à la barre des commissions : une nationalité indiscutée dans sa cause, mais qui a peut-être été perdue (nationalité d'origine ou acquise) en outre une deuxième nationalité dont on ne sait pas toujours si elle a été réellement, c'est-à-dire volontairement et légalement acquise, et si de plus cette allégeance superposée au premier lien le résolvait. Il est rare que les deux nationalités présentent le

même degré de certitude; cela pourra cependant arriver pour les femmes, en raison de leur veuvage suivi d'un remariage. La plupart du temps le heurt est moins brutal; il y a en tout état de cause matière à discussion et nous avons éprouvé souvent plus d'agrément à l'exposition de ces controverses qu'à l'énoncé des principes qui en résultaient.

La constatation du conflit, sans le désir d'y mettre fin en lui forgeant une solution, eût été une œuvre stérile : outre que sa permanence offense la beauté des conceptions théoriques du Droit international les nécessités, de la vie réclament impérieusement cette solution.

Le droit moderne tend à fonder sur la nationalité le statut personnel et tout ce qui en dépend. C'est pour cette raison que l'allégeance figure au nombre des questions préjudicielles dans nombre de procès : si le lien, qui attache un homme à une famille qui, elle, ne possède ni usages ni coutumes spéciales obligatoires, a cependant besoin d'être connu et a motivé la tenue des actes de l'état civil, *a fortiori* combien doit être constaté avec plus de certitude encore celui qui associe l'être humain à l'Etat, étant donné l'ensemble de devoirs et de droits que sous-entend une pareille sujétion. Les doubles nationalités constituent des anomalies gênantes dans l'ordre de la famille aussi bien que dans l'exercice des droits civils, administratifs ou politiques; elles ne doivent pas se perpétuer.

Enfin dernière raison : des critiques trop nombreuses ont été adressées au Droit International pour que nous ne nous croyons pas engagés à démontrer qu'il est perfectible, qu'aucune difficulté ne lui est insurmontable, compte tenu

de tous les droits légitimes : de cette façon nous répondrons à ses détracteurs, à ces hommes qui vont partout clamant son impuissance, par le plus efficace des démentis.

Si nous avons confiance en notre mission lorsqu'il s'agit de trouver le moyen de mettre fin à l'imbroglio barbare et de tarir les nationalités multiples en les soumettant à une règle de conflit, la recherche de ce critérium n'a certes pas le mérite de la nouveauté, elle a été tentée par tous ceux qui s'occupèrent de la nationalité et cela dans les trois ordres suivants : théorique, judiciaire, arbitral. Ces trois solutions possibles reçoivent également le nom de solution conventionnelle, solution judiciaire interne, et solution judiciaire externe. Disons, avant de passer en revue les moyens proposés, que nous écartons les deux premiers et que notre étude a pour but de justifier notre confiance dans la valeur du troisième. Tel est l'objet des paragraphes qui vont suivre.

---



§ 1.

SOLUTION THÉORIQUE OU CONVENTIONNELLE

Les écrivains de Droit International ont pris une notion fort exacte du rôle qu'ils étaient appelés à jouer dans son développement, ils ont compris qu'ils devaient se livrer à des discussions toutes théoriques, dont le législateur n'aurait plus qu'à mettre en formule le fruit; parfois même ils lui faisaient l'avance des textes, sollicitant seulement qu'il y attachât la force obligatoire. L'intérêt concentré sur la nationalité, et spécialement sur les problèmes de son conflit, devaient inciter les auteurs écrivant à titre individuel, comme les groupements de savants, à les envisager.

Mais ces personnalités se sont occupées moins de la solution des hypothèses qui se présentent que d'empêcher *in futurum* le retour des conflits. Elles s'inspirèrent de la méthode suivante : formuler des règles générales qui recevraient l'approbation du plus grand nombre. Ce but était noble, mais hélas ! voué à l'insuccès, parce qu'en vue d'obtenir cette quasi-unanimité, il fallait se cantonner dans le vague, émettre des tautologies; l'on ne pouvait descendre jusqu'aux spécifications de la pratique, sinon les controverses reprenaient de plus belle et l'accord, cependant indispensable, s'évanouissait. En plus, cette méthode avait le grand inconvénient d'être soumise au bon plaisir du pouvoir législatif, de n'avoir toute sa force que dans l'avenir, et de n'apporter aucun remède aux conflits déjà existants.

Est-ce à dire que les auteurs modernes se jetèrent à corps perdu dans la voie de la solution conventionnelle? Non pas, ils se rendaient compte de l'extrême complication de leur œuvre; il est d'autant moins nécessaire de le démontrer que si ces maîtres proposent des méthodes, ils avouent avec ensemble que certaines difficultés se perpétueront malgré tout.

Le sentiment de leur quasi-impuissance n'arrêta cependant pas ces intelligences fort peu ménagères de leurs efforts; elles peinèrent néanmoins vers une solution. A défaut de celle-ci, nos auteurs voulurent poser des jalons sur lesquels s'aligneraient les lois à venir, avec l'espoir que l'exemple contagieux inciterait quelques pays, lors d'une refonte de leurs Codes, à se mettre en harmonie avec eux. De là la manifestation de Cogordan en forme de trois postulats relatifs à la nationalité. L'accord pourrait être parfait dans ce domaine quelque peu métaphysique, sans que l'union soit cimentée pour cela. Tels et tels exemples en feront apparaître les failles, dès qu'il s'agira de descendre à l'examen du cas concret.

Comment en terminer avec les conflits de nationalité d'origine sans prendre part pour et contre le *jus soli* ou le *jus sanguinis*, comment concilier dans une théorie mixte où la part d'influence serait soigneusement dosée les droits légitimes de l'emploi de l'un ou l'autre? Le désaccord apparut dès ce premier pas. Mais la formule-type des modes d'acquisition de la nationalité pour l'enfant ne peut s'appliquer aux processus par lesquels la femme et l'adulte modifient leur nationalité; leur nombre ainsi que leurs conditions diffèrent avec chaque peuple. Enfin,

dans le cas de conflit entre une nationalité d'origine et une nationalité obtenue postérieurement, laquelle devra céder à l'autre? La plus récente s'inclinera-t-elle par respect pour l'aînée, ou celle-ci au contraire s'effacera-t-elle devant la jeune vigueur de sa rivale? Trois problèmes en face desquels la solution théorique se révèle impuissante, car il n'existe pas en raison d'argument décisif pour donner la victoire nécessairement à l'une plutôt qu'à l'autre nationalité.

On le sentira mieux quand nous aurons cité quelques-uns de ceux qui militent alternativement pour et contre. Ici encore il nous sera permis de nous effacer et de faire la démonstration de cette impossibilité en nous autorisant d'ouvrages importants...

Si les conflits revêtent une gravité si souvent déplorée, la cause n'en est-elle pas aux contradictions, aux différents critères adoptés par deux lois lorsqu'elles tranchent un même point? Bien plus, l'affaire Carlier affirme la possibilité de conflits entre lois identiques. Or, puisqu'ils sont innombrables et doivent leur naissance à des nécessités d'une variété infinie, la règle de conflits ne pourra jamais être formulée que relativement. C'est ce dont M. Weiss est pénétré, lorsqu'il prétend seulement tracer une ligne de conduite au juge sans plus, n'ayant surtout pas la prétention de tarir les conflits dans leur source, et donne franchement ses raisons de redouter l'insuffisance des traités passés dans ce but en présence des difficultés qui surgiront à l'occasion de leur conclusion, la même impossibilité, cette fois absolue, se présentera lorsque les règles déterminatives de la nationalité sont inscrites



dans la constitution de l'un des Etats négociateurs, car sur ce point le traité ne pourra rien concéder. Certes, nous pensons avec ce maître que l'unité est désirable, mais M. Weiss ne cherche-t-il pas à donner le change lorsqu'il avance que « nulle part l'uniformité des lois n'est plus facile à établir ». Il est bien inspiré quand il proclame en cette matière le besoin d'une entente internationale ou d'une réforme législative, mais il reconnaît avec plus de finesse encore qu'« elle est singulièrement délicate la mission qui incombe au législateur et à la diplomatie » ; nous croyons même qu'elle est hors de proportion avec les résultats entrevus. Il met enfin toute sa confiance dans l'œuvre d'un Congrès ou d'une Conférence à condition que « l'égoïsme ne paralyse pas les efforts. » Hélas ! nous craignons bien que ce dernier soit plus invincible que les conflits !

Consultons-nous M. Despagnet ? Sa foi dans la conclusion de traités est presque aussi grande sans qu'il croie cependant à la réalisation d'une législation uniforme ; favorable au *jus sanguinis* il constate avec amertume que l'intérêt des Etats les pousse à « accorder une influence exagérée au *jus soli* », c'est pourquoi il n'a qu'une confiance restreinte dans les tractations diplomatiques de tout ordre. M. Surville se rend compte que, jusqu'à présent, l'on n'a guère formulé que des vœux, suivant lui le seul moyen pratique actuellement consiste dans la conclusion d'accords diplomatiques ; toutefois, il ne faut pas se leurrer : certains conflits y échapperont complètement et il en fait l'aveu. Mais il fait un pas de plus lorsqu'il se range à nos côtés pour se déclarer favorable à la méthode qui s'attache à la nationalité effective, notamment lorsqu'il dit : « C'est

au juge qu'il appartiendra de décider, suivant les circonstances, comment il doit être tenu compte de chacune d'elles. »

M. de Lapradelle enfin nous paraît des plus proches de la vérité, quoiqu'éloigné des illusions généreuses de ces maîtres; ainsi, il n'hésite pas à faire toucher du doigt le peu d'avantages qu'obtiendront les sacrifices énormes exigés pour la confection des lois suivant un principe unique; la diplomatie dotée par ailleurs de plus de liberté n'inscrira guère à son actif de résultats plus encourageants; quoiqu'elle soit en mesure de ne pas respecter les textes, l'imperfection subsiste néanmoins.

En résumé, le coup d'œil jeté sur la solution conventionnelle introduite par voie générale ou par l'adoption de postulats identiques dans les lois particulières est loin d'encourager. Seul un principe supérieur surmontera les obstacles, c'est celui qui consacre la nationalité de l'Etat qui a le maximum de titres à imposer sa nationalité; nous regrettons que M. Despagnet soit d'un avis différent et avec son *non possumus* affirme que les conflits ne peuvent être tranchés par l'arbitrage international. Cet auteur a été sans doute effrayé outre mesure par les difficultés qui président à son institution; elles ne sont cependant pas d'un autre ordre que celles que les diplomates sont accoutumés de vaincre. Le résultat de plus de soixante années d'arbitrage lui inflige un démenti dont il se réjouira puisqu'il apporte une solution conforme au Droit International Privé.

L'esprit de liberté ou la conception autoritaire, la race, la religion, la nécessité de pourvoir à une population nombreuse, parmi les considérations générales qui souvent

dépassent l'entendement d'un homme, concourent à perpétuer l'incertitude. Chaque auteur se laisse entraîner par ses préférences, chaque Etat par sa civilisation : l'harmonie ne se crée pas ; mise en face de la réalité, la belle ordonnance mise en maxime par Cogordan et ses successeurs ne peut enlacer ce « mirage » pas plus que ne peuvent se rencontrer deux mobiles animés de mouvements de même sens.

Cette unité doctrinale — car c'était bien là le résultat entrevu — à laquelle nos auteurs ne peuvent atteindre, des corps savants s'essayèrent à la réaliser. L'Institut de Droit International se mesura à deux reprises avec ce problème dans des sessions tenues à Venise et à Oxford, au cours de cette dernière notamment, il prit des résolutions qui, si elles eurent un grand retentissement, s'attirèrent par ailleurs bon nombre de critiques tant au point de vue de la méthode employée que sous le rapport du contenu intrinsèque de leurs règles (1). Elles méritent néanmoins plus qu'un platonique hommage, et bien que nous ne croyions pas que leur adoption par les Etats conduise à une discrimination des conflits aussi absolue que l'intervention du juge arbitral, nous devons aux efforts de la X<sup>e</sup> commission de constater que la solution conventionnelle ferait dispa-

(1) Pour les travaux et la discussion à l'Institut de Droit International, voir son annuaire à ses différentes sessions : 1888-1889 et 1894-1895, le rapport à la dixième commission de M. André Weiss, tome 13<sup>e</sup>, P. 167.

Les résolutions de Venise et d'Oxford ont été l'objet des travaux suivants. 1895. M. Félix Stoerk, Les changements de nationalité et le droit des gens, *Revue générale du Droit international public*, p. 273. 1896. M. R. Kleen et M. Dupuis, même revue pp. 429 et 668. 1897. M. Catellani (co-rapporteur). Les règles de Venise sur la nationalité, même revue, p. 248. J. Berney, La nationalité à l'Institut de Droit International, *Revue générale du Droit public*, p. 1 et sq. 1898. M. Rostworowski. Les conflits de lois en matière de nationalité. *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, p. 193 et sq.



raître un très grand nombre de conflits. Plus récemment, à Christiania, l'Institut a remis sur le métier la question des conflits de nationalité eux-mêmes, alors que dans les sessions précédentes il avait formulé des conseils pour guider les Etats dans leur refonte des lois sur la nationalité, en 1912 il abordait notre sujet et sa commission chargée MM. Weiss et Catellani de faire un rapport que les événements ne permirent pas de mener à bonne fin, elle se souvint à bon droit du travail qu'avaient fourni les co-rapporteurs des sessions antérieures et estima que l'Institut avait tout à gagner en profitant de l'expérience de ces deux membres. On notera avec plaisir que les suffrages de leurs collègues se sont portés sur deux ressortissants des pays alliés, pour faire l'étude préliminaire de cette question qui touche de si près au Droit public et si nous ne doutons pas que la victoire de la nouvelle coalition permette à l'Institut de reprendre ses discussions avec la sérénité nécessaire, par contre, nous regrettons infiniment de ne pouvoir utiliser les lumières toujours remarquables de cette société, bien que ses propositions n'échappent pas toujours aux critiques qu'encourent les projets dont la réalisation a besoin de la sanction des parlements.

Quelques années auparavant un diplomate, M. Henri C. Lisboa, établissait à son tour un projet de législation internationale sur la nationalité (1). Mais au code du corps savant comme à la proposition de l'homme privé manquèrent et manqueront longtemps et peut-être toujours, l'approbation législative.

(1) *Revue de Droit International et de législation comparée*, 1903, p. 148 et suiv.

Cette absence de sanction porte un coup funeste à toutes les tentatives théoriques, qu'elles émanent d'individus ou de groupes, le manque d'unité doctrinale se traduit par la répugnance des organes législatifs à admettre certains théorèmes, comme certaines solutions. Pourquoi? C'est qu'en effet si trop souvent les hommes compétents ne participent pas aux conseils des Parlements, les Assemblées législatives reflètent néanmoins les théories qui ont cours dans la masse de la nation. Elles se préoccupent, non pas de construire une œuvre irréprochable aux yeux des internationalistes, mais ce qui cadre mieux avec leur institution, de faire œuvre utile dans le domaine purement national : sous une autre forme, elles font abstraction des milieux extérieurs et ne fixent leur regard que sur les problèmes intérieurs dépendant de la nationalité. Cette ignorance voulue de l'univers, vicie à tout jamais leurs tentatives, et dans ces conditions il est difficile de chercher auprès d'elles la solution de questions de droit externe, telles que celle-ci.

Bien plus, supposons que ces assemblées en aient le désir, des considérations terre à terre mais pratiques les en empêcheront : le besoin d'accroître le nombre des nationaux, la volonté de favoriser l'émigration, le remariage des divorcés, des castes ou des religions dont l'influence est prépondérante. Veut-on augmenter le nombre de ses nationaux, place plus large sera réservée au *jus soli*, sans se préoccuper des complications possibles. De nombreux ressortissants émigrent-ils au contraire? On leur fera application du droit du sang, en le poussant quelquefois à l'absurde. A l'inverse veut-on faciliter l'immigration, on rendra la naturalisation plus aisée, on l'accordera même

*ipso facto*, ou l'on favorisera le mariage avec des indigènes par des concessions de nationalité. A côté de ces conceptions proprement politiques, notons l'importance des idées morales, le divorce pourra être ici une cause de rupture du lien national, ailleurs on cherchera à faire de la famille un organisme complet et doté d'une nationalité unique. Les parlements ne peuvent s'abstraire de ces raisons. Les intérêts enfin qu'ils ont mission de défendre sont souvent contradictoires, ils hésiteront parfois, ils utiliseront à la fois le *jus soli* et le *jus sanguinis*, dans ce cas leurs textes se heurteront aux législations plus caractérisées. En résumé, il n'y a pas d'entente possible parce que chacun s'en tient à une loi et entend garder jalousement les avantages assurés par son texte sur la nationalité; dans ce but on invoque tour à tour la liberté législative des Etats, leur indépendance ou leur autonomie, tout ce qui se cache sous les mots magiques d'« ordre public », sitôt que cette notion intervient, on le sait, cela équivaut à se mettre un bandeau sur les yeux.

Supposons cependant qu'on puisse ne tenir aucun compte de ces éléments d'ordre local, bien des questions resteraient encore à résoudre, avant de mettre sur pied une règle de conflit par l'intermédiaire du législateur.

Prônerait-on l'adoption d'une loi commune par les divers parlements au fur et à mesure qu'ils se rallieraient au système proposé, ou bien laissant à chacun son texte tel qu'il se comporte, en adoucirait-on les frictions par l'incorporation de clauses autorisant des options plus nombreuses, ou créant automatiquement le retrait de la naturalisation? Chacune de ces méthodes compte des



défenseurs comme on lui reproche ses inconvénients; c'est pourquoi avant d'arriver à l'unité, il faudrait s'accorder sur la méthode employée.

En Droit International spécialement des accords ne peuvent être conclus qu'en nombre limité, et la pierre d'achoppement de la solution par législation uniforme réside précisément dans la multiplicité des sacrifices et des concessions à négocier afin d'être en présence d'un texte viable. Nos citations de spécialistes suffiraient à faire passer la conviction que cette voie est sans issue; croyons-en leur expérience, faisons crédit à leur parole : l'intervention législative ne peut constituer notre remède, car elle ne se réalisera pas.

Comme nous ne pouvons empêcher que des lois sur la nationalité aient été promulguées, pourrions-nous, du moins, entrevoir une époque où les juristes en modifieront l'ensemble? Hélas ! la solution ne pourra pas plus être demandée aux juges locaux, car ils ont le pouvoir d'interpréter les textes, non la puissance de les redresser.

---

§ 2.

SOLUTION JUDICIAIRE INTERNE

Si nous posons ce postulat que le juge doit trancher le conflit, il est évident toutefois que ce magistrat agira dans les limites de son indépendance, comme dans toutes les matières contentieuses, il forgera une solution propre à chaque espèce qui lui sera soumise, la jurisprudence naîtra de leur réunion, et leur rapprochement établira à son tour un système empirique de résolution.

Nootns tout d'abord que cette manière de procéder ne crée d'unité qu'autant que le juge adopte toujours des règles identiques, à tout le moins analogues. En présence de solutions contradictoires, ce qui est beaucoup plus vraisemblable que l'hypothèse précédente, il est clair que leur autorité comme leur valeur tendront à devenir presque nulles, et le remède serait peu efficace; mais un reproche plus grave condamne à tout jamais le système de résolution par le moyen du juge local.

Celui-ci doit trouver des fondements à sa solution soit dans un texte, soit dans la raison : on sait que le premier n'existe pas par hypothèse, et que la raison est vacillante. Comment sera-t-il amené à procéder? La solution dépendant uniquement des lois en conflit, distinguons plusieurs situations qui se présentent à tout tribunal.

1<sup>o</sup> Le conflit existe entre sa loi nationale et une loi externe. Que fera le juge? Nous répondons qu'il n'a aucune autonomie, dans ce cas la solution s'impose à lui. Magistrat

ayant reçu l'investiture du pouvoir exécutif de son pays, il a juré fidélité à l'ensemble des dispositions consacrées par ses codes; il ne peut que s'incliner devant le texte qui dicte sa conduite; sa loi doit l'emporter.

Cette attitude se justifie-t-elle? Oui, et l'unanimité vainement cherchée jusqu'ici se rencontre pour y applaudir. Je me sens contraint d'y faire écho par respect pour les raisons qu'on en donne, mais ce n'est pas sans regret : il est de ces résultats auxquels l'esprit adhère sans que le cœur soit gagné. En effet, la prééminence de la loi territoriale peut conduire parfois à des résultats monstrueux; ainsi en sera-t-il lorsque se pose la question de l'allégeance conjointement avec celle de la validité d'une naturalisation en pays étranger, si le juge du siège est russe ou ottoman. La lamentable situation des Alsaciens-Lorrains et des Danois du Schleswig, en Allemagne ou en France, résulte pour une large part de l'obligation de faire passer la loi locale avant toute autre. De même encore cette sujétion perpétuera les conflits négatifs devant les tribunaux des Etats dont les Codes édictent la déchéance de leur nationalité pour raison politique, militaire ou religieuse; à leur tour les cas de réintégration ou d'application du bienfait de la loi aideront à la reproduction des cas de nationalités multiples : ainsi le mariage des Vénézuéliennes suivi de veuvage et d'une deuxième union. La nécessité où se trouve le juge interne de s'incliner devant la loi locale est, suivant nous, en contradiction avec deux théorèmes qui gouvernent essentiellement la nationalité, à savoir : 1<sup>o</sup> que la nationalité peut être librement aliénée, ce qui est l'antipode de l'allégeance perpétuelle; 2<sup>o</sup> qu'elle



doit se déterminer d'après son caractère effectif ; c'est-à-dire en tenant compte du genre de vie du sujet ; ainsi on rattachera celui-ci au souverain que révèle l'ensemble de ses actes, au lieu qu'un texte odieux à la liberté humaine l'assujettisse à celui de sa naissance.

La profondeur de ces raisons n'a jamais ébranlé un tribunal respectueux du principe de l'ordre public. La société, dit-on, pour fonctionner sans à-coup, doit être hiérarchisée, or, le juge cède au texte parce qu'il est l'expression d'une volonté supérieure susceptible d'erreur, non de discussion de peur d'en énerver l'autorité, c'est pourquoi nous nous inclinons, sans rappeler des arguments connus de tous et qui consacrent la prééminence de l'ordre public. Il est préférable, dans l'intérêt du droit lui-même, qu'une injustice reste sans sanction plutôt que de troubler l'ordre d'un Etat en intervertissant la subordination de ses facteurs, le droit de l'individu ne prime plus lorsqu'il ébranle les fondements de la Puissance publique.

Les arguments que nous développons à l'encontre de la sempiternelle solution docilement reçue de la loi nationale, n'ont jamais égaré de magistrats européens, il leur était réservé cependant de recruter l'adhésion d'une juridiction transatlantique. Le fait est assez curieux pour que nous le rapportions, sans craindre sérieusement d'ailleurs qu'il fasse école ; dans l'obligation où nous nous trouvons de donner à la raison le pas sur les sentiments, c'est un baume fort précieux pour nos regrets.

La décision de la Cour suprême du Chili, que nous sommes bien forcés de commenter avec défaveur, sous peine d'introduire une dangereuse fissure dans l'œuvre du Droit

International est un exemple banal de conflit entre le *jus sanguinis* et le *jus soli*, mais l'espèce devient remarquablement intéressante (et cela excusera notre digression) du fait qu'elle constitue un cas unique — nous croyons pouvoir l'affirmer — où le caractère facultatif de la Constitution d'un Etat fut audacieusement accepté, où fut bafoué l'ordre public le plus évident, où la supériorité de la loi étrangère sur la *lex fori* fut proclamée par les gardiens de cette dernière, où cet accroc enfin à tous les principes communément reçus et qui nous paraissent toujours aussi nécessaires, fut sanctionné par des magistrats appartenant à la Cour la plus élevée en dignité, pourvue du maximum d'autorité, et, espérons-le, de science.

Poursuivi pour avoir négligé de s'inscrire sur le registre militaire de son département, Don Harold Nicholls (1) revendiquait la nationalité anglaise. Sa réclamation avait été repoussée une première fois le 30 décembre 1907 par le tribunal d'Iquique (Dépt. de Tarapale) qui l'avait condamné à 50 Pesos d'amende et obligé à servir un an dans l'armée de la République. Sur appel, la Cour de Tacna avait rendu le 4 mars 1908 un arrêt confirmatif; sur pourvoi, la Cour suprême du Chili, à la majorité, lui donna gain de cause, mettant à néant par cette décision l'œuvre des juridictions antérieures.

Don H. Nicholls avait appuyé son pourvoi sur les arguments suivants : Il est possible que vis-à-vis du Chili le demandeur soit tenu de servir sous ses drapeaux, mais

(1) *R. D. I. P.*, 1712, P. 783 et sq. A f. Harold Nicholls y Problete, Cour suprême du Chili, 12 sept. 1908, Min. Public, D. Miguel L. Valdès : conclusions, contraires.

cette obligation en relation directe avec son domicile en ce pays est indépendante du jugement à intervenir sur sa nationalité et ne la préjuge pas. D. Nicholls est anglais parce qu'il est né d'un père anglais sur le territoire de la Grande-Bretagne. Il est vrai que la Constitution Chilienne élève une prétention contradictoire sous le prétexte que l'impétrant tomberait sous le coup de l'article 5 § 2<sup>o</sup>, sa mère étant chilienne d'origine et lui-même résidant en Amérique avec ses parents. Mais, disait-il, cette réclamation n'a pas l'énergie de la constitution anglaise lorsqu'elle attribue sa nationalité à des enfants de parents anglais.

Quand un conflit de lois se présente, il faut appliquer les principes du Droit International, or le lieu de naissance et la nationalité de son père militent pour le soumettre à l'allégeance britannique. En regard de cette double circonstance, la nationalité d'origine maternelle est de bien peu d'importance, alors surtout que l'intéressé déclare avoir fait choix de la Grande-Bretagne pour sa patrie. Combattant enfin l'argument de texte tiré de l'article 5 de la Constitution, il indiquait que la nationalité conférée en son § 2<sup>e</sup>, loin d'être obligatoire, était une faveur offerte à tous ceux qui, sous ces conditions, entendent renoncer à leur nationalité d'origine.

Le Procureur fit valoir des considérations en sens contraire, uniquement puisées dans le Droit interne, ce qui était parfaitement logique dans un conflit entre sa *lex fori* et une loi étrangère. Il s'efforça de prouver que la Cour était liée par les textes chiliens et par la Constitution dont elle recevait une délégation pour rendre la justice.

Malgré la dissidence de trois ministres, les membres de la

Cour suprême firent droit aux prétentions contenues dans le pourvoi et jugèrent tout d'abord que l'article 5 n'a pas pour but d'imposer la nationalité aux individus qui satisfont à ses conditions; ce texte n'est pas impératif, et notamment ne prévaut pas contre la volonté contraire d'un enfant né d'un père anglais; il ne serait obligatoire, et ne pourrait dans ce cas être éludé, que si les auteurs de l'impétrant eussent été tous deux chiliens. Dans l'hypothèse actuelle il ne joue pas en raison de son acception facultative, sauf en présence d'une manifestation impliquant l'intention d'acquérir la qualité de chilien.

Cette décision ne pouvait manquer de rencontrer d'ardents adversaires. La Cour écartait bien légèrement un texte précis déclarant chiliens, par le seul fait de leur domicile au Chili, les enfants d'un père ou d'une mère chilienne nés à l'étranger. A supposer qu'on voulût discuter ce qu'il fallait entendre par « mère chilienne, était-ce une femme, telle la mère de Don H. Nicholls, originaire de ce pays, mais ayant acquis une nationalité tout autre par son mariage avec un Anglais, ou devait-on entendre par là une mère possédant encore cette nationalité à l'époque de la naissance de son enfant? Il était évident aussi que l'arrêt ne prenait point garde à un facteur important, l'établissement dans cette République du domicile familial, ainsi que la longue résidence accomplie par le fils né de l'union. L'étude historique de ce texte auquel s'était livré le Procureur, notamment en sa rédaction précédente sous la Constitution de 1823, démontrait que la résidence au Chili permettait de présumer l'option en faveur de la nationalité de ce pays. Enfin le Droit International n'est pas unanime



sur l'attribution de la nationalité en fonction de la filiation, les lois européennes, telles l'anglaise et l'espagnol, ne s'attachent pas uniquement à elle pour la transmission de la nationalité, et nous verrons quels importants correctifs y furent apportés par nos arbitrages.

La décision de la Cour ne mérite donc pas de faire jurisprudence, car elle est en contradiction avec la teneur littérale du texte et son élaboration historique; elle dessert ensuite les intérêts nationaux les plus immédiats de l'Etat en cause. Jamais surtout des écrivains de Droit International ne consentiraient à reconnaître cette application d'une loi externe qui se heurte à un article qui n'est nullement permissif; nous ajoutons que les législations font bloc à leur tour pour assurer la sauvegarde de leur ordre public.

Nous nous sommes trop complaisamment étendus sur cette affaire, nous ne lui ménageons pas les critiques, cependant nous sommes contraints de nous faire violence pour ne pas en approuver l'esprit. Qui n'a jamais éprouvé une vive contrariété en ressentant l'impression que la réalité dans un semblable conflit n'était pas du côté de la *lex fori*, et que l'activité libre de l'individu est comprimée par elle, quand elle n'est pas sciemment violée? Si le juge vibre comme nous, combien regrette-t-il que son activité soit limitée. Tente-t-il de sortir de sa sphère d'action, c'est une folie héroïque qui ne lui suscitera aucune sympathie moins encore des imitateurs, à telle enseigne que nous n'osions pas croire qu'une Cour se laisserait entraîner à la commettre. Cette initiative fut prise par une magistrature de ces Républiques sud-américaines chez lesquelles le droit

n'a pas encore cette vétusté austère particulière à notre vieille Europe; là-bas les pouvoirs reconnus à certains tribunaux sont tels qu'il leur est loisible de casser des lois si elles violent les libertés constitutionnelles : c'est pourquoi la Cour Chilienne s'inspirant de cet exemple, n'a pas dû éprouver le même sentiment d'horreur pour son audace en écartant délibérément une loi de son Etat; la tempête s'est apaisée plus rapidement parmi ses membres, que celle soulevée par sa décision dans le corps des juristes.

Nous ne pouvons conseiller aux juges locaux de l'imiter, car il est nécessaire de maintenir ces derniers dans de légitimes lisières, mais cet essai trouvera une carrière féconde dans le domaine du Droit externe où fonctionnent les tribunaux d'arbitrage, ainsi que des imitateurs parmi leurs arbitres.

Si nous avions à reprendre devant une Commission mixte par exemple, l'examen de la plainte Don H. Nicholls, nous déciderions que la nationalité anglaise doit lui être maintenue jusqu'à ce que, devenu capable, il ait manifesté une volonté évidente de s'attacher au Chili, ainsi s'il continuait à y demeurer, à y vivre ou s'il y fondait un foyer.

Nous empruntons volontiers des éléments d'information à la loi locale, nous ne recevons pas d'elle des preuves *juris et de jure*. La sensibilité ne peut prévaloir contre la loi, mais la justice et le Droit International doivent toujours marcher d'accord.

2° Certaines espèces sont donc absolument incompatibles avec la solution judiciaire, et cela suffirait à les écar-

ter. Retrouverait-elle cependant quelque faveur pour trancher le conflit né de deux lois étrangères au juge, dans le cas de ce qu'on est convenu d'appeler « conflit devant le juge d'un pays tiers? » Alors encore nous sommes d'avis que cette solution est insuffisante, mais notre opinion ne repose plus sur les mêmes motifs : rien n'empêche en effet le juge de « dire le droit », la difficulté réside seulement dans la méthode à suivre pour reconnaître où il se trouve. En présence de deux textes qui lui sont étrangers, l'indépendance du juge est absolue, il peut rendre sa décision en toute tranquillité d'âme : mais combien de scrupules ne devra pas vaincre son esprit avant d'y accéder.

Un auteur tout d'abord estime qu'en pareille occurrence le juge devrait s'abstenir de toute décision et proclamer son incompétence (1), sous le prétexte qu'il ne pourrait pas plus avoir l'audace de départager deux dispositions externes que nous ne lui reconnaissons tout à l'heure la faculté de faire prévaloir la loi étrangère à l'encontre d'un texte national impératif : le juge ne possède en effet, aucun étalon pour effectuer ce choix. D'autres voudraient qu'il donnât la préférence à la loi qui se rapproche le plus de son droit propre : mais alors que d'arbitraire n'introduisons-nous pas ; si rien n'est plus facile que de discerner la loi dont la tendance s'apparente avec celle du juge quand il n'est question que de *jus sanguinis* ou de *jus soli*, combien plus délicate cette confrontation en matière de nationalité acquise. M. Pillet préfère avant tout éviter une mauvaise

(1) Système qui sera repris plus tard par certains commissaires.

interprétation et conseille que sa réponse soit un *non liquet* semblable à celle du *Judex romanus*. Avec ses courtois, mais nombreux contradicteurs, nous ne pouvons nous rallier à cette théorie soutenue avec brio, avouons-le, par son inventeur. Nous souhaiterions qu'il reconnût que le Droit International a fait quelques progrès depuis l'époque romaine, et sans invoquer l'expression trop cinglante de « déni de justice », nous estimons que la conscience professionnelle du juge du pays tiers suffira à l'empêcher de tomber dans cet excès.

Surtout la solution judiciaire interne mérite des reproches plus graves dans le cas où aucune des lois en conflit n'a de rapports même lointains avec celle du Tribunal, heureux encore si elle n'adopte pas précisément des principes opposés à celle-ci. Le magistrat décidera-t-il au petit bonheur, d'après sa raison ? Mais elle va puiser les arguments de sa conviction dans l'éducation ou la culture qu'il reçut, et celle-ci est à l'antipode des deux textes qu'il faut interpréter. D'après son sentiment et en équité, jamais deux esprits n'eurent la même conception de cette dernière, et le sentiment à son tour n'occasionnera-t-il pas de fâcheuses contrariétés de jugement ? Ainsi aucune ressource pour combler la lacune qui se révèle.

Néanmoins, lorsque se présente un semblable conflit, nous sommes d'avis que le magistrat ne doit pas reculer devant les hasards d'un choix parfois difficile ; son honneur est engagé à ce qu'il termine le procès en utilisant précisément le mode de solution prôné par nous et qui s'est révélé efficace au long du fonctionnement des juridictions arbitrales : la constatation de la nationalité réellement possé-



dée par l'individu; dans cette conjoncture il lui est toujours loisible de prendre conseil des faits sous couleur d'interpréter le droit, et cette méthode serait en tout cas plus fructueuse que d'emprunter un semblant de solution à des systèmes sans contact direct avec le sujet du droit.

Mais pour que le juge se livre avec fruit à cette recherche fondée sur l'observation objective, encore faudrait-il qu'il recourût à cette méthode, d'instinct et spontanément, par suite d'une accoutumance presque journalière; or, plusieurs raisons, qui déçoivent tous nos espoirs en cette pratique, l'empêchent d'y recourir. C'est d'abord et en premier lieu sa pusillanimité; rarement ses pareils auront l'audace de suivre la voie que nous préconisons, ils préféreront borner leur choix à la loi qui cadre sensiblement avec leurs conceptions nationales... ou personnelles. Secondement, cette liberté d'appréciation entraînerait souvent le manque de concordance entre les sentences; l'absence de jurisprudence enfin contribue à augmenter l'instabilité des décisions; ce n'est pas à dire que les Commissions mixtes n'aient jamais vacillé, ni qu'elles aient établi une longue suite de précédents, mais leurs arbitres portèrent plus d'attention aux décisions antérieures et discutent sérieusement avec chaque cas la jurisprudence invoquée par les conseils des parties, la force de leurs sentences s'en trouve augmentée d'autant. L'autorité enfin fait défaut à l'arrêt d'une Cour qui n'est *res judiciala* qu'autant qu'elle est invoquée dans les limites du territoire de son pays; si le magistrat est un spécialiste des questions de Droit International privé on citera son opinion avec honneur, mais égarée parmi tant d'autres arrêts dictés par sa loi natio-

nale, elle manquera toujours de relief; que sera-ce quand pointerà à travers ses considérants, l'insuffisance de l'éducation juridique du juge?

A des questions qui relèvent de l'ordre du conflit de lois, il faut des juges dotés de plus de prestige : nous mettrons donc notre confiance dans la dernière solution proposée; en dépit des critiques, ses avantages se révèlent suffisants pour en compenser les inévitables défauts.

---

§ 3.

SOLUTION PAR LE JUGE INTERNATIONAL  
OU SOLUTION JUDICIAIRE EXTERNE

Que faut-il entendre par là ? Tout d'abord cette sorte d'arbitrage est-elle susceptible de revêtir plusieurs formes ? L'histoire nous apprend qu'on peut donner à ces juridictions créées en dehors de l'ordre judiciaire une composition variable avec la gravité du litige.

Sous la forme la plus ancienne de l'arbitrage, la cause est remise aux mains d'un juge unique, statuant dans la plénitude de ses pouvoirs *ex aequo et bona fide*. Les premiers arbitrages du Droit International public se présentèrent sous cet aspect, un exemple aussi invétéré dans les fastes de l'humanité aurait eu des chances de s'étendre à notre domaine (1), n'étaient ses inconvénients qui le proscrivirent définitivement. La mission d'arbriter est confiée tantôt à un Souverain à cause de son renom de sagesse, (formule des plus anciens arbitrages) ou de son autorité morale, tantôt à un diplomate en raison de son aptitude à pénétrer les questions les plus embrouillées et à leur forger une solution ; d'autres fois le choix se porte sur un juriste que ses études spéciales prédisposent à cette charge. Ces trois personnes résument l'expression de la recherche de l'*idoneus judex*, de l'*homo rationabilis* des vieux textes.

L'arbitrage du Droit privé connut ensuite une forme plus

(1) Décisions Arata et Canevaro arbitrées par l'arbitre espagnol Don Ramiro Gil de Uribari.

savante et qui assure une meilleure discussion du sujet, nous entendons la Commission mixte fonctionnant à la pluralité des membres, trois ou plus, pourvu que leur nombre reste impair, en vue d'éviter tout partage de voix. Ce véritable tribunal participe d'ailleurs par quelque côté aux reproches mérités par l'institution précédente; en effet si chaque puissance y nomme un commissaire (c'est l'expression couramment employée pour désigner ses membres) le surarbitre obligé de les départager est tantôt un étranger, souvent alors recruté parmi des diplomates ou des jurisconsultes, d'autres fois il s'établit un roulement et les parties chargent alternativement l'un des commissaires de départager ses collègues. Cette magistrature internationale est très fréquemment usitée et constituée; elle se présente le plus naturellement du monde à l'esprit de tous les diplomates rédacteurs de protocoles tendant au règlement de questions litigieuses. Nous pourrions même dire que jusqu'à ces derniers temps elle existait à l'exclusion de toute autre, mais faute de juridiction permanente d'arbitrage, il était nécessaire de constituer l'organisme approprié pour chaque affaire, ou du moins pour chaque groupe de réclamations.

Tout récemment, une troisième et dernière forme est apparue, dotée précisément de ce caractère de stabilité qui faisait défaut aux précédentes, elle s'appelle le Tribunal d'arbitrage de la Haye. Cet organisme doit sa naissance au mouvement internationaliste et pacifiste condamné par ailleurs à l'avortement dans son objet principal, le désarmement; il a produit cependant des fruits dignes de ne pas être englobés dans la méfiance qui a atteint ses espérances



utopiques. Sous le rapport des droits privés, les compétitions entre Etats sont moins ardentes et cette Cour peut espérer venir à bout de bien des incidents.

Cette institution de l'arbitrage international à laquelle plusieurs puissances recoururent au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle pour terminer des contestations touchant des droits privés, s'est donc attachée à son tour à la résolution des questions de nationalité, et son résultat est excessivement encourageant dans le domaine des conflits. L'Italie et le Pérou s'en servirent pour trancher leur différend relativement à l'affaire Canevaro, où se discutèrent à la fois la nationalité des personnes et celle de la Société Canevaro e Hijos.

Par sa composition, le Tribunal d'arbitrage n'est point fort éloignée de ressembler à une Commission mixte; son recrutement en diffère cependant, le siège est occupé par un plus grand nombre d'arbitres et leur mode de recrutement augmente la valeur morale de ses arrêts, en proportion de la notoriété de ceux qui sont appelés à les confectonner.

Pratiquement les trois modalités de tribunaux internationaux que nous venons de passer en revue ne fournissent ni des sentences revêtues d'une autorité égale, ni ne s'emploient indistinctement : cela tient à leur nature, à des inconvénients qu'il est temps de ne plus celer. Le recours au juge unique est tombé en désuétude; il florissait avant le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, à une époque où l'influence d'un roi et le renom d'un magistrat leur soumettaient les litiges du monde civilisé. Mais l'arbitrage d'un chef d'Etat tourne fatalement à la médiation, il évitera d'abord de fournir des motifs susceptibles de froisser l'Etat condamné; le

Prince sera plus prudent encore dans l'énumération de ses principes : nul ne connaît l'avenir, et telle règle qu'il accepte aujourd'hui pourrait quelque jour se retourner contre sa politique; les discussions entre nations anglo-saxonnes au sujet de la contrebande de guerre n'ont pas besoin d'être rappelées pour indiquer le parti qu'un adversaire éventuel tirerait de semblables déclarations. Emu par toutes ces considérations, si le chef de l'Etat n'examine pas lui-même le litige, il choisit entre une commission spéciale et un particulier; dans ce cas, tantôt il fait sienne la sentence qui lui est remise et la décision n'est que l'œuvre apparente de son signataire, ou bien alors il corrige le texte soumis à ses lumières, et nous retombons ainsi dans les inconvénients que nous rappellions. Si l'on s'adresse en revanche à un technicien, diplomate, magistrat, jurisconsulte, aussi bien que dans l'hypothèse où le Souverain a délégué ses pouvoirs, leur solution ne participe point suffisamment de l'éclat de la majesté souveraine : nous n'ignorons pas que l'on dira qu'elle a la même valeur, puisqu'elle résulte expressément d'une convention signée entre nations; néanmoins on a toujours une tendance à attendre moins de sagesse de la décision d'un homme que de celle émise par une collectivité, et cette certitude morale figure au nombre des conditions dignes d'intérêt dans le règlement des contestations où de puissants Etats peuvent intervenir. C'est pourquoi cette institution n'aura guère lieu de fonctionner pour trancher les questions de nationalité. Le rôle de l'arbitre personne privée se limite à des litiges d'importance minime, et celui des rois justiciers est maintenant cantonné dans la solution des litiges territoriaux.

Le succès et l'emploi universel de la Commission mixte au xix<sup>e</sup> siècle tiennent à différentes causes. Elle s'applique parfaitement à l'examen de tout un groupe de demandes pécuniaires — ainsi toutes celles que nous citerons — elle permet ensuite de compenser les condamnations si des nationaux de chaque puissance font valoir des griefs réciproques ; son fonctionnement enfin n'exclut pas le recours à des hommes techniques. Cependant l'analyse de leur composition révèle une grave imperfection : les commissaires étant nommés par chaque Etat sont suspects de partialité car ils sont toujours sujets de celui qui les intronise, et bien qu'ils aient à cœur, pour écarter ce soupçon, de motiver longuement leurs décisions, il est de toute nécessité de choisir avec discernement un surarbitre. Au cas où ils se scinderaient en deux camps égaux d'opinion divergente, ceux que frappe particulièrement cette partialité probable des commissaires trouveront une raison de plus pour combattre l'emploi des Commissions mixtes, lorsque leur fonctionnement est prévu avec l'aide d'un arbitre choisi parmi les sujets des parties, quand un roulement notamment établi entre leurs membres donne successivement voix prépondérante à l'une et à l'autre nation. Cet inconvénient mérite d'être pris en considération, sans aller jusqu'à être prohibitif, fréquemment en effet on a l'impression que la sentence reflète les conceptions propres à l'arbitre, qui, malgré le sentiment de son devoir d'impartialité, ne peut abstraire complètement sa conscience de toutes les notions qu'il considérerait jusqu'alors comme l'expression du droit même : évidemment sous ce rapport le recours au Tribunal d'arbitrage s'avère bien préférable.

En sens contraire, si l'arbitre appartient par sa nationalité à une tierce puissance, n'est-il pas à redouter que nous soyons ramenés à l'arbitrage par juge unique, dans le cas où ses collègues croiraient devoir se faire devant lui les avocats de leurs nationaux? Toutefois n'exagérons pas ce risque, l'expérience est là pour inspirer confiance : la pléiade de Commissions qui fonctionnèrent en l'espace de soixante années permet de relever des décisions nombreuses rendues unanimement, d'autres ont fourni des solutions dont la répétition a suppléé aux considérants de l'arbitre ou qui ayant créé une jurisprudence arbitrale ne sont plus discutées, sauf dans le dessein de rappeler les précédents pour les mieux suivre.

Cet inconvénient n'enlèverait certainement rien au mérite des Commissions mixtes si notre esprit ne devait être sans cesse tendu vers la recherche de solutions meilleures ou d'organismes toujours plus perfectionnés; l'institution d'un Tribunal arbitral est l'expression de cette recherche du mieux.

Cette Cour de justice internationale remonte à l'année 1899 (Convent. du 29 juillet) mais sa première décision visant un conflit de nationalité lui est postérieure d'une douzaines d'années. Utilisant les données de l'expérience, elle combine les avantages des institutions qui la précédèrent, sa pluralité de juges garantit aux parties la possibilité de compter au moins un représentant dans son sein, et puisque les autres arbitres appartiennent à des Etats parfaitement en dehors du litige, elle s'inspire de l'idée qui avait donné naissance à la médiation du juge unique; le nombre et le mode de nomination renforcent leur autorité



et conduisent à écarter le soupçon de partialité qui effleure parfois le surarbitre de la Commission mixte. L'élément national apporte aux thèses en présence l'appoint de chauds défenseurs, et l'élément externe permet la réunion d'une pléiade de techniciens. Enfin si la composition de cette Cour varie avec chaque affaire, sa jurisprudence colligée à la Haye avec un rare soin, facilitera l'étude des juristes, de même que les juridictions postérieures y chercheront l'inspiration et tendront vers l'unification qui est le but de toute science.

\*  
\*   \*  
\*

Ainsi deux ordres de tribunaux résoudreont et ont déjà résolu les conflits de nationalité : les Commissions mixtes et les Tribunaux d'arbitrage. Eux seuls n'encourent pas les justes reproches de la solution conventionnelle, ni ne sont limités par un texte comme l'est la mission du juge interne. S'il est jamais possible d'arriver à l'unité de législation en matière de nationalité, on en sera redevable à l'établissement d'une jurisprudence uniforme élaborée par ce double organisme, spécialement attaché à la discrimination des conflits.

Mais les sérieux résultats obtenus dès à présent par son fonctionnement ne tiennent-ils pas pour beaucoup à la méthode à laquelle se rallièrent les Commissions mixtes, qui est interdite aussi bien au législateur qu'aux tribunaux internes? Tribunaux supérieurs à toutes les créations locales, elles affirmèrent leur droit de faire table rase des lois comme de la jurisprudence, mais avant d'arriver à cette plénitude de pouvoirs, que de luttes, que de résis-

tances souvent légitimes à vaincre : un juge est lié par la loi, un législateur ne peut rester sourd à certaines nécessités, de même certains arguments ont inéluctablement prise sur sa raison. Nos Commissions au contraire — c'est peut-être une faiblesse de leur méthode, comme l'une des principales forces qui les guidèrent au but — se préoccupèrent avant tout de trouver une solution; le désir de réaliser une harmonie en évitant la création de précédents contradictoires ne venait qu'en seconde ligne. On pourrait, il est vrai, essayer de rabaisser leur mérite en disant que leur œuvre dans le domaine de la nationalité n'a été qu'accessoire, que ces tribunaux n'ont tranché des conflits que parce que le procès les y obligeait avant de passer à l'examen du fond : nous répondrons peu importe quelle fut l'occasion, leur travail a produit de féconds résultats, et tout est là pour l'homme désireux de remédier aux conflits. Elles ne furent pas insensibles aux faits de la cause, non moins qu'à la bonne foi des parties; ainsi s'expliquent parfois des contrariétés de décision fâcheuses, on se préoccupe du gain ou de la perte du procès et on lui soumet la décision à prendre relativement à la question de nationalité. Mais pour autant qu'une œuvre humaine puisse avoir de rectitude elles tendirent vers un but unique, consacrèrent une seule nationalité en donnant la prépondérance à la volonté libre de l'individu, pourvu qu'elle fût raisonnée, de préférence à l'interprétation du législateur. Elles oublièrent parfois d'attribuer une nationalité à qui n'en possédait pas, mais cette répugnance à résoudre le conflit négatif n'empêche pas de reconnaître l'importance de leur œuvre du chef du conflit positif.

Ces juridictions ne sont limitées ni par l'espace, ni par le temps; elles ont acquis une indéniable autorité, elles pourront en définitive faire prévaloir la nationalité conforme au sentiment individuel tout en respectant l'essence des Etats : cette mission toute de tact ne pouvait échoir à de meilleures mains.

---

## DIVISIONS DE L'OUVRAGE

---

Quelques citations empruntées aux spécialistes du Droit International ont fait ressortir combien cette entreprise est ardue ; déjà notre introduction a laissé pressentir les remèdes que nous croyons susceptibles d'amener, sinon la suppression des conflits, à tout le moins leur raréfaction ; d'ailleurs dans cette voie nous n'avons eu qu'à écouter des conseils formulés bien antérieurement, et notre initiative se borna à montrer qu'il n'existait pas d'antinomie entre eux et la jurisprudence internationale. C'est pourquoi il est temps d'exposer les faits sur lesquels s'appuie notre conviction ; elle provient tout entière de cette comparaison à laquelle nous nous sommes livrés.

Nous nous étions proposés à l'origine un double but : rechercher comment empêcher la naissance des conflits, secondement apporter une solution à ceux qui ne seraient pas atteints par le premier remède. Nous nous sommes rapidement rendu compte de la chimère de cet objectif ; notre opinion éclairée peu à peu est maintenant parfaitement pénétrée que seule la solution conventionnelle conduirait à ce résultat, et nous avons exposé les raisons de sa faillite. Assurés que ce projet n'était pas réalisable, nous nous sommes rabattus sur le second des buts que nous nous étions assigné : la révision de la jurisprudence internationale, celle du moins que nous avons entrevue à pleinement



répondu à notre attente en mettant en lumière une méthode de solution. Cependant il a bien fallu que nous limitions le nombre des espèces commentées, et nous ne craignons pas de dire que nous n'avons nullement tenté de déborder du cadre qui nous guida, bien que nous ayons la quasi-certitude que plusieurs espèces aient échappé au signataire de la rubrique des Arbitrages dans le Répertoire de Droit International privé. (1)

Trouver une méthode était déjà un succès, mais nous devons nous féliciter plus encore d'avoir eu le bonheur de la saisir en plein fonctionnement; à des époques diverses, elle s'est heurtée sous nos yeux à l'imbroglio des situations les plus contradictoires, parfois même invraisemblables, telles que la réalité a le secret d'en créer. Elle est sortie victorieusement de toutes les épreuves; il semble bien que le sceau de l'expérience soit venu la confirmer; aussi justifie-t-elle la confiance que nous avons mise en elle. Evidemment nous n'avons encore obtenu qu'une méthode, résultat moins mirifique que les promesses des divers modes de solution, car il faut la mettre différemment en action suivant chaque cas; des causes certaines d'erreur gisent là et aboutissent à des contrariétés qu'il est humainement impossible d'éviter, mais l'outil vaut beaucoup dans la main d'un excellent ouvrier; nos chapitres montreront quel travail a été effectué par la mise en œuvre de cette méthode.

Si la détermination de la nationalité de l'enfant a retenu brièvement l'attention, celle de la femme mariée aux deux

(1) Répertoire de D. I. privé et de D. Pénal I., 1914. Mot : arbitrages internationaux §§ 57 et 58.

époques du mariage et après sa dissolution, tient une place plus importante; enfin la nationalité des adultes renferme des exemples de conflits négatifs aussi bien que de doubles nationalités. Pour mettre quelque clarté à travers ce fourmillement d'espèces, nous avons dû adopter une classification -- très arbitraire comme toutes ses pareilles -- ce ne fut en tout cas qu'après avoir longuement hésité, car si la pensée qui a présidé à la décision des conflits était une, (sanctionner l'effectivité du lien juridique) les dissemblances des situations étaient loin d'aider à un groupement, parfois un même cas aurait pu prendre place dans deux classifications différentes, et force nous était cependant de faire un choix. A ce sujet il eût été possible d'utiliser les rubriques sous lesquelles nos sources relataient les espèces; ce projet eût été réalisable jusqu'aux environs de 1900; mais au-delà, il eût fallu adopter d'autres divisions, c'est pour cette raison que nous y avons renoncé, le lecteur se souviendra et excusera notre ordonnance.

L'enfant, la femme, l'homme nous ont semblé dignes d'en constituer les grandes lignes au xix<sup>e</sup> siècle. Une seconde partie consacrée au xx<sup>e</sup> siècle relate dans son chapitre principal la suite touffue des arbitrages vénézuéliens; auparavant on réserve quelques pages à l'arbitrage Italie-Pérou, et nous terminons par une décision intervenue entre les mêmes nations devant la Cour de la Haye (1912). L'ordre chronologique enfin nous sert de guide pour parcourir l'ensemble de ces divisions. Nous avons toutefois subdivisé le chapitre (1) relatif à la nationalité des adultes

(1) Chapitre III de la I<sup>re</sup> partie.

en paragraphes comprenant des problèmes sensiblement différents; ainsi nous distinguons : les preuves à fournir, l'effet de la déclaration d'intention, l'influence du domicile, la naturalisation, etc...

On notera d'ailleurs que ces termes sont empruntés au droit américain; en effet nos sources principales utilisées pour bâtir le corps de cet ouvrage sont constituées par les écrits de deux Américains du Nord, John Bassett Moore et Jackson H. Ralston. Les analyses ou extraits de leurs œuvres, encore imparfaitement connues des spécialistes français, que nous publions ci-après en annexe, n'ont pas la prétention de tenir lieu de véritables traductions (les écueils de ce genre de travail sont trop notoires) mais des extraits des sentences présentées par Moore aussi bien que le texte *in extenso* du chapitre V consacré à la « Nationalité des Parties » par M. Ralston, nous paraissent très évidemment appelés à prendre place, pour en faciliter l'intelligence, à la suite de ce commentaire qui est bien leur par l'inspiration. Aussi, avons-nous augmenté le nombre de ces pages sans nulle crainte en leur adjoignant ces faibles tranches de l'œuvre anglo-saxonne de Droit International Privé.

Cette étude enfin des conflits de nationalité devait comprendre primitivement, outre le commentaire des sentences internationales, une courte partie réservée à l'exposé de ces mêmes conflits devant le juge interne; un cas de force majeure en a disposé autrement et nous remettons à plus tard la publication de ce travail avec l'espoir cependant de le reprendre quelque jour en sous-œuvre. Egalement nous aurions pris plaisir à donner plus d'extension

aux controverses théoriques relatives aux modes de solution du conflit, tout comme à la discussion de la nature de la nationalité, ainsi qu'à l'énumération des qualités de cette dernière, et durant plusieurs mois nous avons rassemblé des documents dans ce but : la raison précédente y fait à nouveau obstacle. Nous exprimons enfin nos regrets de n'avoir pas mieux utilisé, ni plus complètement, les articles critiques de MM. Stoerk et Catellani, membre et rapporteur de l'Institut de Droit International dans ses travaux sur le conflit de nationalité, pas plus qu'une étude excessivement remarquable de M. Rostowski s'attachant à la possibilité de trouver une règle de conflits; nos brefs emprunts ne peuvent donner une idée de sa valeur c'est ce que nous avons trouvé de plus parfait dans le genre.

Nous nous rendons compte toutefois que la solution arbitrale, n'est qu'un pis-aller. Ses organes fonctionnent lentement, elle ne peut être mise en branle que par les États; elle n'empêche pas non plus les conflits de naître; or, les meilleurs des remèdes sont d'ordre préventif. Cet « avortement » des conflits à l'origine constituait précisément l'un des plus beaux fleurons de l'irréalisable solution par le moyen d'un projet de loi internationale; il faut avouer que c'est une faiblesse évidente dont notre méthode ne peut se disculper, la seule grave peut-être. C'est pourquoi, si l'on nous autorisait à sortir du Droit pour courir la chimère, ferions-nous des vœux en faveur d'une solution plus directe du conflit; nous souhaiterions la création d'un tribunal arbitral permanent ouvert en toutes circonstances aux individus; tous ceux qui auraient des doutes



sur leur nationalité les lui soumettraient, sollicitant son jugement : ainsi leur véritable nationalité serait établie avant qu'un dommage personnel ou réel, peut-être lointain, fût l'occasion de cette discussion. Les Etats y trouveraient leur avantage : plus de conflits diplomatiques résultant de heurts de nationalité et les individus ne se verraient plus privés d'une indemnité souvent légitime du fait d'une nationalité incertaine qui leur défend l'accès des Commissions d'arbitrage. Il faudrait croire en la bonne volonté des législateurs. Hélas ! ce n'est qu'un beau rêve !

L'arbitrage n'est certes point accessible à toute époque puisqu'il présuppose un accord diplomatique ; il se plie en revanche aux contingences politiques et il est enfin et surtout immédiatement réalisable. C'est ce qui assurera son triomphe.

---



# PREMIÈRE PARTIE

## LES ARBITRAGES AU COURS DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

---

### CHAPITRE I

**Nationalité des Enfants**

### CHAPITRE II

**Nationalité des Femmes**

### CHAPITRE III

**Nationalité des Adultes**





## CHAPITRE I

### Nationalité des Enfants

Par enfants, nous entendons désigner ceux qui sont mineurs au regard de l'une des lois qui se disputent leur sujétion. Par définition le changement de nationalité, source de conflit, n'est pas consécutif à une option offerte à l'enfant par l'une ou l'autre des législations qui le réclament. Il résulte du libre exercice de la volonté de ses parents ou tuteurs, car nous en reviendrions à l'étude des conflits de nationalité d'origine (1). La naissance est le fait générateur du lien de sujétion, il faut donc nous placer avant l'option effectuée dans les délais légaux : en effet, si elle ne remonte pas au jour de la naissance, cette manifestation de volonté tire de celle-ci la raison de son existence.

Nous supposons donc que les représentants ont modifié leur statut national, alors que l'âge trop tendre de l'enfant soumis à leur puissance ne lui permet pas encore de participer à cette mutation, ni de manifester valablement sa préférence. La nouvelle situation du père par exemple, influe-t-elle sur la nationalité de l'enfant ?

(1) Voir aussi les Arbitrages Vénézuéliens, II<sup>e</sup> Partie, chapitre 2.

Lorsque l'enfant mineur change de résidence avec ses parents et se fixe sur le sol de l'Amérique, cette habitation jointe à l'acquisition de propriétés foncières entraîne chez tous le plus souvent une mutation de nationalité. Rien que de normal dans ce nouvel état de choses, mais souvent il y a des risques de choc entre la loi du pays d'origine de ces émigrants et celle à la protection de laquelle ils acquièrent le droit de recourir. L'explication de cette législation est aisée à fournir et, en même temps, probante : l'enfant gardera fatalement l'empreinte familiale, mais la vie économique et sociale à laquelle il va désormais participer par ses études, par la profession qu'il embrassera à l'âge d'homme, le modèlera à l'image des nationaux du pays de son nouveau domicile : Possédant ainsi l'esprit du citoyen, l'on devait être amené à lui en décerner le titre. L'influence dernière, professionnelle et éducatrice, réagit à ce point sur l'homme qu'elle effacera (et contrecarrera au besoin) l'éducation familiale de la prime jeunesse, et les traces de la civilisation délaissée, qui auraient pu subsister chez cet individu.

Si donc les influences dont nous venons de parler amènent des modifications justifiées dans l'allégeance de l'enfant en puissance, à *fortiori* en sera-t-il de même lorsque l'émigration faisant suite au veuvage de sa mère, suivi d'un remariage, transplante l'enfant de la première union et le fait participer aux sentiments nationaux d'un beau-père. Faut-il décider alors que l'influence du sol et des milieux vivant sur ce sol, — nous en reconnaissons quelques lignes plus haut l'indéniable importance — s'exerceront de la même façon? L'idée d'harmoniser la citoyen-

neté de l'enfant avec le statut des parents ne se présente plus avec la même impérieuse nécessité : l'argument tiré de l'unité de famille pour en aboutir à l'unité de nationalité, n'est plus de mise ici puisque la première se trouve déjà brisée.

L'on comprend mieux alors l'exclamation de M. Wadsworth, jugeant « sans raison et inopportune » la décision qui eût fait de M. Goldbeck un Américain du Nord. Celui-ci se plaignait de dommages causés à ses propriétés du fait de guerres, et réclamait réparation devant la Commission mixte Américano-mexicaine de 1868, les conditions de compétence exigeaient la démonstration d'un préjudice réellement subi, — les constatations du dossier l'établissaient amplement — puis une deuxième preuve, celle-ci beaucoup plus délicate puisqu'elle soulève une question préjudicielle d'incompétence *ratione civilis* : le réclamant doit, en effet, lorsque l'Etat défendeur, le Mexique dans notre espèce, excipe d'une fin de non-recevoir pour rejeter la nationalité de l'Etat demandeur, démontrer, suivant une expression qui revient fort souvent aux textes des décisions, qu'il « est citoyen américain dans le sens du traité ».

M. Goldbeck était-il américain, l'arbitre pouvait lui adjuger ses prétentions, sinon pas n'était besoin de pousser plus loin l'examen du litige ; il défaillait faute de pouvoir prouver la nationalité requise devant la Claims Commission dont un traité limite toujours fort précisément la compétence.

La Convention de 1868 très fertile en espèces relatives à la nationalité fonctionna pendant plusieurs années et ses solutions tranchèrent nombre de questions éparses dans

cette étude. Ce cas (pour employer la dénomination d'outre-atlantique), synthétise très bien la lutte engagée entre deux tendances législatives. L'enfant, d'après l'une, suit la nationalité de son tuteur pendant sa minorité (père, mère, veuve ou divorcée ayant la garde) pour l'autre, au contraire, la nationalité d'origine lui sera conservée jusqu'à ce que, parvenu à l'âge de la capacité, il ait enfin la faculté de la modifier en connaissance de cause. Cette première opinion procède par voie d'autorité, faisant marcher de pair la nationalité avec la *patria potestas*, celle-ci estime libéralement que le changement d'allégeance toujours délicat doit être réservé jusqu'au moment où l'intéressé aura acquis le plein développement de ses facultés. L'opposition entre l'option et l'imposition de la nationalité familiale est mise en évidence. Dans l'espèce Goldbeck, l'impétrant, était né en Prusse, or la législation prussienne, favorable à l'unité de la famille, décide que l'enfant suit ses parents à travers les différentes naturalisations qu'ils peuvent solliciter. Goldbeck se présentait toutefois comme sujet américain et il expliquait ainsi les circonstances qui avaient fait de lui un anglo-saxon. A la mort de son père il était tout enfant, sa mère se remaria quelques années après. Son beau-père, sa mère et lui, âgé de 13 ans, émigrèrent au Texas. Durant sa minorité ses parents obtinrent successivement la naturalisation dans cet Etat, puis la bourgeoisie américaine; en effet, lors de l'entrée du Texas dans l'Union, en vertu de l'Act d'incorporation, tous les citoyens de ce territoire furent *ipso jure* considérés comme citoyen des Républiques Unies. Que devenait alors le statut de l'enfant? On ne pouvait le laisser, comme dit joliment l'arbitre « out in the



cold » et de suite surgissaient des raisons nombreuses pour en faire un citoyen des U. S., lui assurer la protection conséquente à sa nationalité, lui obtenir enfin redressement des torts. La conscience scrupuleuse de notre arbitre ne pourra se reprocher désormais de l'avoir exposé aux intempéries.

L'annexion du Texas aux U. S. fut réalisée de la façon la plus large; il suffisait de démontrer que M. Goldbeck en avait été le citoyen avant la guerre entre le Mexique et les U. S. pour que la Commission lui reconnut la qualité d'américain. Cette preuve une fois faite « l'arbitre admet en pareil cas que, lorsque le domicile du réclamant et son habitation se trouvaient au Texas à la date du dommage » on peut inférer qu'il possède aux U. S. le droit de cité; application pure et simple de l'adage là est la patrie où se trouve le domicile. Conclusion et argumentation en tout cas bien américaines. Telle est la thèse du commissaire des U. S. Peut-être est-ce une inutile répétition de notre part que de faire remarquer que c'est un commissaire américain qui parle : l'énoncé du principe obligerait l'esprit le plus inattentif à se souvenir de celui qui en porte la paternité. L'arbitre avait d'ailleurs une connaissance trop approfondie du Droit pour affirmer laquelle des dispositions contradictoires de la loi prussienne ou de la législation américaine était conforme au Droit International.

Le commissaire mexicain ne se ralliait pas à cette thèse, pas plus que son prédécesseur M. Palacio décédé en cours d'instance, et dont il s'assimilait l'opinion. Un premier doute ébranlait sa conviction. La naturalisation du beau-père de M. Goldbeck, disait-il, n'était pas inattaquable

d'après la législation du Texas. Supposons-la parfaite, néanmoins, le « réclamant n'en était pas pour cela un citoyen américain ». On invoquera, continuait M. Palaccio l'effet communicatif de la naturalisation paternelle : mais il se refusait à l'étendre du beau-père au fils de sa femme et il invoquait à l'appui de son opinion un texte du droit romain, la qualification de *filius* ne pouvant pas plus s'appliquer au beau-fils que celle de « lawful » employée par la loi anglaise ou américaine. L'argument n'est pas péremptoire, car les commissaires n'ignoraient pas qu'on ne pouvait étendre au « stepfather » ce que le droit romain disait du père naturel ; mais aussi bien le raisonnement du Commissaire mexicain relatif à l'extension de la naturalisation n'entraînait-il pas nécessairement l'adhésion ; beaucoup d'Etats (entr'autres la France) inaccessibles aux invites des législateurs préoccupés par-dessus tout d'assurer une allégeance unitaire à la famille décident obstinément que la naturalisation demeure personnelle à celui qui en bénéficie. L'arbitre concevait mieux sa mission que de la limiter à cette gageure d'essayer de départager partisans et adversaires de l'effet communicatif. Prétendre démontrer lequel de ces systèmes se conciliait avec le Droit International eût conduit à des discussions stériles et vaines, chaque Etat présentant des arguments sérieux à l'appui de ses dispositions législatives. Il est tout à fait chimérique de supposer à l'heure actuelle que les puissances se mettent d'accord et arrivent à un droit commun en cette matière. On ne voit pas quelles considérations décisives pourraient être invoquées par l'arbitre pour démontrer rationnellement que la législation prussienne est plus conforme au droit lorsqu'elle

dispose que l'enfant mineur suit dans toutes ses modifications la nationalité de ceux qui exercent la puissance sur sa personne. C'est une question qu'il faut laisser aux discussions d'école.

C'est en faisant appel à d'autres considérations que l'arbitre espère trouver un terrain d'entente entre ces législations divergentes. La règle que la nationalité se déterminerait d'après l'étude des faits constitue une méthode excellente. Ainsi le conflit naît à propos de chaque espèce particulière, mais il sera chaque fois résolu au regard de l'espèce en cause. En résumé, nous ne sommes pas en face d'une règle internationale solidement consacrée à l'époque de la sentence Goldbeck.

La solution de l'arbitre, basée sur l'absence de la nationalité texienne, en la personne du plaignant, ne nous permet pas d'utiliser son argumentation, ni d'affirmer que son arbitrage a consacré officiellement soit la théorie de la personnalité de la naturalisation soit sa rivale, de façon à lui accorder tout au moins la valeur d'un précédent.

Le tiers arbitre ne s'approprie aucun des arguments des deux adversaires. Il préfère attaquer la difficulté sur un autre point et déduire de sa démonstration une conclusion très rationnelle : avant de savoir, dit-il, si la naturalisation du second mari s'étend à l'enfant du premier lit, examinons plutôt la valeur de cette naturalisation origine de toute la discussion et créatrice du conflit. Se plaçant sur le terrain des preuves (un cas subséquent montrera l'importance donnée à ces instruments par un américain) l'arbitre en vient à mettre en doute la naturalisation texienne du beau-père du plaignant : elle lui semble insuffisamment établie.

L'arbitre eût pu se borner à cette constatation, qui faisait disparaître le conflit si le beau-père conservait sa nationalité primitive, mais alors ne manquait-il pas à sa mission internationale en se limitant à l'examen du cas concret. Il voulut répondre à l'argumentation des commissaires, c'est pourquoi il indiqua ses préférences dans le cas où la naturalisation texienne du beau-père présenterait quelque consistance. « L'arbitre, dit la sentence, ne peut trouver aucune loi de cette République (du Texas) qui décrète que même des enfants mineurs, qu'à *fortiori* les beaux-enfants mineurs d'un citoyen naturalisé doivent être considérés comme des citoyens ensuite de leur père ou beau-père » et plus loin « dans l'interprétation des lois des U. S. l'arbitre ne peut pas découvrir que le beau-fils devienne citoyen par suite de la naturalisation du père ».

Ainsi donc les puissances en cause U. S. et Mexique (dont le Texas faisait antérieurement partie) à l'inverse de la loi prussienne, sont unanimes à refuser toute extension de la naturalisation à l'enfant sous puissance.

Le cas Goldbeck s'est aisément élucidé devant la Commission de 1868. Dans le double concert des lois mexicaine et américaine, on trouvait matière à justifier les sympathies du commissaire américain étayées uniquement sur la résidence de l'impétrant en ce pays. Mais d'une façon générale, le conflit résultant de la nationalité de l'enfant dont la mère obtient une naturalisation après son mariage n'était pas tranché. La valeur internationale de notre sentence est donc limitée à cette hypothèse spéciale.

C'est en étudiant la façon dont le conflit prend naissance que nous pourrons essayer de déterminer les arguments qui



militent en faveur de notre solution dans l'esprit des juges des Commissions internationales. Qu'arriverait-il, en effet, si la naturalisation de la mère et du père étaient parfaites d'après la loi du Texas, comme aux U. S.? Impossible d'écarter le conflit en démontrant que l'une des nationalités est absente en raison de l'invalidité de son acquisition : et cependant il faut juger le conflit !

Si celui-ci surgit entre des lois qui adoptent l'effet communicatif de la naturalisation des parents, (les lois autrichiennes et allemandes se rangent à cette conception) ou qui estiment au contraire que la naturalisation est un fait tout personnel aux parents, externe à l'enfant qui conserve sa nationalité de naissance (et les pays de sud-Amérique appartiennent à cette dernière classification) les intérêts de l'enfant en souffriront : il sera prussien ici, américain là-bas.

Le juge international doit, c'est là sa mission, départager les deux lois car, après avoir vainement essayé de se placer au même niveau qu'elles, il a enfin compris qu'il leur était supérieur : ne possède-t-il pas en effet l'indépendance nécessaire pour apprécier leur zone d'action, tandis que cette liberté est refusée au juge interne? Certains objecteront sans doute le principe de Droit public international de l'indépendance des états, qui serait violé par le juge international lorsqu'il préfère le criterium admis par une des législations à celui adopté par la législation concurrente. Mais l'application de cette idée interdirait à l'arbitre de remplir sa mission, le condamnerait à la stérilité, et conduirait à donner la supériorité à l'une des lois sur son égale et à soumettre celle-ci au principe victorieusement consacré par celle-là.

Nous poserons, au contraire, qu'il y a lieu pour l'arbitre à passer outre, que la convention qui forme sa loi lui en impose l'obligation et qu'en même temps, elle le relève de ce reproche. Le texte qui limite sa compétence émane du pouvoir législatif des parties en cause, il a donc même valeur que les lois en conflit. Ces Etats lui accordent le *jus dicendi*; ils peuvent lui déléguer partie de leurs propres pouvoirs en vertu de l'adage *cujus est condere...*, comme sa mission consiste à éviter les causes de froissements entre Etats, elle l'incite par là-même à vider les difficultés. Il ne dira donc pas : Telle loi est préférable, en passant sous silence celle qui est primée, mais en une formule adoucie déclarera : Mon avis dans tel cas me fait recommander telle décision. Il tranche les conflits en prenant conseil des principes généraux, mais chacun des premiers, ne l'oublions pas, reçoit sa solution d'espèce à titre particulier.

De même que la jurisprudence construite à l'aide d'arrêts rapprochés et agrégés peu à peu, inhabile à modifier la loi, fournit néanmoins des indications utiles au législateur, ainsi en Droit International l'œuvre du juge crée-t-elle des précédents que renforce encore l'autorité des arbitres. Leur répétition, plus tard portée à la connaissance du législateur, par les textes des traités d'arbitrage, amène insensiblement à se mettre en harmonie avec eux, à s'attaquer aux conflits dans leurs sources, et à réduire par là même leur nombre.

La double nationalité de l'enfant mineur dont les auteurs se sont faits naturaliser (comme toute modification de leur statut) résulte non pas seulement de deux lois divergentes, mais a pour cause obscure le génie de deux peu-

ples dans leur façon d'interpréter le lien de sujétion. Les lois ne reflètent que les mœurs, on l'a trop souvent répété; vouloir supprimer le conflit nécessiterait la recherche du remède; on aboutirait logiquement au triomphe devant le juge international de la nationalité effective; les lois se modèleraient sur les caractères de ce rapport juridique, parce que les légistes seraient convaincus que la résistance à son admission ne serait d'aucun secours puisque les difficultés, sitôt leur naissance, seraient soumises à l'arbitrage.

L'examen des divers arguments que chaque groupe de nations donne à l'appui de sa thèse renforce notre conviction. Celui qui étend à l'enfant mineur la nationalité nouvellement acquise par ses auteurs, invoquera l'unité de la famille et, si la résidence familiale se trouve dans la contrée où la famille du mineur s'est faite naturaliser, l'on en tirera avantage. Cet argument, d'ailleurs, ira toujours au cœur d'un arbitre anglo-saxon tel que M. Plumley ou M. Ralston déclarant qu'en cas de difficulté la nationalité réelle, celle qui doit à tout prix prévaloir, est toujours celle qui s'unit au domicile, centre des intérêts de l'individu.

En sens inverse, les tenants de l'effet personnel renversent la première thèse, se refusent à considérer le domicile comme l'agent déterminatif de la nationalité et ils ne se résolvent guère qu'à lui laisser une petite place dans le cas de personnes sans nationalité, afin de prouver que leur construction est plus rationnelle. Ils n'utilisent l'argument dit « de l'unité de famille » que dans l'hypothèse du remariage, et c'est avec le dessein de le détruire plus sûrement : la famille, disent-ils, n'est déjà plus une, puisque

l'enfant n'appartient pas au foyer nouvellement reconstitué, à preuve que tous les codes règlent scrupuleusement ses rapports avec ses parents et les enfants à naître. L'unité n'est plus réalisée, à quoi bon la recréer?

Le juge international a le droit de ne pas s'appuyer seulement sur des principes qui ne sont pas encore hors de discussion : celle-ci pourrait s'étendre indéfiniment, car les arguments apportés par l'une et l'autre thèses ne sont pas uniquement de raison, mais laissent une grande part au sentiment. C'est pourquoi nous estimons qu'il incombe à l'arbitre de faire état des faits, d'en tirer des présomptions sur la manière dont la volonté de l'individu se manifeste. Ses solutions s'appuient alors sur des faits positifs, non sur des discussions d'idées. Si le conflit est résolu de cette manière, il semble bien que l'emploi de cette méthode mérite d'être généralisé.

---



## CHAPITRE II

### Nationalité des Femmes mariées.

La jeune fille entre dans le mariage par un acte de volonté ce contrat réclame le consentement comme tous les autres, à l'instar aussi de la nationalité, de l'avis de ceux qui, du moins, lui reconnaissent une origine contractuelle.

Le mariage, à raison de l'union extrêmement forte des intérêts qu'il crée entre les époux, exerce assez naturellement sur la nationalité de la femme et au profit de celle du mari une influence attractive plus ou moins importante à notre point de vue, suivant l'esprit des législations. Tantôt elles font acquérir *ipso facto* à la jeune femme le statut national de son mari; ce sont celles qui d'ordinaire, regardant le mari comme le chef de l'union conjugale, lui accordent des pouvoirs de gestion sur la fortune de sa femme; tantôt elles la laissent juge de l'intérêt qu'elle peut avoir d'entrer dans une patrie nouvelle, se bornant à lui faciliter l'accès de la nationalité de son mari. En sens inverse, la rupture du mariage ne sera pas sans produire une répercussion plus ou moins profonde, variable d'après sa cause, sur la nationalité de la femme, suivant que le divorce ou la mort de l'autre conjoint dissout l'union.

Cette répercussion se trouve également influencée par le fait que la femme continue à résider dans sa patrie d'adoption, auprès du foyer créé par les époux, ou bien au contraire si elle retourne dans son pays d'origine avec l'in-

tention d'y recouvrer sa qualité de sujette. Conceptions toutes également défendables, plus ou moins en harmonie avec le génie latin, quelquefois en antinomie avec celui du Sud-Amérique ou des races anglo-saxonnes; nous devons cependant prendre en considération les unes et les autres, car elles procèdent des morales propres à chaque pays.

Le mariage se range donc au nombre des causes de modification de la nationalité de la femme en la ployant sous l'allégeance dont relève son mari. Mais si l'union produit cette conséquence de soumettre l'homme et la femme à une souveraineté unique, nous devons constater que l'épouse acquiert parfois une seconde nationalité sans perdre pour cela sa nationalité d'origine. Les conflits créés par cette situation rentrent donc au premier chef dans la classification embrassant les nationalités acquises : plus exactement la lutte sera circonscrite entre la nationalité originelle de la jeune fille et celle qui s'y est superposée du fait du mariage (nationalité acquise.)

Si toutes les législations exerçaient d'une manière égale cette fusion de nationalité en la personne des époux, sous réserve de restreindre la force attractive du code national du mari dans la mesure où la loi originelle de la femme autorise cette naturalisation *brevi manu*, les conflits seraient fort peu nombreux, l'unique germe en résiderait seulement dans les codes demeurés fidèles au principe de l'allégeance perpétuelle. La jeune femme appartenant à l'un de ces pays acquerrait bien une deuxième nationalité en s'unissant au ressortissant de tout Etat qui donne à la femme la nationalité du mari. Cette hypothèse constitue d'ailleurs une exception, mais la suppression de l'attache-

ment indéfini à une souveraineté ferait disparaître l'une des faces du conflit. S'il en était ainsi, ce chapitre n'aurait pas de raison d'être; hélas ! ce système persiste, quoiqu'il perde chaque jour du terrain, ayant déjà reçu un coup sérieux en 1870 lorsqu'un bill vint interrompre la vieille tradition de l'Angleterre en autorisant la rupture du lien d'allégeance. Il disparaîtra sans doute lorsqu'à la suite de ses conquêtes, par l'incorporation de nouveaux frères slaves dans son empire, la Russie modifiera sa loi sur ce sujet. La Turquie n'est qu'une quantité négligeable, sa civilisation ne peut soutenir le parallèle avec nos conceptions nationales. Enfin certains cantons de la Suisse ne demeureraient pas indéfiniment réfractaires à une théorie aussi peu libérale s'il leur était prouvé qu'ils sont les derniers fervents de cette institution, tandis qu'ils craignent actuellement que son sacrifice ne constitue un marché de dupe au cas où la réciprocité leur serait refusée par les autres Etats.

D'autres conflits néanmoins dérivent du mariage, précisément parce que la loi du mari n'accorde pas toujours à l'épouse sa protection, mais ils ne se présentent qu'après la dissolution de l'union conjugale (mort ou divorce) car alors la prépondérance reconnue au mari disparaît : or celle-ci constituant l'un des arguments le plus souvent invoqués pour expliquer la communication à la femme du statut national de l'époux, quelques lois civiles (nous l'avons vu Chap. I) interrompent les effets puisque la cause cesse et estiment que dans ce cas la femme doit rentrer dans son ancienne allégeance. Ces législations, désireuses de maintenir durant le mariage l'unité de famille, abandonnent cependant avec

facilité l'unité de nationalité, puisque la famille est brisée; si bien qu'à leurs yeux la nationalité de la femme *pendente matrimonio* pourrait recevoir la qualification de « nationalité sous condition résolutoire en cas de prédécès du mari », la dissolution jouant le rôle de condition résolutoire, comme l'option (bien entendu nous ne faisons pas nôtre l'expression de nationalité suspensive ou résolutoire). Si une femme originaire d'un de ces Etats s'est unie à un sujet d'un pays où la nationalité des époux est à la fois une et définitivement fixée au jour de la célébration (réserve faite des naturalisations possibles) un conflit surgit inévitablement lors de la dissolution de l'union.

Il serait encore plus chimérique d'espérer voir disparaître dans l'avenir ces heurts entre constructions politico-sociales que de croire à l'abandon imminent du principe barbare de l'allégeance perpétuelle. De pareilles dispositions, en effet, se sont ancrées profondément dans les législations des Républiques sud-américaines et il n'y a pas lieu d'espérer des modifications prochaines. Nous saisissons là une manifestation de la rivalité latente entre le droit du Nouveau-Monde et celui du continent : les arguments en faveur de l'une ou de l'autre civilisation sont présentés avec un art égal, mais des questions de natalité et de repopulation interviennent à leur tour; à défaut de divergences dans les principes mêmes, elles motiveraient les dispositions prises par le Vénézuéla et quelques autres Etats. La difficulté est donc palpable, notre rôle est de la résoudre.

La mission du juge international commence là précisément où s'arrête la diplomatie : quand celle-ci ne peut



mettre un droit à la place des théories divergentes, elle passe la main à l'arbitre qui tiendra d'elle son investiture et qui aboutira à la solution cherchée en s'élevant au-dessus des systèmes. Nous avons fait pressentir qu'un accord au sujet de la nationalité n'est guère probable d'ici longtemps et peut-être à jamais impossible entre lois internes; des corps savants s'appliquèrent vainement à découvrir une méthode dont les fruits seraient immédiats et assurés (1).

Faute de cette entente, la question de la nationalité multiple des femmes mariées s'est posée et fut traitée avec netteté dans les arbitrages Britanno-vénézuéliens de 1903, à l'occasion de la réclamation Mathison, mais des cas antérieurs d'une cinquantaine d'années doivent auparavant retenir notre attention. Ces conflits se présentèrent au cours du xix<sup>e</sup> siècle, à intervalle rapproché, devant les Commissions mixtes U. S.-Mexique de 1868, Grande-Bretagne-U. S. de 1871, U. S.-France de 1880. Nous suivrons l'ordre chronologique de leur fonctionnement. La « mixed claims commission » issue de la Convention du 4 juillet 1868 nous fournit des décisions abondantes : trois arbitrages. Le traité d'arbitrage U. S.-Mexique englobait les affaires *Heirs of Maxan*, (nationalité de la fille de Lodoiska) *H. Chase*, *Lizardi*; nous les commenterons dans cet ordre. Les Commissions de 1871 et 1880 sont surtout utiles à titre de précédent, quoique le dernier relevé soit spécialement digne d'intérêt.

(1) Voir les travaux de l'Institut de Droit International et nos articles cités.

Un auteur nord-américain qui eût la mission d'ordre de son gouvernement de participer à des arbitrages du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle écrivait dans un ouvrage consacré à l'International-Arbitral Law « que chaque fois que l'on mit en discussion le sujet de la nationalité, l'étude des arbitrages révèle que le statut d'une femme mariée suit, du moins pendant le mariage, la nationalité du mari. » Et cet ancien arbitre, devenu sur le tard excellent écrivain, se réfère aux hypothèses que nous venons d'énumérer.

Les prétentions de la fille de Lodoiska, petite fille de Félix Maxan, sont repoussées par l'arbitre Thornton, cette cohéritière ne possédant plus la nationalité américaine indispensable à la prise en considération de sa plainte contre le gouvernement mexicain. Félix Maxan laissait comme héritiers un fils Nestor, et la plaignante; le père avait transmis à ses enfants la qualité d'Américain, jadis acquise en vertu d'une naturalisation, mais sa petite-fille s'étant mariée à un Espagnol, le juge estime qu'elle n'est plus Américaine et qu' « en accord avec la convention, la Commission ne peut prendre connaissance de sa part de réclamation. » Ce membre de phrase indique bien la manière dont les arbitres utiliseront les textes pour écarter l'une des nationalités et faire prévaloir ce que notre conclusion dénommera la « nationalité effective. » En présence des lois espagnole et américaine, l'une attirant dans son obédience la jeune étrangère sitôt l'union célébrée, l'autre, celle du nouveau continent, n'imposant pas ce changement de nationalité, l'arbitre ne saurait hésiter. Il ne va point établir à coups de raisonnement ou de citations d'auteurs, souvent en contradiction, que la loi

espagnole doit primer l'autre, parce qu'elle répondrait mieux aux nécessités internationales : cette affirmation serait inutile et vaine autant qu'hasardeuse. Il étudiera la convention qui délimite sa sphère de compétence et en déduira qu'il ne doit accorder le droit de plaider qu'aux femmes dont la nationalité répond à certaines conditions. La plaignante avait la liberté d'épouser un étranger; usant de cette faculté, elle s'est alliée à un Espagnol, qui lui transmettait son *status civilis*; elle s'est retranchée, par cet acte de volonté, de la communauté américaine; elle l'a fait en toute connaissance de cause, à quoi bon maintenant prétendre que la nationalité d'origine a survécu? Devenue Espagnole, la protection américaine ne peut plus la couvrir, aussi le Mexique est-il en droit de répondre aux protestations des U. S. par un *non liquet*.

Avec cette espèce triomphe donc la théorie de l'unité de nationalité dans le ménage aussi longtemps que dure la cause qui a motivé l'acquisition par la femme de cette deuxième nationalité. Devons-nous conclure que l'arbitre a entendu implicitement condamner tout autre système? Que non pas. Il n'est point allé jusqu'à déclarer que le sien était le seul admissible et à méconnaître la loi américaine qui ne fait pas une Américaine de la femme qui épouse un citoyen de l'Union. Amené par les faits de la cause à résoudre une difficulté, il l'a fait en conscience; il ne condamne pas les théories *ex cathedra*, il dit seulement que la plaideuse ne peut être entendue parce qu'elle n'a pas la nationalité requise. L'arbitre résout une espèce, il ne départage point deux législations; il traite judicieusement chaque conflit à son tour, à titre singulier, en

s'abstenant de vues d'ensemble; ce désir de ne pas généraliser se dégage nettement de sa décision. Toutes nos sentences présenteront ce même aspect.

Dans la seconde espèce soumise aux arbitres, la demande de Mme Helena Chase aboutit également au rejet de la plainte par le commissaire Wadsworth, en raison de l'imprécision de son mémoire au sujet de son domicile matrimonial.

Cette femme, étrangère d'origine, vint se fixer aux U. S. lorsqu'elle avait 10 ans; continuant à y demeurer, elle épousa plus tard un citoyen américain. Ce mariage ne lui conférait pas la bourgeoisie américaine, comme l'eût fait l'union avec un Français ou un Espagnol, cependant le commissaire américain était disposé à la tenir pour telle, en raison de son domicile aux U. S. et la commission se fut rangée à son avis, (nous voyons apparaître l'influence en Droit Américain de la théorie du domicile; se reporter pour les explications et la critique à notre Chap. III) puisque la plaignante avait pu établir à sa barre que sa qualité de résidente était acquise avant l'événement dont elle demandait réparation et qu'elle durait encore en cours d'instance, sauf la possibilité de prouver le contraire. (La question de la nationalité, aux deux moments de la naissance de la plainte et du procès devant l'arbitre, est sans intérêt pour cette espèce).

Or, son domicile se confondant avec celui du mari, on devait donc rechercher où celui-ci le possédait. D'après le dossier de l'affaire, M. Wadsworth peut affirmer qu'au moment de la plainte le mari habitait Tepic; une des conditions de compétence de la Commission faisait donc défaut,



le domicile du mari dans l'Etat mexicain s'opposant évidemment à ce que la femme fut Américaine. Le commissaire Wadsworth eût concédé cependant que l'habitation en terre américaine aurait pu n'être pas permanente si elle avait été nécessitée par le métier du mari et que le domicile véritable se serait conservé aux U. S. La plaignante avait presque partie gagnée. Mais H. Chase n'ayant pas fourni la preuve de ce domicile, « d'une importance certaine, tant pour sa cause, que dans l'intérêt du gouvernement défendeur », la nationalité américaine ne pouvait remplacer sa nationalité d'origine, et le Mexique se trouvait en droit d'opposer à Mme Chase son défaut de qualité pour ester devant la Commission.

Le motif de cette sentence de rejet est donc le « non-établissement du domicile du mari lorsqu'il mourut ». Cette espèce est particulièrement importante en ce sens qu'elle nous montre un commissaire américain disposé à accorder à la femme mariée à un Américain la qualité d'Américaine *ipso facto*, sous la seule condition, pour que cette nationalité puisse jouer devant un tribunal arbitral, que le domicile fut établi en Amérique.

Cette sentence s'explique par le fait que la preuve de la nationalité est mise à la charge de celui qui veut en user ; le rôle des témoignages comme celui des faits ira grandissant sans interruption ; il était intéressant de le signaler dès la convention de 1868, dans le domaine de la nationalité des femmes mariées, car des principes analogues seront mis en usage pour discerner la nationalité des adultes.

C'est à bon droit que la Commission se déclara compétente. L'impossibilité d'acquérir la bourgeoisie améri-

caine par le mariage seul, subsiste quand le mariage étant dissout, la femme devenue veuve épouse un citoyen de la nation réclamante. Les U. S. jouaient ce rôle dans l'affaire Lizardi dont le cas se compliquait par suite du second mariage contracté par Mme de Lizardi. Mr. de Lizardi possédait un sujet de réclamation à l'encontre des U. S. Après sa mort, sa légataire actuelle trouve dans sa succession cette portion de l'actif de son oncle. Entre temps Dona Maria del Valle s'était remariée et c'est son second époux Pedro del Valle qui la représente devant la Commission U. S. - Mexique. Le dommage qu'elle prétendait faire indemniser s'était produit pendant la durée de sa première union. Américaine d'origine, mais mariée au Mexique en juillet 1861, à un sujet britannique, quelques mois avant les déprédations, elle prétendait se faire entendre en qualité d'Américaine sous le prétexte que son mari avait obtenu en 1866 la nationalité dans l'Etat demandeur.

La Commission se refusa à partager ce point de vue. Les dégâts imputables aux autorités mexicaines remontaient à novembre 1861, c'est-à-dire quatre mois après la célébration de la première union. Or, la loi anglaise contenant une disposition analogue à la législation espagnole, la ligne de conduite adoptée à l'occasion de la décision Maxan amenait à ne pas considérer Mme de Lizardi comme Américaine à ce moment. Elle avait pu devenir Américaine postérieurement; elle possédait notamment cette qualité à l'époque où la Commission examinait sa plainte, mais la nécessité d'être sujette des U. S. lors des faits délictueux n'en subsistait pas moins. C'est en vain, du reste, qu'elle aurait tenté de soutenir que la naturalisa-

tion qui lui avait été conférée rétroagissait. Une décision Medina rendue en 1861 avait déjà condamné une tentative analogue. En outre, cette prétention n'était guère admissible, puisque la première union était encore en vigueur lorsque son mari fut admis à la bourgeoisie des U. S. ; l'emprise anglaise ne pouvait se desserrer. Si l'arbitre nous dit qu'en 1866 Mme de Lizardi n'était pas Américaine, sans déduire plus amplement son statut de Droit International privé, en revanche Sir E. Thornton écarte quelques difficultés accessoires : il ne faut pas se préoccuper de la nationalité du second mari qui serait impuissante à rendre la cour compétente à l'égard de Mme de Lizardi ; de même la qualité de son auteur lui importe peu, l'oncle de la demanderesse était, il est vrai Américain, mais la compétence attachée à cette nationalité lui appartenait en propre et ne s'est point perpétuée, ni transmise après sa mort à son ayant-cause.

L'affaire Calderwood prit naissance en exécution du traité du 8 mai 1871, à trois ans de distance de la convention mexicaine. Deux législations dérivées l'une de l'autre consacraient des préceptes dont l'application conduisait à mettre en conflit le droit britannique et le droit nord-américain qui, plus jeune et plus émancipé que son aîné, en garde les caractères bien qu'atténués.

Marthe Calderwood était Américaine de naissance. On s'étonnerait peut-être qu'une citoyenne des U. S. présentât une plainte contre son propre gouvernement devant une Commission mixte, mais Mme Calderwood prétendait agir comme « exécutrice et unique héritière et légataire » d'un sujet britannique : sa réclamation rentrait de ce

chef dans la compétence de la Commission. Son auteur, en 1868, époque de sa mort, eût été en droit de formuler une demande d'indemnité à l'encontre des U. S. à propos de la réquisition et de la destruction de coton lui appartenant, délit commis en 1864, par des forces militaires et navales tant en Louisiane qu'au Texas.

Le conseil des U. S. se défendit en opposant une fin de non-recevoir tirée de l'incompétence; la plaignante n'ayant, suivant lui, aucun droit d'ester devant la Commission, « en raison de l'allégeance de son mari décédé ».

Le testament de son époux la constituant sa légataire universelle, il semble bien qu'on ne pouvait lui dénier la faculté d'exercer toutes les actions qu'elle trouvait dans le patrimoine du testateur et de faire valoir notamment les demandes d'indemnités nées en la personne de son mari. Il était nécessaire qu'elle appartînt à la sujétion anglaise. Or Mme Calderwood avait en effet acquis la nationalité anglaise par son mariage, aussi le commissaire britannique se trouvait-il d'accord avec elle pour repousser l'exception présentée par l'Amérique et conclure à la nationalité anglaise de la requérante. Son argumentation s'appuyait à la fois sur les législations anglaise et américaine : la loi municipale britannique, disait-il, et la loi internationale s'entendent pour soumettre l'épouse d'un sujet de Sa Majesté à l'impérîum de la Grande Bretagne; à son tour la loi américaine ne donnait-elle pas à l'union d'une étrangère avec un ressortissant la valeur d'une naturalisation à condition que le domicile du ménage fut établi dans cette contrée?

Notons cet essai tenté par le commissaire anglais pour



écarter la deuxième loi en concours en démontrant que la loi anglaise est conforme au Droit International et par suite la seule admissible par les Claims Commissions. On n'a jamais pu d'ailleurs apporter une démonstration semblable d'une manière irréfutable. Nous signalerons chaque fois ces tentatives qui n'ont d'autre intérêt que de faire connaître la tendance des juges internationaux. Ces tendances révèlent une mentalité peu scientifique : il est absolument vain de prouver que telle loi en particulier se rapproche ou non du Droit International, mais le souci constant, que prennent les Commissions de ne le point violer et de s'y référer indique en quelle haute estime elles le tiennent ; de là, à incliner les lois locales devant les constructions du Droit International, il n'y a qu'un pas. Augurons donc favorablement de l'œuvre des Commissions dont les précédents seront d'autant plus facilement suivis par les juridictions futures.

Une seconde objection pouvait se présenter et il importait de toute nécessité de l'écarter. La mort du conjoint ayant dissout le mariage, la nationalité de la femme survivante ne se trouvait-elle pas modifiée *ipso jure*? Non, répondait encore le conseil. La loi anglaise (12 mai 1870) pourvoit, il est vrai, à la réintégration dans la nationalité britannique de la veuve anglaise d'origine que le mariage avait soumise à une autre allégeance, (avant cette loi mettant fin à la théorie de l'allégeance perpétuelle, il y avait toujours conflit de nationalité, lorsqu'une Anglaise convolait avec un étranger si la loi du mari rangeait le mariage au nombre des cas de naturalisation par le « bien-fait de la loi ») mais les U. S. seraient mal venus à opposer

à Mme Calderwood cette prescription de son droit national alors que leurs lois municipales ne contiennent aucune précaution analogue. La réplique se doublait d'un argument *ab hominem*, les U. S. ne pouvaient retourner contre l'Angleterre une disposition condamnée implicitement par leur propre droit.

Néanmoins la décision ne put être unanime; M. le commissaire Frazer ne se rallia point à l'avis de la majorité qui repoussait la fin de non-recevoir. L'honorable commissaire était d'avis que l'origine américaine de la veuve jointe à son domicile sur le territoire américain durant le mariage confirmait, même après sa dissolution, « le recouvrement de son caractère national originel », puisqu'après tout la loi britannique autorisait elle-même une semblable mutation d'allégeance en faveur de la veuve anglaise de naissance qui a perdu sa nationalité en contractant une union avec un étranger.

Une fois de plus, l'élément du domicile corroborant la nationalité a donc influencé un juriste. D'après M. Frazer, la vie, les habitudes de Mme Calderwood devaient être imprégnées de l'esprit américain, ainsi son mariage avec un étranger ne présentait-il plus que l'aspect d'une modification accidentelle de la nationalité; cette circonstance disparue, la situation antérieure reparaisait. A plus forte raison doit-on suivre ce système lorsque les époux ont continué à résider sur le territoire qui a vu naître la femme et chaque fois aussi que la loi du mari permet à la veuve de recouvrer sa nationalité primitive. Ce plaidoyer serait séduisant, spécialement lorsqu'on se remémore la situation particulière de cette femme née en Amérique dont la

vie s'est entièrement écoulée en ce pays : excellentes raisons pour lui faire accorder cette qualité par une juridiction internationale. M. Frazer cependant n'a point tenu compte d'une circonstance essentielle : la loi municipale américaine ne parle nullement d'autoriser la veuve à recouvrer la bourgeoisie perdue, même combinée avec la loi anglaise qui ne pose le principe de la perte de la nationalité qu'à titre de faculté, dans une pensée de conciliation et pour éviter toute difficulté avec une loi qui, à l'instar du Vénézuéla décrèterait la réintégration. Nous eussions pris en considération l'opinion de M. Frazer, et une Commission internationale se la serait certainement appropriée s'il se fût agi d'éviter la création d'un *heimatlos* comme dans le cas suivant : si la loi anglaise retirait expressément son allégeance à la veuve de ses sujets ; en raison du silence de la loi américaine, les commissaires auraient sans doute fait état du domicile aux U. S. afin que Mme Calderwood ne se trouvât ni sans patrie ni sans protection. Nous nous serions félicités de cette solution imposée par les circonstances et qui s'en inspirerait, mais l'espèce soumise à l'appréciation de la Commission différerait de cette hypothèse précisément en ce que la loi anglaise n'édicte cette dénationalisation qu'à titre facultatif ; c'est pourquoi dans notre hypothèse Mme Calderwood était toujours Anglaise, car on ne pouvait assimiler la pratique de la jurisprudence américaine, pas plus que celle de certaines de nos Commissions, à une disposition législative mettant sur un pied d'égalité avec la naturalisation la naissance en Amérique à laquelle se joint le domicile sur ce territoire.

Nous concluons donc que la Commission britanno-américaine s'est ralliée au principe du maintien à la veuve de la nationalité du mari. Nous observerons cependant que cette sentence constitue un progrès sur la décision J. Brand (1) encore incomplètement dégagé de l'influence du domicile, décidant « que le caractère national d'une femme mariée se déterminait en tout cas par celui de son mari si le domicile de la femme et veuve avait continué à être celui de la nationalité de son mari » tandis, que nonobstant l'origine de la femme et le domicile matrimonial, la majorité de la Commission de 1871 accepta la plainte de Mme Calderwood. Déjà commence à se faire jour la notion que le criterium du domicile ne s'emploie qu'à titre de criterium supplétif.

Si nous nous reportons maintenant à l'Hale's Report, § 17, nous entendons l'agent américain confirmer cette opinion par des citations des arbitrages Elizabeth Bowie et Martha M. Toraën : ainsi, il fut jugé « que le caractère national d'une femme mariée est gouverné par celui de son mari dans tous les cas indépendamment de son domicile » et ceci encore « à la mort de son époux le caractère national de la veuve acquis par le mariage demeure inchangé (2). Cette solution qui ne semblait pas faire l'objet d'un doute pour l'agent américain fut remise en question quelques 25 ans plus tard dans les arbitrages Vénézuéliens, les lois sud-américaines admettant que la veuve échappe totalement par l'émigration à l'influence

(1) Moore, P. 2488. Commission U. S.-Grande Bretagne, Ralston, § 235.

(2) Ralston, § 184, v. pièces annexes.



de la patrie de son ex-mari et que le lien de son allégeance se relâche en conséquence. (V. notre Chap. sur les Arb. Vén. du xx<sup>e</sup> siècle).

On trouva la Commission unanime pour rejeter la réclamation des plaignants de l'affaire Bowie et les déclarer citoyens américains. La différence des circonstances explique cette décision inverse du jugement Calderwood. La demanderesse n'était plus Américaine d'origine, mais sujette britannique de naissance; son domicile se trouvait aux U. S. dans l'Etat de Virginie, mais son mariage avait été conclu avec un Américain; enfin elle s'était remariée avant de déposer son mémoire toujours avec un Américain, et le domicile matrimonial continuait à être fixé en Amérique. On ne pouvait malgré sa prétention la considérer comme Anglaise, car la disposition de l'Act du 12 mai 1870 autorisant le recouvrement de la nationalité anglaise après la dissolution d'une union n'est pas impérative. Entre les deux unions, Mme Bowie n'avait pu recouvrer la qualité de sujette britannique; de plus, la deuxième union célébrée avant le dépôt du mémoire la forcloait définitivement : en effet, après bien des hésitations, les Commissions mixtes admirèrent que pour plaider valablement à leur barre, deux conditions *sine qua non* devaient être satisfaites : avoir une nationalité (celle de l'état demandeur en vertu du traité) puis la posséder encore au moment où s'ouvraient les débats devant le juge international. Or, il ressort de l'examen des faits que Mme Bowie n'était certainement plus Anglaise lors de l'engagement de l'instance, à supposer même qu'elle eût recouvré la sujétion anglaise entre ses deux unions.

La troisième espèce relatée au Report, celle de Mme Tooraën apparaît légèrement différente. Lors de la célébration du mariage, le mari de cette Anglaise de naissance ressortissait au royaume de Suède, puis était devenu citoyen américain dans le courant de l'union. La plainte Tooraën fut rejetée avec la même unanimité, cette femme n'ayant ni conservé, ni recouvré sa nationalité originelle, ne pouvait plaider compétemment devant la Claims Commission.

Qu'elles qu'intéressantes que soient ces affaires britanno-américaines, elles ne présentent pas une valeur doctrinale de haute envergure. Leurs solutions finement déduites, certes, le sont en conformité avec les principes du droit régissant la nationalité; mais les arguments qui admettent ou rejettent la thèse de l'impétrante sont tirés de l'une des lois en concours : il n'y a pas de contradiction formelle élevée par l'autre loi, ainsi que de plus récents arbitrages, les Vénézuéliens, en donnent des exemples. L'Angleterre et l'Amérique ne possèdent pas de textes relatifs à la nationalité de la femme mariée devenue veuve et qui lui retirent sa nationalité. La plaignante et l'Etat défendeur ont beau jeu alors pour invoquer des principes contestables en faveur de la solution qui cadre le mieux avec leurs intérêts. Les lois se heurtent moins que les prétentions des parties.

L'étude des arbitrages, la discussion des raisonnements des adversaires présentés sur des plans différents, font apercevoir les motifs qui inclinent la justice vers telle ou telle solution. Nous pensons qu'il faudra imiter cette façon de procéder qui nous paraît être le moyen de résoudre les

conflits à l'avenir : mieux, quand les principes dégagés par les commissions se seront universellement imposés, il n'est pas utopique de croire à une mise en harmonie des législations qui fera disparaître les germes de conflit.

Un auteur américain écrivant en 1910 débutait par ce résumé de sentences rapportées à son texte : « la question du domicile a montré son importance un nombre de fois répété, pour permettre de déterminer la nationalité d'un plaignant lorsqu'il y avait conflit apparent et actuel entre les lois de la nation de la naissance et la nation défenderesse ; le plaignant ayant pris sa résidence sur le sol de la nation défenderesse. » Il citait, pour le corroborer, l'arbitrage de la Commission Vénézuélienne de 1889 terminant les réclamations de Brissot et de Hammer. Il nous semble bien qu'aux alentours de 1890 les quelques sentences dont nous avons donné des extraits justifiaient son sentiment et que la jurisprudence des Commissions se trouvait dès ce moment en voie de formation. Devant la commission U. S. Vénézuéla de 1889, la lutte se circonscrivait entre les principes du nord et du sud-Amérique, entre deux législations assez dissemblables de celle de notre vieille Europe, également toutes deux favorables à la prééminence du domicile ; voilà pourquoi nous préludions à l'étude de ce jugement par un rappel. L'une, plus imbue de l'unité de famille et peu désireuse de perdre des nationaux péniblement glanés à l'aide du filet de sa législation, enrégimente parmi les Vénézuéliens et tous ceux qui naissent sur son territoire, *jure soli*, et tous les individus issus de Vénézuéliens par application du *jus sanguinis*, fait de plus rentrer au bercail, à condition de se transplanter sur le sol de la mère-patrie,

les Vénézuéliennes devenues veuves un moment égarées par un mariage étranger. L'autre, plus libérale, généreuse dans la dispensation de sa naturalisation, mais n'admettant pas le mariage au nombre des causes de changement de nationalité, sauf s'il est confirmé par l'établissement du domicile aux U. S., pas plus que la réintégration par suite du veuvage.

La sentence rendue par la Commission de 1889 appelle une observation générale. Elle révèle nettement, d'une part, l'intérêt qu'il y a à confier les questions de nationalité à un juge international, si l'on désire aboutir à une solution, et en même temps l'impossibilité et l'impuissance pour le juge interne de trancher ces conflits. « Si cette question de nationalité, dira-t-elle, était portée devant une cour du Vénézuéla elle ne pourrait décider autrement qu'en se mettant d'accord avec la constitution vénézuélienne, parce que cette loi seule aurait autorité dans ce cas pour décider si les femmes susmentionnées devaient être regardées ou non comme des citoyens des U. S. » La stérilité du juge interne est donc caractérisée puisqu'il devrait consulter la loi du Vénézuéla pour découvrir qui est citoyen américain. Ainsi, le législateur du premier pays aurait la prétention de décider qui est Américain, oublieux de la règle que chaque loi peut et doit dire qui est son national, qui est étranger, mais se trouve sans qualité pour rattacher, par la seule vertu de ses textes tel individu à une nation étrangère, le Droit public se limitant au territoire de l'Etat.

La loi des U. S. conférerait aux femmes étrangères épousant des Américains la bourgeoisie, alors que la loi véné-



zuélienne identique à celle des U. S. sur ce premier point, stipulait qu'après leur veuvage les femmes originaires du Vénézuéla recouvraient leur statut sous la seule condition d'y transporter leur domicile. Si donc, supposons-le, la question de nationalité eût été posée à un juge interne, les mariages respectifs des plaignantes avec J.-W. de Hammer et Jules de Brissot, devaient l'amener à les considérer ou non comme des citoyennes américaines, par application de la loi du Vénézuéla (de 1855).

On comprend aisément qu'il est impossible pour la loi domestique de se soumettre à la loi étrangère, quelque soit l'ordre de considérations invoqué. Du reste, en vertu du principe de l'Autonomie, et de l'Indépendance des Etats, l'Etat, dit-on avant, que d'édicter ses textes a longuement mûri leur contenu, les répercussions qu'entraînera leur application; nul autre mieux que lui ne peut juger s'il était convenable de prendre telle ou telle disposition : nulle critique extérieure ne peut être reçue.

Cette solution est admissible en droit interne, nécessaire même par application de l'ordre public international; mais il n'en est pas de même, comme le Report le constate, et cette faculté devrait être refusée par la Commission à ces femmes lorsqu'elles « invoqueraient au Vénézuéla la loi des U. S. pour affirmer à l'encontre de la loi de leur patrie par naturalisation qu'elles étaient vénézuéliennes. » On ne peut admettre que l'intéressé puisse se servir du conflit des lois régissant sa nationalité, suivant ses besoins, pour dépouiller tantôt l'une tantôt l'autre.

L'auteur du Report le commissaire vénézuélien Andrade voudra aller plus loin, ne se contentant pas de son affir-

mation, « personne, suivant lui, ne peut prétendre donner à ses propres lois une autorité extra-territoriale en ce qui concerne la nationalité, sans violenter les principes de Droit International, suivant lesquels la compétence législative de chaque Etat ne s'étend pas au-delà des limites de son propre territoire. » Le résultat serait le conflit, et nous nous plaçons à entendre son affirmation péremptoire « que ce serait aussi inadmissible que de n'être citoyen d'aucun Etat. »

La législation américaine, à l'instar de la loi Vénézuélienne impose son allégeance à la femme étrangère qui épouse un sujet; invoquant donc cette disposition, les plaignantes entendaient user de la protection américaine. Certes, durant le mariage, cette nationalité leur eût été reconnue par toute cour internationale, même par les tribunaux internes du Vénézuéla. Par contre la loi américaine ne contenait pas de texte impliquant la perte de nationalité dans le cas de dissolution de l'union, fût-elle même suivie d'un changement de domicile : on ne pouvait soutenir par voie de conséquence que la réintégration dans la nationalité vénézuélienne mit fin *ipso facto* à l'allégeance américaine, suite logique du mariage suivant la loi commune aux époux. Seule, une Commission mixte pouvait élucider le conflit.

Cette dernière décida finalement qu'on ne peut dire que la nationalité acquise par le bienfait de la loi l'ait été consciemment et volontairement dans le cas où une femme étrangère épouse un Américain, lorsqu'elle-même continue à habiter d'une façon permanente son pays natal. Après la mort de son mari, cette persistance à conserver son domi-

cile au pays dont elle est originaire, alors que cette femme n'a jamais manifesté sa volonté de préserver sa nationalité statutaire américaine, alors encore qu'elle ne mît pas les pieds sur le sol américain, doit s'interpréter avec certitude comme le désir de reprendre sa nationalité d'origine, par suite que la déclarer Américaine « serait aller contre sa volonté présumée » et juger en contradiction avec les principes généraux du droit et de la loi internationale qui prévalent désormais. Voilà comment la Commission aboutissait à reconnaître ces femmes pour des Vénézuéliennes par la recherche de leur nationalité effective.

L'arbitre est d'avis avec le Commissaire vénézuélien de recourir à la nationalité de fait. Nous analyserons les motifs de cette préférence dans l'étude du cas Brignone (Com. I. Vén. de 1903). La décision est similaire et rappelle ce précédent. En fin de chapitre, nous nous en voudrions de ne point signaler une opinion erronée : celle qui prenant texte de cette sentence et de celle rendue par la Commission Italo-Vénézuélienne de 1903, voudrait en inférer que la jurisprudence des cours d'arbitrage adhère pleinement au système qui triompha des conflits en proclamant la supériorité de la nationalité du pays où la partie plaignante possède son domicile ; si dans ces deux espèces comme dans plusieurs autres, (V. Chap. III. *De la nationalité des adultes* : § 4<sup>o</sup>) ce criterium apparaît au premier plan, son admission ne fut jamais exclusive des autres circonstances capables d'éclairer la conscience des arbitres. Certes dans les arbitrages anglo-saxons, son rôle fut indéniable ; toujours cependant il n'agit qu'à titre subsidiaire et à la façon d'un révélateur. La nationalité qui prévaut finalement a été

réellement celle adoptée par l'individu, les arbitres ne se laissant pas circonvenir par une volonté momentanée, galvanisée par l'intérêt ou toujours soupçonnée de l'être; ils découvrent tout au contraire à la réflexion le véritable sentiment national, rendu palpable par l'ensemble de la vie de l'intéressé.

---



## CHAPITRE III

### Nationalité des Adultes.

---

#### PRÉAMBULE

Il est classique d'opposer la nationalité d'origine dénommée par nos textes américains « citizenship of a natural-born » à l'allégeance acquise postérieurement par tout mode autre que la naissance : bienfait de la loi, acquisition ou démembrement de territoires, acceptation de fonctions publiques à l'étranger et, plus spécialement, enrôlement sous des drapeaux étrangers. Des conflits surgissent à propos de ces différents modes d'acquérir la nationalité, de même encore la déchéance de la nationalité, que ces mêmes auteurs appellent « impeachment of naturalisation ».

Cette subdivision soulève une observation. Pourquoi en faire état dans une étude réservée aux conflits positifs ? Ne devrions-nous pas plutôt admettre que, loin d'être une cause de difficultés, elle tend à les diminuer ? En effet, objecte-t-on, il n'y aura pas de conflits puisque la déchéance une fois encourue fait perdre l'une des nationalités en opposition, l'autre alors prévalant seule ; et que bien plus, l'application pourra conduire à un conflit négatif : ainsi lorsque la loi du pays auquel appartient le plaignant, en vertu de sa naissance par exemple, la lui impose sans que celle de la contrée où il demeure lui offre la sienne. Tel

serait le cas d'un Français propriétaire d'esclaves avant le vote des lois américaines dites de « naissance libre » cultivant avec ce personnel des terres au Mexique ou dans les Etats du Sud. Admettons qu'il ait voulu présenter à la suite de la guerre de Sécession des réclamations pour pillage. La Claims Commission se fut trouvée dans l'impossibilité de se déclarer compétente, la loi française ayant retiré au possesseur sa nationalité il lui manquait la qualité indispensable pour qu'il lui soit rendu justice. La commission ne l'eût pas toutefois proclamé heimatlos, car sa mission se limitait précisément à sa compétence; lorsque celle-ci fait défaut du chef de la nationalité, la Claims Commission n'a pas la latitude de pousser plus loin ses investigations : elle décide que X... n'a point fait la preuve de sa nationalité. De cette formule, il est vrai, le juriste déduit l'existence d'un heimatlos, mais le tribunal international ne le proclame pas directement. Il existe d'autres hypothèses où la perte de la nationalité ne conduit pas à une situation analogue; nous justifierons, en nous reportant à ces espèces, notre opinion de ranger parmi les conflits positifs de nationalité les difficultés qui en découlent.

Nos sentences ne fournissent pas non plus d'exemples de conflits entre nationalités d'origine : ceux-ci, en effet, sont étudiés avec les conflits de nationalité des enfants : nous consacrons ce chapitre à l'allégeance de l'homme parvenu à sa majorité, et nous reculons même cet âge jusqu'au delà des années englobées dans les délais d'option.

D'une façon générale les conflits soumis à nos sentences se produisent entre une nationalité d'origine (ou acquise

fort antérieurement) et une nationalité de fraîche date; c'est ce qui explique pourquoi la question de la preuve joue dans nos espèces un rôle inattendu. S'efforçant d'écarter le conflit avant de rendre son opinion, le juge externe scrute tour à tour les nationalités invoquées; il s'interroge pour savoir si chacune d'elles est inattaquable au regard de sa propre loi. Voilà la raison des « orders in commission » qui imposèrent aux parties un faisceau de preuves. Si l'arbitre aperçoit une fissure dans l'argumentation en faveur de l'une des nationalités, il s'empresse de l'élargir et donne la prépondérance à l'autre; il ne tranche pas directement le conflit, il démontre son inexistence et fonde par ce moyen sa sentence sur des raisons inattaquables.

Une catégorie de conflits nécessite plus d'efforts. Ils se présentent lorsqu'un homme émigre et acquiert une nouvelle nationalité, si son souverain d'origine consacre le principe de la perpétuelle allégeance. Bien que ce système suranné perde chaque jour du terrain, (nous avons déjà insisté sur ce point) le conflit n'en existe pas moins et la solution variera suivant la tendance d'esprit du juge, suivant la valeur qu'il accorde à l'expatriation, faculté cependant presque unanimement reconnue en droit international. La Russie fait exception, n'admet pas encore cette liberté primordiale, et la Turquie exige une autorisation spéciale du Sultan pour donner plein effet à l'expatriation suivie d'une naturalisation. Si donc l'arbitre est partisan de ce droit sans limitation aucune, il résoudra toujours le conflit dans le sens de la nationalité acquise, nonobstant la loi d'allégeance, et verra dans le transport

du domicile un indice de volonté suffisante de la part de l'individu de rompre avec l'assujettissement à sa nationalité première. Ainsi, haussant l'expatriation jusqu'au rang de faculté naturelle, il sera infailliblement entraîné à consacrer la validité de la nationalité acquise, à rejeter par *a contrario* la persistance de la nationalité primitive. On ne lui reprochera pas de préférer une loi interne à l'autre, bien au contraire, les mettant sur le même plan, il les confronte avec un criterium qu'il estime supérieur et les met en regard du droit reconnu à tout être humain de choisir librement sa patrie. Retournant ensuite à l'examen du cas concret, sa raison s'aperçoit que l'un des codes se trouve en antinomie avec ce principe, il l'écarte donc en affirmant la prééminence de l'autre terme du conflit.

Telle sera l'attitude de plus d'un juge international s'il a reçu l'empreinte du droit anglo-saxon. Supposons à l'inverse que l'arbitre ait été nourri des principes du droit slave, la conception de la nationalité, qualité volontaire et librement acceptée, ne lui apparaîtra plus comme une nécessité impérative, il se croira autorisé, tout au contraire à asseoir le droit international sur l'axiome que l'allégeance se fige à jamais à l'instant de la naissance, de même que l'enfant porte, sa vie durant, les stigmates qui le rattachent à une famille déterminée.

Ces quelques considérations font pressentir l'importance de la doctrine enseignée aux magistrats des tribunaux internationaux. On se plaît en conséquence à faire observer la nécessité de parfaire la culture professionnelle du juge externe afin que les réminiscences de sa loi interne ne le dominent pas exclusivement. Cette observation sera



renforcée par l'examen des espèces. La difficulté d'apprécier une naturalisation, la validité de sa preuve ou la présomption de volonté suffisante résultant d'une simple déclaration d'intention, exigent un esprit aux vastes connaissances, de sorte que les conflits ne peuvent attendre de solution que de juges éminemment cultivés.

---

### **La nationalité et la perte du droit à la protection nationale.**

Nous avons dit que le lien juridique, qui unit un homme à la collectivité sous le nom de nationalité, entraîne des conséquences tant actives que passives, et nous citions parmi les premières le droit de recourir à la protection nationale de l'Etat; d'autre part le devoir pour le sujet de s'abstenir d'actes qui pourraient engager la responsabilité du souverain, traduit par l'obligation d'éviter toute violation de la neutralité, celle-ci ayant elle-même sa source dans l'autonomie des Etats. Cela est vrai, mais il ne faudrait pas croire que la protection fit nécessairement cortège à ce lien de droit. Une dissociation a été opérée par nos commissions entre la nationalité — principe de Droit public — et sa sanction : à savoir la faculté réservée à tout citoyen molesté en dehors de son territoire national de se retourner vers son protecteur-né pour l'appeler à la rescousse, afin que s'engage entre interlocuteurs de même rang la discussion sur les moyens propres à réparer les méfaits de l'Etat coupable, en vue d'indemniser le protégé par l'intermédiaire du protecteur, lorsque le « traitement de l'étranger » n'a pas été conforme au devoir de courtoisie habituel.

Mais si la très grande généralité des sentences que nous avons étudiées vise à cette réparation, il ne nous est pas permis de passer sous silence une exception intéressante dans laquelle on tenta de séparer la sanction du principe.

La tactique de l'Etat défendeur, lorsqu'on lui soumet une semblable demande, va s'assouplir; il ne se bornera plus à

discuter la nationalité de l'impétrant, il avancera seulement qu'à la supposer conforme aux règles du Droit International — règles que notre étude a suivies dans leur développement, réserve faite de quelques décisions discordantes — il ne doit pas pour cela être l'objet d'une condamnation. Il soutient bien au contraire que le réclamant ne peut tirer avantage de sa qualité de sujet de l'Etat demandeur, parce qu'il aurait perdu le droit de s'en prévaloir. Bref, la nationalité n'est pas mise en doute, mais la protection qui en est l'habituel corollaire est écartée.

Nous allons voir quels sont les motifs de cette attitude et depuis quand cet usage aboutissant à scinder la nationalité de l'un de ses avantages s'est glissé dans les controverses soumises aux arbitrages internationaux.

La principale raison de cette tentative réside dans le bénéfice qu'en retire l'Etat défendeur qui échappe ainsi à toute responsabilité. Motif propre à l'un des intéressés et qui ne justifierait pas cette innovation, si la scission n'était pas conforme au Droit International. En effet, tantôt la déchéance est édictée à titre de peine, tantôt elle est encourue en raison de la violation de la neutralité. Dans le premier cas, un Etat l'édicte par mesure de police pour interdire à ses citoyens certains actes; nous reviendrons sur l'explication de l'autre. Ainsi ces motifs sont plutôt du ressort du Droit Public que de notre domaine; il était bon cependant de les rapprocher de la théorie de la nationalité pour les apprécier.

Comment nos différentes Claims Commissions ont-elles, au cours du siècle écoulé, ratifié cette théorie? L'arbitre Ralston, dans un chapitre consacré aux « Aliens », nous

fournit des exemples de ce qu'il faut entendre par « neutre ». S'il reconnaît que les étrangers possèdent des droits et privilèges (§§ 371-7) qu'ils peuvent opposer à l'Etat sur le territoire duquel ils résident, même s'il est partie à la Commission, il n'admet pas en revanche que tout étranger ait droit à l'intervention de son suzerain. et dans plusieurs paragraphes, réservés à ceux qu'il juge dignes de cette faveur, (§§ 377-84) l'auteur démontre assez que la règle comporte des exceptions. D'ailleurs il mentionne plusieurs de ces dernières, quelques pages plus loin, dans sa discussion sur les règles concernant la capture de la propriété ennemie (§§ 395-6), ou la situation des étrangers coupables d'« acts unneutral ». Il est bien d'avis que le traitement de l'étranger doit se mouler sur celui du national (§§ 385-90) et au minimum que les garanties de la loi locale ne doivent pas distinguer entre l'aubain et le sujet : il discute cependant la question de savoir si la propriété de l'étranger — lisez du neutre — devient ennemie sur le territoire ennemi, en période de guerre et peut être traitée comme telle.

Si le traité qui instituait la Commission arbitrée par M. Bates était daté de 1853, ces arbitrages ne furent terminés que bien postérieurement; aussi la décision emprunte-t-elle une phrase d'une sentence rendue en juillet 1856 (*Journal Le Juriste*) par le Dr Lushington clôturant l'affaire de l'Aïna; elle la reproduit et se l'approprie. Il nous est même possible, nous aidant toujours du commentaire de Ralston (§ 389) de remonter jusqu'à la fin de la première partie du xix<sup>e</sup> siècle. Avant cet arbitrage, par le jeu du traité de 1849 réglant le sort des plaintes formulées contre le Mexique, deux sentences mettant fin aux procès Cook et



Haggerty (Moore p. 2661 et 2663) contiennent déjà notre précédent, et s'occupent de rechercher si le droit de protection subsiste dans la personne des demandeurs.

De ces rappels d'espèces légèrement antérieurs aux affaires Laurent et Uhde, nous pouvons inférer que notre distinction remonte à tout le moins aux alentours de l'année 1840.

Les faits constitutifs de l'attitude neutre du plaideur, aussi bien que la définition de la violation de la neutralité sont donc excessivement importants, puisque la protection, c'est-à-dire la faculté d'ester devant les Commissions, disparaîtra ou non suivant la leçon adoptée relativement au sens de ces deux mots.

Les affaires Laurent et Uhde, par l'organe de l'arbitre Bates (1) fournissent des éléments permettant d'apprécier les conséquences de l'attitude neutre ou hostile d'un étranger en séjour sur un territoire ennemi. Elles remontent au début de la seconde moitié du siècle dernier et se présentèrent au jugement de la Commission des U. S.-Grande Bretagne en 1853. Ce traité rassemblait les litiges privés que pouvaient avoir des Anglais avec le gouvernement américain depuis la signature du traité de Gand, soit depuis le 25 décembre 1814; l'accord ayant été conclu pour mettre fin à tous les germes de dissension entre ces puissances, l'on se souvint du précédent inauguré par la troisième Commission du traité Jay et l'organisme judiciaire fut complété par une Commission mixte, dont le surarbitre était un marchand, M. Bates. Celle-ci embrassa un nombre respectable d'affaires; mais parmi elles, seuls nous intéressent les

(1) *Recueil des Arbitrages internationaux*, I, p. 668 et sq.

débats relatifs aux plaintes formulées par MM. Laurent et Uhde, mises en discussion à la barre de la Commission du chef de la compétence *ratione personae*. En présence de ces cas de conflits, on dut décider quels étaient les sujets britanniques ou américains au sens du traité. L'affaire Uhde étant relatée par nos sources en suite de la plainte Laurent, nous donnerons le pas à celle-ci.

Durant la guerre du Mexique et des U. S. régulièrement ouverte en mai 1846, le Congrès mexicain, pour s'assurer des ressources et prolonger la lutte, passe en 1847 une loi par laquelle il autorise le gouvernement à vendre les propriétés privées des églises. Des négociants, anglais de naissance, établis à Mexico depuis 1829, MM. Laurent, occupaient une maison qui était la propriété d'une église : apprenant qu'elle va être mise en vente, ils proposent au gouvernement de l'acheter. L'offre est acceptée, le contrat passé, le prix déposé, le gouvernement n'a plus qu'à remettre les titres dans une banque quand une révolution éclate qui abroge les lois antérieures; puis les troupes américaines du général Scott entrent à Mexico, s'emparent de l'argent déposé dans la banque et mettent en possession des titres de propriété MM. Laurent, contre lesquels l'église, à la paix, revendique avec succès l'immeuble pour la raison que les U. S., au cours de leur occupation, avaient excédé leurs pouvoirs. Dépossédés de leur maison par décision ultérieure des tribunaux mexicains, et de leur argent par l'appropriation du général Scott, MM. Laurent réclament aux U. S., comme sujets britanniques, une indemnité (1).

(1) Affaire de MM. Laurent et C<sup>o</sup> Résumé des faits : R. A. I. p. 669 Moore, *op. cit.*, p. 2671 à 91.

Cherchons maintenant à donner un raccourci des mémoires, plaidoiries, opinions des commissaires, que l'on trouvera traduites ou résumées dans le *Recueil des Arbitrages internationaux* auquel nous venons d'emprunter l'exposé des faits.

On peut condenser la riposte de l'agent des U. S., M. Thomas, à la demande Laurent, en ce court truisme : il leur dénie la qualité de « sujets anglais au sens de la Convention ».

Leur longue résidence au Mexique, l'exercice de leur activité commerciale auraient pu être présentés comme des éléments impliquant la perte de leur nationalité originelle : cette tentative ne fut même pas esquissée ; sans doute l'arbitre se souvint-il que l'Angleterre figurait toujours au nombre des Etats demeurés fidèles à l'allégeance perpétuelle, de plus il n'était pas encore assez sûr du Droit International pour élever la discussion au-dessus d'une critique de Droit interne. Si donc MM. Laurent n'avaient point perdu la sujétion anglaise, un fait apparaissait comme non moins certain, ils n'étaient pas davantage devenus mexicains en vertu d'une naturalisation, la capacité leur faisant défaut pour solliciter ce bienfait réservé par la loi municipale aux seuls catholiques, à l'exclusion des protestants. Ils n'étaient point cependant devenus heimatlos, ce qui eût amené la Commission à se déclarer incompétente, c'est pourquoi la logique eût voulu que les Commissaires se missent d'accord et concluent : les plaignants sont demeurés anglais.

Ainsi M. Bates allait connaître du bien-fondé de la réclamation de MM. Laurent, oublieux de la question de natio-

nalité pour se souvenir de la neutralité; leur domicile allait nécessiter un examen approfondi, non plus — et c'est là le point curieux de toute cette affaire — pour rechercher s'il avait influé sur leur allégeance, s'ils étaient par exemple devenus mexicains, mais en vue d'élucider le point suivant : le domicile d'un neutre à l'étranger suffit-il à lui faire perdre la faculté de recourir à la protection de son gouvernement? Des marchands domiciliés au Mexique, avec qui les U. S., l'une des parties à la Claims Commission, étaient en guerre, ont-ils le droit de réclamer des dommages-intérêts en raison de la confiscation de deniers leur appartenant, alors qu'ils étaient domiciliés sur le territoire de son adversaire? Si l'arbitre pose nettement la question et la résout avec assurance par la négative, ses considérants sont moins fortement motivés; il s'arroge le droit d'invoquer « l'interprétation de la loi des nations », puis l'autorité des « plus hautes cours d'Angleterre »; enfin il s'approprie la décision de l'Aïna d'après laquelle il serait hors de toute controverse, que si un neutre, donc un étranger, les hostilités commencées, persiste à demeurer sur le territoire ennemi en vue de continuer à commercer, sa conduite s'interprète comme une adhésion à l'ennemi et le disqualifie par suite absolument de présenter sa demande comme sujet de l'Etat réclamant.

Le *distinguo* que l'Amérique voudrait établir dans son intérêt se révèle dans la recherche de la question de nationalité. Dans toutes les traductions d'arbitrages que nous publions, nous retrouvons fréquemment l'exigence de cette condition et l'on disputera de son accomplissement. L'arbitre n'aura plus à trancher un conflit entre deux

nationalités, mais à dire qui doit l'emporter de la nationalité anglaise flanquée de son droit de protection naturelle, ou de la thèse adverse nullement préoccupée de l'allégeance des demandeurs, mais tout entière absorbée dans son désir de paralyser cette protection.

Notons que les défenseurs de la thèse anglaise s'efforcèrent de faire prévaloir la nationalité anglaise, mais il ne faut guère s'attendre à des arguments irréfutables en présence des subtilités de leurs adversaires. Placée sur le terrain du droit externe, par l'attribution aux plaignants de la nationalité de fait, la thèse américaine ne pouvait pas être écartée, on eût certainement substitué la nationalité américaine à l'allégeance britannique, mais les Commissaires prétendaient n'utiliser que le droit interne qui se révélait alors insuffisant. C'est ce qui les conduisit par raffinement à exiger que MM. Laurent fussent anglais au sens du traité, à joindre en définitive à cette nationalité la protection correspondante. Ainsi la nationalité déterminée par le Droit interne des contractants apparaît sans valeur, le rôle principal est dévolu à l'explication du traité qui crée le Droit International. Voilà la meilleure démonstration de la nécessité d'une nationalité reconnue de tous; c'est ce qui est parfaitement mis en lumière par cette phrase : « Quand deux nations invoquent une convention au profit de leurs ressortissants, ce n'est pas à leur Droit interne, c'est au Droit International qu'il appartient de déterminer quels sont ou non leurs nationaux. » Aussi pour l'agent américain ce droit est-il formel. Lord Cambden, Sir Scott, Lord Clarendon appliquèrent ces principes aux réclamations des anglais résidents de Saint-Eustache, aux mar-



chands domiciliés en Russie au cours de la guerre de Crimée. Si MM. Laurent étaient dans la situation de solliciter quelque protection, c'était le Mexique et non la Grande Bretagne qui devait la prendre à sa charge, leur permanence sur le sol de cette République en guerre avec les U. S. autorisait cette dernière puissance à les traiter en ennemis.

En revanche, la riposte de l'agent britannique se faisait pressante lorsqu'il avançait que la réclamation des plaignants sujets britanniques était comprise dans le traité, ce dernier liquidant au point de vue de leurs intérêts privés la situation des nationaux de la Grande-Bretagne ayant subi des pertes entre 1814 et 1853. Si dans sa réponse il s'était borné à discuter la question de nationalité, on n'eût pu révoquer en doute l'intervention britannique au profit de sujets que ni le Mexique, ni les U. S. ne réclamaient, mais l'argumentation devenait fragile lorsque l'agent, entrant dans les vues des U. S., s'attachait à leur suite à commenter l'expression de « national au sens du traité ».

Reconnaissant alors que les marchandises d'un neutre demeuré en pays ennemi étaient saisissables sur mer, du fait de la résidence de leur propriétaire, sous le prétexte que les profits de l'activité de ce neutre augmentent la force de résistance de l'Etat qui lui donne asile, et que la saisie n'ayant d'autre but que d'affaiblir l'ennemi, se trouve ainsi suffisamment justifiée, peu importait si les biens appartenaient à des étrangers, car on pouvait reprocher à ceux-ci une violation de neutralité au profit de l'un des belligérants. Regue par les cours de prises maritimes anglaises, la thèse américaine prétendait s'étendre aux confiscations terrestres pour identité de motifs. Les circonstances permet-

taient-elles d'interpréter les actes de MM. Laurent comme une violation de leur neutralité à l'égard des U. S., leur enlevant par voie de conséquence le droit à la protection de leur suzerain? Nous le croyons, le prix déposé en banque au crédit du Mexique, puis saisi par l'autorité mexicaine, eût, sans cette saisie, bénéficié au Mexique; l'étranger qui finance un Etat en guerre rompt sa neutralité. Les demandeurs étaient toujours sujets de Sa Majesté Britannique, mais n'ayant rien désormais à attendre de sa protection, ils étaient exclus du bénéfice du traité. Cependant M. Hannen ne voulait pas admettre la conséquence de sa concession touchant les prises maritimes; il s'efforçait d'opposer une barrière à la logique américaine, en refusant toute extension du droit de saisie ou de confiscation. Ses efforts n'aboutirent d'ailleurs pas à convaincre son collègue des U. S.

Les Commissaires respectifs développèrent ensuite contradictoirement les points de vue des agents, la divergence précédente continuant à séparer MM. Upham et Hornby : force était de consulter l'arbitre. Sa sentence rappelle les faits, résume les prétentions des U. S. et, dès le début, laisse pressentir sa conclusion.

Le point de vue américain lui semble « la vraie manière d'envisager cette affaire, tant à raison du principe que des autorités invoquées ». S'il ne conteste pas la sujétion anglaise des demandeurs résultant de la loi municipale du Royaume-Uni, il donne au traité une interprétation inattendue et, par une contradiction à laquelle avaient échappé les deux Commissaires, énonce qu'« en vertu du Droit International, et pour l'objet de cette Commission, MM. Laurent étaient au moins à l'époque sujets du Mexique et non de la Grande-

Bretagne». Ainsi nous sommes obligés de conclure de sa décision, (confirmée par son opinion dans le cas Uhde et à l'inverse des termes très nets employés cette fois à l'occasion de la plainte Belcher) que le domicile influe fortement sur la nationalité internationale.

L'arbitre se forge une explication en prétendant que les termes du traité sont susceptibles d'interprétations différentes. Il excuse ensuite cet accroc aux principes de la nationalité, en se couvrant de trois autorités qui nous semblent être totalement dépayssées dans ce domaine. Le jugement de Lord Stowel dans l'affaire Matchless, celui de Sir W. Scott, dans le cas Robinson (1), enfin la décision toute récente de l'Aïna (*The Jurist*, 7 juillet 1855) arbitrée par le Dr Lushington. Ces sentences visaient, non point le statut national du réclamant, mais tranchaient des demandes présentées par des marchands restés en pays ennemi et disqualifiés de toute prétention à l'appellation de neutres. En résumé, notre arbitre se tire d'affaire par une pirouette; les expressions « loi des nations », « autorité des plus hautes cours d'Angleterre » s'efforcent en vain de colorer l'opinion de M. Bates. Il n'osa point faire abstraction du droit municipal anglais, encore fidèle à la perpétuelle allégeance jusqu'en 1870, et l'on ne connaissait pas encore le parti à tirer de la recherche de la nationalité de fait.

Pour nous, décidant à plus d'un demi-siècle de distance, examinons quel parti nous eussions pris. Nous aurions établi la nationalité mexicaine de MM. Laurent sur d'irréfragables bases et voici nos raisons : la sentence relève la

(1) Affaire Robinson, Moore, *op. cit.*, p. 3.038, Ralston § 379.

longue résidence au Mexique et sa permanence, la tentative de se rendre propriétaires d'une portion de terre mexicaine renforce, l'élément précédent. De ces faits mis plus en lumière nous concluons d'abord à un détachement de l'allégeance ancienne, puis à une volonté arrêtée de s'attacher au Mexique par des liens de plus en plus puissants. Toutefois n'oublions pas que si le Droit International peut juger comme il le fait de nos jours, il le doit au travail pénible et souvent embarrassé des Commissions du XIX<sup>e</sup> siècle qui discutèrent, puis repoussèrent de nombreux systèmes : l'allégeance perpétuelle, l'attribution de la nationalité sans égard à la confession du futur sujet, etc...

Ces facilités faisaient défaut à l'époque où M. Bates rendit sa sentence; voilà pourquoi il recourut à la distinction entre la nationalité et la protection. Sans doute présentait-il instinctivement — et la rectitude de sa sentence montre quelle confiance méritait son intuition — la nationalité véritable des plaignants, celle que nous appellerons la nationalité internationale; mais inhabile à se dégager de la gangue du Droit interne, convaincu que la Grande-Bretagne ne devait pas sanctionner les prétentions de nationaux, dont la vie avait aussi fortement relâché les liens, il chercha une échappatoire qui devait être fructueusement employée dans la suite, (affaires Young, Lynn, Corvaia; *contra*, Belcher, Lavigne et Bister Miller) il refusa à la nationalité sa sanction la plus élémentaire.

La méthode fut différente, nous pensons que nos solutions présentes sont plus scientifiques : consolons-nous et souvenons-nous que le résultat fut identique à celui qu'eût déduit le Droit International. Nous sommes d'accord avec

la note consacrée à cette affaire pour estimer la question mal posée : critiquons cependant la façon dont les deux thèses se combattirent à distance; les adversaires donnent l'impression de craindre de se pénétrer, et ne se comprennent nullement. En effet, la thèse américaine, hypnotisée par les conséquences qu'elle attribue au domicile en pays ennemi, fait abstraction de la nationalité des demandeurs, et cependant, elle ne peut ignorer l'emprise du Droit anglais ainsi que l'impuissance où elle est de comprendre les plaideurs dans l'allégeance du Mexique par le jeu du Droit interne de ce pays. Les défenseurs des intérêts anglais ne se mettent pas en peine de réfuter la thèse adverse, ils préférèrent développer avec une judicieuse habileté cette considération qu'en Droit International, si persistante que soit la résidence en terre étrangère, elle est impuissante à modifier la nationalité d'origine. (Affirmation qui sera reprise par d'autres décisions : Alexander et Mogridge, Moore p. 3529, et les affaires vénézuéliennes Maninat et Massiani; *contra* Barclay, Crutchett). Etant donné l'état du Droit International en 1861, on était amené à faire abstraction de la question de nationalité, MM. Laurent n'étant pas d'ailleurs pourvus par les lois des pays en cause de nationalités multiples. Application leur a été faite de la théorie concernant les obligations du neutre, et en raison de leurs actes qui avaient pu préjudicier aux U. S. ils s'étaient attirés le traitement de Mexicains. Or, du point de vue de la Grande-Bretagne, la guerre survenue entre le Mexique et les U. S. était un fait extérieur auquel ses sujets et elle avaient l'obligation de ne point participer, s'ils ne voulaient encourir les risques afférents à la belligérance.



Mais précisément l'attitude de MM. Laurent constituait une violation de neutralité que leur pays ne pouvait pas ne pas blâmer; c'est pourquoi il était contraint de les abandonner à leurs risques et de les reconnaître indignes de toute protection pour sauvegarder à son tour sa neutralité.

Sans doute à l'occasion du procès pendant, arbitre et commissaire américain faisaient œuvre irréprochable en opposant à l'Angleterre sa qualité de neutre, argument *in personam* qui l'étreignait dans le dilemme de violer la neutralité, ce qu'elle ne voulait point, ou de renoncer à la protection. Ne disons donc pas que le droit de protection est un leurre, les exceptions confirment la règle, et son assiette n'en est que mieux acceptée; changeons d'hypothèse : si la somme saisie en banque avait été destinée à un particulier, le fait contraire à la neutralité eût disparu; la Grande-Bretagne serait intervenue à juste titre si l'attitude des plaignants n'avait donné lieu à aucune critique, et si les torts au lieu de frapper les biens se fussent portés sur leur personne; dans ce cas la guerre n'excuse rien, car des traitements conformes au droit naturel ne renforcent nullement la puissance défensive d'un Etat. Evidemment, on étendait la saisissabilité du domaine maritime aux choses de la terre, mais l'« act unneutral » n'est-il pas moins patent ici que lorsqu'on déclare de bonne prise la marchandise ennemie à destination même d'un port neutre, si les sommes qui la paieront appartiennent à un étranger domicilié en pays ennemi.

Il est temps désormais de comparer avec la sentence précédente la décision déclarant recevable la demande

présentée par MM. Uhde. Notre exposé des faits est également emprunté au *Recueil des Arbitrages*, et nous nous inspirerons de la note qui lui est consacrée, pour concilier la concession d'une indemnité dans notre hypothèse, et son rejet prononcé dans le cas Laurent.

MM. Uhde sont des marchands anglais qui résidaient à Matamoras, Mexique, depuis 1842. En juin 1846, Matamoras était prise par les U. S. et le port ouvert à l'importation des marchandises. Le 6 novembre 1846, le Schooner américain Star, affrété par MM. Uhde pour transporter une cargaison de la Havane à Matamoras, arrivait à Brazos, et le Capitaine, ayant obtenu du collecteur des douanes un permis de décharger soit à Burita, soit à Matamoras, transbordait la cargaison sur un steamboat et la débarquait à Matamoras sans paiement d'aucune taxe. En réalité, Burita comme Matamoras, se trouvaient l'un et l'autre en dehors du district fiscal du collecteur de Brazos, sous un gouvernement militaire; le permis de débarquer n'était pas valable, et quelques jours plus tard les marchandises étaient saisies sous l'inculpation d'introduction frauduleuse. MM. Uhde réclamèrent contre la saisie, mais quand leur réclamation fut portée devant la Commission de Londres, l'agent des U. S., M. Thomas, prétendit qu'ayant leur domicile au Mexique, ils ne pouvaient être à l'époque et d'après le droit des gens, considérés comme « sujets britanniques » au sens de la Convention: (1).

De nouveau, les agents des puissances soutenaient, l'un ses nationaux, l'autre le point de vue de son gouvernement.

(1) *Recueil des Arbitrages Internationaux*, p. 678, Moore, *op. cit.*, p. 2.691 à 695.

Si l'agent britannique concédait que des navires appartenant à des marchands domiciliés en territoire ennemi pouvaient *flagrante bello* être l'objet d'une prise maritime, il faisait observer que cette concession ne comportait aucune extension, que des marchands ne perdent pas la sujétion britannique en raison d'un simple domicile au Mexique, que des dommages enfin causés à des Anglais ne pouvaient demeurer impunis; pour corroborer ses dires, il indiquait que ses arguments avaient été puisés dans une lettre du Dr Robert Philimore : aussi M. Thomas s'efforçait-il de faire triompher la thèse des U. S., en opposant dans sa riposte d'autres passages du même Philimore; notamment son approbation de la saisie en Tamise l'année 1812, du Navire Ann, dont le Capitaine avait mis à la voile d'un port américain. Philimore, frappé sans doute par le point de départ du voyage, estimait que sa réclamation n'était pas justifiée et qu'il ne méritait pas le traitement d'un sujet britannique.

Dans le cas Laurent l'on avançait que le domicile n'avait pas aptitude pour opérer une mutation du statut personnel; ici, Philimore de nouveau cité, déclare : « Tout homme doit être considéré par le Droit des gens comme membre de la société dans laquelle il se trouve » et M. Thomas renchérit encore : « la résidence est-elle faite *animo manendi*, alors elle devient un domicile ajoutant à la nationalité originaire ou antérieure les droits et privilèges, aussi bien que les devoirs et les charges de citoyen-sujet de la contrée ». Ainsi, même dans l'esprit de cet écrivain américain, le domicile ne serait pas nécessairement attributif d'une deuxième nationalité, ni par suite une source de conflits, mais il

autoriserait à cumuler la nationalité primitive avec certaines obligations qui, dans le cas présent, paralyseraient la protection que les sujets seraient en droit d'attendre de leur nationalité originelle, à laquelle cependant on n'ose pas toucher, tout en la privant de ses droits les plus essentiels. Ce n'est point tout; l'agent des U. S. voudrait étendre la formule de Philimore, de la saisie opérée en mer, à la confiscation des propriétés terrestres qui seraient suivant lui, « plus hostiles encore ». Il imagine pour le démontrer l'hypothèse d'un Américain domicilié en Russie alors en guerre avec l'Angleterre, et se porte garant que celle-ci le traiterait comme un Russe et s'emparerait de ses propriétés où qu'elles fussent.

Sa conclusion enfin assimile toujours *flagrante bello*, le sujet anglais d'origine résidant au Mexique et le Mexicain-né; elle refuse au gouvernement anglais la possibilité d'exercer des représailles pour assurer réparation au premier; mais M. Thomas corrige son rigorisme trop absolu par la condition que « tous deux y faisaient commerce ». C'est donc bien cette activité profitable à l'un des belligérants qui est cause de la non-protection plutôt que la résidence même; la théorie de l'« Act unneutral » présentée par l'arbitre n'est point encore dégagée de la notion du domicile même.

Pour la seconde fois, M. Bates trancha le désaccord des commissaires s'inspirant, dit-il, du cas Laurent, il serait enclin à écarter la réclamation de MM. Uhde, n'était la correspondance diplomatique qui a précédé tout le débat, et dans laquelle le gouvernement des U. S. a accueilli la plainte actuellement soumise à un tribunal arbitral. Quelle

était donc l'explication de l'attitude du gouvernement américain pour ce chef de réclamation? La violation de la neutralité au préjudice des U. S. était caractéristique dans l'affaire Laurent; tout à l'inverse, les U. S. bénéficiaient cette fois des importations de MM. Uhde, car le port d'arrivée du steamboat était aux mains de l'armée américaine : c'est pourquoi on ne pouvait invoquer valablement un enrichissement qui n'avait nullement profité au Mexique pour contraindre l'Angleterre à ne pas assumer la protection de ses nationaux. C'est pourquoi les U. S. étaient forclos à lui opposer la violation de neutralité.

Ainsi présentée et expliquée, la décision de l'arbitre est fortement motivée, mais la nationalité est mise hors de cause. Conclusion : à la fin de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le domicile en pays ennemi suspend la protection diplomatique, s'il s'y joint quelque pratique contraire à la stricte observance de la neutralité; mais l'allégeance reste intacte.

L'influence exercée sur la nationalité par la violation de neutralité reparaît de temps à autre dans la structure des phrases des arbitrages postérieurs, lorsqu'il est question du droit à la protection nationale. Mais ce n'est qu'une réminiscence assez rare dont les arbitres ne se rendent peut-être pas compte. En effet, il faut descendre de 1839 à 1901 pour signaler, à l'occasion de l'affaire Arata, l'exhumation d'une théorie qu'on pouvait croire à jamais tombée dans l'oubli. La lettre même de son protocole définissant la mission de l'arbitre la limitait à la vérification des deux questions suivantes, avant toute attribution d'indemnité : trancher les conflits de nationalité et apprécier si le réclamant avait



conservé une attitude conforme à la neutralité pendant la période de belligérance.

Entre les cas Laurent, Uhde et 1901, on relève cependant sous la plume de Bertinatti, arbitre de l'affaire Medina, une affirmation intéressante (Ralston § 80). Après avoir parlé de l'utilisation des juridictions locales par le national résidant à l'étranger, celui-ci envisage quel doit être son *modus vivendi* et n'admet aucune immixtion dans le Droit interne de la part de son protecteur, tant qu'à l'Etat de la résidence lui assure un traitement « équivalent à celui des natifs conformément au Droit International sanctionné par les traités ». En sens contraire, l'intervention devient légitime dès que « le déni de justice patent, la prévarication et l'improbité du juge établie d'après les formes légales, en cas de tortures, de refus des moyens de défense en cours d'instance, ou d'injustice criarde *in re minima dubia*, peuvent autoriser un gouvernement à élargir sensiblement sa protection ».

De cette citation ne devons-nous pas déduire qu'indépendamment de la nationalité de l'Etat demandeur, condition *sine qua non* d'accès à la barre de nos Commissions, on en exigerait une seconde? L'obligation de ne point donner prise au soupçon de sa violation, sans aller jusqu'à demander, comme certaines sentences le laissent entendre, l'abstention de porter atteinte à la neutralité. Avec ce système, l'Etat défendeur ne serait justiciable des tribunaux internationaux que dans des cas déterminés mesurant strictement la protection dont bénéficient les sujets de ce dernier. Si notre texte ne contient pas l'expression « act unneutral » il attache en tout cas au domicile à l'étranger, non pas

certaines déchéances, le mot dépasserait ce qu'il voudrait qualifier, tout au moins la valeur d'une présomption analogue à l'attitude inamicale. On peut noter assurément dans les paroles de M. Bertinatti le désir que certains faits imputables à l'Etat défendeur ou à ses agents lorsqu'ils engagent sa responsabilité, soient prouvés au même titre que la nationalité, pour rendre la Commission apte à décider en faveur du réclamant. Sous une autre forme, voici l'interprétation qu'on en pourrait donner : dans le cas de belligérance, la neutralité est impuissante par elle-même à autoriser le demandeur à se faire indemniser des pertes qu'il a subies, s'il a continué à demeurer sur le théâtre des hostilités; c'est la consécration du « risque de guerre » basé sur une présomption de violation de neutralité. Une exception à ce refus du droit de protection serait seulement apportée lorsque sont établis des faits, tels que ceux énumérés par M. Bertinatti, imputables à l'administration locale, sans rapport avec l'état de guerre ou les révolutions intérieures. Ainsi l'on pourrait condenser l'enseignement à tirer de l'examen de ces arbitrages en cet aphorisme : devant les arbitres la protection de l'Etat suzerain est la règle, sauf dans le cas de domicile fixé à l'étranger, où la règle devient l'exception.

Dans les sentences rendues par M. Bertinatti, le domicile n'influence pas la nationalité et cette constatation nous est à cœur, au cours d'une étude consacrée à son conflit. Ralston (§ 262) dit cependant que le rôle du domicile a été discuté des centaines de fois devant les juridictions internationales; mais l'arbitre du traité de 1860 proclame néanmoins à propos de la décision Belcher son « inaptitude

à priver un plaignant du droit d'invoquer la protection de son gouvernement d'origine dans le cas d'injustices flagrantes, d'emprisonnement non motivé et sans qu'un jugement soit intervenu ».

Nous pouvons donc avancer que dès le début du fonctionnement des Commissions mixtes, aucune incertitude ne subsiste relativement à la question des traitements personnels contraires au droit naturel; ils sont sanctionnés en Droit International. De plus, le domicile en pays ennemi ne touche nullement à la nationalité, de même qu'il laisse intacte l'intervention de l'Etat suzerain. Cette conception a été plus nettement encore traduite par Sir E. Thornton, l'arbitre de la Commission U. S.-Mexique (Moore, p. 5724, Ralston §§ 391 et 424), lorsqu'il décida dans le cas Costa qu'un général pouvait légitimement prendre possession des bâtiments appartenant à un neutre établi en territoire ennemi, mais que cette résidence n'attentait pas à sa neutralité, au point de légitimer l'emprisonnement et les mauvais traitements qui suivirent.

En rapprochant les solutions déjà connues (Laurent, Uhde, Belcher, Costa) nous pouvons aller jusqu'à mettre en formule que si le domicile ne porte pas atteinte au lien de sujétion, il équivaut à une violation de la neutralité ou du moins autorise à traiter la propriété des neutres résidents, comme celle des belligérants : tel est le principe d'ailleurs énoncé par notre auteur dans un paragraphe intitulé « en pays ennemi la propriété de l'étranger devient ennemie », l'exception à cet axiome qui embrasse les rares cas de survivance du droit à une réparation éventuelle, se présente dans les cas variés « d'injustice flagrante », « d'em-

prisonnement ou de mauvais traitements», « de prévarication des juges », faits prévus par la presque unanimité des codes des nations civilisées, punis par eux et complètement indifférents à l'état de guerre ou à la neutralité.

S'il n'en était pas ainsi, quel compte tiendrait-on précisément des privilèges du neutre ? Ainsi l'étranger en temps de paix pourrait aller et venir comme il lui plaît dans un Etat, y faire ce que bon lui semble. Vienne la déclaration de guerre, il prend le titre de neutre ; mais qu'il continue à l'habiter en exerçant ses occupations normales, c'est encore insuffisant, il n'a pas le droit de se prévaloir de sa neutralité et son protecteur ne pourra rien en sa faveur parce que l'Etat coupable était en guerre avec celui de sa résidence ! Les conséquences monstrueuses de cette théorie l'ont fait à bon droit rejeter.

Mais la velléité de faire du domicile un rival, à tout le moins un correctif de la nationalité, n'en perçoit pas moins puisque le plaignant, dans cette conjecture, doit satisfaire à des conditions plus strictes que la simple preuve de son allégeance, l'arbitre refusant la protection dans tous les cas où la continuation du commerce, facilitée par la résidence en pays étranger, peut être présentée comme une violation de la neutralité, c'est-à-dire quand l'un des belligérants en a exclusivement profité, sauf en présence d'hypothèses si graves, que celles que nous rappelions plus haut.

Si ce système très restrictif des droits de l'Etat — dont l'adoption trop facile à suivre, puisqu'elle lui évite la charge de quelques interventions et présente d'indiscutables avantages — était consacré par la pratique, la qualité

de sujet ne serait la plupart du temps qu'un illusoire paravent, car chacun sait combien il est difficile de faire admettre par une juridiction étrangère qu'on est victime d'un déni de justice ou de la partialité d'un tribunal. Ainsi seraient écartées toutes les interventions motivées par des réquisitions, des impôts extraordinaires ou l'émission de bons forcés, les prises en mer faites illégalement ou les pillages résultant du passage de troupes; toutes exactions qui, la plupart du temps, résultent de la guerre, mais ont trop souvent aussi leurs sources dans des troubles intestins.

De nos jours heureusement le domicile n'a point encore transformé le neutre en ennemi présumé, ou tellement relâché le lien d'allégeance — sauf s'il s'est immiscé lui-même à ses risques et périls dans la belligérance — que le citoyen ne puisse rien attendre de sa patrie. Nous ne pensons pas qu'on puisse mettre en question d'une façon sérieuse le droit à la protection nationale au bénéfice d'un individu, qui établit sa nationalité d'une manière qui la rend inattaquable en **Droit International**, s'il n'a aucune faute personnelle contre la neutralité à se reprocher. La pratique anglaise et américaine appuie toujours d'ailleurs les demandes de dédommagements, même si la nationalité est douteuse, ou si la conduite des prétendus nationaux est équivoque.

Mais qu'est-ce à dire si nous transportons la question dans le domaine des conflits de nationalité? Peut-on espérer faire prévaloir telle nationalité en démontrant que la protection d'un autre souverain a été perdue en raison des circonstances? Nous ne le pensons point, en présence des



affirmations répétées de nos arbitres, nous admettons que si le domicile en pays ennemi ne réussit pas à faire perdre la protection nationale, *a fortiori* sera-t-il inopérant à lui seul, dans le domaine de la nationalité.

§ 1.

PREUVES DE LA CITOYENNETÉ

La nationalité ne s'acquiert que par des modes strictement limités et dont les conditions sont précises. La preuve de leur accomplissement devra être fournie à quelque prix que ce soit par le demandeur, (du moins tel est le principe généralisé par nos commissions); il lui incombe d'une façon absolue de rapporter le fondement de toutes ses affirmations. Mais il reste à déterminer quel genre de preuves satisfera les commissions. Que valent les attestations des consuls? Dans quelle proportion le service à bord d'un navire américain influe-t-il sur la nationalité? Pourra-t-on se servir d'indices pour attribuer la nationalité encore en suspens, lorsque la naturalisation n'a pu être poussée à bout? On discutera aussi la valeur à donner à la déclaration des parties. Les éléments de notre réponse existent dans les espèces que nous allons passer en revue.

Avant les arbitrages soulevés à l'occasion du traité de 1868, la convention de 1860 qui engageait les U. S. avec un Etat de moindre importance, le Costa-Rica, avait permis à l'arbitre de la Commission mixte qu'elle instituait de donner un exemple des preuves susceptibles de faire admettre par ce tribunal international la nationalité prétendue au bénéfice de tous ses avantages.

La réclamation de Thomas Gilmore figure au nombre des cas où la bourgeoisie américaine fut insuffisamment établie,

entraînant le rejet de la plainte pour manque de preuves de la nationalité de l'impétrant.

Le texte très court que nous relevons dans Moore, nous est précieux tant par sa substance que par une note qui laisse pressentir l'autorité qui s'attache à la décision Gilmore, puisque cette sentence fut ratifiée en quelque sorte par l'extension qui en fut faite aux trois cas suivants : Georges C. Harros, Luther Bushwells et Edouard W. High. L'application de ce précédent ne se limita pas à ces trois hypothèses; huit années plus tard la convention mexicaine ouvrira son vaste champ à la discussion des preuves de la nationalité internationale. Etudions donc cette sentence avant ses dérivés.

On sait, et cette règle a été très généralement affirmée par toutes les Commissions qui se succédèrent au cours du siècle passé, que la nationalité de l'Etat demandeur est l'élément essentiel de la compétence de la Commission, indépendamment de la réalité du préjudice. C'est pourquoi les intéressés devaient avoir tendance à se parer de la nationalité qui cadrerait le mieux avec leurs intérêts et, dans le cas de conflits notamment, à choisir celle qui leur permettait d'être entendus par les Commissions mixtes. Des abus étaient à redouter; l'affirmation par le demandeur de sa qualité, même appuyée d'un serment, ne suffit pas puisqu'il a la charge d'établir par ses propres moyens ses allégations. Une simple affirmation ne présentait aucune garantie suffisante pour l'Etat défendeur, il était de toute nécessité qu'elle fut entourée de preuves. La plainte Gilmore nous fournit précisément un exemple de l'examen des témoignages invoqués par le demandeur.

Dans un « protest » reçu par M. Fitzgerald, le consul des U. S., le plaignant était qualifié de « citoyen des U. S. ». Cette mention accidentelle autorisait-elle qu'on lui reconnût la jouissance des privilèges de cette nationalité *erga omnes* et notamment au détriment du Costa-Rica?

Non, dira l'arbitre, il y a eu tentative de preuve, mais non preuve complète. Comment se font d'ordinaire les « protests » devant cet agent diplomatique ? D'une façon qui donne bien peu de poids à l'énonciation relative à la nationalité. En effet, sans s'entourer de garanties, cet officier relate et certifie tout ce qui ne choque pas la vraisemblance ; c'est même précisément parce que le comparant se prétend américain que ses déclarations furent recueillies par le consul, on commet une véritable pétition de principe en prétendant faire découler la nationalité de ce fait ; d'ailleurs celui-ci ne certifie pas que l'impétrant ait levé ses doutes relatifs à la nationalité, en lui présentant un certificat de naturalisation ou un passeport.

L'arbitre tire enfin argument et rapproche de l'affaire qu'il examine, un cas Curbelo également terminé par le rejet de ses conclusions. Dans ce dernier, le consul avait été induit en erreur par les déclarations d'un plaignant qui se prétendait citoyen naturalisé, et qui n'avait pas hésité à les appuyer d'un faux serment ; mais l'erreur une fois révélée à la Commission mixte, celle-ci n'avait pas hésité à écarter la demande.

Il faut déduire de cette double constatation qu'en effet la qualification donnée par un consul ne peut être qu'un élément de preuve pour la Commission. Celle-ci établit sa conviction d'après l'examen des faits principalement. En

1860 la théorie générale de la preuve internationale n'existait pas; la conception de cette nationalité même était encore en enfance et elle ne s'édifiera que peu à peu au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'aide des matériaux fournis par les commissions subséquentes : force est bien à M. Bertinatti de décider *ex cathedra*. C'est le devoir ingrat de tous les initiateurs que d'être réduits à puiser en leur propre fonds les motifs de leur sentence sans pouvoir s'inspirer de quelque conseil.

Un pas de plus sera fait et une précision ajoutée, lorsque la représentation du certificat de naturalisation sera tenue pour une preuve valable. Cette même Commission amenée à discuter la véracité du certificat lui-même se rapprochera plus encore de la perfection en s'inspirant de la réalité et des faits quand elle n'hésitera pas à le rejeter *de plano*, lorsqu'il sera avéré que des témoignages erronés ont été la cause déterminante de sa délivrance. (Affaires Medina et de Lizardi).

Ainsi nos Commissions serrent de plus en plus la réalité; l'intention de l'individu n'est plus simplement présumée ou interprétée d'après un système d'inductions reposant sur des preuves plus ou moins légères. Dans cette recherche du meilleur, on sonde le cœur humain, et l'énigme prend fin en déduisant en définitive la naturalisation des manifestations apparentes d'une volonté réfléchie et persévérante.

Parmi les nombreuses espèces que la Convention U. S.-Mexique de 1868 offre à l'attention du juriste, l'une des premières est relative à la preuve de la citoyenneté. Un arbitrage du D<sup>r</sup> Lieber, en date du 24 avril 1871, mit fin à ce procès : les arguments sont nombreux, la réplique bien



développée, les points de droit et de fait examinés séparément permettent de se rendre compte des raisons qui entraînèrent la conviction de l'arbitre. MM. Anderson et Thompson, les réclamants, invoquaient leur qualité de citoyens américains pour demander une indemnité. Ils s'étaient établis au Mexique en 1853, avec l'intention de cultiver les terres fertiles mais encore incultes, que l'on trouvait en abondance dans cet Etat. Le gouvernement s'efforçait d'ailleurs d'inciter les étrangers à se fixer sur son sol en vue de le mettre en valeur.

Nos deux colons, sans jamais chercher à renier leur qualité originelle d'américains, utilisèrent les lois municipales, facilitant les achats de terres et soumièrent leur domaine à une culture intensive qui en augmenta la production. L'année suivante des soldats prirent leurs quartiers dans cette région du Sinaloa, en raison des escarmouches avec les troupes françaises d'occupation; puis le président de la République ayant décrété que l'Union Valley devenait « terre publique », cette plantation leur fut confisquée en 1867. Les demandeurs subirent de plus un court emprisonnement qui s'ajouta à cette ruine. Tels étaient les chefs de réclamation.

Le Mexique la combattait par deux sortes de répliques. Tantôt son conseil prétendait que les demandeurs n'avaient aucun droit d'élever la voix, parce qu'ayant reçu la nationalité mexicaine avec leurs propriétés, ils ne pouvaient bénéficier du traité instituant une commission d'arbitrage, ni réclamer des indemnités à leur propre gouvernement; parce que celui des U. S. enfin était sans titre pour la défense de leurs intérêts. Tantôt l'agent de l'Etat défendeur arguait

que le général Romero ne pouvait être incriminé : le droit des deux signataires de la Convention admettant qu'un général avait le devoir de « s'établir sur la propriété de ses concitoyens, si cela était indispensable pour la sauvegarde du pays ». Ce deuxième argument est du ressort du droit de la guerre. Sans entrer dans sa discussion détaillée, bornons-nous à remarquer que les Français ne s'approchèrent jamais de l'Union Valley, de sorte que la nécessité de cette occupation pouvait être contestée, et que, de plus, si un général ordonne des réquisitions, il est implicitement entendu qu'elles doivent être payées; cette pratique déjà suivie par les armées ennemies, doit être *a fortiori* celle des troupes amies : l'inanité du droit au pillage ne souffre pas de démonstration.

La nationalité mexicaine des plaignants et son parallèle, le défaut de qualité des U. S. pour les soutenir devant la Claims Commission était-il juridiquement établi? On pouvait en tout cas trouver une base à la plaidoirie du Commissaire mexicain, dans la disposition légale accordant la bourgeoisie mexicaine à tout acheteur de terre, à moins qu'il n'ait refusé cette faveur lors de la signature de l'acte d'acquisition. Cette facilité à s'ouvrir à l'étranger n'est point spéciale au Mexique; tous les pays insuffisamment peuplés et désireux d'attirer des colons, font de pareilles offres aux travailleurs qui se fixent sur leur sol. Mais est-ce à dire que la sollicitation se transforme en une acceptation forcée, et que cette faveur entraîne l'imposition forcée d'une nationalité nouvelle?

L'arbitre avait à décider si la loi mexicaine ne heurtait pas en quelque point les caractères généraux de la natio-

nalité, son appréciation serait l'œuvre d'un juge international. La force obligatoire d'une législation locale, inconciliable avec le droit naturel et peu soucieuse des sentiments des « naturalisés par force » ne lui en impose point. Remontant au but social cherché par la loi mexicaine, il prit clairement conscience qu'elle visait à offrir un bienfait à l'étranger, bien loin d'imposer brutalement une pénalité. L'équité à son tour prohibait le recours à la force pour faire accepter par ces cultivateurs l'avantage singulier dont on voulait les favoriser. Y avait-il en effet une grande négligence à leur reprocher, une de ces fautes lourdes dont les individus subissent à bon droit les conséquences ? En aucune façon. En payant leur domaine les plaignants avaient omis de dire qu'ils « préféreraient demeurer des citoyens américains, comme ils l'étaient par leur naissance, l'un des plus forts de tous les liens ». D'après la thèse mexicaine cette simple abstention tournait à leur détriment. Ce résultat, en disproportion avec l'omission des réclamants, n'était pas de nature à augmenter désormais l'émigration : la loi mexicaine, loin d'atteindre son but, s'en éloignait et se transformait en conception autoritaire.

Ces arguments utilitaires suffisaient à eux seuls à motiver la conservation de la nationalité américaine, mais l'arbitre s'éleva au-dessus de ces contingences. Son expérience et l'autorité que lui conférait sa juridiction l'incitaient à faire un retour vers les principes spirituellement dénommés par l'un de ses collègues « international purposes ». Il se formulait ainsi la donnée du problème : la nationalité peut-elle s'accomoder de la disposition qui tendrait à faire obligatoirement un national d'un colon ? Quelle eût été la valeur

d'une nationalité ainsi imposée? Décidé à priser la loi locale à sa valeur sans plus, sa réponse fut négative. La bonne foi des plaignants avait été surprise, la justice et l'équité exigeaient qu'en entendit leur plainte.

Une décision contraire eût froissé les sentiments de nombre de législations européennes, qui estiment que la naturalisation doit être demandée et non pas offerte par l'Etat, sauf dans les cas restreints connus sous le nom de « bienfait de la loi », telle la femme épousant un étranger. L'interprétation raisonnable de la volonté des impétrants ne se conciliait pas avec la prétention que MM. Anderson et Thompson devaient se soumettre au « bienfait de la loi » mexicaine et devenaient citoyens de la République. Donc la loi violait de la plus ironique façon ce qu'elle entendait sauvegarder.

Nous applaudissons donc à la collaboration du Dr Lieber et de Sir E. Thornton, et nous souhaitons la généralisation de leur sentence. Nous y voyons en effet un précédent judicieux auquel d'autres pays pourront puiser leur inspiration. En l'imitant, ils restreindront le nombre des conflits qui doivent leur existence à une loi oublieuse de la volonté de sujets étrangers attirés par des promesses.

Pour nous résumer, il est possible de résoudre favorablement dans le sens de la nationalité vraie, à l'aide des arguments de l'affaire Anderson et Thompson, les conflits dont la cause réside dans la pseudo-faveur de la naturalisation résultant pour l'immigrant de l'acquisition entre vifs ou à cause de mort, de propriétés réelles. Ne saisit-on pas en poussant jusqu'à l'absurde le système des lois sud-américaines, qu'un individu possesseur d'une fortune importante,

pour peu que ses biens fussent répartis entre plusieurs de ces petites républiques, serait doté de trois et quatre nationalités? Ce serait transporter dans le domaine du droit l'adage *ubi bona, ibi patria*, maxime d'avare, indigne de servir à la détermination de la nationalité, qui ne tient aucunement compte des sentiments de l'ordre le plus élevé.

L'espèce que nous avons commentée était intéressante en raison de la netteté du conflit entre la nationalité américaine conservée par MM. Anderson et Thompson et la disposition mexicaine leur attribuant sa nationalité. Une Commission internationale seule pouvait le résoudre. Quel juge interne en effet aurait eu l'audace de préférer à son propre code une loi empreinte d'un esprit opposé, et quel magistrat d'un Etat tiers se serait cru autorisé à choisir sans encourir le reproche de partialité?

Le traité signé en 1868 entre les Républiques du Mexique et des U. S. soumettait à un tribunal arbitral les réclamations nombreuses, nées des mouvements révolutionnaires qui s'étaient succédés au Mexique et dont les personnes et les propriétés américaines avaient pâti. La Commission fut départagée par l'arbitre Thornton, et elle commença ses travaux par un ordre du 21 janvier 1870 fixant certaines règles dont les réclamants devaient s'inspirer dans la rédaction de leurs mémoires. Sir Thornton dans le dessein de faciliter aux commissaires l'examen de la nationalité d'origine des plaideurs, demandait que « tous ceux qui se présenteraient indiquassent leur lieu de naissance et sa date ».

Les débats soulevés par l'affaire Wilkinson sont du plus haut intérêt en cette matière de preuves à cause des principes adoptés par l'arbitre.



M. Montgomery précisait dans son mémoire l'époque de sa naissance et qu'il était né dans l'Etat de Kentucky dont il était originaire. L'arbitre lui adjugea le bénéfice de la nationalité américaine « à moins, disait-il qu'on ne puisse prouver la fausseté du récit du plaignant » ; il estimait que celui-ci avait tenu compte des « orders in commission », par sa double affirmation, et le traitait comme s'il avait prouvé sa nationalité. L'arbitre adopta d'ailleurs la même attitude pour décider le cas Rose (Moore, 2532). En sens inverse l'associé de Montgomery, M. Wilkinson, perdit son procès faute d'avoir soumis les éléments qui auraient permis de déterminer sa nationalité. M. Wilkinson ayant passé sous silence les énonciations que la commission avait décrétées, et ayant eu le tort de ne point tenir compte des instructions du bureau, sa nationalité américaine ne fut point admise par la Commission, et l'Etat défendeur eût le bénéfice de l'exception qu'il avait soulevée.

Le principe est nettement posé que la demande doit contenir toutes les indications utiles à l'examen des arbitres : voyons de quelle manière cette exigence a été satisfaite.

Des sentences de rejet terminent les affaires Trévisco et Suarez. On peut déduire de leurs motifs quelles espèces de preuves emporteraient l'adhésion de la Commission. Le premier est renvoyé des fins de sa plainte pour n'avoir mentionné que le lieu de sa naissance sans en préciser la date : Sir Thornton décide que la naissance dans un Etat n'est point une preuve de la possession de cette nationalité ; (il réserve ainsi très judicieusement l'application possible de la loi du *jus sanguinis*). De même dans le cas Suarez où le

plaideur jurait qu'il était né à New-York et produisait à l'appui un certificat de baptême d'un enfant de même nom ; le lieu et la date de naissance étaient précisés, mais l'arbitre observa que l'identité du plaignant et de la personne mentionnée au certificat pouvait se contester.

Ces prudentes sentences évitent d'élever à la hauteur d'un principe la détermination de la nationalité par le *jus soli*, résultat qu'on eût au contraire certainement déduit si l'indication du lieu de naissance eût suffi à entraîner l'attribution de la nationalité territoriale. Elles ne révèlent pas plus les préférences de l'arbitre pour la transmission de la nationalité en raison de la filiation ; elles s'efforcent seulement de mettre fin aux conflits, en prenant conseil des faits propres à la cause et de faire apparaître une nationalité dont la valeur internationale ne soit pas contestable.

L'affaire Masson, à son tour, posa devant nos juridictions la question de l'influence sur la nationalité de la résidence sur un territoire annexé. L'annexion fut à toute époque le moyen le plus aisé d'augmenter rapidement la population d'un Etat, par l'incorporation de provinces conquises cédées amiablement, et déjà organisées. La charte d'acquisition n'oublie jamais de fixer la situation des originaires, pas plus que le sort des résidents. Entreprendront-ils dans l'Etat annexant avec la pleine qualité de citoyens ? seront-ils soumis à un stage ? devront-ils opter en sa faveur pour participer à sa bourgeoisie ? Les diplomates discutent âprement ces modalités ; et cependant de leur application pratique naissent des conflits dont nos sentences fournissent les exemples suggestifs.

Les U. S. au cours du siècle écoulé s'agrandirent à

différentes reprises par la cession à leur profit de la Louisiane et de la Floride; aux dépens du Mexique ensuite, par l'annexion du Texas et de la Californie. Ces derniers territoires subirent le poids des guerres et, peu après leur annexion à l'Union, nombre d'habitants se parant du titre de citoyens américains soumirent aux Commissions mixtes des demandes d'indemnité; mais cette nationalité leur était contestée par le Mexique. Les Commissions étudièrent donc ces conflits avec le texte des traités réglant la nationalité des populations des provinces nouvelles. Telle est l'origine des arbitrages Masson et Vallejo. L'annexion suffit-elle pour faire acquérir la citoyenneté américaine, comme le prétend M. Masson, avec le dessein évident d'invoquer la protection des U. S.? Français d'origine émigré au Texas, où il résida sans interruption depuis 1846, jusqu'à l'annexion par les U. S., le réclamant se présente avec le titre de citoyen de l'Union, alors que le Mexique lui dénie cette qualité. En effet, ses déclarations, bien que renforcées par son séjour de longue durée, ne suffissent pas à rendre vraisemblable qu'il soit devenu texien, car il n'a aucunement cherché à suivre la filière pour obtenir cette nationalité. L'arbitre Thornton prit donc le plaignant en défaut; il arguait bien de l'annexion du Texas, mais il ne put prouver qu'il possédait ou avait fait des démarches en vue d'acquérir la bourgeoisie de cet Etat; ainsi il ne rentrait pas dans les conditions prévues au texte du traité, pour obtenir la naturalisation collective américaine, et il ne fut pas possible de faire droit à sa plainte.

L'affaire Vallejo retient encore l'attention : comme plus

haut, les plaignants n'apportent pas de preuve indépendante de leurs affirmations. Ils étaient mexicains d'origine, nés en Upper-Californie, avant sa cession aux U. S. Ils y demeuraient encore lorsqu'intervint le traité de Guadalupe Hidalgo. Ils soutiennent qu'ils sont devenus Américains par voie de conséquence. La naturalisation collective résultant de ce traité s'applique bien aux résidents sans qu'ils aient à accomplir de formalités spéciales, mais le contenu du mémoire suffit-il à justifier leur qualité au regard d'une Commission internationale? Non, répond encore notre arbitre : avant que d'invoquer la clause faisant bénéficier de cette naturalisation de faveur, nos réclamants auraient dû établir que leur domicile était fixé en Californie, à l'époque de la signature du traité : puisque cet unique, mais essentiel élément n'a pas été fourni à la Commission, leur nationalité américaine est écartée.

Si nous comparons ce cas avec la réclamation Wilkinson-Mongomery, une légère différence apparaît entre ces décisions : dans toutes deux, l'arbitre constate bien que les textes apportent des modifications à la nationalité des ressortissants de l'Etat annexé ; mais dans l'une, il voudrait qu'on satisfasse à la preuve, excessivement facile cependant, de la résidence ; dans l'autre, Sir Thornton paraît disposé à admettre que la seule vertu de l'annexion aurait fait de M. Masson un Américain, s'il avait été citoyen de l'Etat nouvellement né à l'Union. L'arbitre apporterait même une atténuation à cette exigence, par l'assimilation au citoyen de l'individu qui aurait commencé des démarches en vue d'acquérir la nationalité texienne, pourvu que

le temps lui eût fait défaut pour aboutir avant l'annexion. Ainsi, M. Masson eût joui des droits de bourgeoisie américaine, s'il eût fait quelque tentative en faveur de la nationalité texienne : cette manifestation de volonté méritait qu'on en tint compte, les texiens et les candidats à cette nationalité eussent été traités de même au sujet de l'application des effets de la convention.

Guidé par la lettre des conventions, l'arbitre se contenta tantôt de la simple résidence, tantôt exigea la démonstration, légèrement plus difficile, d'une citoyenneté dans l'Etat annexé ; mais ces preuves firent toujours défaut. C'est pourquoi les demandes des deux plaignants furent rejetées.

---



§ 2.

PREUVES DE LA NATURALISATION

Ce que nous avons dit de l'établissement de la bourgeoisie s'étend *a fortiori* au cas de naturalisation. Chaque Etat particulier prévoit dans une loi spéciale ce mode d'acquisition de sa nationalité. Source de conflits, la naturalisation devait longuement faire parler d'elle devant nos Commissions pendant toute la deuxième moitié du xix<sup>e</sup> siècle pour être encore discutée au xx<sup>e</sup> avec les affaires Arata, Flutie et Canevaro.

La preuve de la naturalisation se fait, nous le savons, à l'aide d'un certificat remis à l'impétrant après la prestation du serment d'allégeance. Mais si cette pièce fait défaut, d'autres moyens sont-ils également admissibles? En résumé quelles pièces peuvent la remplacer?

Mais il ne faudrait pas conclure hâtivement de ce que la présentation du certificat délivré par la Cour américaine a le plus souvent suffi à contenter les commissaires sur la question de nationalité, que cette pièce présente une valeur indiscutée, toutes les fois que la bourgeoisie américaine est en jeu : tout au contraire. Les Commissions ont soigneusement maintenu leur indépendance des lois internes et repoussé leur subordination; ainsi elles n'admettent pas qu'une loi vienne leur dire que la preuve de la nationalité sera faite, lorsque telle ou telle condition leur apparaîtra comme remplie. Par le strict maintien de leur droit de révision et de leurs pouvoirs d'appréciation, (ainsi dans

les affaires Medina, de Lizardi, Kuhnagel, Bouillotte et Flutie), les commissaires ont laissé entrevoir qu'ils entendaient choisir les éléments de leur conviction et qu'on ne pourrait la leur dicter.

En suivant l'ordre chronologique dans lequel ces juridictions examinèrent les réclamations fondées sur une nationalité obtenue par voie de naturalisation, et dont la validité se discutait, la Commission sino-américaine de 1858 fournit le précédent de M. William M. Robinet.

Dans sa réclamation soumise à la Commission siégeant à Macao, cet homme prétendit se faire reconnaître la qualité de citoyen naturalisé des U. S. En 1858, M. Robinet, né au Pérou, soutenait qu'il résidait en Californie en 1849, alors que cette province n'était pas encore occupée; elle fit partie peu après de la Confédération. Sitôt l'annexion prononcée, le plaignant voulut entrer dans l'Union; on répondit à sa demande qu'en vertu de cette incorporation même, tous les résidents ou citoyens de Californie désireux de prêter le serment d'allégeance aux U. S. le pouvaient, et jouiraient dans la suite de tous les droits de bourgeoisie. Son serment fut regu par le juge Leavenworth, l'acte de prestation dressé et déposé à la Custom-house de San-Francisco. Malheureusement, M. Robinet perdit le certificat de naturalisation qu'on lui avait remis. Au cours du procès pendant, M. Robinet chercha à obtenir un duplicata de cette pièce; il prétendit avoir écrit à San-Francisco en février 1859, d'où on lui aurait répondu qu'un tremblement de terre avait détruit les bâtiments destinés à la conservation des registres et que les recherches dans les ruines incendiées étaient devenues impossibles. Ainsi les

commissaires se trouvaient en face d'un citoyen empêché par la force majeure de prouver sa nationalité. Certes, ils avouaient que cette faculté de naturalisation accordée très libéralement à tous les Californiens, était conforme à la pratique des U. S.; des précédents pouvaient être invoqués; on avait agi de même lors de la fondation de la nationalité américaine, après la proclamation de l'Indépendance des colonies révoltées, et si l'on envisageait une période plus rapprochée de la commission de 1868, des occasions de naturalisations collectives s'offrirent à deux reprises, lors de la cession de la Louisiane et de la Floride par l'Espagne et par la France. Mais pour certain que fut le droit de M. Robinet à obtenir le titre d'Américain, encore fallait-il rapporter à MM. Bradley et Roberts la preuve qu'il avait usé de cette faculté; or, le plaignant ne présentait pas la pièce essentielle par suite de circonstances exceptionnelles, et son serment, preuve unilatérale aux yeux de la Commission, ne pouvait équivaloir au certificat lui-même. En conséquence, les commissaires durent rejeter la réclamation.

Cette sentence, quelque préjudiciable qu'elle soit aux intérêts de M. Robinet, mérite néanmoins l'approbation. Les commissaires ne mettaient pas en doute l'intention très arrêtée chez le demandeur de devenir Américain et de bénéficier de l'annexion; ils reconnaissent même sa parfaite bonne foi et expriment leurs regrets des circonstances qui l'ont privé d'une pièce indispensable au succès de sa cause. Mais pour qu'une nationalité ait force internationale, encore faut-il que l'accomplissement minutieux des formalités réclamées par le pays dont on se prétend

le sujet, et dont par contre-coup l'on réclame la protection, soit établi d'une façon irréfutable. Un commissaire dira excellemment : « Allégeance et protection vont de pair » ; pour se couvrir de celle-ci une condition nécessaire, mais suffisante importe : la subsistance du lien de sujétion ainsi que sa preuve. Un droit sans cette dernière perd toute valeur, car il ne peut fléchir les intérêts qui s'opposent à lui ; et c'est bien dans ce sens que décidèrent les arbitres dans cette affaire. Or, M. Robinet n'avait pas d'autre élément de preuve que son serment prêté devant la Commission ; il fallait avouer que c'était peu et qu'on ne pouvait lui faire plus de crédit qu'à celui d'une personne, « qui cherche à obtenir la bourgeoisie par les formes légales de la naturalisation, quand, ayant fait au préalable sa déclaration d'intention, elle doit au moment de son admission satisfaire la Cour par une preuve autre que son serment, pour établir une résidence de cinq années au moins sur le territoire des U. S. »

Passons à d'autres hypothèses, des preuves écrites aux témoignages : ils ne sont pas non plus reçus les yeux fermés par nos arbitres. Ainsi, lorsqu'un individu désireux de se mettre en règle avec les instructions de la Commission, a obtenu d'un Gouverneur d'Etat la délivrance d'un certificat de nationalité et produit cette pièce en confirmation de son mémoire, quelle en est la valeur ? Prouve-t-elle pleinement la nationalité de celui qui la détient, au point de lui ouvrir l'accès d'une juridiction arbitrale ? Le cas Raymond Garay nous permet de répondre affirmativement : la Commission de 1868 lui accorde le bénéfice de la nationalité mentionnée au certificat du Gouverneur. On

eût pu objecter cependant avec raison qu'aux U. S. les certificats de naturalisation sont l'œuvre de magistrats, à l'inverse de la pratique européenne : outre-atlantique, en effet, la naturalisation ressortit aux cours de justice, au même titre que le mariage ou le divorce, et ne dépend aucunement de l'organisation administrative; mais la conviction de l'arbitre fut entraînée par l'autorité de celui qui avait remis à M. Garay l'attestation dont on discutait la valeur probante.

Cette sentence démontre en tout cas que les témoignages sont souverainement appréciés par les arbitres, et il est en somme de bonne justice de faire entrer en ligne de compte la véracité morale du témoin. Cette observation se vérifie et se confirme par rapprochement avec le cas Warner. L'arbitre se refusa cette fois à accorder quelque force au certificat délivré par un « subpolitical chief » de la Basse-Californie, et il faisait suivre sa décision du commentaire qu'on ne pouvait accorder même foi à la déclaration de ce fonctionnaire qu'au témoignage d'un officier de rang aussi élevé que le Gouverneur d'un Etat. Ainsi chaque cas particulier est soumis à l'appréciation entière de la Commission.

L'attestation de la nationalité par un consul sera également admise par nos Commissions arbitrales, malgré qu'elle soit sujette à caution; ces fonctionnaires en effet étendent aisément leur protection à tout individu qui présente l'apparence d'un ressortissant de leur Etat, tandis que nos Commissions en cas de conflits doivent se livrer à un examen fort sérieux de cette allégeance. Elles adoptèrent d'ailleurs sur ce chapitre des solutions peu uniformes.



Ainsi une déclaration d'avaries fournit à M. Curbelo l'occasion de prêter serment devant le consul américain en qualité de naturalisé; ce dernier, comme d'usage, la reçoit et fait mention à son procès-verbal de la nationalité du requérant. A plus ample informé cette mention se trouva controuvée; le témoignage du consul ne pouvait prétendre à une efficacité telle que la Commission fut dans l'obligation de s'y ranger : en rendant une sentence de dessaisissement, elle rétablit la vérité et refusa de considérer M. Curbelo comme Américain.

Dans l'affaire Brockway, il n'était pas apporté d'autre indice de la nationalité du réclamant que la mention qui en avait été faite par un consul américain dans les circonstances suivantes : l'embargo avait été mis par le Mexique sur un vaisseau américain en relâche dans l'un des ports de cette République; M. Brockway, et d'autres personnes se trouvant à bord furent détenues un certain temps et ne durent leur liberté qu'aux démarches des consuls anglais et américain. Le vaisseau continua ensuite son voyage, toucha à Mazattan, où le consul des U. S. reçut le serment de M. Brockway et de ceux qui avait été ses compagnons de prison. Sir Thornton vit dans cette double protection une preuve qu'ils n'étaient pas citoyens américains, lors des difficultés avec le Mexique et refusa de les admettre au bénéfice du traité de 1868.

L'attestation des consuls sera donc tenue pour témoignage bien fragile devant nos Commissions et cette manière de voir se renforce à l'examen de la décision qui suit.

La prétendue preuve tirée de l'intervention du consul américain dans l'affaire Tipton n'eut pas plus de succès,

la nationalité américaine des plaignants de l'Archibald Gracie n'en fut pas admise pour cela, par le successeur du Dr Lieber, Sir E. Thornton. Cette plainte avait été présentée par l'une des personnes arrêtées sur l'Archibald Gracie, lors de l'expédition Zerman. Ce vaisseau avait été sequestré au cours des troubles mexicains par les autorités de ce pays et M. Tipton, l'un des matelots embarqués à son bord, recourut à l'intervention du ministre des U. S. pour obtenir sa mise en liberté. Il présenta en suite de ces faits une réclamation avec le titre de citoyen américain que Sir Thornton n'accueillit pas : l'arbitre refusa d'admettre l'acquisition de la nationalité américaine par les plaignants; ceux-ci, en effet, s'arrogeaient cette qualité dans leur mémoire, tout en limitant leur preuve à l'argument que la protection effective du consul des U. S. leur permettait de se croire membres de l'Union. La décision arbitrale repoussa cette prétention par l'exception que « la Commission était en droit d'attendre une preuve de la nationalité de Tipton plus positive que son mémoire et le fait que le ministre des U. S. au Mexique ait aidé Tipton et autres à sortir de leurs difficultés. »

Cette preuve, à la supposer admissible, eût en effet conduit la Commission à rendre trop facilement des sentences en faveur des victimes des troubles qui avaient trouvé appui auprès du corps consulaire. La sentence relate également que l'aide accordée, en vue de faciliter le départ des 39 personnes de l'Archibald Gracie, était une mesure d'humanité prise sans examen préalable de la nationalité des individus, impossible d'ailleurs en raison des circonstances. Cette pseudo-reconnaissance de la natio-

nalité américaine ne pouvait être opposée au Mexique par une juridiction arbitrale sous peine d'encourir les plus sévères critiques. L'intervention qui s'excusait lorsque la vie de citoyens étrangers était en jeu, ne présentait plus aucune valeur probatoire dans le calme des séances d'une Claims Commission : le gouvernement mexicain était très intimement persuadé et savait mieux que personne, qu'au cours de ces crises la protection des consuls intervenait indépendamment de toute preuve de nationalité.

Sir Thornton analyse fort bien dans ce cas précis les mobiles qui devaient inciter les marins de l'Archibald Gracie à choisir dans leur détresse la nationalité américaine. Leur départ d'un port américain sur un vaisseau battant ce pavillon et dont le pont prolongeait en quelque sorte la terre américaine, donnait prétexte à l'intervention du consul, autorisait aussi les plaignants à se prévaloir d'un domicile établi en territoire fédéral et cet élément pouvait n'être pas sans influence sur la nationalité. D'autres raisons expliquaient encore ce choix. Les U. S. contrôlaient jalousement les faits et gestes de la République; la politique intérieure de leur proche voisin ne leur était point indifférente. Si l'intérêt personnel des requérants enfin les poussait à emprunter temporairement leur prétendue nationalité américaine, ils n'ignoraient pas la facilité bien connue avec laquelle on la rejetait, les U. S. étant aussi disposés à accorder la naturalisation que prêts à autoriser un recouvrement d'allégeance. Le recours à la nationalité américaine ne paraissait pas assez désintéressé pour que la Commission n'exigeât point des réclamants une preuve plus positive de leur nationa-

lité. Leurs prétentions, nullement d'accord avec la réalité, imposaient le rejet des Claims. De ce qui précède, il résulte donc que l'attitude d'un consul ne fait pas foi *ipso facto* de la nationalité des réclamants devant une Commission mixte, qu'il soit intervenu en leur faveur ou qu'il ait reçu leurs déclarations. Cette jurisprudence concorde parfaitement avec le système qui déclare que le mémoire déposé ne suffit pas par lui-même à prouver la véracité de son contenu.

Pour bien comprendre la décision de Sir Thornton, il faut mettre en parallèle le cas Tipton et l'affaire Brockway, également déférée à cet arbitre par suite de dissentiments entre commissaires. L'intervention des consuls anglais et américain avait abouti à la relâche d'un vaisseau américain, puis, celui-ci ayant continué ses escales jusqu'à Mazattan, les plaignants prêtèrent dans cette ville du Mexique, serment de bourgeoisie devant le consul des U. S. Sir E. Thornton se refusa à décider que le service à bord d'un navire américain constituât à lui seul un élément prépondérant de la nationalité des plaignants, et justifiât la compétence de la Commission, bien que leur nationalité ait été définitivement fixée à un intervalle très rapproché par leur prestation de serment. Il fut d'avis que la demande excédait les pouvoirs de la Commission, leur nationalité américaine n'étant pas encore acquise au moment où se produisirent les faits qui motivaient leur plainte.

Le service à bord d'un navire américain et la preuve de la nationalité sont choses distinctes, sans équivalent, et l'on ne peut inférer le second fait du premier. La déclai-

ration d'intention jointe au domicile suffira plus tard à permettre aux plaignants de plaider devant les Claims Commissions, mais ces deux décisions enlèvent tout espoir d'interpréter l'enrôlement dans la marine marchande, comme une manifestation de volonté qui établisse une présomption de nationalité. C'était une première raison d'écarter les plaignants, mais la non-rétroactivité d'une naturalisation postérieure aux dommages éprouvés interdisait également l'émission d'une autre sentence. De plus, dans l'affaire Tipton, il n'y avait pas eu naturalisation effective des plaignants.

A l'exposé du rôle joué par les consuls dans le domaine de la nationalité, nous ajouterons les réflexions suggérées par deux affaires à propos desquelles l'on discuta l'influence sur la nationalité du droit de vote aux U. S. et plus généralement la question de savoir si l'exercice des droits civils et politiques constitue, aux yeux des commissaires, une preuve de la nationalité des parties.

Faisons cette réserve toutefois, avant de passer à l'examen des cas Sharpe et Gatter, que dans les constitutions de l'Arkansas, de l'Indiana, etc..., le droit de vote est accordé même à des non-citoyens, et que d'autres Etats admettent aux fonctions publiques le candidat-citoyen nanti de sa seule déclaration d'intention. Ces faveurs sont réservées d'ordinaire à l'admis à domicile ou candidat-citoyen. Allait-on renverser la présomption et obliger un tribunal mixte à interpréter leur usage comme autorisant leur bénéficiaire à invoquer à loisir la protection de l'Etat qui les lui reconnaît? De quelques droits facilement concédés, allait-on conclure dans le domaine du Droit Interna-



tional à l'acquisition d'une nationalité, à son corollaire : le droit à la réparation des dommages?

Tous deux exercèrent sur les territoires de leur domicile respectif « les droits conférés par la citoyenneté des U. S. ». M. Gatter en avait joui pendant sa résidence de 20 ans en l'Illinois, M. Sharpe se vit opposer par le commissaire américain ses votes aux U. S., sous forme de fin de non-recevoir, « de pareils faits devant être regardés comme une forte preuve du fait de la naturalisation et suffisant à rendre vaines les propres dénégations du plaignant relativement à l'existence de cette naturalisation ». « Dans le premier cas, M. Wadsworth alors commissaire des U. S. faisait observer que cette possession des droits civils pendant au moins vingt ans eût, en Angleterre, constitué un titre au profit de M. Gatter, et il soutenait que ce raisonnement devait s'étendre aux droits politiques.

Dans la seconde affaire, le conseil des U. S. adoptant la même attitude déclarait qu'en vertu du traité du 8 mai 1871, M. Sharpe ne pouvait se présenter comme sujet britannique. Les arbitres admirèrent la plainte de M. Sharpe, lui maintinrent la nationalité anglaise, malgré l'avis contraire du commissaire Frazer et les conclusions des U. S. M. Gatter, en revanche, fut débouté, faute de preuve que son père eût jamais été naturalisé en Amérique : « le fait que son père votât et même eût une charge dans l'Etat de l'Illinois n'était pas une preuve qu'il fut citoyen naturalisé des U. S. et, s'il ne l'était pas, pas plus ne l'était son fils, qui ne prétend pas avoir obtenu séparément la naturalisation ». Ainsi les deux Commissions adoptèrent des considérants analogues pour écarter la naturalisation qui résulte-

rait de la possession d'une charge ou de l'exercice du droit de vote.

M. Sharpe se présentait avec le titre de citoyen britannique. Mais à l'examen du dossier, le Conseil des U. S. s'aperçut qu'il avait voté plusieurs fois aux U. S. ; il opposa en conséquence une exception à la demande sous le prétexte que « si, strictement et techniquement, de pareils actes ne constituaient pas une fin de non-recevoir, on devait cependant y voir une très forte présomption en faveur de la naturalisation ». M. Sharpe n'apportait en effet aucun indice positif que sa nationalité britannique fut demeurée sans changement ; il se contentait de l'affirmer dans son mémoire. Les U. S. s'efforcèrent de présenter ses votes, non pas comme l'évidence de sa naturalisation, ils n'ignoraient pas que c'était impossible au seul point de vue de leur droit interne, mais avec l'espoir de combattre victorieusement une affirmation par une fin de non-recevoir.

La sentence leur donna tort cependant : une modification de la nationalité n'est point de si minime importance — elle entraînait ici le gain ou la perte du procès — que des présomptions la rendent admissible. Les commissaires en présence de données contradictoires utilisent parfois l'induction pour dégager la nationalité effective, mais la cause n'était point si obscure, ces votes ne peuvent être assimilés aux manœuvres de certains plaignants, dans le but de rendre leur nationalité incertaine. M. Sharpe, d'origine anglaise n'avait point manifesté l'intention de dépouiller cette allégeance.

Quelques années auparavant, la Commission U. S.-Mexique avait rejeté la plainte de Cristian Gatter, ce

demandeur entendait prouver sa nationalité américaine de la manière suivante : il avait réclamé la naturalisation en même temps que son père la sollicitait, mais il ne put établir que son auteur l'avait obtenue; sa demande par suite devenait caduque, étant liée au sort de la demande de M. Gatter père. Dans ces conditions l'arbitre ne fit pas état de la longue durée de sa résidence : le domicile seul était inhabile à rendre vraisemblable un changement d'allégeance.

Celui qui invoque la naturalisation doit la prouver directement; or, pour cette démonstration, les charges publiques que le père de Gatter avait pu recevoir de l'Illinois n'étaient d'aucune utilité et si on ne pouvait tenir le père pour citoyen américain, son fils *a fortiori* ne l'était pas plus en vertu de l'impossibilité d'établir sa naturalisation.

Cette solution se justifie. De même que la naturalisation s'acquiert sous des conditions déterminées, sa preuve s'administre par la présentation du certificat qui mentionne qu'elles ont été accomplies, à son défaut par la justification de chacune d'elles. Mais la décision de l'arbitre n'eût pas été la même et la discussion autrement intéressante, si M. Gatter s'était résolu à présenter sa thèse d'une autre manière. Au lieu de s'attaquer à une démonstration condamnée par avance, s'il s'était borné à se dire américain en raison de son émigration jointe à la perte de l'esprit de retour, à faire état de sa longue résidence aux U. S., il eût été en droit en ce cas de croire au succès, car on eût présenté son domicile comme une manifestation continue et durable de son intention d'agir et d'être traité en américain, malgré qu'il ait négligé de se conformer aux lois de l'Union sur la nationalité.

Le droit de vote, le fait de posséder une charge sont donc tenus pour des preuves inefficaces de la nationalité. L'affaire Barrios allait fournir à Sir Thornton l'occasion de renforcer son système. M. Barrios, disait-il, avait agi librement en votant comme il le fit; aussi l'arbitre rejeta-t-il sa plainte en raison du manque de preuve, sa nationalité américaine n'était pas si irréfragablement démontrée qu'il fût indispensable d'appeler à la rescousse ses votes en Amérique.

Si donc les conseils américains avaient une tendance à opposer à un plaignant étranger la déchéance résultant de son vote, et tiraient de cette circonstance une présomption en faveur d'une naturalisation, les arbitres ne se laissèrent pas entraîner à abonder dans le même système. Ils se souvinrent que voter, est ou a été permis dans maints Etats de l'Union sans naturalisation préalable et que ce fait n'entraîne en aucune façon la déchéance de la nationalité préexistante.

Les lois européennes n'accordent d'ordinaire le droit de suffrage qu'aux hommes qu'elles tiennent pour leur national, si le conflit se fut présenté entre deux législations du continent, l'arbitre n'aurait pas rendu sa sentence dans le même sens; il aurait jugé que l'exercice de cette faculté équivalait à l'existence d'une seconde nationalité et il eût recherché si celle-ci était plus effective que la première.

Voilà pourquoi l'examen de ces sentences rendues dans des cas où la nationalité peut être considérée comme prouvée ou simplement présumée, était particulièrement intéressant.

L'appât du gain incite les plaignants à invoquer devant les juridictions d'arbitrage la nationalité de l'Etat deman-

deur; aussi est-ce le devoir de ces tribunaux d'examiner attentivement si la réalité confirme les allégations du mémoire. Ce n'est pas à dire cependant que les Commissions mettent chaque fois la preuve de son allégeance à la charge de l'individu : le plaignant Delgado argua devant la Commission Hispano-américaine de sa nationalité américaine, source de son droit à être entendu, alors que l'Espagne, pays défendeur, niait qu'il ait jamais possédé cette nationalité (1). A qui donc incombe l'*onus probandi*? A celui qui nie, de fournir ses preuves, dit le brocart; donc le gouvernement espagnol devait établir par son représentant que le réclamant ne faisait pas partie de l'Etat américain. Aussi quand l'arbitre s'aperçoit que l'évidence contredit les affirmations de la partie défenderesse, son opinion est-elle faite. « L'Espagne, dit la sentence, ne produit pas une preuve convaincante pour contredire la naturalisation du réclamant, j'estime par voie de conséquence que celui-ci doit être tenu pour citoyen américain ». M. Delgado a gagné son procès; un Etat, non moins qu'un particulier, n'est pas dispensé de fournir des preuves pertinentes pour étayer ses dires.

L'application de la théorie des preuves fut excellente dans cette affaire.

(1) En raison de l'extrême brièveté de nos sources, il ne nous a pas été possible de donner un exposé complet des faits, une affaire de même nom quoique le prénom ne corresponde pas, fit l'objet d'une discussion entre les commissaires, touchant le droit de réviser la naturalisation, s'il était prouvé à la Commission qu'elle n'avait pas été obtenue de bonne foi. Nous traitons d'autres cas similaires à notre § 5<sup>e</sup> et renvoyons pour le surplus de la traduction de Moore, p. 2590 à 2592 inclus, à notre annexe.



§ 3.

DE LA DÉCLARATION  
D'INTENTION PURE ET SIMPLE

Les arbitres accordent ou refusent aux parties le droit de présenter leurs plaintes suivant qu'elles établissent ou non leur nationalité, et la naturalisation reconnue et autorisée par la presque unanimité des législations, sera fréquemment invoquée par elles. Mais il est une formalité spéciale à la législation américaine qui constitue un stade préparatoire à la naturalisation.

La déclaration de devenir citoyen, pour employer la formule complète peu familière aux oreilles françaises, que nous abrègerons désormais, présente quelque analogie avec l'autorisation de fixer son domicile en France, donnée par le Gouvernement. On peut même la rapprocher de l'admission au stage qui existe dans certains autres pays. Définissons-la, une déclaration faite devant une cour américaine sous serment et en présence de témoins, par laquelle un étranger indique sa volonté de faire partie de l'un des États de l'Union et de demander sa naturalisation en fin de stage. Le délai durant lequel le candidat réside obligatoirement aux U. S. court de la date de cette formalité; deux ou cinq ans après, une Cour entend pour la seconde fois les déclarations du postulant, reçoit son allégeance avec son serment et lui délivre un « certificat de naturalisation » seule pièce faisant foi de sa nationalité désormais acquise. On la considérerait comme indi-

quant une présomption de l'abdication de la nationalité ancienne, permettant de décider que la nationalité de l'Etat où elle a été effectuée est acquise, facilitant dans cette mesure l'accès à la Commission des plaignants qui la prouveraient.

Ce problème souleva des controverses devant les Commissions mixtes auxquelles les U. S. furent parties avant que de recevoir une judicieuse solution. La valeur à accorder à la déclaration d'intention fut discutée au début du XIX<sup>e</sup> siècle devant la Commission U. S.-Mexique de 1849 avec le cas Ehlers, puis la difficulté arrive à son acuité avec l'affaire Ryder examinée par la Commission sino-américaine de 1858.

John Ehlers vint au Mexique en 1825. Dès 1829, ses affaires se trouvaient établies à Zacatecas, cette même année, le gouvernement leva une contribution forcée sur la société à laquelle il était intéressé. Trois ans après l'association se dissolvait et tout l'actif devint sa propriété; c'est pourquoi M. Ehlers présenta de son propre chef une réclamation pour récupérer cette imposition. Avant d'entreprendre le négoce au Mexique, il avait fait en 1818, une déclaration d'intention de devenir citoyen américain; mais il ne fut admis à la bourgeoisie que 30 ans plus tard. La protection américaine le couvrirait-elle dans ces conditions? Non, il ne pourra se réclamer du traité de 1849, car au jour où sa plainte fut formulée il ne possédait pas la citoyenneté américaine.

Ainsi se précise et se délimite le rôle de la déclaration d'intention; elle n'équivaut pas à la naturalisation qui en est l'aboutissement; elle ne saurait entraîner pour le Gou-

vernement qui l'a reçue l'obligation de protéger le déclarant qui lui est encore étranger. La décision de l'arbitre se fonde sur un irréfutable syllogisme : un gouvernement ne doit protection à ses sujets, que dans la mesure où lui-même a le droit de faire appel à leurs services ; or, tant que le plaignant — tel notre cas — n'en a pas terminé avec les formalités requises pour obtenir la naturalisation, l'Etat ne peut pas plus réclamer de ce citoyen *in futurum* ses bons offices, que celui-ci ne lui doit allégeance. Le plaignant n'a donc aucun recours contre le souverain à qui il a seulement promis qu'il obéirait. De plus, en Droit interne, le Congrès ayant spécifié qu'il n'y aurait point d'autre mode d'acquérir la nationalité postérieurement à la naissance que la naturalisation, cette qualité fait défaut nécessairement chez l'individu qui ne s'est pas mis en règle avec cette disposition. Si donc la déclaration est inhabile à créer une deuxième nationalité, le conflit disparaît par voie de conséquence. Le résultat auquel aboutit la Commission démontre que la méthode suivie est excellente ; il vaut mieux s'efforcer d'arriver à la constatation d'une nationalité unique, qui déterminera ensuite la compétence ou l'incompétence de la Commission, plutôt que d'affirmer *a priori* l'existence de plusieurs nationalités entre lesquelles il sera nécessaire de faire un choix. Il est plus aisé en effet d'écarter un conflit de nationalité que de le trancher, quand son existence s'est révélée.

La nationalité est mobile de même que l'individu qui en est le sujet ; ainsi un homme peut changer de sujétion entre le moment où le dommage lui est causé et celui où il peut plaider en réparation : cela n'a rien que de naturel

si l'on remarque que les traités diplomatiques instituant les Commissions nécessitent des négociations parfois très longues : plusieurs années peuvent s'écouler entre le prononcé de la sentence et les dommages qu'elle entend réparer.

Quelle ligne de conduite les commissaires adopteront-ils lorsque la nationalité du plaignant aura varié entre les deux moments que nous indiquons ? La Commission sino-américaine devait-elle rejeter la demande présentée par M. Ryder, actuellement sujet américain naturalisé, mais d'origine britannique ? C'est en ce sens qu'elle se prononça, les commissaires ayant refusé d'accorder à M. Ryder le bénéfice de la nationalité américaine, au moment où s'étaient produits contre ses biens les actes délictueux dont il demandait réparation. Cette sentence en effet va laisser apparaître la double condition d'être citoyen de l'Etat réclamant, aussi bien au moment de la sentence, qu'à l'époque du fait dommageable sur lequel elle intervient. Or, au moment où s'étaient produits les faits dont il réclamait réparation, M. Ryder était anglais, bien qu'il se prétendit néanmoins américain en invoquant : 1<sup>o</sup> l'office de postmaster qu'il remplissait en 1850 au Texas, et 2<sup>o</sup> une déclaration d'intention faite à Harris Court le 29 mai 1856. Les commissaires doutant qu'il ait jamais accompli cette formalité, M. Ryder promit de fournir le certificat de cette déclaration d'intention, mais plusieurs années s'écoulèrent sans qu'il ait tenu sa promesse. Alors même qu'il eût présenté le certificat demandé, doit-on en inférer qu'il eût été traité en Américain ? Il semble bien que les commissaires auraient été disposés à accorder la même valeur à cette

formalité qu'à la naturalisation elle-même, bien que la preuve de l'une permette difficilement de présumer l'autre. En effet la sentence se borne à dire « que cette citoyenneté imparfaite (la déclaration d'intention) fut effacée par son exode du territoire des U. S. », ce qui signifie *a contrario* qu'on eût reconnu chez M. Ryder la nationalité américaine, à condition qu'il eût persisté à demeurer en Amérique; et cette interprétation est confirmée par le considérant qui porte qu'« en se fixant aussi loin de l'empire, il n'a pas montré qu'il gardait une impression de sa déclaration ». MM. Bradley et Roberts sont dans l'impossibilité de fixer le moment où M. Ryder se fixa en Chine, mais ils sont d'avis avec Wheaton que « la déclaration d'intention possède un caractère adventice qui ne s'attache pas plus longtemps à l'individu, à partir du moment où il se met lui-même *bona fide* en état de quitter le pays *sine animo reverendi* ». En résumé la déclaration d'intention doit se doubler d'une résidence effective; c'est la conclusion qu'il faut tirer de cette affaire : déjà nous pouvons apercevoir l'importance que prendra dans le droit américain la notion du domicile, puisque la volonté d'être américain s'interprète par nos Commissions comme n'ayant pas une durée plus longue que la résidence sur le territoire.

Les commissaires se rendirent compte à l'examen des faits et des affirmations équivoques de M. Ryder, que celui-ci s'était présenté précédemment avec le titre d'anglais devant une autre Commission, puis qu'il s'était ensuite prétendu américain et avait même complété en mars 1859 sa naturalisation. Mais cette naturalisation *post facto* ne pouvait influencer sur la décision; car les juges rendent leurs



sentences en envisageant la situation des parties et des intérêts en cause au moment de l'introduction de l'instance et sans tenir compte des changements survenus en cours de procès.

Il faut, avant de quitter ce cas, rappeler comment les commissaires ont examiné l'attitude de M. Ryder. Ils se sont efforcés de fouiller sa pensée et de prouver définitivement la justesse de leur sentence; leur interprétation de la nationalité, d'après les actes du sujet et ses manifestations de volonté, est remarquable.

M. Ryder n'est pas américain, disent-ils, et l'énumération de leurs raisons est d'une force invincible. Il avait le loisir de retourner aux U. S.; il pouvait devenir américain s'il l'eût voulu, en complétant au plus tôt sa naturalisation, au lieu d'attendre la réunion de cette Commission; de plus il n'a aucune attache avec ce pays, n'y possédant ni famille, ni biens; il a peu d'occasions d'y revenir et toutes les probabilités indiquent qu'il a perdu l'*animus revertendi* : pour rendre évidente sa nationalité américaine, il eût fallu démontrer la précarité de sa résidence en Chine, à laquelle se serait jointe, d'autre part, l'intention déterminée de retourner aux U. S.

Ce résumé de l'attitude de M. Ryder constitue une très fine analyse de l'expatriation et de son influence sur la nationalité : la sentence qui lui fait suite est solidement établie.

---

§ 4.

VALEUR DU DOMICILE COMME PREUVE  
DE LA NATURALISATION

Dans l'ordre chronologique, la Commission U. S.-Costa-Rica figure au nombre des toutes premières Commissions mixtes du xix<sup>e</sup> siècle qui se soient occupées des questions de nationalité, et son arbitre le Commandeur Bertinatti eût à toucher à des problèmes qui sont restés longtemps agités : Il eût le mérite de décider dans un sens que l'histoire a ratifié, telle l'affaire Medina dont la sentence fut rendue le même jour que celle dont nous allons nous occuper. Mais si dans la première il est question des preuves de la nationalité, avec la sentence Fluvel Belcher, nous retrouvons le domicile et la fameuse question de la perte de la protection nationale. Nos sources (1) rapportent en quelques lignes brèves le dispositif final du Commandeur Bertinatti qui nous suffit cependant pour concevoir l'hypothèse; enfin le commentaire de Ralston (§ 262), nous autorise à quelques rapprochements intéressants.

F. Belcher résidait au Costa-Rica; le fait que l'époque n'en est pas précisée indique qu'aucune difficulté ne se présentait relativement à la durée est à la continuité de ce séjour. Sujet américain expatrié, il n'hésita pas à porter devant la Commission mixte ses doléances et réclama la protection des U. S. Quels étaient ses griefs? Sans doute

(1) Moore tome III, p. 2.695.

avait-il été emprisonné par la force publique du Costa-Rica puis relâché sans jugement, car la sentence compte tout spécialement ce cas au nombre de ceux qui donnent droit à une indemnité. La question débattue était donc celle-ci : l'établissement au Costa-Rica d'un sujet américain lui enlève-t-il la faculté de recourir à la protection de son gouvernement dans le cas d'injustice invérée?

Malgré que nous ne possédions pas les mémoires, ni les arguments des parties, on comprendra que le « point in debat » était susceptible de se scinder et de revêtir ainsi un double aspect : 1<sup>o</sup> le domicile d'un Américain en terre étrangère influe-t-il sur la preuve de sa nationalité devant une Commission internationale; 2<sup>o</sup> le domicile dans le pays défendeur constitue-t-il une exception victorieusement opposée par lui à l'Etat protecteur?

Sans doute à cette époque cette subdivision n'est-elle pas encore établie; c'est ce qu'on inférerait de la solution du Commandeur, qui déclare la plainte recevable par un seul et très bref considérant. Essayons à justifier sa solution, nous qui bénéficions du recul du temps et avons pu nous imprégner des nombreuses expériences successives.

I. — A cette époque le domicile suffisait-il à modifier l'allégeance d'un plaignant? Sans hésitation, nous répondons non. La conception que la nationalité interne peut différer de celle, que sanctionneront des tribunaux internationaux ne s'infiltra que lentement dans les sentences arbitrales. Alors encore (1871), l'individu ne peut modifier son allégeance par sa volonté libre *motu proprio*, il est obligé de composer avec les nécessités du Droit interne,

mais au moins a-t-il l'avantage que sa nationalité soit une en Droit interne et externe.

Ultérieurement, nos tribunaux internationaux créeront des distinctions, un séjour prolongé, des déclarations d'intention constitueront des titres à une nationalité internationalement valable, différente de celle que généraliserait la simple consultation des sources internes. Nous vivons en 1871, sous le régime de la fiction; il arrive encore que la loi interne réglant la nationalité entende donner une saine interprétation des affections de l'individu, elle institue dans ce but une présomption *juris et de jure* attachée à certains faits et comme d'autres manifestations de volonté du sujet ont été passées sous silence, il arrive que son appréciation soit à l'antipode de la réalité.

II. — A la seconde question : la protection nationale est-elle perdue ou, ce qui revient au même, ne peut-elle plus être invoquée par un individu qui s'est établi dans le pays dont il a souffert de mauvais traitements? La réponse affirmative de l'arbitre sous cette forme générale serait plus douteuse. Car s'il reconnaît, et fort nettement, le bien fondé du recours, la sentence contient un membre de phrase qui a tout l'air d'être un correctif à une formule qu'on serait tenté de généraliser hâtivement. Le Commandeur Bertinatti admet en effet la protection dans l'hypothèse de préjudice avéré, mais pour mieux faire comprendre sa pensée, il accole immédiatement l'exemple à l'énoncé théorique : tel est le cas, dit-il, d'emprisonnement sans cause qu'aucun jugement ou procès ne vient légitimer ou excuser. Ainsi l'arbitre estime qu'une compensation, évaluée par une Commission internationale, doit sanc-

tionner toute tentative de mauvais traitements sur la personne humaine. En serait-il de même des dommages causés aux biens, tels que factoreries détruites, réquisitions, souscriptions à des emprunts forcés? C'est toute la grave question du traitement de l'étranger, plus ou moins favorable que celui du national, qu'il faudrait analyser ici; mais nous manquons encore des éléments pour la résoudre. Nous dirons seulement que la formule du Commandeur Bertinatti doit s'interpréter restrictivement, et que pour cette raison nous n'étendrions pas aux autres hypothèses le bénéfice d'une sentence de nos Commissions. L'effet sur la nationalité d'origine de la résidence à l'étranger a toujours été discutée et les autres hypothèses relatives par Ralston en son paragraphe 262, prouvent que les décisions à ce sujet furent loin d'être uniformes.

Les cas de double nationalité résultant de la déclaration d'intention sont relativement simples, si on les compare aux espèces, dans lesquelles la déclaration d'intention, condition préalable en droit américain pour parvenir à la naturalisation, se trouve corroborée par le domicile de la partie plaignante. La question soulèvera encore plus de controverses si la résidence a été interrompue par l'expatriation. Nous retrouvons en fonction nos diverses Commissions U. S.-Mexique, Espagne-U. S. Grande-Bretagne-U. S. et les noms des arbitres ou commissaires, Wadsworth, Sir E. Thornton, Palacio, Lieber reviendront souvent dans nos commentaires. Nos espèces embrassent les cas Jarr et Hurst, Hellman, Schreck, Perfecto de Rojas, Adlam, et A. Barclay; nous les étudierons dans cet ordre.

L'importance doctrinale de cette première affaire pro-



vient de ce qu'elle a précisé devant nos Commissions l'application du criterium du domicile. Les Commissions postérieures ayant souvent rappelé la solution rendue en cette occasion, nous croyons nécessaire de débiter par un exposé des faits et du dispositif de la sentence, avant d'analyser les mémoires présentés par MM. Ashton, Wadsworth et Palacio. Dans cette hypothèse on ne soulève pas la question de la valeur internationale d'une naturalisation. Les plaignants ne sont devenus en effet américains que bien des années après les faits qui motivent leur réclamation. La question qui se présente est celle de savoir si le domicile de Jarr et Hurst aux U. S. leur ouvre l'accès de cette Commission mixte, surtout alors qu'il corrobore et complète les formalités préliminaires à la naturalisation accomplies par eux avant leur enrôlement. Si la réponse est affirmative, ce premier hommage rendu à la résidence lui attribuera désormais le caractère d'un élément de preuve, d'un témoignage, d'une circonstance dont on pourra tirer bénéfice en Droit International. Bien plus tard seulement le domicile aux U. S., faisant acquérir cette nationalité, indépendamment de toute procédure, sera mis sur le même pied que la naturalisation par une Commission internationale. A partir de cette sentence, il est mis en vedette et passe au premier plan du Droit International, puisqu'il confère la nationalité en marge de la législation interne et quelquefois malgré ses textes les moins équivoques.

Nos deux plaignants sont originaires de Scandinavie : l'un naquit au Danemark, l'autre en Norvège; ils étaient domiciliés en décembre 1852 dans l'Etat de Californie, à San Francisco, quand ils s'enrôlèrent à bord du schooner

Allen. Avant leur inscription au rôle de l'équipage ils avaient effectué déclaration de leur intention de devenir citoyens des U. S. Le paquebot prit la mer en août 1853, fut mis sous séquestre à Acapulco, Mexique, sous le fallacieux prétexte de violation de la loi mexicaine. La plainte faisait ressortir que les demandeurs avaient été conduits à terre avec l'équipage et mis en prison : Hurst, l'un d'eux, avait même été blessé sur le pont du schooner de la main d'un agent de la force mexicaine. Ayant pu avertir le consul américain, tous furent bientôt relâchés sur son intervention. Une correspondance relative à cet internement s'échangea même entre le ministre américain et les Affaires Etrangères du Mexique; ce ministère entendait présenter sa décision comme une mesure de grâce et non comme la réparation d'un droit; le premier avait même souscrit à un engagement aux termes duquel les captifs, une fois mis en liberté, ne présenteraient point de demandes d'indemnité. Cette clause ne pouvait évidemment forclure les droits des plaignants; aussi lorsqu'ils sollicitèrent réparation auprès des U. S. ce gouvernement les renvoya-t-il à l'arbitrage de la Commission mixte. Ils avaient entre temps, après leur retour aux U. S., terminé les formalités requises pour obtenir la citoyenneté américaine : c'est pourquoi Jarr et Hurst invoquant cette qualité à la barre de la Commission, prétendaient que cette dernière était compétente pour redresser leurs torts.

Écartons tout d'abord au cours de ce débat toute tentative qui s'inspirerait de l'idée de « rétroactivité de la naturalisation ». Certes on pourrait songer à faire valoir qu'à l'époque où opère la Commission, les plaignants sont depuis

un certain temps déjà américains, tant en Droit International que sous le régime du droit des U. S., et comme la procédure de naturalisation ne rentre pas dans la catégorie des actes instantanés, d'en faire remonter le bénéfice à la déclaration d'intention, premier pas dans cette voie. Ceci admis, la compétence de la Commission serait assurée et la réparation deviendrait parfaitement légitime. Personne n'argumenta en ce sens, et si un commissaire mentionna ce système, ce fut pour dire qu'il était hors d'application. Cette non-rétroactivité, si solidement établie déjà, tirait sa force de la sentence Medina, vieille de 9 années à peine, où elle était excellemment exposée (1) et qui refusait au plaignant toute extension de la naturalisation dans la matière odieuse des mauvais traitements. Certes le tort causé à des nationaux réclame vengeance, mais ce droit n'est pas si compréhensif qu'il autoriserait les titulaires de griefs à se présenter comme naturalisés rétroactivement. La rétroactivité écartée, il était de toute évidence qu'il faudrait faire appel à d'autres conceptions.

L'agent mexicain proposait le rejet des plaintes pour incompétence découlant de la nationalité du demandeur; le commissaire américain se trouvant d'avis différent, l'arbitre fut mis une fois de plus en face d'une question préjudicielle de nationalité. Sa décision portait que les parties demanderesses, si elles désiraient être traitées en sujets américains, devaient apporter elles-mêmes les moyens de trancher cette question, mais sans spécifier quel genre de témoignage lui paraissait devoir l'emporter; puis

(1) Moore, tome III, p. 2483.

l'arbitre renvoyait assez curieusement la décision finale aux commissaires qui, cette fois, tombèrent d'accord pour suivre la ligne de conduite habilement tracée par le Dr Lieber, et décidèrent finalement que la Commission était compétente. C'était accepter implicitement que la nationalité des demandeurs était celle des U. S.

Mentionnons, pour n'y plus revenir qu'aucune indemnité ne fut accordée à Jarr et Hurst en raison d'une question de forme, la cause ayant été mise en état avant la conclusion de la Convention, qui consacrait le droit des citoyens des U. S. à recevoir une indemnité.

Reportons-nous maintenant aux thèses brillamment développées par M. Ashton, les deux commissaires et l'arbitre : leur discussion nous permettra d'en dégager la doctrine.

M. Ashton, le conseil des U. S., soutenait le bien fondé de la demande : il ne faut point que cette attitude nous étonne, la pratique générale de nos Commissions veut en effet, que l'agent du gouvernement dont les impétrants se prétendent les nationaux, adopte toujours leurs intérêts. A la motion de rejet opposée par le Mexique, M. Ashton répliquait par l'affirmation de la compétence de la Commission en vertu des deux chefs suivants : 1<sup>o</sup> par application de la doctrine de relation ; 2<sup>o</sup> parce que le domicile aux U. S. constituait au profit des plaignants un droit à leur protection contre toutes puissances, sauf contre le pays auquel serait due une allégeance antérieure. Enfin à titre d'argument additionnel il invoquait le fait que les plaignants avaient fait partie de l'équipage d'un vaisseau américain.

Le premier chef, ainsi que cette raison supplémentaire

ne nous retiendront guère. La doctrine de relation en effet ne fut plus invoquée par les commissaires, et de son côté le service à bord d'un navire battant pavillon étoilé ne pouvait jamais être, ainsi que l'a fort bien saisi M. Ashton, qu'un témoignage surrogatoire. En effet personne n'a jamais prétendu que ce seul fait obligeât l'Etat du pavillon à protéger ses inscrits, pas plus qu'une Commission n'a jamais interprété ce service comme entraînant attribution aux matelots d'une nationalité opposable aux autres Etats. (V. cependant af. Tipton, tentative des demandeurs en ce sens).

L'argument sur lequel tous s'apesantissent à l'envie est la coexistence d'une déclaration d'intention et du domicile. Quelle preuve tirer de leur combinaison?

Si M. Ashton reconnaît que cette double circonstance équivaldrait à une naturalisation douée d'un effet international, il ne va pas cependant jusqu'à l'extrême limite de ses déductions, il frappe de relativité la nationalité acquise de cette manière. Elle s'opposerait avec la plénitude de sa force à l'allégation du Mexique; mais son application recevrait une limitation à l'égard du pays auquel « Jarr devrait une allégeance supérieure ». (Ce membre de phrase vise certainement le Danemark, pays d'origine). Telle serait la restriction acceptée par M. Ashton. Pour mieux développer sa pensée et interdire toute extension abusive de cet effet international, cet agent termine par un exemple : la déclaration émanée de Jarr a tellement laissé se disjoindre ses rapports avec le Danemark, que le plaignant ne pourrait plus recourir à l'intervention de ce dernier Etat, et cette conséquence serait à ce point générale que si



les U. S. avaient molesté Jarr, la protection du Danemark serait inopérante à leur égard. Si donc il refuse à l'Etat d'origine l'exercice de ce droit primordial, c'est qu'il estime qu'il est passé à quelque autre, aux U. S. notamment.

Les opinions contradictoires de ces commissaires reflètent celles des agents de leurs gouvernements respectifs. Mais Moore nous rapportant les premières avec complaisance c'est d'elles surtout que nous nous inspirerons (1).

Nous notions tout à l'heure qu'il n'était plus possible d'arguer en 1871 de la rétroactivité, lorsque les dommages où les sévices avaient eu lieu *ex intervallo*; ce sentiment fut partagé par M. Wadsworth et par l'agent du Mexique, d'accord pour déclarer que l'accomplissement subséquent des formalités de naturalisation ne pouvait, par relation, remonter au premier jour de la déclaration d'intention : sur ce point précis la certitude est absolue, la compétence ne serait pas justifiée, mais le commissaire américain invoquait ensuite l'esprit du traité, qui n'est autre en définitive que l'interprétation des conceptions internationales. En raison du domicile établi aux U. S. et du désir d'être naturalisé, préliminaire à l'enrôlement, le cas qui lui était soumis lui paraissait rentrer dans l'acception du traité. Moore nous parle aussi de citations d'autorités diverses et d'un cas Kostza, mais son résumé ne permet point de se rendre compte à quel point la thèse de M. Wadsworth en était renforcée. Deuxièmement Jarr et Hurst seraient encore américains vis-à-vis du Mexique à un autre titre que

(1) Moore tome III Op. Wadsworth p. 2709-10. Op. Palacio p. 2710-11, sentence Lieber p. 2711 à la fin.

L'on présenterait comme suit : sitôt que des individus ont accompli leur déclaration de devenir citoyens, ils ne demeureraient plus un instant au regard des U. S. sous l'allégeance souveraine d'une puissance quelconque, ceux-ci les considérant de suite comme ayant rompu avec le passé. En somme, dans l'esprit de M. Wadsworth la déclaration d'intention produirait un double résultat : 1<sup>o</sup> elle retirerait au plaignant sa nationalité d'origine, effet très vraisemblable si l'on veut considérer que la nationalité internationale ne se perd pas nécessairement selon les caprices de la loi interne, mais au cas où l'intéressé fait montre d'une désaffection réelle pour sa patrie d'origine; 2<sup>o</sup> elle ferait acquérir à l'intéressé à titre de remplacement une nouvelle nationalité, celle de l'Union en l'occurrence. Il est certain que si des raisons probantes justifient le premier effet et font disparaître la nationalité antérieure, elles doivent militer *a fortiori* en faveur de l'attribution d'une autre allégeance. En effet, si l'on écartait cette conséquence on créerait un heimatlos; or, le Droit International est animé d'une haine égale contre les deux faces du conflit; un tribunal arbitral ne peut pas plus se prêter à sanctionner l'une plutôt que l'autre (V. cependant les Fluties.).

En un mot, le Commissaire Wadsworth se rallie absolument aux conclusions de l'agent de son Gouvernement. Il estime que toute démonstration serait superflue après ce qui vient d'être dit, en tenant compte de la large acception des termes « citoyens des U. S. ».

L'une des preuves de M. Wadsworth déborde également du cadre de la nationalité pour se rattacher au Droit public, lorsqu'il rappelle notamment l'insulte faite au drapeau par

la saisie d'un navire américain dont l'équipage se trouvait sous la juridiction des U. S. Il semble même qu'à cette occasion, M. Wadsworth joue sur le sens des mots : il aurait tendance à croire que, dans cette circonstance, la protection serait obligatoire, même en dehors de toute question de nationalité. Il est possible que cette unique raison autorisât néanmoins l'intervention de son gouvernement, mais alors ce droit ne reposerait plus sur une qualité propre aux intéressés; si le Droit public permet de considérer comme formant une seule entité le navire et son équipage, c'est en vertu d'une convenance particulière à l'Etat, sans lien aucun avec le Droit privé dont nous n'entendons pas sortir.

Avec M. Palacio, commissaire mexicain, nous percevons un tout autre son de cloche; sa plaidoirie était d'ailleurs remarquable et Moore dit à juste titre qu'elle épuisait le sujet.

M. Palacio relève que les conditions de la naturalisation sont toujours fixées *ne varietur* par la loi municipale, c'est-à-dire par le Droit interne, et il voudrait utiliser ce vieux cliché que le Droit International ne peut en dispenser, ni se montrer plus favorable dans la détermination de la nationalité que le droit national.

En revanche son argumentation s'inspire fort justement du principe de non-rétroactivité; notamment il admet qu'étant donné que les U. S. ont posé des conditions déterminées à la naturalisation, celle-ci ne peut prendre rang que de leur accomplissement total. Ce n'est donc pas en vertu d'une naturalisation que nos matelots pourront saisir cette Commission. Cette déduction est sans réplique; la

thèse américaine du reste ne prétendait pas que Jarr et Hurst fussent naturalisés. M. Palacio soulève ensuite une question extrêmement délicate, lorsqu'il refuse de souscrire à la possibilité d'acquérir une nationalité conformément au Droit International par des « procédés autres, approximatifs ou similaires » que la naturalisation. Il semble bien que le Droit International soit encore insuffisamment précisé, pour fixer le nombre des formes de changements d'allégeance; d'ailleurs cette allégation de M. Palacio vise évidemment à préparer cet argument, que le traité de 1868 faisant rentrer la naturalisation parmi les procédés essentiels d'acquisition de la bourgeoisie, et celle-là n'existant pas chez les demandeurs, leur nationalité n'est pas celle des U. S. et ne peut être invoquée aux dépens du Mexique.

Pour établir cette majeure indispensable à sa conclusion, M. Palacio exhume le passé des U. S. et enrichit son exposé d'exemples tirés de la pratique du Département d'Etat, qui refuse les passeports américains aux personnes munies seulement d'une déclaration d'intention. L'attitude du Président Lincoln au cours de la guerre de Sécession vis-à-vis des auteurs des déclarations lui fournit dans le même sens un témoignage récent. A ces derniers, appelés au service militaire, il fut en effet permis de s'expatrier s'ils désiraient conserver leur nationalité primitive, et à cet effet le message leur accordait un délai suffisant pour liquider et mettre en ordre leurs affaires. Troisième raison plus convaincante cette fois : un traité entre les mêmes parties et relatif à la naturalisation (1848) contient cette formule : « La déclaration de devenir citoyen de l'un ou de l'autre pays, n'a point pour l'autre partie la valeur d'une naturalisation ».

La dernière partie de l'exposé de M. Palacio est enfin consacrée à une controverse avec son collègue sur l'interprétation d'un passage de Sir Alexander Cockburn. Ce dernier aurait affirmé que l'individu fixé sur le sol étranger avec l'intention de devenir citoyen de cet Etat, ne serait plus lié à la puissance dont il dépendait auparavant, aussi longtemps qu'il perpétuerait ce séjour hors de son territoire. M. Palacio estimait que ce point de vue était tout personnel à M. Cockburn, faisant sien cependant le jugement de son adversaire et supposant qu'il soit l'expression de la loi internationale, il le déclare inapplicable à notre hypothèse, excepté si elle satisfaisait à une double condition. Il faudrait tout d'abord qu'entre le premier moment et l'obtention du décret, l'intéressé ait joui des privilèges du naturalisé. La seconde condition impliquerait que la protection ne soit accordée qu'aux seuls individus réellement domiciliés sur le territoire de l'Etat : donc *a contrario*, la protection s'évanouirait avec chaque changement de résidence. Ainsi ramenée à de plus étroites limites, la théorie de Sir A. Cockburn apparaît fort acceptable au commissaire mexicain et il déclare n'avoir plus de répugnance à s'en inspirer.

Tels furent les différents moyens mis en œuvre par la réplique; reprenons-les tour à tour et cherchons si nous pouvons les faire nôtres sans réserve.

Tout d'abord M. Palacio est convaincu qu'à son époque, le Droit International ne peut consacrer une situation que ne reconnaîtrait pas le Droit interne de l'une des parties contractantes; cet excès de timidité s'explique en 1871, il ne serait plus excusable de nos jours; la naturalisation



servilement conforme aux processus du Droit interne n'est pas en effet le seul mode d'acquérir une deuxième allégeance. Nous ne nous arrêterons donc pas au refus de sanctionner une nationalité acquise autrement que par la voie étroite de la naturalisation; cette prétention n'avait alors rien que de très logique.

Les motifs empruntés au texte d'un traité signé par les U. S., tout comme les extraits d'auteurs de ce pays, présentent au contraire une valeur qu'on ne peut passer sous silence, mais ils n'ont de force que si on les oppose aux U. S., autrement dit ils n'ont qu'une valeur relative. En outre dans les hypothèses citées, le refus de passeports doit-il être pris pour une adhésion implicite à la thèse de la non-acquisition de la nationalité américaine, ne pourrait-on l'expliquer par le désir de refuser la protection? Il existe, ce qui diminue d'autant l'argument, des cas nombreux où l'on ne peut se servir de celle-ci, malgré que la nationalité subsiste. La conduite du Président Lincoln n'est pas non plus éminemment convaincante, car on sait que la nationalité n'est pas attachée au service militaire au profit des U. S.; supposons au contraire que les auteurs de déclarations se soient laissés embrigader dans les armées fédérales, cela eût-il paru suffisant au Mexique pour leur reconnaître cette nationalité en l'absence de toute naturalisation? Il nous semble bien que non (1); enfin l'hypothèse, à la bien examiner, se retourne contre l'usage qu'en veut faire M. Palacio. En effet si Lincoln autorisait ces individus à conserver leur allégeance antérieure, il y mettrait la condi-

(1) Voir les cas où est discutée la perte ou l'acquisition de nationalité pour services rendus à l'Etat : § 5 *in fine*, et les affaires Corvaia et Canevaro.

tion de s'expatrier; or, dans le cas de Jarr, le domicile des plaignants était incontestablement aux U. S. Renvoyons l'argument au Mexique, reconnaîtrait-il pour sujets américains, des étrangers qui seraient demeurés sur ce territoire pendant la guerre de Sécession? Si oui, le cas Jarr rentre dans cette hypothèse et entraîne la mise à néant de la thèse de M. Palacio. Dans le cas contraire peut-on faire jouer la théorie de l'infection hostile comme dans l'affaire Laurent? Certes il existe des décisions qui refusent de reconnaître une nationalité internationale qui serait attribuée en considération du domicile sans déclaration d'intention; (voir notre traduction du cas Barclay et des femmes mariées) ou encore si celle-ci est contredite par une résidence à l'étranger, mais tel n'est point notre cas : ici ces deux éléments, loin de s'exclure, concordent.

Enfin nous écartons *de plano* l'argument tiré du traité intervenu entre les U. S. et le Mexique; la plainte Jarr contient un élément dont ne tient pas assez compte M. Palacio et qui infirme sa tentative : nous avons nommé le domicile aux U. S. La phrase du traité, que nous avons reproduite tout à l'heure, vise assurément et expressément la déclaration d'intention, mais ce texte est muet sur le chapitre du domicile. En raison du silence gardé par ce document d'une rédaction si précise, nous nous croyons autorisé à le considérer comme un désaveu implicite. C'est pourquoi nous estimons qu'aucune de ces raisons ne fait ressortir la justesse de la position prise par M. Palacio.

Quant aux deux conditions mises par le même à l'application du passage de Sir A. Cockburn, nous sommes d'avis que Jarr et Hurst remplissent incontestablement l'une

d'elles, tant à raison de leur résidence aux U. S. après leur relaxe, que, si l'on se place auparavant, du fait de leur engagement sur un navire américain, prolongement du sol de l'Union, à bord duquel ils naviguèrent à partir de leur déclaration d'intention, datée de fin décembre 1852. Resterait à prouver que les plaignants satisfont à la première pour mettre définitivement à néant ce système.

Il est fort difficile suivant nous de dire si Jarr et Hurst jouiraient aux U. S. *ex intervallo* des privilèges des naturalisés; nous pensons qu'ainsi posée la question est insoluble. Certes les études de Droit américain indiquent que les titulaires de déclarations d'intentions bénéficient dans l'Etat de leur résidence de certains privilèges; mais quels sont ceux que vise M. Palacio? Est-ce uniquement le droit d'invoquer la protection des U. S.? mais ce point peut être distingué de la question de nationalité. Constatons plutôt qu'à l'époque où fonctionne la Commission la doctrine est hésitante : la preuve de la jouissance à l'intérieur du territoire américain de tous les droits soi-disant réservés aux naturalisés satisfèrait-elle le commissaire américain, aurait-il été jusqu'à déduire une nationalité internationale de la possession d'avantages importants, je le veux bien, purement internes cependant?

Certes la thèse de M. Palacio est développée avec tout l'art d'un casuiste; elle nous paraît en tout cas moins solidement étayée que celle de son collègue; aucun de ses arguments n'entraîne péremptoirement notre conviction. Le différend fut donc soumis au Dr Lieber qui rendit sa sentence à la date du 24 avril 1871. Il est très nettement d'avis que la question de nationalité est préjudicielle à

toute décision au fond, qu'il incombe par suite à Jarr de justifier lui-même de sa nationalité; (par là cette sentence se relie à toutes celles où l'on discute la preuve à fournir par le plaignant) il renvoie enfin l'espèce aux deux commissaires pour trancher le point de nationalité : sentence analogue pour le matelot Hurst. Cette décision qui n'en est pas une, détonne dans le cadre de nos arbitrages; d'ordinaire l'arbitre y discute la preuve de la nationalité, comme il en agirait avec de simples questions de fait, et détermine finalement la nationalité internationale du plaignant sans en renvoyer à un nouvel examen des commissaires, dont il ne faudrait guère attendre de solution faute d'unanimité. Le différend entre commissaires ne devait pas être d'ordre si aigu, puisqu'ils tombèrent d'accord après ce renvoi, et que l'intervention du Dr Lieber n'eût plus lieu de se produire. Que serait-il arrivé d'ailleurs si la mésentente avait persisté? Nous n'avons aucune indication qui nous permette de préjuger quelle eût été, dans ce cas, la sentence Lieber.

L'affaire reprise en main par les commissaires fut terminée par une déclaration unilatérale du commissaire mexicain, mais engageant et consacrant l'opinion de son savant adversaire.

Aucun motif n'est donné par M. Palacio de ce qui ne peut s'appeler autrement qu'une volte-face, sa phrase est excessivement sèche : « Nous sommes d'avis qu'il (Jarr) est en droit d'être entendu par cette Commission. »

Moore (p. 2.713) s'est heureusement chargé d'aider à nos conjectures. D'après cet écrivain, M. Palacio rabattit de son point de vue originel, il admit la nationalité américaine des plaignants, parce qu'ils n'avaient pas manqué de com-

pléter leur naturalisation dès leur retour de croisière : nous dirons que leur déclaration d'intention n'avait pas été fictive et que cette continuation de la procédure jusqu'à son achèvement est le meilleur symptôme de la réalité de leur désir de devenir américains. Enfin Moore cite cette dernière condition sans aucun doute inspirée de Sir Cockburn, la présence réelle et actuelle aux U. S., à laquelle M. Palacio attache le droit de demander la protection. La note termine en faisant valoir l'importance que revêt le service à bord d'un navire américain, puisque dans cette hypothèse, on l'assimila à un séjour véritable sur le territoire de l'Union.

Ainsi M. Palacio cédait seulement sur le premier point et demeurerait inébranlable sur la nécessité de la résidence, à laquelle les intéressés satisfaisaient par ailleurs. On pourrait objecter que M. Palacio fait revivre par un procédé indirect le principe à jamais condamné de la rétroactivité : nous pensons qu'il ne faut pas confondre les deux situations. En effet, ce commissaire ne dit pas : la naturalisation remonte au jour de la déclaration ; par contre quand celle-ci est confirmée dans l'avenir par certains éléments, il lui attache, sitôt effectuée, un effet immédiat, tel que la faculté de recourir à la protection de l'Etat qui l'a reçue. Il y a là une nuance que le Droit International a justement appréciée. Cette jurisprudence ne soulèverait pas de critiques de nos jours, mais comme tout système en gestation, ce précédent ne s'imposa point du premier coup ; nombre de discussions le reprirent, et le domicile devait connaître encore maints revers de fortune.

Dans la deuxième affaire, M. Perez excipe de sa nationa-



lité américaine et du droit de protection sa conséquence, pour obtenir réparation des quasi-délits commis sur ses biens en novembre 1861. Il est cependant d'origine française et la nationalité américaine qu'il possède à l'époque des travaux de la Commission ne remonte qu'au 13 mai 1870, date de sa prestation de serment au Texas dans le comté du Cameroun. Cette ville frontière n'est séparée du Mexique que par le Rio Bravo, et sur l'autre rive, Matamoras, alors métropole commerciale importante, fait face à la cité texienne. Perez entretint avec Matamoras dès rapports d'affaires suivis pendant au moins 10 ans, de 1856 à 1866. Au cours de cette période des troubles le lésèrent gravement et ils motivèrent la présentation de son mémoire sous le bénéfice du traité du 4 juillet 1868.

Une première constatation s'imposait donc à la Commission. M. Perez n'était point encore américain au moment des dommages; il l'était cependant devenu antérieurement à la réunion du tribunal arbitral. Source de difficultés : aux yeux de la Commission, la protection américaine ne couvrirait-elle pas néanmoins M. Perez, s'il prouve qu'à l'époque du préjudice il avait manifesté son intention d'obtenir la naturalisation américaine et s'il résidait déjà en terre américaine. La Commission devait admettre plus facilement la plainte d'un individu devenu américain *ex intervallo* que celle émanant d'un individu qui aurait seulement appuyé sa déclaration d'intention sur une résidence, fût-elle continue, aux U. S. Mais M. Perez échoua dans cette double preuve. Il produisit bien une déclaration de deux ans antérieure à son admission à la bourgeoisie (délai minimum pour la naturalisation) mais sans démontrer la résidence aux

U. S. L'arbitre suppose cependant qu'elle avait dû être réelle, à l'inverse de ce qui sera décidé dans le cas *Hellman*, il s'incline devant la décision de la Cour américaine prononçant la naturalisation, et concède que M. Perez a dû passer ces deux années aux U. S., « parce que sans cela la Cour ne l'aurait pas autorisé à réclamer sa naturalisation ». Mais il n'en restait pas moins que les faits dommageables étaient antérieurs à la déclaration d'intention; si donc Perez eût prouvé qu'il s'était expatrié pour ses affaires après les dommages, on lui eût probablement accordé le bénéfice d'une résidence établie depuis aux U. S.

Il paraît que la Commission était disposée à le considérer comme américain et l'eût reçu à préciser le quantum de son préjudice. En vertu de quels principes? On pourrait voir là une application de la rétroactivité de la naturalisation, à la date de l'établissement de l'individu dans le pays dont il réclame la nationalité; mais il faut écarter cette explication, car jamais nos Commissions n'ont pensé à faire rétroagir de 10 ans un fait juridique. La vérité est que la considération du domicile a joué ici un rôle prépondérant, la naturalisation étant la fin naturelle de la déclaration d'intention. Prenant pour point de départ la déclaration appuyée d'un domicile évident, la Commission pensa que si ces deux faits n'équivalaient point à une naturalisation antérieure à l'époque des dommages, ils constituaient cependant une présomption de volonté arrêtée chez M. Perez de devenir américain : la naturalisation obtenue en 1870 prouvait en effet abondamment, que son désir avait été réel. On pouvait donc, conformément à sa nationalité présente, lui donner accès auprès de la Commission.

Un second argument vint à l'appui de cette interprétation : étant donnés, dit-on, les délais de stage imposés par la loi municipale, peut-on faire grief à un étranger molesté au Mexique, depuis devenu américain, de ne posséder son titre de citoyen qu'au moment où la Commission se réunit ? Comme il ne peut obtenir cette qualité du jour au lendemain, sa position serait sans issue dans le système qui exigerait la nationalité aux deux moments. Il n'est point chimérique de supposer que l'allégeance change *ex intervallo*, étant donné le temps qui s'écoule avant que les Commissions ne statuent ; l'incompétence de la Commission serait alors perpétuellement opposée par les signataires du traité d'arbitrage. Ce raisonnement par l'absurde démontre la nécessité d'ouvrir au plaignant l'accès des Commissions, pourvu que sa volonté de changer de nationalité ait été sérieuse et durable. C'est ce que nos sentences réaliseront.

La décision, en rapprochant la date de la naturalisation et celle des mauvais traitements, décide que M. Perez n'était « citoyen des U. S. d'aucune façon, ni dans aucun rapport de citoyenneté avec ce pays » ; car l'analyse des sentiments de Perez démontre que son intention était alors flottante, et faute d'apporter la preuve de sa nationalité effective, il ne peut triompher dans sa prétention. M. Perez n'étant point sujet de l'Union, l'on en concluait que celle-ci n'avait sur lui aucun pouvoir, ni aucun droit de souveraineté, pas même le *jus advocandi*.

L'arbitre se demande alors quelle influence exerceront les U. S. sur les sujets des contrées étrangères en résidence au Mexique *animo manendi*, et son opinion semble bien être qu'ils ne pourront les protéger d'aucune manière. Suivant

lui, il ne faut tenir nul compte de la déclaration faite par M. Perez. Celui-ci a quitté les U. S., non pas temporairement pour les besoins de ses affaires, ou pour voyager pour son plaisir, tout en conservant l'*animus revertendi*; il a établi au contraire son domicile en terre étrangère, abandonnant ainsi de toute évidence son intention d'être un jour américain. L'expatriation l'a réduite à néant. Supposons que la volonté de M. Perez ait été mal interprétée, était-il disposé à assumer les obligations de l'allégeance vis-à-vis de l'Union? N'oublions pas qu'aux environs de 1863-66 l'Amérique venait d'être déchirée par la guerre de Sécession : la déclaration imposant le service militaire, il eut dû en conséquence s'enrôler dans l'armée fédérale. Or, le plaignant s'est fort peu soucié de cette obligation. L'arbitre est donc fondé à décider qu'on ne peut tantôt accepter les avantages de la déclaration, tantôt en repousser les charges, « un individu ne peut être citoyen d'une contrée par périodes successives... le droit implique un devoir, si le sujet ou le souverain réclame sa défense ».

Sa plainte fut donc rejetée; mais on sent déjà poindre dans la sentence le système que devait consacrer cette Commission : la nationalité et la protection accordées au citoyen, sous la double condition d'avoir déclarés son intention et de résider dans l'Etat dont on se dit le national. L'arbitre ne dissocie pas la protection de la nationalité; ainsi il ne reconnaîtra la nationalité américaine des plaignants, que si ceux-ci ont de justes raisons de réclamer la première : précisément parce qu'avant de la leur accorder et de courir le risque d'entrer en lutte avec un gouvernement étranger, il examine soigneusement si leurs faits et

gestes concordent avec leurs sentiments, si la nationalité qu'ils invoquent est réellement celle, que leur manière de vivre autorise à présumer. Ainsi triomphe, non pas nécessairement la nationalité qui se modèle suivant les cadres étroits des souverainetés territoriales, mais celle qui correspond à un choix librement effectué et volontairement accompli.

Le Dr Lieber fut amené à poser certains principes dans une sentence du 24 août et le 7 novembre intervenait la décision clôturant le cas Hellman.

Résumons les faits toujours semblables dans cette suite d'arbitrages. Moïse Hellman est un marchand en résidence à New-York; nonobstant la guerre il introduisait des denrées au Mexique. A cette époque il n'avait pas encore obtenu la naturalisation aux U. S.; elle ne lui fut accordée que 6 mois après; son domicile fixé en Amérique, conformément à la déclaration effectuée en vue de cette naturalisation, lui donnait-il le droit de demander réparation des dommages sous l'empire de la Convention? Les thèses adverses vont se préciser. Rappelons qu'il est essentiel d'avoir la qualité de national d'un Etat réclamant à deux moments : 1<sup>o</sup> lorsque la plainte vient au débat devant la Commission; 2<sup>o</sup> lorsque sont survenus les dommages, condition discutée dans le cas Jarr et celui-ci. Ces principes ne sont plus mis en doute de nos jours, après l'examen auquel les Commissions arbitrales se sont livrées; mais l'étude des arguments proposés en faveur de l'un et de l'autre démontre qu'ils se concilient avec la recherche de la nationalité véritable, théorie encore flottante lors du fonctionnement de ces Commissions. En effet



le plaignant est-il admis à plaider en qualité de sujet américain, cela prouve que les arbitres ont donné la préférence à la déclaration d'intention corroborée par le domicile, et qu'ils prisent ces deux circonstances à l'égal d'une naturalisation obtenue suivant les formes locales. Cette attitude conduit à admettre dans le Droit International un mode nouveau d'acquisition de la nationalité, succédané de la naturalisation. Telle est la conclusion à tirer de l'espèce *Hellman* dont nous allons maintenant analyser les considérants.

M. Wadsworth, commissaire pour les U. S., secondait les vues du plaignant, appuyait sa réclamation et ses prétentions à l'acquisition de la nationalité américaine. Son collègue nommé par le Mexique, M. Palacio, se refusait à conclure dans le même sens. M. *Hellman*, disait-il, est germain d'origine et ne peut se réclamer de la bourgeoisie américaine au vrai sens du mot. Son principal argument était qu'une naturalisation, obtenue plusieurs mois après les faits qui motivaient la plainte, ne peut rétroagir au point qu'un tribunal arbitral reconnaisse au plaignant cette nationalité obtenue après coup. Avant lui, l'arbitre *Bertinatti*, chargé de décider l'affaire *Medina*, se prononçait formellement contre la rétroactivité de la naturalisation : « Quoiqu'un gouvernement puisse se sentir outragé par l'injure ou le dommage causés à l'un de ses sujets, il serait néanmoins absurde de donner accès à tous ceux qui ont ou peuvent avoir subi quelques mauvais traitements d'un gouvernement régulier, et qui obtiennent une naturalisation dans le dessein d'arriver au redressement de leurs griefs ». M. Palacio, moins affirmatif, sur ce point, que son

collègue, aurait admis toutefois la rétroactivité de la naturalisation sous l'empire des circonstances. Il s'attache ensuite pour débouter Hellman à écarter la résidence aux U. S. de l'impétrant, en 1850. Faut-il conclure de ses efforts que les principes de ce commissaire vacillaient et que, si la résidence lui était apparue continue, il aurait décidé que le domicile confirmait suffisamment la manifestation de volonté antérieure, et qu'en conséquence le requérant avait acquis le droit à la protection américaine? Mais alors protection et nationalité allant de pair, il se ralliait implicitement à la thèse de son collègue Wadsworth. Nous croyons plutôt qu'il espéra écarter la naturalisation, en démontrant que la loi municipale américaine exigeait cette continuité même sous peine de déchéance. Pas n'était besoin de chercher à établir la nationalité du plaignant, puisqu'il ne pouvait avoir acquis régulièrement l'allégeance américaine. M. Palacio s'y essaya, sans préciser sa thèse, en distinguant confusément le parti à tirer de cette interruption de résidence. Son argumentation n'était pas très concluante et il voile sa pensée sous cette formule : « le certificat de naturalisation pourra prouver qu'il y a eu naturalisation, non de la même manière les antécédents de la naturalisation ». Pour éclairer cette phrase sybilline il raisonne par analogie. Suivant lui, la naturalisation ne prouverait ni la durée du séjour aux U. S., ni que la déclaration aurait été faite deux ans auparavant (naturalisation datant de septembre 1850; les faits délictueux reprochés au Mexique remontent au soulèvement de 1848). Il se fonde sur ce que des certificats ont pu être délivrés à des sujets ne remplissant pas les conditions d'obtention. Il

voudrait, non seulement examiner si la naturalisation, d'Hellman a été obtenue suivant les formes américaines, mais même soumettre aux investigations de la Commission les conditions de fond ; il suspecte la Cour, en dernière analyse, sans motiver d'ailleurs ses doutes, d'avoir conféré sa nationalité avec trop peu d'attention. M. Palacio n'a pas formulé entièrement la théorie du droit de révision de la naturalisation par la Commission, mais elle se déduit du dédale de ses formules.

L'arbitre lui donna tort. Il se refusa à entrer dans l'examen au fond de la décision de la Cour américaine. On aurait difficilement admis, que sur le seul soupçon du Commissaire mexicain, qu'aucune preuve n'étayait, la Commission voulût user de ce pouvoir extraordinaire. La juridiction américaine doit être laissée juge des procédés qui permirent à M. Hellman d'arriver à la naturalisation ; il est de meilleure politique d'en supposer la régularité que d'échafauder des hypothèses pour la renverser, et l'arbitre le dit spirituellement : « Une pomme prouve par elle-même qu'un pommier l'a produite ». Nous consacrerons cependant plus loin (affaire Flutie) ce droit de révision déjà sanctionné dans la sentence Medina, mais seulement lorsqu'une Commission se trouve en présence d'une naturalisation obtenue en dehors du droit, et notre hypothèse est fort éloignée de ces espèces où l'illégalité est flagrante.

L'arbitre résout donc affirmativement la question de savoir si les U. S. pouvaient appuyer la réclamation du plaignant ; rallié enfin à la thèse de M. Wadsworth, il proclame que la nationalité de M. Hellman rentre bien dans le cadre du traité, puisqu'elle se base sur des faits

révélateurs de sa nationalité américaine : une déclaration d'intention confirmée par la résidence aux U. S. Le principe que nous mettions en vedette au début de cette affaire, est nettement reconnu par l'arbitre; M. Palacio exigeait pour sa part que la résidence devait être continue pour assurer le droit à la protection, aussi s'acharnait-il à établir cette discontinuité, espérant ainsi pallier l'effet de la naturalisation plus récente; or la présomption de la résidence aux U. S. étant en faveur de M. Hellman il appartenait au contraire à M. Palacio, qui niait la validité de la naturalisation, de démontrer que le plaignant avait quitté le territoire de l'Union. On ne pouvait reporter sur le plaignant cette obligation, pas plus que nous ne voudrions laisser passer sans protestation la formule d'après laquelle, ses antécédents de naturalisation étant sujets à caution, il ne peut plaider devant la Commission.

M. Palacio ne s'est pas essayé à discuter la question de la rétroactivité de la naturalisation; il aurait peut-être trouvé le succès, en démontrant que la résidence jointe à la déclaration ne suffisait pas à modifier l'allégeance primitive, mais ce commissaire n'a porté son attention que sur la question de preuve : dans ces conditions, on ne pouvait lui donner raison.

Les sympathies américaines de M. Palacio lui interdisaient sans doute de nier, après l'acceptation du Claim Jarr et Hurst, qu'une déclaration d'intention jointe au domicile équivalait à la naturalisation : nous le pensons. Il ne lui était pas loisible de refuser cette qualité à M. Hellman, de crainte d'en faire un *heimatlos*; car la nationalité prussienne se perd par l'expatriation à l'étranger, et M. Hellman,

en tout cas, n'était plus prussien. Ce Commissaire avait l'obscur conscience que les principes internationaux haussaient le domicile au rang d'un criterium subsidiaire, parfaitement suffisant pour ranger les individus au nombre des sujets de l'Etat du domicile.

Cette décision se rattache à l'opinion qui inspire la solution de l'affaire Schreck; les faits sont analogues, quoique la sentence prononce le rejet de la plainte. M. Schreck ne put être considéré comme citoyen des U. S. d'Amérique. Sa maison et sa factorerie avaient été détruites par les troupes du général Carvajal; il retourna alors aux U. S. pour s'y faire naturaliser en janvier 1870. La date de sa déclaration d'intention remontait bien avant les faits dont il demandait réparation. Danois émigré en 1849, il avait effectué en effet sa déclaration cinq années après son arrivée et ne se fixa à Matamoras qu'en 1856, où il résida jusqu'à la guerre dont il subit les atteintes. L'arbitre rejeta néanmoins sa plainte; il interpréta ce séjour au Mexique comme une preuve de l'abandon de la volonté primitive d'acquérir la nationalité des U. S.; la naturalisation survenue postérieurement aux dommages, n'ayant de valeur que dans l'avenir, ne lui permettait pas d'invoquer la protection américaine pour des faits passés.

Nous pouvons tirer des espèces déjà commentées l'indication suivante : les avis s'accordèrent généralement pour déclarer que la simple intention ne suffisait pas à opérer une altération de la bourgeoisie originelle, en conférant les droits de citoyens des U. S., ainsi dans le cas Ryder. En sens inverse dans le cas Jarr, examiné à la fin de la session de la Commission de 1868, le commissaire mexicain, dési-



reux d'accentuer l'effet de cette déclaration d'intention, admit que les plaignants avaient la qualité de citoyens de l'Union. Outre leur déclaration effectuée avant la survenance des dommages, Jarr et Hurst réunissaient deux conditions qui lui semblaient motiver cette nationalité : 1<sup>o</sup> ils avaient complété dans l'intervalle leur naturalisation ; 2<sup>o</sup> leur présence aux U. S. étant réelle, elle emportait le droit à la protection. Il fut cependant jugé en sens contraire dans les affaires Perez et Schreck, où l'on décida sans ambages que l'expatriation, avant que la naturalisation ne fût parfaite, était une preuve concluante que le plaignant indiquait un changement d'intention en transférant son domicile hors des U. S. Mais les termes de cette décision renforcent par *a contrario* la sentence Jarr, car la plainte eût été admise quand bien même la naturalisation eût été encore en cours lors des dommages, si le domicile était demeuré fixé aux U. S. C'est ce qu'avait décidé l'arbitre Lieber au sujet de la nationalité d'Hellman : « est un citoyen au sens de la convention de 1868, la personne qui réunit cette double condition d'avoir fait sa déclaration d'intention et conservé son domicile aux U. S. ». Cette jurisprudence se rompit toutefois lors de l'affaire Schreck, arbitrée par Sir E. Thornton ; il interpréta à tort, suivant nous, le mot « citoyen » comme désignant le plaignant dont la nationalité est reconnue par la loi des deux parties contractantes : il n'est donc pas étonnant qu'il ait abouti à des sentences de rejet, ainsi la sentence Gros (Moore, 2.772) de même le cas Kem. (Moore 2.719, arbitré par M. Zamacona, successeur de M. Palacio).

La Commission Hispano-américaine siégea au commen-

cement de 1871, son arbitre, le baron Lederer, se sépara également de la jurisprudence inaugurée par les décisions Jarr et Hellman. Un plaignant, M. Perfecto de Rojas, prétendait à la bourgeoisie américaine : la sentence d'arbitrage du 12 février 1871 repoussa le mémoire par une fin de non-recevoir.

L'Espagne avait décrété, en 1869<sup>\*</sup>, l'embargo dans l'île de Cuba, cette mesure frappa M. Rojas et préjudicia à ses intérêts; il en demandait réparation, estimant que la Commission était compétente pour connaître de sa réclamation puisqu'il était américain.

Mais si le plaignant se disait résidant à Baltimore (Maryland) et si ce domicile aux U. S. n'était pas discuté, par contre il était né à Cuba (Antilles espagnoles), de sa naturalisation aux U. S. dépendait donc la suite à donner à sa plainte. Il avait fait une déclaration d'intention devant la Cour des plaids de la ville de New-York, le 28 septembre 1870, antérieure par conséquent à la réunion de la Commission qui jugeait ses prétentions, mais reçue par la Cour cependant près d'un an après l'établissement de l'embargo.

Le baron Lederer décide très catégoriquement que le réclamant n'est pas américain au sens de la Constitution ou des lois subséquentes, et qu'il ne peut pas plus le traiter comme tel par application de la Convention de 1871.

Gardons-nous de donner avec Ralston (§ 228) une trop grande portée à cette sentence de rejet. Il est bien évident que M. Rojas n'était pas américain, le délai minimum du stage réclamé par la loi interne n'étant pas écoulé au moment où l'arbitrage fut rendu, l'obtention d'une natura-

lisation ne se présumait pas. Mais au point de vue international ne pouvait-on lui reconnaître cette nationalité? Nous répondons avec la jurisprudence de nos Commissions mixtes que c'était impossible. Nous admettons le traitement du national au profit de la personne nantie d'une déclaration d'intention et domiciliée aux U. S.; mais l'affaire Rojas se distingue des espèces du traité de 1868, par cette différence essentielle qui justifie la solution Lederer : la déclaration d'intention est postérieure aux faits dommageables, tandis que dans toutes les autres hypothèses, les faits de vols ou de pillage ne s'étaient produits qu'après sa réception.

En résumé, l'une des conditions de compétence des Commissions mixtes fait défaut dans cette affaire. S'il est compréhensible que l'on traite en Américain, l'individu qui a fait un premier pas dans la voie de la naturalisation, avant de subir le ravage de ses propriétés, il n'y avait ici aucune bonne raison pour accorder les mêmes avantages à un Espagnol d'origine, reprochant à son pays une injustice contemporaine d'une époque où il n'avait encore nullement indiqué son désir de devenir américain. Sans doute, à ce moment déjà, le demandeur était domicilié en Amérique, mais nous sommes d'avis que la résidence est un fait indifférent en notre matière, sans influence sur la nationalité tant qu'elle n'a pas été précédée d'une manifestation expresse, que le domicile pourra corroborer ensuite. L'expatriation suffisait à motiver la perte de la nationalité espagnole, si la loi espagnole fait produire semblable effet au transfert du foyer, mais le seul domicile est sans puissance pour faire acquérir une nationalité quelconque.

En revanche, nous devons remarquer l'uniformité des sentences Atellis et Adlam rejetant des réclamations basées sur une simple déclaration d'intention. Cette jurisprudence fut étendue au cas Rojas par le baron Lederer, malgré que le domicile fut fixé aux U. S.

La guerre entre U. S. et Mexique causa force dommages à des sujets étrangers, principalement aux ressortissants de Sa Majesté Britannique, à telle enseigne qu'un traité, intervenu entre les parties le 8 mai 1871, donna mission à une Commission mixte de prononcer condamnation au profit des nationaux lésés par le pillage des troupes fédérales. La nationalité anglaise est comme toujours une condition de la compétence de la Commission et sa détermination fit entrevoir quelques conflits. Moore nous rapporte une affaire Adlam et le cas A. Barclay avec les arguments des Conseils des deux puissances et la sentence finale. La question soulevée est en rapport avec toutes celles déjà passées en revue : rappelons les faits.

En matière de déclaration il fut d'abord soutenu (Rals-ton § 228) que la nationalité des parents ne se perdait pas par la déclaration de devenir citoyen d'un autre Etat, tandis que la Commission mixte des traités de 1849 jugea que l'allégeance était rompue pour cette seule raison, quand bien même certains droits seraient reconnus ou des charges spécialement imposées.

Une situation identique apparut au cours de l'étude faite par la Commission du traité de Washington, de l'affaire Adlam. Né à Londres en 1827 et émigré en 1850 aux U. S. où il avait résidé avec continuité, le plaignant déclare seulement en 1859 son intention de devenir citoyen. Aux

réclamations présentées en son nom par le Gouvernement britannique, les U. S. opposèrent une exception tirée du défaut de nationalité anglaise chez M. Adlam. D'après l'Etat défendeur, une semblable déclaration équivalait au sens du traité à « une renonciation complète *in futurum*, à toute prétention à obtenir l'intervention, et surtout à la protection du souverain » dont l'intéressé paraissait vouloir abjurer l'allégeance. M. Adlam aurait aussi acquis aux U. S., tous les droits des citoyens et aurait tenu à se mettre sous la protection de ce gouvernement pour aussi longtemps qu'il habiterait leur territoire. Enfin, en invoquant un cas Kostza, les U. S. prétendaient que la résidence à l'étranger constituait déjà par elle-même un titre à la protection des U. S., excluant celle de l'Angleterre en l'occurrence. Mieux encore, leur Constitution autorisant la conscription et l'enrôlement du déclarant, les U. S. en tiraient argument pour dénier à l'Angleterre le droit de faire quelque tentative en sa faveur.

La réplique de la Grande-Bretagne discutait cette thèse en détail et convainquit l'arbitre. Elle écartait la présomption de perte de la nationalité attachée à la déclaration d'intention, prouvait que ce n'était point là changer son statut, mais plutôt manifester une simple velléité de l'abandonner, ce qui était bien différent, la loi ne devant pas fonder ses sanctions sur des intentions changeantes. Ce « projet de modification de sa nationalité » indiquait précisément que M. Adlam conservait à cet instant même sa nationalité première : en conséquence, l'intervention du gouvernement britannique était motivée ; c'est pourquoi il ne se refusait pas à soutenir la demande d'indemnité pré-



sentée par M. Adlam. Les obligations de conscription et d'enrôlement qu'on prétendait lui imposer, ne modifiaient pas son statut d'étranger malgré le privilège qui était accordé par la Constitution à l'étranger, en échange de ces charges. On ne pouvait vraiment représenter la délivrance d'un passeport par un consul américain, et son corollaire le droit à la protection de ce consul, comme preuve évidente d'une mutation du *status civitalis*, pas plus que le fait d'avoir enrôlé de tels hommes pendant la guerre de Sécession n'impliquait à leur profit l'attribution de la nationalité américaine ; il se justifiait par leur résidence sur le territoire de l'Union, la loi interne les obligeant à payer l'impôt du sang.

Ceci posé, les commissaires rendirent unanimement dans ce procès une sentence qui donnait raison au Conseil de la Grande-Bretagne. La difficulté fut exactement résumée dans la phrase suivante englobant à la fois la demande et la réponse : « La question est soulevée de savoir si, en conséquence de ce que les réclamants ont déclaré leur intention de devenir citoyens des U. S. et de renoncer à leur allégeance envers Sa Majesté Britannique, ils ont cessé de compter au nombre des sujets britanniques suivant l'esprit du traité. Nous pensons toutefois qu'ils sont demeurés sujets de la Grande-Bretagne jusqu'à ce qu'ils aient terminé les formalités nécessaires, qu'il savaient commencées par leur déclaration d'intention ».

Il est donc certain que la déclaration d'intention ne modifie pas à elle seule l'allégeance primitive, précisément parce qu'elle n'est qu'un stade vers l'acquisition d'une autre nationalité. Lorsque le domicile viendra la confirmer, c'était cependant le cas ici, la résidence du plaignant

étant certaine) nous serons alors moins affirmatifs, en raison de l'importance considérable que lui reconnaissent les juristes anglo-saxons, eu égard aussi aux solutions contradictoires relevées dans les décisions de la Commission Mexique-U. S. A leurs yeux, la simple intention jointe à une habitation prolongée tient en échec la nationalité première et justifie le traitement du plaignant par les Commissions mixtes sur le pied d'un national du pays, où sa résidence est fixée et où s'effectua sa déclaration d'intention. En définitive, les Commissions s'arrogent la faculté d'interpréter la volonté de l'individu d'après son genre de vie, et de déduire la répudiation de l'autre nationalité.

M. Barclay, sujet anglais, invoque le même traité. Anglais d'origine domicilié aux U. S. bien des années avant 1858, M. Barclay avait été un certain laps de temps consul d'Angleterre à New-York; depuis 1858, il faisait valoir des plantations en Géorgie. Ses propriétés de Géorgie furent pillées et endommagées par les troupes du général Shermann, les officiers refusant de s'interposer pour mettre fin à ces déprédations. Les U. S. combattent le mémoire déposé par le plaignant : deux arguments présentés tout d'abord ne nous intéressent pas; nous discuterons le troisième : « Le réclamant se trouvait, au moment des actes allégués, domicilié et engagé dans le commerce et les affaires à l'intérieur d'un pays ennemi; il ne pouvait donc réclamer la situation d'un sujet de Sa Majesté Britannique dans le sens de l'article 12 du traité ». La question soumise à la Commission et résolue dans le sens de la nationalité anglaise, différerait peu des espèces présentées au cours du fonctionnement de la Commission de 1868. M. Barclay

n'avait pas fait de déclaration d'intention mais son domicile avait été continu aux U. S. En vertu de la jurisprudence antérieure des Commissions, il eût dû être débouté et le conflit résolu en faveur de la nationalité américaine, si la déclaration d'intention et les faits constitutifs de résidence étaient établis. Le juge Hoar essaya d'ailleurs de faire prévaloir cette opinion. Mais le premier de ces éléments manquant, le domicile suffisait à lui seul à balancer la nationalité d'origine que M. Barclay n'avait jamais reniée expressément. Remarquons aussi qu'à l'époque où siégeait la commission, l'Act de 1870 venait d'être proclamé, permettant à un sujet anglais de perdre son allégeance : le droit interne anglais autorisait enfin pour l'attribution de la nationalité l'emploi de criteriums autres que l'origine ou la naissance.

Entre toutes les décisions des Commissions, cette espèce, dans laquelle le domicile prétend attirer dans l'Union le national d'un autre Etat, constitue la première affirmation de tendances bientôt chères à l'Amérique du Nord et du Sud.

Le contre-mémoire de M. Hale, conseil des U. S., pourrait se résumer dans un argument de texte. Les termes « sujets britanniques » ou « sujets américains » dit-il, ne doivent pas être pris dans le sens strict de la loi municipale, mais dans l'acception plus large au contraire reconnue par le Droit International. Il a pleine confiance dans un droit supérieur à la loi locale, et également aux traités ; il affirme aussi que « le domicile était le seul criterium déterminant la nationalité ». Cette proposition frappe par sa netteté et surtout par sa généralité, le conseil des U. S. se bornant à

émettre cet aphorisme sans l'étayer de quelque raison, comme si la question était absolument hors de discussion. Suivant M. Hale sont comprises dans les expressions « sujets des deux puissances, toutes les personnes domiciliées d'une façon permanente sous la protection du gouvernement sous la suzeraineté duquel elles résident, et qui doivent à la contrée de leur domicile cette allégeance, peut-être temporaire, et exactement définie par un pareil domicile ». Il espérait ainsi, en s'aidant d'arguments tirés par rapprochement du cas Laurent, enlever à M. Barclay tout droit à la protection britannique. Avec ce raisonnement nous sortons des conflits de nationalité, pour entrer dans la théorie de Droit public de l'infection hostile, que nous n'avons pas à analyser ici.

Le commissaire américain, juge Hoar, abondait dans le même sens; il soutenait à son tour que M. Barclay était « sujet de la souveraineté sous laquelle il vivait »; puis proclamait que « lui et sa propriété étaient complètement sujets à toutes taxes et impôts que le souverain peut ou pouvait choisir d'imposer dans le but de paix ou de guerre. » La jouissance par l'Etat du droit de faire peser sur les résidents étrangers des contributions extraordinaires, encore discuté, n'est pas non plus de notre compétence. (Mais nous tenions à faire observer qu'il avait été soulevé dans cette affaire). Reprenant la série de ses affirmations, le juge Hoar concluait : « aucun pouvoir ne peut mettre en doute les droits du souverain local, excepté celui de l'origine des habitants, et ce dernier ne pourrait peut-être le faire sans commettre quelque violation du Droit International ». Or la discussion porte précisément sur le point de

savoir si ce que le Juge Hoar regarde comme dubitatif n'est pas la règle. Nous ne contestons assurément pas les droits du souverain local, ni son pouvoir de réquisition, mais ils ne sauraient l'autoriser à ne pas payer les déprédations commises par ses agents; on est bien obligé dès lors d'avouer l'absolue nécessité de l'intervention d'un Etat étranger pour protéger ses nationaux. S'il en était autrement, la puissance de cet Etat et la nationalité de ses sujets seraient illusoires : à quoi serviraient, à ces Anglais expatriés de rester sujets britanniques, si leur domicile interdisait au gouvernement de Sa Majesté de prendre leur parti. Il ne nous est pas permis d'admettre un instant la conclusion du Juge Hoar.

M. Carlisle, l'autre commissaire, partage l'avis de son collègue pour ce qui est de l'indemnité relative aux incidents de guerre; il veut bien concéder qu'ils n'ouvrent pas un droit à remboursement, mais il se souvient que les mots « sujets de Sa Majesté Britannique » font partie du texte du traité et « qu'ils sont assez larges pour embrasser le cas, et qu'il n'y a aucun motif de les restreindre ».

L'argument tiré de l'affaire Laurent ne lui paraît pas non plus péremptoire; il l'écarte d'une façon assez judicieuse : en cas de capture de marchandises en haute mer, la légitimité de la prise dépend de la nationalité du propriétaire, et celle-ci y était discutée sans qu'on établît un rapport avec le domicile. M. Carlisle repousse donc le précédent Laurent et le fait à l'aide d'une raison douée d'une grande force. Il oppose au commissaire américain une décision de la Cour Suprême des U. S. reconnaissant la distinction à faire entre le caractère national de la propriété et la nationalité des



personnes, distinction consacrée par Act du Congrès du 26 juillet 1868 sous cette forme : « Les citoyens ont droit à protection indépendamment de leur domicile ». On ne pouvait donc faire grief à l'Angleterre de soutenir la réclamation d'un de ses nationaux domicilié en Amérique, alors que, d'après les lois de ce royaume, il en avait conservé l'allégeance.

La décision des commissaires fut rendue unanimement le 16 décembre 1871 et l'exception opposée par les U. S. repoussée. La Commission avait d'abord à se prononcer sur sa propre compétence, celle-ci dépendant de la nationalité reconnue au plaignant. Sur ce point la Commission admet que la sujétion britannique ne fait pas doute; l'objection tirée du domicile de M. Barclay, pour prétendre que son cas ne rentrerait pas dans les termes du traité, ne peut être soutenue; l'étranger domicilié sur le territoire d'un Etat durant une période prolongée obtient certains privilèges ou encourt certaines responsabilités distinctes de celles qu'il posséderait en raison de sa naissance ou de sa citoyenneté, il conserve néanmoins sa nationalité d'origine, car l'intention des gouvernements contractants n'a pas été de limiter les mots « sujets britanniques » et d'exclure par suite M. Barclay de la juridiction.

La sentence termine par la discussion du droit à réparation des dommages occasionnés par une armée aux biens ou aux habitants; la Commission se réserve la liberté de puiser dans le domicile en pays belligérant tel ou tel élément d'appréciation. Il est certain en tout cas que « les propriétés ont subi des dommages en dehors de toute considération militaire »; la culpabilité des U. S. existe donc de ce chef.

La sentence aboutissait donc à la reconnaissance de la nationalité anglaise et à la fixation d'une indemnité au profit de M. Barclay. Dans son rapport au gouvernement américain, M. Hale rapproche de cette solution la décision Crutchett (Moore 2.728) rendue sur des données analogues : elle consacrait à son tour le triomphe de la doctrine qui détermine le caractère national de la partie, sauf le cas de double allégeance, indépendamment du fait du domicile.

Ainsi aux environs de 1870, des tribunaux internationaux décident déjà que le domicile ne modifie pas à lui seul la nationalité ; que la déclaration d'intention, si elle n'est pas confirmée par d'autres indices, ne produit pas plus d'effet. La théorie internationale de la nationalité rattachée à l'affection effective de l'individu, se trouve en germe dans ces décisions. La résidence, la déclaration d'intention ne sont que des faits mobiles comme la volonté de l'homme ; le lien qui attache réellement un sujet à son Etat présente plus d'ampleur et plus de continuité : domicile et déclaration d'intention ne constituent pas la preuve, ils n'en sont que les éléments.

Le cas Barclay a amené la Commission Britanno-américaine à déclarer « que le droit du réclamant n'était pas affecté par un domicile fixé au sein de la nation défenderesse ». Le cas Crutchett a confirmé cette théorie, de même que les affaires Alexander et Mogridge (Hale's Report 15-16) ; enfin il nous a été donné de déterminer l'influence du domicile lors des procès de Brissot, de Hammer, Brand et Calderwood (Nationalité des femmes mariées) plus tard, il jouera de nouveau son rôle dans l'arbitrage Brignone. Nous pourrions dire désormais que la question de natio-

nalité mise à part, la demande de la partie plaignante ne sera plus écartée du seul fait de sa résidence dans l'Etat défendeur. Un Américain du Nord est facilement disposé à faire intervenir ce criterium sous le prétexte que le domicile, librement choisi, correspond aux sentiments véritables du plaignant, et est ainsi capable de départager les lois internes en opposition, ce serait un tort de le vouloir mettre au premier rang du Droit International.

Les Républiques sud-américaines essaient bien de se coaliser pour donner au sol la valeur d'un criterium attributif de nationalité; il faudra la série des Arbitrages vénézuéliens pour démontrer définitivement que, loin de remédier à la double nationalité, l'influence prépondérante du domicile aboutit le plus souvent à la créer.

---

§ 5.

IMPEACHMENT OF NATURALISATION.  
DU DROIT DE REVISION DES COMMISSIONS  
MIXTES. — DÉCHÉANCE OU PERTE DE LA  
NATIONALITÉ.

De ce qui précède, il résulte que le domicile n'exerce sur la nationalité qu'une influence nulle, secondaire et subordonnée dans la plupart des cas, faisant acquérir rarement une seconde nationalité, il n'est pas une source fréquente de conflits. Nous devons désormais nous demander si les faits qui entraînent la perte de la nationalité interne auront droit de cité à la barre des Commissions, pourra-t-on les invoquer devant un juge arbitral pour trancher le conflit en faveur de l'une ou de l'autre nationalité?

C'est ainsi qu'en examinant quelle valeur il faut accorder au départ sans esprit de retour, les affaires Price et Deucatte nous fourniront les éléments de notre réponse. Les cas Medina et fils, de Lizardi, Kuhnagel nous mettront en face d'une naturalisation obtenue par des moyens frauduleux et nous indiqueront le compte qu'on en doit tenir.

Nous dirons ce qu'il faut penser de la déchéance encourue par la prise de service militaire à l'étranger (affaire Young). On examinera encore l'influence de l'acceptation d'une fonction, humble ou relevée, reçue d'un gouvernement étranger, à l'aide des données procurées par les affaires Cole et Eakin. Nous nous demanderons enfin si les effets de

cette double déchéance méritent leur reconnaissance par les Commissions mixtes.

La sentence de l'affaire Price fut rendue le 2 juillet 1876 par M. Bartholdi, arbitre de la Commission mixte Espagne-U. S. Elle rejetait la plainte de M. Price faute d'une nationalité ressortissant à la compétence de la Commission. Celui-ci se réclamait de la nationalité américaine, acquise par naturalisation, ainsi qu'on en trouvait la preuve dans le dossier. Mais l'intéressé, sitôt cette naturalisation, avait quitté le territoire de l'Union pour se fixer à Cuba, encore sous la domination espagnole. De toute la guerre de Sécession, peu soucieux des obligations militaires que lui imposait sa qualité d'Américain, il s'est complètement désintéressé du sort de sa patrie d'adoption; M. Bartholdi interprète cette apathie comme la manifestation prolongée de sa volonté de ne pas se considérer comme américain. En conséquence, après avoir reconnu l'acquisition de cette nationalité, l'arbitre décide que le plaignant a donné des preuves non équivoques qu'il avait perdu tout esprit de retour et lui dénie le titre de citoyen des U. S.

Cette conclusion fort juste et logiquement déduite supprime le conflit. Cette manière de voir tend en tout cas à passer dans le Droit International et ne nous semble nullement en antinomie avec les caractères propres à la nationalité véritable.

L'affaire Deucatte n'est postérieure que de quelques années à notre sentence. Odon Deucatte, émigré français, présenta, devant la Commission mixte France-U. S. de 1880, une réclamation à l'encontre des U. S. Elle se fondait sur une réquisition de coton lui appartenant, opérée par



ordre de l'autorité militaire. Deucatte vint en Amérique en 1831 et y résidait encore en 1873, lors des faits relatés dans le mémoire. Il ne retourna jamais en France, se maria à une femme de la Louisiane, après son divorce; en 1848, il prêtait serment à Avoyelles, déclarait renoncer à son allégeance française, et désirer devenir citoyen américain. Toutefois la preuve manque que cette déclaration ait jamais été complétée par une naturalisation. M. Deucatte, obligé d'établir qu'il a conservé sa nationalité d'origine, malgré son attitude en 1848, rapporte un jugement de la Cour d'Illinois mentionnant sa qualité de citoyen français, alors qu'il avait été appelé en témoignage au cours d'un procès. L'arbitre fait remarquer que cette preuve perd une grande partie de sa force à raison de l'ignorance probable où se trouvait la Cour de la déclaration de 1848 et du texte du Code Civil français imposant au Français établi à l'étranger *sine animo revertendi* la perte de sa nationalité.

La Commission ne fut pas unanime; la majorité composée du Baron de Arinos et de M. Aldis, ne put rallier à ses conclusions M. Lefavre. La sentence déclarait que Deucatte avait perdu sa nationalité d'origine en vertu de l'article 3 du Code Civil; de plus, se remémorant les décisions nombreuses rendues dans les cas où le domicile et la déclaration d'intention coexistaient, les commissaires en prenaient texte pour lui décerner la nationalité américaine et rejeter sa demande.

Le Commissaire français reprenait au contraire la théorie inverse, déjà soutenue dans les affaires Perez et Schreck : savoir que la déclaration d'intention n'ayant précisément jamais été poussée à bout, on n'en pouvait déduire chez

M. Deucatte la velléité de perdre la nationalité française pour l'échanger contre le titre de citoyen américain. Il estimait également qu'il n'y avait pas lieu de suspecter le verdict de cette Cour de l'Illinois le qualifiant de citoyen français. Des témoignages dont la majorité de la Commission ne faisaient pas état certifiaient de plus, que Deucatte avait conservé le désir de revoir la terre de France. Enfin M. Lefaivre essaie de tirer un argument *a contrario* du fait que le plaignant n'aurait jamais voté ni possédé un office quelconque dans l'Etat de sa résidence. Cette dernière tentative n'a pas grande portée, la législation de certains Etats autorisant l'admis à domicile à jouir de l'un et de l'autre, sans requérir pour cela la bourgeoisie:

Mais le commissaire français ne parvint pas à détruire le « chief-argument » de ses collègues; il n'a pu écarter l'application de l'article 3 du Code, ces juges internationaux lui ont fort habilement opposé sa propre loi interne et il ne réussit pas à faire tomber la présomption. Il eût pu cependant riposter d'une façon à peu près irréfutable par le texte de 1804, art. 17 *in fine* : celui-ci décide que « les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour »; bien qu'après une absence de 52 ans, la perte de l'esprit de retour apparaisse comme de bien petite importance en face des attaches que ce séjour aura fait naître.

L'affaire Medina et fils doit son extrême importance, dans le domaine des preuves de la nationalité, à la date à laquelle ce cas fut mis en discussion : on y examine en effet pour la première fois la valeur d'une naturalisation indépendamment du droit à la protection nationale dont nous

avons cité quelques exemples, et l'on y discute la question si épineuse du droit de révision des sentences de droit privé rendues à titre définitif par les tribunaux de l'une des Hautes Parties contractantes.

Ce problème, soumis dès 1862 à la Commission Costaricaine, a donné naissance à un précédent bien des fois invoqué depuis, et dont la suite des années 68, 71, 80 au xix<sup>e</sup> siècle (af. de Lizardi, Mora, Angarica, Criado, Kuhngel et Bouillotte) comme celles du xx<sup>e</sup> (af. Flutie) confirmèrent les conclusions.

Le pouvoir de révision à reconnaître ou non aux Commissions mixtes est l'enjeu de la controverse. Sous une autre forme le problème de la *res judicata* d'une naturalisation dans un Etat donné, est examiné à la lumière du Droit International.

Les faits se présentent de la façon suivante : La firme Crisanto Medina et fils comprend trois membres : Crisanto Medina senior, Perfecto Medina, et Crisanto Medina junior ; tous trois ont acquis la naturalisation américaine et la preuve en est mise sous les yeux des commissaires, par la représentation de la pièce constatant l'accomplissement des formalités nécessaires et suffisantes au regard du Droit interne des U. S. Le premier naturalisé avait été Perfecto, fils de Crisanto senior, mais ne possédant pas d'intérêts dans l'affaire à l'instant des dommages, en raison de la jurisprudence des Commissions arbitrales on n'eût plus à s'occuper de sa nationalité. Celle de son père, au contraire, fut mise en cause et c'est pour l'attaquer ou la défendre que les agents des parties échangeront mémoires et plaidoiries.

Le Costa-Rica, Etat défendeur et auteur du préjudice, allègue à la décharge de sa responsabilité, non pas que le demandeur ne soit le bénéficiaire de cette naturalisation, système qui serait insoutenable en présence de la pièce qui lui a été délivrée, mais qu'elle doit être écartée en Droit International et *in specie* rend Medina inhabile à ester devant une Commission mixte à laquelle le Costa-Rica est partie, parce que cette nouvelle nationalité ayant été conférée en dehors de lui, lui demeure absolument étrangère. Aussi pour établir le bien fondé de sa prétention, pour refuser toute valeur internationale à la naturalisation américaine de Medina, avec la conséquence que le demandeur sera débouté de son action en indemnité, cet Etat sollicite-t-il la révision de la sentence de la Cour américaine par la Commission, organisme judiciaire international, en un mot, de juger sur de nouveaux témoignages qui établiront que, si la naturalisation est désormais inattaquable aux U. S., elle ne se légitime pas au regard d'une juridiction internationale pour des raisons déterminées qu'énonce son Conseil.

La discussion théorique et intéressante porte donc sur la possibilité de cette révision.

Il était nécessaire d'apporter logiquement une justification de ce pouvoir tout nouveau pour une Commission mixte, avant que de passer aux arguments du Costa-Rica qui battent en brèche la prétendue naturalisation américaine de ses contradicteurs. Par quelle voie y arriver? En procédant par affirmation et en étayant celle-ci de précédents.

Ne nous étonnons donc pas que l'argument de la prééminence des Commissions arbitrales sur les « Courts of law »

ait été le premier qui soit venu sous la plume de M. Carlisle, conseil du gouvernement défendeur. Il le développe élégamment d'ailleurs, prenant acte de ce que la Convention qui constitue la charte de la Commission, exige impérieusement la détermination de la nationalité des plaignants. Il en déduit par *a contrario* que la nationalité attribuée d'après les lois locales n'est pas inattaquable, malgré qu'il soit utile de puiser des éléments d'information dans les décisions internes qui sont intervenues à ce sujet. C'est pourquoi M. Carlisle concéderait au maximum que les décrets de naturalisation rendus par les Cours américaines, fussent traités sur le même pied que n'importe quels autres jugements étrangers.

La discussion s'égare ensuite sur l'autorité des jugements *in rem* niée d'ailleurs par cet agent.

A cet argument qui dépassait cette espèce, s'en ajoutait un second qui lui était spécial. La religion de la Cour américaine ayant été surprise par des manœuvres frauduleuses couronnées de succès, son jugement quelle que fut sa force probante, devait être soumis au contrôle de la Commission, certainement compétente pour rétablir le droit violé. Or, précisément cet argument était irréfutable en tant qu'il s'adressait aux U. S., puisqu'il concourait à faire respecter leur loi municipale même. On sait que l'une des conditions de leur naturalisation consiste en un stage sur le territoire de l'Union, regardé par leur droit comme un temps d'épreuve; or celui-ci n'avait certainement pas été accompli par Medina; le Costa-Rica en rétablissant le droit, loin de faire échec à la loi interne des U. S., entendait servir par la même occasion ses intérêts. Ainsi le Droit Inter-



national s'accordait parfaitement avec les statuts locaux, à condition d'utiliser les pouvoirs discrétionnaires de la Commission.

Sur quelle base reposait donc ce pouvoir extraordinaire reconnu aux Commissions ou qu'elles s'arrogent? S'il existe, peut-on l'étendre à la naturalisation? Deux questions qui facilitent l'entendement de l'arbitrage Medina. Un commentaire des mémoires, enfin la sentence elle-même, élucideront ces questions.

On répondra à la première : la législation internationale domine les contingences locales; mais encore, ceci est un postulat, non un argument. Pour établir son droit de révision, la Commission Américano-costaricaine avait un double procédé à sa disposition. Affirmer son droit purement et simplement, et elle ne manqua pas d'agir par la voie d'autorité, avec l'espoir de constituer une jurisprudence à qui le temps donnerait force de loi, et dont la répétition tiendrait lieu d'arguments. Elle pouvait deuxièmement se pénétrer des discussions anciennes, mais le Droit privé se trouvant à cette époque moins développé que le Droit public, qui avait bénéficié des guerres de l'indépendance des U. S. et des coalitions de l'Empire, force lui fut donc d'aller puiser chez son aîné l'inspiration qui lui manquait : nous allons voir qu'elle en tira un parti heureux.

Relevons tout d'abord les affirmations contenues dans notre sentence touchant ce droit de révision; nous rechercherons ensuite comment elle utilise les précédents qu'elle emprunte.

Nous avons fait connaître les prétentions de Crisanto Medina; or, quelle était la riposte de M. Carlisle?

L'agent du Costa-Rica opposait aux demandeurs ses propres affirmations mais sans se pénétrer de la thèse adverse, il donnait l'impression d'un général qui, cherchant à enlever à l'adversaire une position dominante, cheminerait sans reconnaissances et ne se préoccuperait nullement de la rencontre, ni même d'escarmouches avec l'ennemi.

Si donc M. Carlisle relève dans la plaidoirie adverse que les jugements conférant la nationalité sont irrévocables, c'est pour s'incliner devant la rectitude de cette énonciation en droit interne du moins, mais il se demande ensuite s'il en sera de même dans toutes les hypothèses et aux yeux de tous les pays. Il passe d'abord en revue les précédents empruntés à des jugements purement civils ou qui visent des situations dans lesquelles la conduite de la partie adverse aurait été correcte. Il s'attache plus longuement à démontrer que la naturalisation de Crisanto Medina doit être revue par l'organisme international actuel à un double titre.

On ne se tromperait guère, si on affirmait que dans toutes les espèces quelque peu délicates les agents des U. S. s'attachent à faire vibrer l'orgueil des arbitres ; chaque fois qu'ils sont en présence d'un jugement interne passé en force de chose jugée et qu'il est nécessaire de mettre à néant pour le succès de leur cause, autant de fois ils font miroiter l'autorité internationale des Commissions devant lesquelles ils plaident. L'agent des U. S. n'eût garde d'y manquer, puis il indiqua le faisceau de raisons qui motivaient son opinion. Pour nous qui avons déjà commenté nombre d'arbitrages, il paraîtrait qu'il a voulu puiser auprès d'eux

l'une de celles avancées en faveur de la prépotence des Commissions mixtes.

Il fait valoir d'abord que l'attribution de compétence à la Commission émane à titre égal des deux Etats contractants. C'est de là que découle pour elle l'obligation de déterminer la nationalité des plaignants. Si les procès-verbaux des Cours de l'un des Etats apportent sur ce point quelque lumière, ils ne sont pas sans appel, car les Cours des U. S. aussi bien que les tribunaux de n'importe quelle puissance, ne rentrent pas dans la catégorie des tribunaux internationaux (on ne pourra reprocher à M. Carlisle de manquer de vue d'ensemble); leur champ d'action est purement interne, disons si l'on veut, qu'ils statuent *in rem* à l'égard des matières qui touchent à l'état des personnes, mais avec ce correctif qu'on ne pourra invoquer ce caractère dans un débat international.

Tel était un premier argument d'ordre général; descendant ensuite à l'examen de la décision attaquée, M. Carlisle trouvait dans son étude un autre motif de rejeter la naturalisation, propre celui-ci à la procédure instaurée par le Droit américain.

Comment en effet le statut américain détermine-t-il la marche à suivre pour devenir naturalisé? L'impétrant ne trouve pas en face de lui, comme dans tous les autres procès, un contradicteur intéressé; il n'y a pas ici de *litis contestatio*, il répugne en somme à M. Carlisle de donner une valeur internationale à un acte de juridiction gracieuse; il est hanté par le rapprochement entre le décret rendu par la Cour et la force jugée des jugements étrangers qui ont besoin d'un *exequatur* pour s'exécuter sur le territoire du

Costa-Rica. De cette façon, le savant agent espérait imposer insensiblement la révision. En effet l'*exequatur* n'est généralement pas concédé sans une étude plus ou moins poussée du jugement en cause, variable suivant les législations; même il se peut qu'en vertu d'un traité, on ne reprenne pas l'examen au fond, mais l'on s'assure à tout le moins de la compétence du juge et de l'absence de fraude.

Ainsi si le Costa-Rica a le droit de réviser partiellement un jugement ayant de lui donner l'*exequatur*, *a fortiori* doit-il en être de même lorsque le dossier fait entrevoir des faits de fraude insoupçonnés du magistrat des U. S. Cela revient à dire (deuxième vibration de la corde sentimentale), que cette Commission dans la hiérarchie des tribunaux équivaut pour le moins à un tribunal d'Etat; elle peut donc se livrer à toutes les opérations qu'entreprendrait légitimement une Cour américaine, s'il était besoin qu'elle délivrât un *exequatur*.

La question de l'autorité des jugements *in rem* préoccupe malgré tout M. Carlisle; ils exercent une influence indéniable sur la jurisprudence et il n'est pas niable qu'une décision modificatrice de la nationalité ne rentre dans leur catégorie, puisqu'elle règle l'état des personnes. Il utilise habilement l'absence de précédents en Droit arbitral privé : qu'on nous cite, dit-il, une seule décision à qui soit reconnue la *res judicata* quand il n'y a pas eu *litis contestatio*? Et sur cette interrogation ses scrupules s'évanouissent.

Passons désormais au deuxième chef d'arguments qui autorisent à prononcer l'annulation de la naturalisation : ils consistent à appliquer en Droit International l'adage *fraus omnia corrumpit*, puisque la bonne foi du juge interne

a été surprise, la Commission mieux éclairée ne peut se laisser prendre au même piège; l'imposture doit toujours être confondue.

Pour apprécier toute la force de cette argumentation, reportons-nous au Droit américain. Il énumère parmi les conditions de la naturalisation un stage de cinq années sur le territoire de l'Union. On eût pu discuter sur l'influence d'un stage réduit, les débats ayant révélé que Crisanto n'avait pu en accomplir que les trois cinquièmes au maximum; mais c'eût été superflu, alors que des décisions arbitrales reconnaissent en Droit International une valeur naturalisante à la déclaration d'intention accompagnée d'un domicile ou d'une simple résidence.

Le vice qui entachait à tout jamais la prétention de Medina, consistait précisément en l'absence de résidence prolongée aux U. S. ainsi qu'en l'énumération de certains faits, qui ne peuvent recevoir d'autre explication que d'être des signes non équivoques de la volonté de maintenir sa résidence au Costa-Rica. Les voici : le demandeur profita de deux séjours aux U. S. pour déclarer, dès le premier, son intention de demander la naturalisation; puis du second pour prêter serment et réclamer son certificat. Entre ces deux voyages fort brefs, il retourna au Costa-Rica, plus encore, il s'y fixa de nouveau après l'obtention de sa naturalisation dans l'Etat de New-York, continuant son même genre de vie, s'engageant même dans de nouvelles affaires, acceptant enfin de rendre certains services au Costa-Rica et d'y représenter la République de l'Equateur.

Ce faisceau de faits péremptoires s'imposait à l'attention; s'il n'était pas encore décidé, comme il le sera au <sup>xx</sup>e siècle



(Affaire Canevaro), qu'on doit faire application aux demandeurs de leur nationalité active, l'analyse du cas avait été poussée assez loin cependant pour que la vérité fit place au mensonge.

M. Bertinatti, l'arbitre de la Commission mixte, dégagea du premier coup la difficulté telle qu'elle se présentait : sa mission consiste à mettre fin à l'objection préliminaire qui dénierait au demandeur la qualité de citoyen des U. S. ; or, puisque les Medina avouent qu'ils ne sont pas des natifs, mais bien des naturalisés, sa mission ne sera terminée que lorsqu'il aura décidé de la façon dont ils ont utilisé le Droit interne américain pour arriver à leurs fins.

Les demandeurs, rappelle-t-il, estiment que la sentence, dont ils sont les bénéficiaires, jouit des caractéristiques d'un jugement *in rem* en raison de la compétence et du pouvoir de juger en dernier ressort de la Cour de New-York ; il est donc naturel que les intéressés croient être en présence d'une décision à laquelle s'attache la force de chose jugée. L'arbitre n'a résumé leur thèse que pour mieux la combattre et la réfutation la suit immédiatement ; les conséquences fausses qui résulteraient de la thèse font ressortir l'impossibilité de la consacrer. Quand un jugement rendu aux U. S. est-il exécutoire au Costa-Rica ? Uniquement lorsqu'une Cour de cette République y a pourvu ; encore faut-il auparavant qu'il ait satisfait à des conditions données. Mais une déclaration de naturalisation ne peut avoir le privilège d'être considérée comme vérité absolue, abstraction faite des conditions de fond et de ses vices.

Elevant ensuite la question au-dessus des rapports U. S.-

Costa-Rica, l'arbitre se demande quelle est la force probante d'une naturalisation, indépendamment de l'autorité qui l'accorde, juge ou décret administratif, et il répond que le certificat de naturalisation fournira en Droit International un élément de preuve, sans plus. Il en déduit fort logiquement que ce témoignage pourra être scrupuleusement tourné et retourné avant que la conviction des juges internationaux ne devienne définitive, et il n'y a là rien que de conforme à une saine application, de la règle *locus regit actum* dans le domaine des preuves. Il est d'usage que toute preuve soit librement discutée par la partie adverse; c'est pourquoi le Costa-Rica est en droit — sans offenser la souveraineté territoriale des U. S. — de critiquer cette naturalisation, à condition d'opposer à cette évidence *prima facie* d'autres éléments d'information plus parfaits : altération de la vérité, *fraus in legem*, etc...

Si cette démonstration nécessaire est menée à bien, l'Amérique ne peut s'en plaindre, puisque, sous une forme détournée, on cherche à donner plus pleinement effet à sa loi et, dans le domaine international, à une sentence légitimement en vigueur sur le sol américain qui, pour cette raison, doit être inattaquable.

On eût pu répondre que les Commissions mixtes ne sont pas chargées d'étudier si les U. S. peuvent naturaliser un étranger en violation des conditions de leur loi propre. Cette objection n'est point péremptoire; il eût mieux valu arguer que, pour être valable sous le rapport des effets internationaux, une naturalisation devait à tout le moins être parfaite au regard d'une loi municipale quelconque.

A cette nouvelle mise en cause du droit de révision, M. Bertinatti prétendit riposter par un argument *ad hominem*. Quel est en effet le « chief argument » des plaignants ? Qu'ils ont obtenu la naturalisation en Amérique : qu'ils prouvent alors, avant d'aller plus loin, sa légitimité en Droit interne.

Certes le certificat présenté est en bonne forme et constitue *a priori* en faveur des plaignants un témoignage excellent ; mais si, abandonnant ce point de vue, l'arbitre examine l'affaire au fond, ses constatations sont loin d'être satisfaisantes.

Les faits présentés par M. Bertinatti contredisaient en effet la naturalisation de Crisanto Medina, soi-disant inattaquable en Droit interne. Bien avant 1856, Crisanto Medina était domicilié au Costa-Rica, mais il visita New-York à cette date, y accomplit la formalité préliminaire à la naturalisation, et sitôt après, il retourna au Costa-Rica. Les conseils de la famille Medina sont forcés d'avouer que son domicile, loin d'être fixé aux U. S., est au contraire établi sur le territoire de la République Costa-Ricaine, et qu'il est renforcé par la vie en famille et l'exercice de la profession de leur client dans cet Etat, qui étendant même son rayon d'action, y devint consul de l'Equateur. Le temps passe, trois années s'écoulent avant un second séjour à New-York au cours duquel le demandeur obtient la naturalisation américaine, se munit des pièces qui la constatent et s'en revient au Costa-Rica. La partie adverse avait beau jeu pour faire remarquer combien cette naturalisation était peu sérieuse, puisque, sauf aux deux extrémités du séjour d'épreuve, la résidence faisait complètement défaut,

et qu'*ex intervallo* elle s'était perpétuée bien au contraire au Costa-Rica en violation des statuts américains.

On ne pouvait opposer aucune réplique à ces faits indéniables, ainsi que l'a finement relevé l'arbitre : « Est-ce que l'honorable juge Daly (l'auteur du décret de naturalisation) aurait délivré le certificat si la situation lui avait été représentée sous son vrai jour ? Désormais mieux éclairé, il n'hésiterait pas à mettre à néant le certificat qui nous est présenté ».

Avant l'arbitre, M. Carlisle avait fait ressortir du droit américain, en rapprochant les dates de séjour de Crisanto Medina, une deuxième cause de nullité de la naturalisation résultant de l'insuffisance du temps de résidence aux U. S. ; à le supposer continu, il n'aurait été que de trois ans, alors que les statuts réclamaient encore cinq années de stage. Cet argument n'était pas aussi péremptoire en raison de la position prise par les Commissions mixtes, consistant à faire néanmoins valoir une naturalisation décernée postérieurement aux faits qui motivaient la plainte, pourvu que le délai de stage courût déjà, lorsque ces derniers s'étaient produits.

Devant l'évidence des faits, les demandeurs se contentaient de répondre que la Commission ne pouvait passer outre à leurs actes de naturalisation, fussent-ils nuls, tant que les tribunaux américains ne les auraient pas au préalable déclarés inexistants. Or, comme en vertu du Droit américain, aucune voie de recours n'était plus ouverte devant les cours de l'Union pour les faire tomber, Crisanto Medina se croyait assuré de forcer la main à la Commission.

Mais M. Bertinatti, pour se confirmer dans son opinion que les pouvoirs de révision étaient légitimes, établit un parallèle entre les pouvoirs des Cours et ceux de cette Commission. Celle-ci tient son *imperium* de la Constitution des U. S., d'un acte signé par le pouvoir exécutif de ce pays; or, aux U. S., les décrets de naturalisation peuvent être annulés (Voir décision du Juge Barbin, cas de David Kuhnagel), lorsqu'un plaideur s'est fait délivrer un « writt of rewiew », si bien que la révision devient possible en Droit interne : ici, comme là, des preuves doivent être apportées par les parties; la fiction introduite par la loi des U. S. après l'écoulement des délais ne s'impose pas plus à une Commission Internationale qu'à une juridiction nationale. Enfin l'examen des circonstances révèle si complètement que le Droit interne a été mis à la torture, que ce serait une monstruosité de ne pas les redresser, à défaut même de tout argument de droit.

Ici s'arrête la discussion intéressante et instructive; elle s'inspira d'un ensemble de syllogismes que nous pourrions présenter ainsi : 1<sup>o</sup> Idée de la prééminence du Droit International et de ses organismes judiciaires; (Commissions mixtes, ou Tribunaux arbitraux); 2<sup>o</sup> discussion de la valeur du Droit interne, des pouvoirs de ses juges, extension de ceux-ci au juge international; 3<sup>o</sup> avec l'esprit le plus large, examen des faits dont le rôle est d'apporter aux discussions d'école la consécration de l'expérience sans laquelle elles ne seraient que de vaines chimères.

Les aveux des plaignants donnaient une supériorité écrasante au Costa-Rica. Les deux fils mineurs n'avaient pu devenir Américains qu'en obtenant la naturalisation



conjointement avec Crisanto Medina leur père : c'est pourquoi l'arbitre se bornera à analyser la vie de ce dernier de 1856 à 1859, et il en résultera le rejet de la réclamation toute entière.

Le fait précis soumis à l'arbitrage de M. Bertinatti commandait son attitude : supposons en effet que le Droit International ne permette pas à la Commission de tenir pour nulle une sentence d'une Cour interne, à quoi bon avoir créé un tribunal arbitral? Les certificats de naturalisation n'ont pas aux U. S. une force absolue, cependant, en l'espèce, en raison du laps de temps écoulé, il n'était plus permis de remettre quoi que ce fut en question devant les juridictions de ce pays; l'arbitre peut donc avancer que ce qui eût été susceptible de critiques *in rei silu* doit *a fortiori* être justiciable de celles d'une Commission mixte. Toutefois, cet argument mis a part, il s'en présente un autre dont la portée est autrement remarquable. Ne pas admettre la discussion du certificat serait placer cette Commission dans une situation subalterne, ce serait lui dénier une faculté qui aurait appartenu à un tribunal des U. S., abstraction faite du moment; ce serait donner par voie de conséquence, une valeur internationale à cette pièce alors qu'elle ne la possède pas dans le pays dont elle émane. On sent percer sous ces mots l'orgueil de l'arbitre et avec raison, car quel serait ce jeu où le Costa-Rica devrait recevoir pour argent comptant tout ce qui s'est passé aux U. S. à son insu?

Lorsqu'on met en lumière la raison de l'acte de naturalisation, quelle qu'en soit la source, qu'il émane d'un juge exerçant sa *jurisdictio voluntaria* ou qu'il ait au contraire le

caractère d'un acte administratif, parce qu'il est l'œuvre du souverain, on s'aperçoit dans l'une et l'autre hypothèses qu'il n'a d'autre rôle, que d'apporter au juge un élément de conviction, sans pouvoir enchaîner celle-ci, à peine d'aboutir au résultat choquant auquel M. Bertinatti ne veut pas s'associer : reconnaître une présomption de vérité aux énonciations du certificat, à la charge du Costa-Rica, alors qu'à l'examen du dossier les incorrections apparaissent manifestement. Nous souscrivons de tout notre pouvoir à cette argumentation ; nous avons toujours soutenu, en effet, que toute mutation de la nationalité doit reposer sur l'effectivité du lien national : un acte d'autorité n'en peut tenir lieu. Tel serait cependant le résultat auquel conduirait le refus brutal du droit de révision en cette espèce.

M. Bertinatti aurait-il néanmoins adopté cette thèse et créé dans le domaine du Droit privé ce précédent excessivement important, s'il n'avait pu faire état d'hypothèses analogues, discutées et résolues dans le même sens très favorable aux Commissions mixtes par les arbitres de la toute première moitié du xix<sup>e</sup> siècle ? Il est possible. Il y puisa en tout cas quelque réconfort, si toute son audace se limita à étendre la jurisprudence arbitrale d'un domaine à l'autre, du Droit public au Droit privé, des sentences de validité des prises maritimes au conflit de nationalité. Cette extension, justifiée par les circonstances présentes, fut fidèlement suivie par les Commissions subséquentes, pour aboutir à la période de plein épanouissement avec les Arbitrages Vénézuéliens du siècle suivant : la pratique en tout cas a absout son excès d'audace.

Quels précédents lui fournissait donc le Droit public ?

L'annulation des sentences des Amirautés déclarant de bonne prise la capture de navires faite en mer. La plus ancienne application remonte à l'interprétation de l'article VII du Traité Jay, où, à l'occasion de l'arbitrage du Betsey (Moore 3.160) ce « right of review » était discuté et accepté pour la première fois. A une époque beaucoup plus voisine de la sentence Bertinatti, des débats relatifs à la capture de la barque Jones (Moore 3.406) du Créole (*id.* 4.377) et de l'Albion (*id.* 4.388) en exécution du traité de 1853, avaient lieu entre commissaires anglais et américain. Dans ces sentences, le pouvoir des Commissions est énergiquement affirmé et démontré, tant à l'aide de l'argumentation de leur supériorité sur les Cours locales, — de même que la « common law of nations » a le pas sur les lois municipales — que par l'absurde, en faisant valoir que toute acceptation restrictive de leur compétence condamnerait leur œuvre à la stérilité.

Ce qui précède nous semble suffisamment établir, d'une part la suprématie du Droit International sur les lois internes, et d'autre part, la légitimité d'une révision opérée par un tribunal arbitral. De là à lui accorder le pouvoir de réviser les *res judicatae*, il n'y avait qu'un pas; nous avons montré qu'il était depuis longtemps franchi. C'est que ces Commissions, recevant des deux législateurs une mission conjointe, ne doivent pas seulement donner leur attention à l'une des lois internes, mais que leurs efforts doivent tendre à ériger un droit supérieur qui, par cela seul, sera également respecté par les parties en cause; ce pouvoir exorbitant admis, il va de soi que les commissaires devaient conclure impérativement à leur droit de redresser

les effets choquants produits par l'application d'une loi interne. Ils n'y faillirent point, comme le prouve la théorie des arbitrages postérieurs.

Le dernier scrupule, que nous pourrions éprouver à étendre dans le cas Medina ce droit de révision à la naturalisation, est levé précisément par les conditions anormales de son obtention. Ceci se résume en une simple question de preuve, et les conseils du Costa-Rica écartèrent cette difficulté.

Si nous parcourons maintenant la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, tant en envisageant le Droit public que le Droit privé, nous pourrions énumérer une suite d'arbitrages révélant définitivement que le précédent Medina a fait école à l'instar de son ancêtre du Traité Jay. La Commission Costa-Ricaine a fourni l'occasion de le transporter de l'un chez l'autre; c'est pourquoi désormais la fusion sera complète et nous trouvons dès 1868 l'affaire Morrill, puis en 1871 les cas J. Braithwaite, Crutchett, E. Knowles. Notons à l'actif du Droit privé les nombreux arbitrages rapportés par M. Hale, agent des U. S., en 1880; en 1889 s'offrent les affaires Corwinn et Driggs; plus récemment l'affaire Sambiaggio et nombre d'autres en 1903 (voir aussi les discussions sur la « Calvo clause » Ralston §§ 45 à 62).

Cette énumération de la descendance de la sentence Medina ne s'en montre-t-elle pas la plus efficace justification? Parmi tant d'arbitres qui eurent à décider s'ils tiendraient pour vaine une loi interne quand elle blessait quelque coutume internationale, ne s'en serait-il trouvé aucun pour s'y refuser, si cette solution n'était pas en harmonie avec l'essence de ce droit même? Ainsi nous ne

sommes pas seulement en présence d'un sentiment isolé qu'on pourrait croire vacillant et prêt à s'effondrer à la discussion; assez difficilement justiciable à l'origine, à l'époque de la sentence Medina, le droit de révision ne fait désormais plus de doute : le temps, la répétition ont pu affecter nos mentalités, grâce à leur action, nous ne trouvons plus rien que d'ordinaire dans la proclamation de cette puissance quasi-illimitée du Tribunal d'arbitrage. Quand dans une affaire, les conditions de fond sont en conflit avec la forme de l'acte, celle-ci a d'abord le premier pas en vertu de l'adage « provision est due au titre » employé à la preuve de la *res*, en vue de laquelle il a été créé, mais la règle *locus regit actum* n'est point impérative, elle se révèle tout au contraire permissive; et le domaine des faits reste tout entier ouvert aux investigations des Claims Commissions, puisqu'en matière de preuve il est loisible de rechercher qui doit l'emporter de l'enveloppe fragile ou des actes eux-mêmes. Nous ne devons pas nous étonner que cette manière de procéder ait été étendue à la détermination de la nationalité des demandeurs : si le fond contredit la forme, il est raisonnable de rechercher qui doit l'emporter des actes de l'impétrant ou du vêtement fragile qui les enveloppe. L'arbitre a parfaitement dit : « les certificats emportent par eux-mêmes une présomption de vérité »; mais quand il est évident que la forme est incorrecte, alors « la présomption de la vérité doit faire place à la vérité même ». Sublime maxime, digne de clore l'exposé de cette sentence, dont les conclusions apparurent si fertiles dans la suite.

Cette évocation du futur nous conduit à parler briève-



ment des fruits issus du précédent que nous avons fini de commenter, en nous bornant à la nationalité seule. Deux affaires qui appartiennent également au domaine des preuves de la naturalisation en reçoivent directement leur inspiration. Chronologiquement elles n'en sont pas fort éloignées, l'affaire de Lizardi arbitrée en 1868 le suit presque immédiatement, et peu après, le cas Kuhnagel rappelant le précédent Bouillotte de la Commission de 1880 : ici comme là, les arbitres révisent la naturalisation invoquée par les plaignants et leur liberté d'action n'est nullement mise en cause.

On se rappelle enfin, que nous avons cité la décision Medina dans les quelques pages consacrées à la question de la perte du droit à la protection nationale. M. Bertinatti, effrayé sans doute par son innovation qui retirait aux Medina leur nationalité américaine, voulut renforcer sa solution d'une démonstration subsidiaire qui, en tout état de cause, justifiât la perte de leur procès; dans ce but, il recourut au procédé suivant : il déclara que les manœuvres auxquelles s'étaient livrés les impétrants pour altérer leur nationalité d'origine constituaient un cas de violation de la neutralité, sanctionné par la non-intervention des U. S. (1). De cette manière l'arbitre rendait sa sentence acceptable, même par ceux qui auraient blâmé l'intrusion dans le Droit privé d'une faculté jusque-là uniquement en fonction dans l'autre branche du Droit International. Sa solution était solidement assise indépendamment

(1) Cette notion est intervenue à plusieurs reprises pour décider du cas Eakin, ainsi que sous la plume de l'arbitre Uribari dans les affaires Arata et Canevaro de 1901.

de la question de nationalité; créatrice ensuite d'un précédent parfaitement conciliable — nous croyons l'avoir démontré — avec le pouvoir de réviser les arrêts des tribunaux internes elle méritait l'accueil que lui réserva la postérité.

Dans ces trois affaires, triomphe donc le système qui, dans la recherche de la nationalité du plaignant, essaie de s'inspirer de la nationalité vraie, de celle que révèlent ses actes ou que l'on peut saisir par l'interprétation de ses sentiments. On ne dérogera plus désormais à cette méthode.

Nous arrivons maintenant à l'examen de naturalisations prétendues inexistantes, ou obtenues à l'aide de moyens frauduleux, ainsi que nous en trouvons des exemples avec les affaires Medina et fils, de Lizardi, Kuhnagel. La valeur du certificat de naturalisation est en cause; quel compte en tiendra la Commission mixte? Le tiendra-t-elle pour nul au point de vue international, lorsqu'il a été obtenu en dehors des moyens normaux ou par l'emploi de moyens délictueux? La possibilité d'examiner la validité de la nationalité n'est plus cette fois mise en discussion, mais alors qu'en Droit interne tout recours fait défaut pour annuler après coup une naturalisation, la nationalité accordée à titre définitif par un Etat de l'Union pourra-t-elle être tenue pour non avenue par une juridiction internationale, s'il est démontré qu'elle n'a pas été acquise en conformité avec les sentiments vrais de l'impétrant?

L'affaire de Lizardi, plaidée sous le régime du traité du 4 juillet 1868, donne un exemple de naturalisation obtenue en surprenant la bonne foi d'une Cour américaine, et le traité franco-américain du 15 janvier 1880 nous fournit le cas David Kuhnagel, naturalisé malgré lui.

M. de Lizardi présente une réclamation comme sujet américain, et prouve cette qualité à l'aide d'un certificat portant la date du 25 mars 1833. Il ne serait cependant débarqué aux Etats-Unis que le 13 août 1829, c'est-à-dire qu'il aurait obtenu la naturalisation avant la fin du délai de stage, alors fixé à cinq années (Act du Congrès du 14 avril 1802). La Cour surprise par les déclarations des témoins, malgré le considérant de style de son jugement, n'avait point fait le rapprochement des dates; les témoins avaient évidemment fait un faux serment et la Cour rendu une décision sur fausses pièces. L'arbitre refusa de donner effet à une naturalisation ainsi obtenue; il contesta à M. de Lizardi le bénéfice de sa naturalisation américaine et lui dénia la qualité requise pour pouvoir valablement saisir la Commission. Par *a contrario* la nationalité d'origine subsistant seule, le conflit était supprimé.

Rien de choquant dans ce pouvoir de révision réservé à un tribunal arbitral; les U. S. mieux éclairés n'eussent sans doute pas appuyé la plainte de M. de Lizardi il était conforme aux principes de lui refuser d'appuyer sa prétention sur une erreur. Une juridiction internationale reçoit du traité qui l'institue assez d'autorité pour censurer de semblables écarts, et écarter dès l'abord par un examen plus sérieux, les difficultés qu'ils engendrent *prima facie*.

L'affaire Kuhnagel présentait un aspect analogue, mais cette fois le plaignant se prévalait lui-même d'une cause de nullité dans sa naturalisation et entendait la faire constater. Hâtons-nous d'ajouter que son intérêt concordait avec la thèse exposée dans son mémoire. Français d'origine, possesseur d'une propriété sise en Louisiane et qui avait été

ravagée pendant la guerre civile, il lui était indispensable, pour en obtenir réparation, de se présenter comme français, le traité de 1880 se proposant seulement d'indemniser les victimes françaises de la guerre civile; dans le cas contraire son recours devant la Cour américaine n'était qu'une pure illusion.

Son mémoire affirmait donc que, bien que le juge de la Commune de Rapides l'ait admis à la citoyenneté le 16 octobre 1872, la Commission ne devait tenir aucun compte de cette naturalisation étayée sur des faits inexacts (sa date de naissance et sa minorité); il prétendait enfin avoir omis la formalité préliminaire et substantielle de la déclaration d'intention. Le Conseil des U. S. repoussait néanmoins sa plainte et déclarait le tenir pour américain. Celui de Kuhnagel produisit en réponse un décret du 12 août 1882 rendu par le successeur du premier juge, spécifiant que le décret antérieur devait être tenu pour annulé, les faits étant en contradiction absolue avec l'énoncé du premier jugement. La discussion au sein de la Commission roula, bien inutilement à notre avis, sur la possibilité de l'annulation du premier décret. Le représentant des U. S. voulait en effet que, suivant le droit interne de son pays, les pouvoirs conférés aux Cours par les lois sur la naturalisation des étrangers fussent spéciaux et délimités au point de ne pouvoir annuler un certificat : en un mot, le contrôle de la Cour ne devait nullement affecter les droits des parties. M. Kuhnagel ripostait en affirmant qu'il était libre de présenter la pétition qui avait servi de base au second décret rendu par le juge Barbin, et que d'ailleurs, les faits de fraude ou d'erreur motivaient l'annulation de la naturali-

sation. Le Conseil des U. S. répliquait qu'un décret n'était pas susceptible d'être révisé ou altéré par la Cour même qui l'avait rendu, exception faite de cas limitativement déterminés. Rien ne pouvait sortir de cette discussion entre parties. Il importait assez peu de savoir si la Cour naturalisante avait ou non la faculté de revenir sur sa première décision, par suite d'erreur dans la « représentation des faits ». Devant notre juridiction, la question se simplifiait : avait-elle ou non le pouvoir de réformer un jugement rendu par une Cour de l'un des Etats en cause ? Dans la négative, toute discussion sur le pouvoir de la Cour américaine était oiseuse ; dans l'affirmative, la légitimité de la révision opérée par la Cour américaine n'intervenait qu'à titre d'indication et la Claims Commission n'en statuait pas moins souverainement. La décision de la majorité était aisée à prévoir : les faits démontraient que D. Kuhnagel n'avait pas eu la volonté sérieuse de devenir américain ou que, s'il l'avait eue à un moment donné, il l'avait abandonnée depuis, en faisant valoir précisément devant le Tribunal de Rapides que le premier décret s'appuyait sur de faux témoignages, obtenant ainsi l'annulation de la décision primitive.

Le rapport du Conseil des U. S. constatait loyalement que le baron de Arinos et M. Geoffroy, ses collègues, admettaient la nationalité française de Kuhnagel et que de plus, « la Commission fut d'avis que nous étions en droit d'examiner le processus originel de la naturalisation » (1). La Commission du reste, était convaincue, quoique les

(1) Phrase de la décision Bouillotte citée au même rapport Boutwell, p. 72.



débats n'en fassent pas mention, que Kuhnagel n'était pas mineur lors de son arrivée, et qu'aussi bien la déclaration préliminaire à la naturalisation n'avait pas été faite. Ainsi du simple point de vue du droit interne, la naturalisation n'était pas valable.

L'agent des U. S. relate aussi que la Commission ne prit pas en considération le droit que pourrait avoir le juge Barbin d'annuler le décret de son prédécesseur. A notre avis, elle eût pleinement raison : personne ne lui contestait la faculté de puiser ses inspirations dans les principes de Droit International; elle pouvait ainsi former sa conviction en toute liberté et trancher le conflit dans le sens de la nationalité française. Il n'était pas besoin, pour arriver à cette solution, d'examiner la validité du décret Barbin, la constatation d'une première naturalisation démentie par les faits indiquant suffisamment que Kuhnagel avait voulu rester français. La discussion sur la légitimité du décret révocatoire eût donc été ici tout à fait superflue, à moins que les Commissaires ne cherchassent dans cette controverse une raison surabondante de leur solution.

L'arbitre Sir Thornton avait déclaré dans l'affaire de Lizardi que le plaignant ne « pourrait prendre avantage d'un faux serment »; « l'exposé inexact des faits matériels » entraîne bien la naturalisation de Kuhnagel, mais une fois ceux-ci connus de la Commission, elle accorde au demandeur la permanence de sa nationalité d'origine.

Ainsi la préoccupation des Commissions mixtes perce à travers nos sentences : pour être irréprochable, une naturalisation doit avoir été acquise, non seulement en employant

les formes régulières, mais encore en remplissant les conditions de fond. Les juges arbitraux exercèrent judicieusement à l'égard de ces deux conditions le droit de contrôle, qui rentrait incontestablement dans leurs attributions. En établissant que certaines situations n'étaient pas à proprement parler des conflits, ce pouvoir leur facilita le prononcé des sentences comme de trancher des questions délicates.

\*  
\* \* \*

La plupart des législations décident que la prise de service militaire ou l'acceptation d'une fonction publique à l'étranger entraîne la déchéance de la nationalité d'origine : nos Commissions ont souvent tenu compte des dispositions de ce genre. Elles ont tendance à écarter l'une des nationalités, par la démonstration que l'individu est déchu du titre qu'il invoque. En conséquence, elles refusent à l'Etat protecteur la possibilité d'appuyer la demande de celui de ses sujets contre qui sa loi édicte une pénalité semblable.

L'affaire Young, résolue par la Commission Américano-mexicaine, en 1851, fournit l'occasion d'étudier la perte de la protection nationale, à la suite d'actes de belligérance accomplis sous le drapeau mexicain et au profit du gouvernement de ce pays.

On peut tirer de la sentence Young ce principe que le droit à protection suppose le titre de national, non seulement pendant la durée des débats, mais même à l'époque où la plainte a été formulée. Les faits étaient les suivants. Les héritiers du colonel Young réclamaient au Mexique

une année de paye de cet officier, tué dans un engagement survenu en 1817, un an après son entrée au service. Le ministre d'Etat américain avait appuyé sans succès la demande officieuse des héritiers auprès de cette République; aussi l'arbitre constate-t-il que la solde de ce soldat aurait dû être versée à ses ayant-droit sans la moindre hésitation. Le Mexique excipait devant la Commission que le Colonel, sujet américain de naissance, avait, du fait de son incorporation dans l'armée mexicaine, perdu cette qualité, et par suite le droit à réclamer la protection des Etats-Unis. La sentence adopte cette opinion, et fait observer que la réclamation n'est pas valable aux termes du traité de 1849.

Cette décision s'explique par l'évolution historique des solutions reçues en matière de prise de service militaire à l'étranger. Ainsi en 1794, les U. S. considéraient comme une offense pénale le fait de recevoir, sans une autorisation du Gouvernement, une commission dans une armée étrangère. Au moment où cette disposition se trouvait en vigueur l'Union se fût bien gardée d'appuyer la réclamation de son ressortissant : malgré le changement de législation, bien que les idées modernes ne fissent plus de l'engagement un délit, et que le Mexique fût soutenu dans la lutte par les sympathies américaines, la neutralité des U. S. leur interdisait néanmoins toute intervention. Pendant toute la durée de la guerre, la qualité de citoyen américain du Colonel Young fut comme paralysée par suite de son « act unneutral ». Seul, un retour sur le sol national aurait pu lui faire recouvrer sa nationalité originelle.

Les U. S. avaient pris position précédemment sur cette

question, lors de la guerre d'indépendance entre le Texas et le Mexique; nombre d'Américains s'engagèrent alors pour combattre dans les rangs du Texas et la correction du principe adopté par notre Commission avait été reconnue. Une Commission sur arbitrage du Baron Roënné avait décidé en 1839 que les héritiers du Général Robinson (général aux ordres du Mexique) n'avaient aucunement le droit de présenter une réclamation de son chef, sa nationalité n'ayant pas survécu à son enrôlement dans une armée étrangère. Enfin le Mexique pouvait opposer à l'Etat demandeur l'avis de M. Ellis, le ministre des U. S. à Mexico.

La prise du service militaire suspend en tout cas la protection qu'un individu est en droit d'attendre de son suzerain, et la Commission ne distingue pas entre cette perte de protection et la déchéance de nationalité, cette assimilation prêterait cependant à controverse. Le colonel Young n'avait pris du service que temporairement, et peut-être son intention était-elle de retourner en Amérique, la guerre terminée : il eût suffi à cette occasion, pour débouter ses héritiers, de proclamer que l'Amérique n'avait pas à intervenir. Comment obtenir ce résultat, objectera-t-on, puisque la plainte précisément était présentée et soutenue par le gouvernement des U. S., les deux qualités de citoyen et de protégé se trouvant indissolublement liées? Il eût été possible d'y arriver en les séparant l'une de l'autre, en déclarant qu'un gouvernement ne pouvait appuyer de son autorité une plainte contre un Etat au service duquel s'était placé l'auteur même des réclamants. En fusionnant la nationalité et le droit à protection, on était fatalement

amené, si l'on écartait la plainte des héritiers du colonel Young, à constater l'existence du conflit et à le trancher à l'encontre de la nationalité américaine. Il était cependant douteux que le Mexique eût *ipso facto* imposé à Young sa nationalité, et alors, téméraire de déduire du seul fait de de son engagement en vue d'une campagne momentanée, que le colonel avait eu l'intention de rompre définitivement son allégeance.

Il nous paraît qu'il eût été facile de donner gain de cause au gouvernement mexicain sans mêler à cette affaire la théorie du conflit de nationalité, et en faisant simplement appel au principe de non-intervention ou de l'« act unneutral ». Ce n'est qu'assez tard (1) que nous verrons les consuls anglo-saxons recevoir pour instructions de ne pas accorder leur protection à leurs nationaux, dans les contrées qui invoquent un titre à leur allégeance. Cette coutume ne met pas le conflit à néant; mais il n'existe plus qu'à l'état latent, la non-intervention du consul équivalant à la suppression provisoire de l'une des nationalités en concours; le résultat pratique est assez satisfaisant pour dispenser du recours à des Commissions mixtes exigeant au préalable des discussions diplomatiques.

L'acceptation de fonctions à l'étranger sans permission du gouvernement d'origine (missions confidentielles, services publics ou autres) aboutit également au double résultat de faire encourir la déchéance de la citoyenneté et du droit à la protection, ce qui revient au même suivant Ralston. Ce résultat se justifie, l'Etat qui sollicite les ser-

(1) En Angleterre 1842, instructions au consul Dale (de Lapradelle *Nationalité d'origine*, p. 349).



vices de l'étranger lui doit des compensations ; de plus, ces missions indiquent indiscutablement un grand relâchement de l'allégeance primitive : la notion ancienne de la souveraineté était exclusive, jalouse comme le Iaveh des Juifs, et voyait une trahison dans le fait d'être utile à l'étranger, au risque de desservir parfois sa première patrie.

La décision rendue à l'occasion de l'affaire Eakin n'est qu'une manifestation de cette manière de voir. Elle eût pu figurer à titre égal sous diverses de nos rubriques, et si nous la glissons dans ce paragraphe plus spécialement réservé à la déchéance de la nationalité et à la perte de la protection nationale, nous n'en donnons que deux raisons, toutes deux du reste assez peu convaincantes ; la première tirée de nos sources mêmes (1) : en effet, l'arbitrage Robert Eakin est classé par Moore dans un chapitre consacré à ce sujet ; l'autre, moins mauvaise, est empruntée au texte même de l'arbitrage, où plusieurs commissaires étaient d'avis que cette réclamation reposait sur des faits qui constituaient une violation de la neutralité, et qui interdisaient au plaignant tout recours à une Commission mixte.

L'ensemble de la sentence ne nous est pas rapporté, mais un résumé des deux thèses est emprunté à l'Hale's Report (§ 15). On ne nous dit pas quels faits donnèrent naissance à la plainte de M. Eakin ; ils importeraient peu sans doute à ce commentaire doctrinal.

Les sujets anglais, victimes des guerres intestines entre Nord et Sud, se servirent du traité du 8 mai 1871 pour

(1) Moore, tome III, p. 2819.

rentrer dans leurs débours. Le plaignant entend se présenter comme sujet anglais, mais sans que nous sachions s'il l'est de naissance ou en vertu d'un fait postérieur. En combattant l'attribution de ce statut au plaignant, les U. S. font état des preuves suivantes : Résidant en 1857 dans l'Etat du Mississipi, M. Eakin s'y serait conduit comme s'il appartenait à l'Union; ainsi il aurait acheté à cette date un office (on ne nous dit pas de quelle nature) qui, d'après le droit de cet Etat, ne pouvait être l'objet d'acquisition que de la part d'un Américain. En outre, en 1862, en pleine guerre de Sécession, le plaignant récidiva, en soumissionnant à un office analogue exigeant la même condition de nationalité. On saisit de suite quelle impression déplorable devait produire sur des arbitres la répétition de sa première imprudence à cinq ans de distance. Faisant droit à ces conclusions, la Commission rejeta la plainte. Une double question était ainsi résolue : 1<sup>o</sup> l'acceptation de fonctions réservées aux nationaux entraîne-t-elle à titre de pénalité la déchéance dans le domaine de la nationalité? 2<sup>o</sup> l'investiture d'un office conférée par un gouvernement rebelle constitue-t-elle une violation de la neutralité et ferme-t-elle au demandeur l'accès de la Commission? Moore déclare que la sentence n'a pas série ces questions, mais que cependant l'avis de la majorité au moins des commissaires était d'y répondre affirmativement.

Chacun des actes de l'impétrant au dire du Conseil des U. S., suffisait pour emporter la décision, et l'on eût tranché le conflit en démontrant que la nationalité britannique s'était évanouie dès la première investiture. Mais la seconde avait-elle la même valeur? indiquait-elle un égal désir de

changer de nationalité? Cette objection ne retient qu'un instant M. Hale; celui-ci se croit en mesure d'affirmer qu'au cas où la discussion en eût été soulevée, la Commission aurait persévéré dans sa solution : le Droit public, en effet, n'admet point qu'un Etat rebelle confère la nationalité, avec les effets internationaux qui s'y attacheraient si cet Etat était reconnu par la communauté des autres puissances. Il y avait évidemment violation de la neutralité de la part de M. Eakin, qui, acceptant d'en recevoir l'investiture, reconnaissait ainsi à l'Etat rebelle les pouvoirs d'un gouvernement normal; mais on ne saisit pas pourquoi cette constatation serait en antinomie avec la proposition que la prise d'une fonction, dans un Etat en révolution, entraîne nécessairement la perte de la nationalité originelle.

Examinons maintenant quelle fut l'attitude du Conseil des U. S. Il aurait pu soutenir que cette réitération indiquait un attachement inébranlable à l'Union que ce long domicile équivalait devant une Commission internationale à une naturalisation. Il préféra prendre une autre voie tout également favorable au succès de sa thèse; il refusa de reconnaître l'impétrant pour un sujet britannique, ce qui mettait Eakin en dehors des termes du traité et aboutit au rejet de sa plainte. Son argumentation n'est pas négligeable : prenant acte de ces acquisitions qui impliquaient à deux reprises un vif penchant en faveur de la nationalité américaine, il se borna à faire découler de leur répétition l'exclusion du plaignant de la sujétion britannique.

Cette appréciation vraisemblable en Droit International était-elle légitime en Droit interne? Ce point de vue basé

sur des faits indubitables, était éminemment soutenable, et des commissaires modernes n'eussent pas agi autrement, car l'attachement à la nationalité britannique semblait à tout jamais perdu, et en l'admettant, on risquait de créer un heimatlos si Eakin n'était plus anglais, et qu'il ne se trouvât pas de tribunal qui consentît à le déclarer américain. Enfin la Grande-Bretagne venait de renoncer à la perpétuelle allégeance, il y avait un an à peine.

Ralston se borne à cataloguer ce cas au nombre de ceux où les plaignants perdent leur nationalité sans plus; mais alors quelle est la nationalité véritable? Un raisonnement *a contrario* suffirait-il à leur imprimer le caractère d'américains? Conformément aux conclusions, dit M. Hale, la plainte fut rejetée sans une considération distincte de la question (de nationalité sans doute), mais cet agent qui avait participé aux délibérations de la Commission ajoute, qu'en raison des rapports qu'entretint Eakin avec le gouvernement rebelle sudiste, elle interpréta son attitude comme une violation de la neutralité.

Si nous nous reportons au chapitre de Ralston consacré à la théorie de l'« act unneutral », nous remarquerons que cette décision cadre parfaitement avec les commentaires de cet auteur. Disons plus : le rejet de la plainte Eakin se justifierait mieux suivant nous, en faisant état de l'atteinte portée à la balance, qu'il était du devoir de celui-ci de tenir égale entre Nord et Sud, plutôt qu'en faisant appel à une modification de sa nationalité résultant de ses actes. Evidemment l'analyse de sa nationalité de fait le rattacherait plutôt aux U. S., à cause de la nécessité où il était d'y fixer son domicile pour exercer les fonctions qu'il s'était

fait décerner; mais, en dehors de cet élément, la perte du droit de protection est une notion plus simple et justifiée au même titre. (Du moins vu l'état du Droit International à l'époque où fonctionne la Commission; de nos jours la question ne ferait plus de doute.)

Placés sur ce terrain, les motifs de la décision étaient inébranlables, nous en retrouverons des applications à trente ans de distance. Mais c'était faire abstraction du premier achat qui, en l'absence de la guerre, ne pouvait préjudicier à la neutralité, à quoi l'on peut répondre qu'il suffit que la solution soit exempte de critiques. Il est certain, dans notre hypothèse, qu'on pouvait écarter Eakin du tribunal en faisant appel à trois chefs différents : 1<sup>o</sup> celui indiqué par M. Hale; 2<sup>o</sup> la perte de nationalité encourue par l'achat d'une fonction sans autorisation; 3<sup>o</sup> la résidence de l'impétrant aux U. S. renforcée par des actes impliquant le détachement de sa nationalité d'origine.

Ainsi notre sentence apparaît trop riche en motifs, et nous serions embarrassés s'il fallait mentionner celui auquel iraient nos préférences. Au point de vue de la nationalité et de ses rapports avec le Droit International, nous aimerions un amalgame des deux derniers qui ont reçu la sanction de la pratique moderne : la résidence ne suffit pas à elle seule à naturaliser, mais le *curriculum vitae* de l'impétrant ajoute à sa force probante.

Notons enfin que, sauf dans les cas où la nationalité alléguée par les plaignants est admise par les arbitres, les sentences de rejet ne mentionnent jamais la nationalité internationale, qui revêtirait le demandeur par application de leurs principes. La décision Eakin ne fait pas



exception à cette coutume; elle se borne à constater qu'il ne peut être tenu pour un sujet britannique. Dans l'état actuel de la jurisprudence internationale, nous n'hésiterions pas à le traiter en américain, ce qui ne lui permettrait pas d'ailleurs, de se voir adjuger sa réclamation.

Le mot fonction publique est par lui-même assez élastique; c'est pourquoi il a besoin d'être éclairé à l'aide de quelques exemples. Une sentence du 15 juillet 1876 relate un cas, dans lequel la perte de la nationalité n'est pas encourue, l'arbitre estimant que M. Cole a conservé sa qualité d'américain. Cet ouvrier avait fait autrefois partie de l'armée mexicaine; il travailla pendant la guerre à l'arsenal à la réparation des affûts de canon, besogne des plus modestes et qui ne rentrait guère dans les termes pompeux de « fonction publique ». Ce gagne-pain ne pouvait pas non plus faire considérer M. Cole comme se trouvant au service militaire du Mexique. Telle fut du moins l'explication donnée par l'arbitre. Mais elle laisse pressentir *a contrario*, qu'il est d'avis que l'occupation d'un poste public entraîne la perte de la nationalité. Un autre argument militait dans ce sens : Cole n'avait pas été appelé sous les armes pendant la guerre d'intervention, ce qui se serait certainement produit si le gouvernement mexicain l'avait tenu pour l'un des siens, et il eût alors fait campagne sans aucun doute. L'attitude du gouvernement mexicain renforçait ainsi l'opinion de l'arbitre. La Claims Commission, en présence de la seule nationalité américaine, était désormais compétente pour accueillir la demande.

---

# DEUXIÈME PARTIE

## LES ARBITRAGES AU COURS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

---

### CHAPITRE I

**Commission Italie-Pérou de 1901**

(30 Septembre)

### CHAPITRE II

**Les Arbitrages Vénézuéliens**

### CHAPITRE III

**L'Arbitrage Canevaro**

**Tribunal d'Arbitrage de La Haye, 3 Mai 1912**



Les sentences, que nous allons examiner, mettent en opposition les principes désormais consacrés en notre vieille Europe, et ceux du Nouveau Monde. Ces jeunes républiques, désireuses de mettre en valeur leurs espaces immenses et d'accroître leur population, ont édicté des mesures législatives tendant à assurer leur prospérité en attirant de nombreux émigrants; d'autre part, des clauses spéciales rendent difficile la dénationalisation de ceux qui furent leurs ressortissants : des conflits nombreux sont la conséquence de cette tendance à l'absorption. Les luttes intestines, toujours actives dans ces pays en mal de croissance, donnent prétexte à des interventions fréquentes de la part de puissances étrangères, sous le couvert de protéger leurs nationaux contre les exactions de gouvernements éphémères qui, incertains du lendemain, profitent de leur passage pour s'enrichir le plus possible, grâce à tout l'attirail des taxes et des contributions forcées, heureux encore si leurs violences n'attendent ni à leur honneur, ni à la vie des résidents étrangers.

Ces Etats, écrasés sous le fardeau des responsabilités pécuniaires, s'efforcent ensuite d'éluder toute réparation, en opposant à l'Etat demandeur l'exception de la nationalité sud-américaine du chef de celui qu'il entend protéger et faire indemniser. L'arbitre, avant de dire le droit et de fixer les bases de la réparation, doit se prononcer sur le point de savoir si le réclamant a gardé la nationalité européenne. Ainsi chacune des nations en conflit est âprement mise en avant par les intéressés. La nationalité est demeurée, malgré l'évolution de ses caractéristiques, une question

préjudicielle à la compétence des Commissions. En raison des occasions fréquentes, dans lesquelles ces juridictions ont eu à examiner le conflit de nationalité, il n'est pas étonnant que l'on trouve dans leurs décisions des solutions qui, si elles n'ont point encore acquis l'autorité d'une règle de droit, sont assez intéressantes pour que le juriste souhaite leur généralisation. Ces sentences nous mettent en présence du seul moyen efficace de mettre fin aux conflits, en confiant l'étude concrète et individuelle de chaque espèce, à des juridictions internationales qui possèdent seules l'impérium nécessaire pour s'élever au-dessus des lois locales et des considérations d'ordre public, afin de décider les espèces d'après un critérium supérieur à ces lois, en faisant prédominer celle qui est le plus en conformité avec le principe générateur d'allégeance et de protection.

L'étude, que nous allons entreprendre, nous conduira à admettre comme critérium international pour résoudre les conflits de nationalité, la nationalité de fait. C'est là, la pierre de touche qui permet aux Commissions de distinguer le national de l'*extraneus*, en s'attachant au triple élément de la nationalité : volonté, mobilité et liberté.

Il importe d'indiquer, dès le début de ce chapitre, l'ordre chronologique des Commissions, car il permet d'établir quelles puissances ont conclu des traités d'arbitrage et quels conflits ont reçu par là leur solution. Ainsi se sont heurtées les tendances des législations les plus différentes, par le jeu normal des accords qui furent signés à l'aurore de ce <sup>xx</sup>e siècle. En présence de sources de conflits heureusement terminés, l'on ne pourra nous reprocher la générali-



sation trop hâtive d'une méthode empruntée à ces solutions mêmes.

Si les arbitrages rendus entre les années 1900 et 1913 embrassent une période plus courte de moitié que celle du fonctionnement des Commissions Américano-européennes échelonnées de 1851 à 1880, l'intensité du travail effectué compense, et au-delà, le petit nombre des années.

L'arbitrage Italie-Pérou (traité du 30 septembre 1901) nous fournira un premier cas, plus deux autres sentences, reprises dix ans plus tard devant le Tribunal d'arbitrage de La Haye enfin organisé. Les Commissions mixtes vénézuéliennes constituées, à la suite des troubles intérieurs et des mesures coercitives prises contre ce pays en 1902 par les grandes puissances, Grande-Bretagne et Italie, par des traités de 1902-1903 (France et U. S.) nous fourniront une importante contribution de solutions. Leurs discussions mettent en lumière la pratique internationale actuellement suivie et dont nous pourrions dégager des enseignements indiscutables. Enfin l'affaire Canevaro, dernière en date, arbitrée à La Haye le 3 mai 1912 (entre l'Italie et le Pérou), soulève à son tour une question de conflit de nationalité de personnes, en même temps que d'autres controverses relatives à la nationalité de sociétés et à la responsabilité contractuelle des Etats. Elle constitue l'épanouissement du Droit International privé, régulateur des conditions, ou mieux des qualités de la nationalité. Mais les sentences vénézuéliennes et auparavant les arbitrages Américano-européens auront à jamais l'honneur d'avoir préparé sa construction et son établissement.

---

## CHAPITRE I

### Le traité Italie-Pérou de 1901 <sup>(1)</sup>

Le premier conflit du siècle, où se soit discutée la nationalité de la femme mariée, est la plainte formulée par Mme Manuela Izaguirre, veuve de Don Arata, agissant tant en son nom que comme représentant les intérêts des enfants légitimes de son mari, héritiers de celui-ci. Les faits qui motivent ce « claim » ancien déjà, remontent au 21 mars 1895 : ils consistaient en dommages assez importants causés par une troupe logée dans le domaine de Don Arata et évalués à une somme de 3.500 soles. La sentence de l'arbitre, Don Ramiro Gil de Uribari, reconnaissant en termes exprès au *de cujus* la qualité de sujet italien, condamne la République du Pérou à payer une indemnité à la veuve de Don Arata.

Le mémoire en défense de l'avocat du Pérou soutenait que Don Arata, originaire de San Quirico (Rapallo) avait perdu sa nationalité d'origine (italienne), quoiqu'il fût inscrit sur les registres de nationalité de la légation royale d'Italie à Lima. Le Code italien accorde à la femme la nationalité du mari; or, Manuela Izaguirre, péruvienne, était devenue italienne par son mariage; mais l'avocat se demandait si le veuvage n'apportait pas de modification à

(1) On trouvera le texte de nos trois arbitrages au *Recueil des Traités du XX<sup>e</sup> siècle*, 1901, pp. 709 et suiv., 747 et 758.

cette nationalité, que le Pérou toutefois n'avait pas contestée aussi longtemps qu'avait duré l'union. Après la dissolution du mariage, était-elle restée italienne, comme son mémoire le déclarait en s'appuyant sur l'article 9 du Code italien, ou bien la Commission devait-elle reconnaître un effet international à la législation péruvienne, qui dispose que la femme devenue étrangère par son mariage, mais née au Pérou, recouvre sa nationalité primitive lorsqu'elle devient veuve. Le commissaire péruvien tirait habilement parti du conflit entre les deux nationalités pour soulever la question de compétence et déclarer que la plainte n'était pas recevable.

L'arbitre résolut le problème en accordant à la veuve le droit d'ester devant lui, mais il s'abstint de trancher la question de sa nationalité. Les motifs de sa décision nous échappent : n'osa-t-il point prendre parti dans une controverse délicate, ou préféra-t-il ignorer la difficulté et arriver à une solution en se plaçant sur un terrain moins discuté ? Nous penchons en faveur de cette seconde conjecture ; l'arbitre se révèle cependant plus audacieux dans d'autres passages de sa sentence, notamment quand il affirme que la mission d'un tribunal arbitral en présence du conflit est de « décider conformément aux principes du Droit International ».

Il décide donc que la veuve, n'agissant pas en son propre nom, « mais en vertu du droit, que la loi lui confère de défendre les intérêts de ses enfants légitimes, elle exerce les actions appartenant à ses enfants comme sujets italiens », il était par suite inutile « de considérer la nationalité de la veuve », celle des enfants mineurs en sens inverse méritant

toute considération. Or, pour eux, l'arbitre reconnaît sans difficulté qu'ils sont italiens, parce que, dit-il, « l'on admet universellement que l'enfant légitime acquiert à l'instant de sa naissance la nationalité que le père possède en ce moment ».

Mais les lois d'Italie et du Pérou différaient sur la nationalité qu'il convenait d'accorder au père, si bien que ce cas eût figuré avec plus de raison au nombre des conflits de nationalité relativement aux adultes.

La reconnaissance de la nationalité italienne au profit des enfants de Don Arata n'avait donc de valeur qu'autant que leur père avait la même allégeance; aussi y avait-il grand intérêt à déterminer parfaitement celle-ci. C'est ce que fit l'arbitre. Le conflit se résumait donc dans cette proposition : le séjour de Don Arata suffisait-il à lui faire perdre la nationalité italienne, le Pérou pouvait-il le revendiquer comme un de ses nationaux, en raison de son domicile et de son mariage avec une femme originaire de ce pays? Le mariage, le domicile, les propriétés et les intérêts de Don Arata au Pérou, son inscription au Consulat d'Italie : tels sont les éléments d'apparence contradictoire, qu'il faut classer pour arriver à déterminer à quelle nationalité se rattachait effectivement le *de cujus*.

Fouiller le passé avec le dessein de faire surgir la nationalité était une méthode conforme aux précédents que nous avons relatés. C'est, qu'en effet, pour que la plainte soumise à M. de Uribari rentrât dans les limites de sa compétence, il fallait que Don Arata fût italien à un double moment : 1<sup>o</sup> à l'époque où les dommages avaient été causés (la discussion des divers éléments servira à l'établir);

2<sup>o</sup> à l'instant où le procès se plaide devant l'arbitre. Ainsi la qualité de sujet de l'Etat demandeur doit avoir persisté soit en la personne du plaignant, soit en celle de ses enfants, représentés par leur mère; on ne pouvait donc se dispenser de trancher leur nationalité qu'à la condition d'accorder à la veuve, ainsi que le décide l'arbitre, le droit d'agir en leur place.

Quels furent donc les éléments qui militèrent en faveur de l'idée que Don Arata avait effectivement conservé la nationalité italienne? Pour en faire un péruvien, on faisait fond tout d'abord, sur sa résidence combinée avec le fait de son mariage avec une femme de nationalité péruvienne, on ajoutait que le fait par lui de posséder des propriétés au Pérou l'attachait également à ce pays. Il semble aussi qu'on ne pouvait invoquer en faveur de l'autre nationalité qu'un unique élément, l'inscription au consulat d'Italie; cette immatriculation, du reste bien antérieure au dommage, n'avait point été accomplie pour les besoins de la cause, elle prouvait donc la volonté persistante chez le *de cujus* de se considérer comme sujet du royaume. D'ailleurs, à bien examiner le fait du mariage, on pouvait l'interpréter dans le sens de la thèse de Mme Izaguirre : puisque — le Pérou ne le contestait pas — elle était devenue italienne, il fallait bien admettre que les enfants nés de l'union suivaient la nationalité du père, et étaient italiens, à moins que l'on ait prétendu soutenir que lui-même était devenu péruvien ou, ce qui revenait au même mais ce qui serait absurde, qu'il avait perdu la nationalité italienne avant son mariage, ou avait perdu cette qualité entre la célébration et la naissance des enfants.



Comment justifierait-on cependant ce changement du statut personnel du père pendant le mariage, le domicile des époux, ni le centre de leurs intérêts n'ayant été transportés dans quelque autre pays? L'attribution enfin de la nationalité italienne aux enfants, entraînait l'arbitre à décider que le père était italien, par un cercle vicieux suivant nous, car il eût été logique de déduire l'allégeance des enfants de celle de leur père.

Il faut alors supposer qu'appelé à départager l'influence sur la nationalité des éléments relevés plus haut, l'arbitre fut d'avis que la nationalité d'origine, confirmée par l'inscription au consulat, n'était pas réellement évanouie. Le point intéressant de cette sentence est le fait qu'elle n'accorde qu'une importance minime aux faits matériels de domicile, de possession de propriétés territoriales, pour s'attacher de préférence à l'élément volontaire, puisque la seule intention de Don Arata, rendue évidente par son immatriculation, l'emporterait sur tout le reste.

Dans la même session de la Commission chargée de régler les demandes présentées par l'Italie contre le Pérou, M. Rafaël Canevaro soumit sans succès deux réclamations. Ces deux sentences, en date du 30 septembre 1901, méritent d'être rappelées parce qu'elles présentent cette particularité, que la plainte fut rejetée malgré que les énonciations du mémoire fussent parfaitement établies, et bien que le plaignant fût en droit de se prévaloir de la nationalité italienne. C'est l'application précise d'une exception à laquelle nous avons déjà fait allusion dans les affaires Young et Eakin : à savoir que l'« act unneutral » accompli par un individu lui fait encourir la déchéance du droit à la

protection et par voie de conséquence, entraîne le rejet de la demande. Au milieu du xix<sup>e</sup> siècle la sentence Perez faisait remarquer qu'allégeance et protection allaient de pair ; avec le double procès Canevaro nous voyons qu'il n'en est plus de même au début du xx<sup>e</sup> siècle. La plainte n'est point rejetée parce que la Commission se déclarerait incompétente ou parce que le conflit de nationalité doit être tranché en faveur du Pérou ; elle l'est, par application d'une théorie qui refuse à l'Etat demandeur le droit de soutenir la plainte de son ressortissant, lorsque celui-ci s'est rendu coupable d'actes contraires à la neutralité, ou tenus pour tels par l'Etat défendeur.

Etudions les faits avant de passer aux conséquences juridiques qu'en a tirées l'arbitre.

Dans la première affaire, le Comte Rafaël Canevaro, né au Pérou, à Lima, demande réparation de dommeegas, pillage et destruction de plantations à concurrence de 140.000 soles. Il est inscrit comme italien sur le registre de son Consulat : le Pérou conteste cependant sa nationalité et veut le traiter comme son national du chef de sa naissance à Lima (*jure soli*), en raison de son domicile fixé au Pérou, parce que ses affaires et ses intérêts l'attachent à ce pays, enfin à cause de ses diverses candidatures aux fonctions de député et de sénateur de cette République. La double nationalité apparaît nettement, Italienne suivant le plaignant, Péruvienne si l'on accorde créance à la thèse de l'avocat du Pérou, l'arbitre donna cependant la préférence à la nationalité d'origine.

Le comte Canevaro apporte à l'appui de ses dires le certificat de son inscription à la légation royale : sa nais-

sance à Lima, pas plus que son mariage, ne fait obstacle dans l'esprit de l'arbitre à ce qu'il ait conservé la nationalité italienne. Enfin et surtout le certificat, « document qui mérite toute confiance », constitue la preuve demandée par le protocole, « preuve qu'on ne peut discuter ». Si cette dernière affirmation nous semble éminemment critiquable (1), nous nous trouvons d'accord avec l'arbitre pour apprécier l'inscription du Comte à sa valeur. Après cette concession à l'Italie, l'arbitre affirme immédiatement qu'en vertu du protocole, il est dans la nécessité d'exiger outre la preuve de la nationalité à l'aide d'un certificat d'immatriculation (elle vient d'être fournie) celle du « caractère neutre du réclamant ». Cette dernière proposition met une condition difficilement acceptable à l'exercice des pouvoirs essentiels à l'Etat, dont le national vient cependant de prouver la sujétion; elle aboutit à refuser la protection si le juge estime que ce ressortissant a accompli des actes en contradiction avec son devoir de neutralité, expression prise non seulement dans le sens d'actes de belligérance, mais avec l'acception plus étendue d'homme, dont l'attitude aurait pu induire l'Etat défendeur à penser que l'individu molesté ne se plaindrait point auprès de la partie demanderesse, parce qu'il paraissait en abandonner la sujétion.

L'arbitre, après avoir longuement rapporté les circonstances dans lesquelles a été posée la candidature Canevaro, répète que « sa nationalité italienne est confirmée par des documents authentiques et que le certificat démontre

(1) Voir sur la possibilité de réviser un certificat de naturalisation au Chapitre III, § 5, les Affaires Médina et Kuhnagel.

irrévocablement qu'il est italien». Les lois italiennes ne retirent point cette qualité au Comte; cependant on ne doit pas oublier qu'une présomption de la nationalité péruvienne a subsisté au regard du Pérou en 1892-1894, époque où le Comte fit acte de candidat à des fonctions réservées aux seuls citoyens de ce pays. Au cours de ces deux années, la façon de vivre du plaignant fut en contradiction avec l'idée de neutralité, et le réclamant n'a point rapporté la preuve qu'il « l'avait observée, comme devait le faire tout étranger, pour mériter le respect de ses droits ». Ainsi s'explique la sentence de rejet en dehors de toute question de compétence. Cette théorie de la neutralité est fort curieuse; dans le Droit public l'on est accoutumé à désigner par ce mot l'attitude d'Etats qui restent en dehors des hostilités; ici il est pris dans un autre sens : éviter de montrer à un Etat, sur le territoire duquel on réside, son intention d'acquérir sa nationalité en usant de manœuvres politiques ou en commettant quelque autre immixtion dans son droit interne, car il serait en droit de vous traiter comme sien et de ne point tenir compte des velléités de protection émanant d'un Etat étranger.

Mais revenons à la démonstration de l'arbitre touchant la nationalité. Voici de quelle manière il prouve que le Comte n'a pas perdu l'allégeance italienne, ainsi que l'avance le représentant du gouvernement péruvien.

S'inspirant des intentions du demandeur, il estime que le Comte n'a jamais encouru la déchéance de la nationalité italienne. Rationnellement celle-ci ne pouvait lui être imposée que pour deux causes : si fils d'italien et italien par le sang, il avait sans la permission de son gouverne-

ment contracté du service militaire au Pérou, ou y avait rempli un emploi public officiel. Or ceci ne peut même pas être allégué. L'attitude du gouvernement italien à son égard, pendant la période soi-disant suspecte vis-à-vis du Pérou, s'accorde avec ses déclarations : en effet deux passeports et un certificat du conseil héraldique furent délivrés par l'Italie au Comte Canevaro, preuve formelle que cette puissance ne le répudiait pas. Au reste, comme en dernier état de cause le Pérou n'a pas admis le Comte Canevaro dans son Parlement, et comme l'Etat italien a toujours exercé son emprise sur lui, le conflit doit disparaître. La conduite des puissances contractantes confirme, en effet, l'attitude du sujet : il demeure italien. Sa plainte fut néanmoins rejetée en raison des considérations sur la neutralité que nous rappelions, et dont la violation expressément spécifiée au traité constituait une fin de non-recevoir.

Simultanément le même Comte Canevaro présentait, tant en son nom personnel que comme représentant de son frère décédé, une seconde réclamation, une sentence qui renforce les solutions données dans le premier arbitrage la suivit. L'arbitre déclare que, bien que le conflit de nationalité ait été tranché une première fois dans le sens de la nationalité italienne, il n'y a pas lieu cependant à indemnité, en raison de « l'insuffisance de la preuve du caractère neutre » ; qu'en ce qui concerne enfin Don Felipe Canevaro, le fait d'avoir servi deux ans dans la garde nationale du Pérou ne modifie pas sa nationalité parce que cette garde n'est pas une armée régulière, mais « affecte de toute façon la neutralité et constitue au moins un acte contraire à ladite neutralité ».



Les explications que nous avons présentées sur la précédente sentence expliquent surabondamment cette seconde décision. Dans cette affaire, l'agent du Pérou avait inutilement invoqué un nouvel argument pour faire prévaloir la nationalité de son Etat : il s'appuyait sur le fait que Don Felipe Canevaro avait contracté dans la garde nationale un enrôlement d'une durée effective de deux années de service. Cette solution rapprochée des espèces Young et Cole, interprète parfaitement le terme « Service Militaire » et en restreint le rôle dans la détermination de la nationalité.

---

## CHAPITRE II

### Les Arbitrages Vénézuéliens <sup>(1)</sup>

Ces arbitrages firent suite à l'action coercitive exercée contre le Venezuela en 1902-1903 par la Grande-Bretagne, l'Italie, la France et les U. S. Ces puissances soumirent au jugement de Commissions mixtes les réclamations pour dommages subis par leurs nationaux pendant les révolutions et guerres civiles du Venezuela. Les protocoles fixèrent des règles générales à la compétence de ces organisations judiciaires : l'Etat demandeur (U.-S. F. G.-B. I.) présentait et soutenait les doléances de ses nationaux respectifs, mais l'application de ce principe souleva des difficultés à cause des conflits de nationalité qui surgirent et durent être auparavant résolus.

Les travaux desdites Commissions aboutirent à poser comme conditions de leur compétence un certain nombre de postulats que l'on peut résumer comme suit : il fallait 1<sup>o</sup> que la nationalité invoquée eût été acquise régulièrement (af. Fluties); 2<sup>o</sup> qu'elle n'eût pas été perdue (af. Corvaia et de femmes mariées); 3<sup>o</sup> enfin que le conflit fut tranché dans le sens de la nationalité étrangère au Venezuela, car dans le cas contraire la plainte se trouvait sans objet. Il est intéressant de rapprocher cette triple exigence des diffé-

(1) D'après l'article de J. Basdevant : Les Conflits de Nationalité dans les Arbitrages Vénézuéliens. *Revue de Droit International Privé*, 1909, pp. 41 et s.

reutes conclusions tirées par Ralston, dans son étude de la « Citizenship of parties » basée sur les arbitrages. Cet auteur pose des règles de compétence quelque peu différentes : 1<sup>o</sup> il faut posséder la nationalité de l'Etat réclamant à l'origine de la plainte, c'est-à-dire à l'instant où le dommage est causé; 2<sup>o</sup> avoir encore cette qualité au moment où le plaignant veut ester devant la Commission; 3<sup>o</sup> pendant l'intervalle enfin, avoir conservé cette qualité d'une façon ininterrompue.

Sous le rapport du temps, ces conditions diffèrent considérablement; la première formule de Ralston est plus rigoureuse que toutes celles déduites de l'ensemble des Arbitrages Vénézuéliens, qui n'examinent la question du conflit qu'à titre d'élément de compétence au moment où statue la Commission mixte. Sa deuxième règle comprendrait enfin les trois conditions exigées par la jurisprudence que nous passons en revue.

Les Commissions ayant fonctionné simultanément, nous adopterons l'ordre de matière suivant : 1<sup>o</sup> Nationalité des enfants : héritiers de Miliani, J. Maninat et Massiani (Com. Franco-V.); 2<sup>o</sup> Nationalité des femmes mariées (Com. anglaise et italienne); 3<sup>o</sup> Nationalité des adultes, af. Flutics (U. S.-V.) et du Baron Corvaia (I-V), réplique presque identique de l'affaire de Lizardi (Moore, p. 2.589). (1)

---

(1) Cf. en outre Angarica (Moore 2.622) Criado (Moore 2.624), Mora (Moore 2.644), Bouillotte (Moore 2.650).

§ I.

NATIONALITÉ DES ENFANTS

Le conflit de lois soulevé dans l'affaire Miliani laisse entrevoir que nos sentences s'inspirent de celles rendues au siècle précédent. Les enfants de M. Miliani, étranger au Vénézuéla et qui y possédait son domicile, ne pourront bénéficier d'un « claim » devant une « mixed Commission ». L'arbitre reconnaît, certes, que les héritiers Miliani seraient considérés comme italiens par les tribunaux d'Italie et même que cette nation pourrait les protéger efficacement en dehors du Vénézuéla, mais il ajoute que cette nationalité n'a qu'un caractère tout relatif et qu'elle est inopposable à ce dernier pays. Il solutionne le litige soumis à sa compétence en décidant, d'après l'opinion de Bluntschli, que les enfants Miliani doivent être considérés comme vénézuéliens. Nous verrons que les cas Brignone et Giacomini furent résolus à l'aide de la même règle, les surarbitres autorisant dans ces hypothèses l'intervention du domicile.

Le recours à ce critérium, tout imparfait qu'il fut, ainsi qu'en font foi les critiques qui lui ont été adressées, s'expliquait et se défendait en raison de l'impossibilité de sanctionner la prétention par trop simplette du commissaire italien : ce dernier entendait faire prévaloir sa nationalité parce que l'intéressé, s'étant adressé à la légation d'Italie lorsqu'il s'était agi de faire valoir ses droits, ce choix manifestait sa préférence pour « un rattachement effectif à l'Italie plutôt qu'au Vénézuéla ». Si cette recherche de la nationalité réelle correspondait vraiment à la pensée du

commissaire italien, elle desservait assurément sa cause par l'emploi d'aussi piètres arguments.

Nous devons examiner la thèse du commissaire italien. En vue de faire indemniser les héritiers Miliani, qu'il entendait couvrir de sa protection parce qu'italiens, il invoquait un argument fort spécieux : leur père, disait-il, a acquis la nationalité vénézuélienne en fixant en ce pays son domicile, mais j'estime que cet homme est né italien et sa loi d'origine s'impose de même à ses enfants, parce que la nationalité s'acquiert *jure sanguinis* et les a saisis dès l'instant de leur conception, tandis que le *jus soli* dont le Vénézuéla entend se prévaloir, n'a pu agir sur leur nationalité que quelques mois plus tard, lors de l'accouchement (Vén. Arb. 756-7). La nationalité italienne régulièrement acquise doit avoir une valeur reconnue au point de vue international, et la seconde nationalité n'a pu, à aucun titre, se superposer à celle qui était légitimement la première en date.

Cette thèse s'inspire évidemment de l'opinion qui veut fixer la nationalité au jour de la conception et non à celui de la naissance. Sous le prétexte que la double nationalité est une erreur juridique, condamnée par la doctrine, on refuse de prendre en considération l'acquisition de la seconde nationalité tant que la première n'a pas disparu. Le surarbitre Ralston n'a pas admis ce système, pas plus qu'il n'a voulu prendre parti dans la discussion sur le moment auquel l'enfant acquiert sa nationalité d'origine : entrer dans cette controverse avec l'intention d'appliquer à la solution le système victorieux, lui apparaissait une méthode peu sûre « ce serait introduire un élément de doute



dans le Droit International que de baser la nationalité sur des conditions se rapportant à un moment aussi incertain ».

La thèse du commissaire italien se trouvant ainsi écartée, comment déterminer l'Etat auquel ressortissait l'enfant ? Puisque les nationalités italienne et vénézuélienne se présentaient à l'esprit à rang égal, il fallait chercher en dehors de l'individu un élément propre à déterminer son statut national : ceci explique que l'on s'en soit référé au domicile. Nous critiquons ailleurs l'importance que l'on a attaché à ce fait, mais nous devons reconnaître que le grand nombre d'espèces que nous avons analysées antérieurement, constituait pour l'arbitre un précédent d'importance ; l'arbitre Plumley, de la Commission France-Vénézuéla adoptera à son tour dans l'affaire Massiani le critérium du domicile ; pour rejeter la plainte des héritiers de J. Maninat il le fera prévaloir devant le même tribunal. Nous signalerons dès à présent le rôle essentiel joué par cet élément dans ces deux affaires.

Cette double réclamation fut développée devant la Commission mixte par le commissaire français sous forme d'un argument parfois employé, mais dont il importe de relever la grande faiblesse. Déjà au cours du xix<sup>e</sup> siècle quelques commissaires avaient fait appel à lettre du protocole ; à plusieurs reprises le surarbitre fut incité à se reporter au texte qui délimitait sa mission. On espérait ainsi l'amener à admettre que la Commission était compétente et à trancher le conflit dans le sens de la nationalité française. Le commissaire français voudrait ingénument investir de cette qualité les héritiers Maninat et Massiani, bien qu'il reconnaisse qu'ils sont vénézuéliens suivant la loi véné-

zuélienne. Il se reporte pour cela à l'accord du 19 février 1902 visant les « demandes d'indemnité présentées par des Français »; ce dernier terme désignerait, d'après lui, tous ceux que le gouvernement français entend couvrir de sa protection, il suffirait dès lors, que la France reconnût des sujets au nombre des plaignants, pour que la Commission soit dans l'obligation de les entendre; il ne serait pas indispensable notamment que leur allégeance fut exclusivement française. Si l'on avait admis cette thèse, la compétence de la Commission était évidente et se serait étendue à toutes les plaintes appuyées par le commissaire français, tandis que la loi vénézuélienne, après tout respectable, n'entrerait plus en ligne de compte.

Le surarbitre ne s'arrêta pas à cette argumentation : se reportant à l'accord, il en démontra l'inanité. Le mot « français » dans le texte, désigne celui qui est français d'après les lois des deux pays intéressés; ainsi la loi vénézuélienne à son tour est prise en considération et la loi française n'est plus considérée comme prééminente : il repoussait de cette manière l'interprétation littérale vouée à la stérilité, dont aucune doctrine ne se fut dégagée. Le surarbitre admit qu'au point de vue du droit interne, les héritiers des parties invoqueront avec raison telle ou telle qualité devant les tribunaux de France ou du Vénézuéla, la première puissance pourra les considérer et les faire traiter partout comme ses nationaux excepté au Vénézuéla. Cette constatation s'inspire de l'esprit pratique anglo-américain, qui se révèle encore dans les instructions données aux consuls de ces deux nations par leurs ministères. Le conseil de s'abstenir de protéger leurs ressortis-

sants vis-à-vis d'un pays qui prétend à leur allégeance, peut retarder, écarter même les difficultés, mais ce n'est qu'un moyen diplomatique inhabile à forger une solution de droit, et qui n'apporte en tout cas aucun remède aux conflits par voie d'un règlement général, lorsque ceux-ci apparaissent et réclament une solution.

Mais une objection surgit. Dans la crainte de faire prédominer la loi française sur celle de la République du Vénézuéla n'allons-nous pas atteindre à un résultat inverse, et mettre de côté la loi de l'Etat réclamant, au profit de celle de l'Etat défendeur? Sous prétexte de ne pas porter atteinte à la souveraineté locale, n'allons-nous pas méconnaître complètement celle de l'Etat français? Sans doute on pourra dire pour justifier cette solution, que le Vénézuéla a le droit de régler comme il l'entend ses affaires intérieures, et de déterminer sans ingérence extérieure qui sont ses citoyens, qu'en définitive cette faculté ne pourrait lui être enlevée : c'est possible. Mais on réduit alors nos Commissions à l'impuissance en leur interdisant de juger les litiges pendants, car si la loi vénézuélienne prévaut avec l'attribution de sa nationalité, la Commission se trouve frappée d'incompétence.

Pour aboutir à cette dernière, on avait dit : chaque Etat dans sa puissance, pose les bornes de sa nationalité, matière d'ordre interne, or la Commission est bien forcée de tenir compte des solutions contradictoires consacrées par les deux lois et de se déclarer incompétente faute de pouvoir les départager, en s'aidant d'une règle supérieure et positive de Droit International. En présence du néant, nos Commissions sont obligées de statuer d'après des prin-

cipes communs aux Etats litigants, à leur défaut, elles ne peuvent ni départager les nationalités, ni dire qui est français, qui vénézuélien; aussi chaque Etat persiste-t-il légitimement à tenir le plaignant pour son propre sujet, en vertu de sa souveraineté qui reste entière.

Nous avons développé cette argumentation qui saisit sur le vif la difficulté; nous montrerons qu'elle a été élucidée dans les affaires Brignone et autres, par l'idée qu'il existe un droit supérieur aux législations nationales.

Nos sentences ne pouvaient évidemment s'approprier ces développements qui perpétuent les conflits. Elles recherchent donc dans le droit qui s'impose aux Etats eux-mêmes un postulat devant lequel s'inclineraient les lois internes, au lieu de le leur subordonner.

Les surarbitres donneront le pas aux circonstances de fait. Veulent-ils faire prévaloir la nationalité Vénézuélienne des héritiers Maninat? Ils s'inspirent du domicile choisi au Vénézuéla, affirmant une fois de plus l'extrême importance de cet élément : M. Plumley (Vén. Arb. 762) déclare que le lieu du domicile révèle le choix que l'impétrant a voulu faire entre les nationalités en conflit. Mais il note d'autres éléments qui aideront à présumer cette volonté indéfectible de se rattacher au Vénézuéla plutôt qu'à l'Etat demandeur (Ralston §§ 213 et 242). Voici les faits avancés par le commissaire vénézuélien pour corroborer son opinion : « Il ne nous est pas prouvé que les enfants Massiani, leur mère devenue veuve, aient cherché à conserver une nationalité autre que celle attribuée par le Code du Vénézuéla. Des actes importants, tels que succession, tutelle et mariage ont été accomplis sous son empire.

Devenus adultes, les garçons n'ont pas fait leur temps de service militaire en France, tandis qu'au contraire ils ont conservé leur domicile au Vénézuéla, leurs intérêts et leurs affaires, enfin s'y sont mariés». En suivant ainsi les étapes de leur vie, il déduira que leur établissement permanent au Vénézuéla résulte d'une « volonté raisonnée et persistante » et que leur désir était de donner le pas à la nationalité du domicile, sur la nationalité héréditaire.

Cette analyse renforça dans l'esprit du surarbitre l'attraction déjà considérable exercée par le domicile sur un Américain. On sait, en effet, qu'aux Etats-Unis prévaut la doctrine, que ce fait juridique détermine l'état et la condition des personnes : Plumley s'inspire de Story, et M. Ralston, de Philimore.

Cette influence fut-elle décisive? M. Basdevant ne le croit pas. Cette extension du domaine réservé au domicile résulterait, suivant lui, d'une erreur juridique; car si la loi du domicile régit la condition privée des personnes, la nationalité reste néanmoins en dehors, car elle figure parmi les éléments du statut politique, non de l'état civil et, par suite, appartient au Droit public, et non au Droit privé (1) : il est possible. Cette distinction était connue aux U. S., où l'on fait application aux questions de nationalité de la doctrine de Droit International relative à l'effet de la loi du domicile en matière d'état. Certes nous ne méconnaissions pas la valeur de cet argument, mais comme les sentences que nous avons étudiées, reproduisent la même

(1) Voir en ce sens Rostworowski *Annales des Sciences Politiques*, 1898, pp. 198 et sq.



erreur, nous pouvons donc affirmer qu'elle est invétérée, ou tout au moins qu'elle remonte loin dans le passé.

Si cette erreur existe enfin, elle n'est point de conséquence, puisque le domicile, suivant le même auteur, joue le plus grand rôle dans la solution des questions de nationalité. Nous constatons avec lui que le surarbitre a donné la préférence à la nationalité corroborée par le domicile « parce que cette nationalité était la nationalité effective et que précisément le domicile mettait en lumière le fait que cette nationalité correspondait à la réalité ». Au courant de l'étude de ces arbitrages, nous sommes ainsi amenés à entrevoir la conclusion à laquelle elle aboutira : la prédominance de la nationalité réelle, de celle que Bluntschli appelle la nationalité de fait. La théorie de l'allégeance perpétuelle fait place à une autre construction, qui interprète plus harmonieusement les sentiments qui poussent une famille à graviter autour d'un Etat déterminé. « L'individu que se disputent les Etats, est en fait plus étroitement uni à un groupement d'hommes, dont l'un de ces Etats est l'expression juridique, qu'à l'autre. » C'est incontestablement un progrès du droit.

---

§ 2.

NATIONALITÉ DES FEMMES MARIÉES

Les mêmes conceptions ont servi à résoudre les conflits de nationalité soulevés par des réclamations présentées par des femmes mariées devant les Commissions anglaise ou italienne. Dans ces affaires, le conflit se présentait entre la nationalité originelle de la femme devenue anglaise ou italienne par son mariage, puis réintégrée dans sa condition primitive après sa dissolution par la loi vénézuélienne, tandis que la loi du mari lui maintient toujours cette qualité. C'est sous cette forme que s'offrent à l'examen les espèces *Stevenson* (anglaise) et *Brignone* (italienne) : nous les étudierons dans cet ordre.

En droit interne, la solution du conflit tel que nous venons de le poser serait impossible; chaque tribunal devant appliquer sa propre loi. L'inutilité de la discussion devant les juridictions nationales, sa stérilité même constituent un argument en faveur de la fertilité des travaux des Commissions mixtes. Dans leurs sentences, la prééminence donnée à la nationalité vénézuélienne termine le conflit en même temps qu'elle entraîne, en raison de leur incompétence, le rejet des plaintes qui leur avaient été soumises, l'Etat demandeur anglais ou italien n'ayant plus qualité pour appuyer les réclamations de personnes reconnues lui être étrangères.

Cependant l'on a songé à donner la préférence à la nationalité première en date. Le Droit International condamne,

dira-t-on, la double nationalité (postulat dont les exceptions prouvent la remarquable justesse) aussi l'acquisition d'une nationalité nouvelle, alors que la nationalité antérieure n'est pas perdue, ne présente-t-elle aucune valeur internationale. Ce système résoudrait des plus aisément les conflits, semble-t-il, en déterminant dans le temps, le moment d'efficacité propre à chaque nationalité : l'agent britannique le soutiendra dans l'affaire Stevenson (Vén. Arb. 440); la nationalité anglaise ayant été régulièrement acquise par le mariage, la législation du Vénézuéla ne pouvait, disait-il, en dépouiller la veuve, pas plus que des privilèges qui en découlent : notamment le droit actuel de protection et celui d'ester devant cette Commission. Aussi longtemps que cette femme n'a pas recouru à la naturalisation, le Vénézuéla ne peut pas plus imposer la perte de la nationalité britannique, que l'Angleterre n'a le pouvoir d'empêcher de passer sous la sujétion de cette République (1).

Le surarbitre, sans repousser expressément la thèse de l'agent britannique eût recours à d'autres considérations pour motiver sa solution. La thèse anglaise acceptée sans réserve entraîne en effet des conséquences qui suffiraient à la faire rejeter : elle lierait indéfiniment l'individu à chacune des nationalités qu'il aurait acquises, toutes les fois que la loi d'allégeance n'autorise plus la rupture du lien de sujétion; c'est le principe de l'allégeance perpétuelle. Cependant l'agent britannique croit éviter cette conséquence, en faisant une réserve pour le cas où une naturalisation interviendrait, mais alors il n'est plus logique : si l'on admet qu'une natio-

(1) En ce sens : Pillet, *Principes* § 316.

nalité ne peut être retirée qu'avec l'agrément de la loi interne, on reconnaît des pouvoirs exorbitants à celle-ci et l'on s'incline devant l'odieuse allégeance, ce qui renforce encore l'emprise de la conception autoritaire de la nationalité. Alors que cette dernière est en régression de nos jours, la survivance de cette théorie sous la plume d'un surarbitre nord-américain serait chose singulière. Les conceptions des Républiques sud-américaines ne se concilieraient d'ailleurs pas avec l'idée, que l'Etat tient de sa puissance souveraine des droits sur ceux qu'il regarde comme ses sujets, et dont il veut réglementer en maître les droits ou réclamer des services, au nom de sa suzeraineté. Si l'on accepte un instant cette thèse, alors la nationalité anglaise régulièrement acquise ne peut être perdue que d'autorisation de cette loi même, et la nationalité anglaise est maintenue à la veuve; l'on conclura donc que la loi du Vénézuéla ne prévaudra en aucune façon, malgré qu'elle entende réintégrer la veuve dans sa nationalité d'origine.

Le surarbitre Plumley adopta une tout autre interprétation : remontant au moment du mariage de Mme Stevenson, il estima qu'elle n'était devenue Anglaise à cette époque que par une permission expresse de la législation vénézuélienne. Or, celle-ci a pu subordonner son consentement à des conditions déterminées, et l'une d'elles est précisément le retour à la mère-patrie en cas de veuvage. S'autorisant de cette restriction édictée lors du mariage et du changement de nationalité qui en est la conséquence, l'arbitre fait revivre la nationalité vénézuélienne et tranche le conflit à l'encontre de la thèse du commissaire anglais.

Cette condition mise au changement de nationalité mérite les plus vives critiques du juriste, car elle constitue « une prise persistante du Vénézuéla sur cette personne » et c'est en vain que le surarbitre essaye de la justifier par le respect de la doctrine anglaise de l'allégeance perpétuelle, d'ailleurs abandonnée par ce pays depuis 1870.

M. Basdevant doute fortement, et avec raison, du succès de la doctrine de M. Plumley « faisant de la réintégration dans une nationalité perdue quelque chose de très différent de l'acquisition d'une nationalité nouvelle ». Nous nous associerons à ces critiques. L'agent britannique émettait cependant une doctrine regue par des corps savants lorsqu'il « soumettait à la perte régulière de la nationalité antérieure, l'effet international de l'acquisition » d'une nationalité nouvelle. (Cf. les résolutions de l'Institut de Droit International, session d'Oxford). •

L'erreur juridique consistant à faire au domicile une place trop importante, ainsi que le rappel de l'allégeance, conduisaient à de subtils distinguos entre la nationalité objective et la nationalité subjective; ils ne constituent cependant pas le fond de la décision Stevenson; l'arbitre Plumley a émondé et rejeté les opinions émises par les commissaires, mais il ressort au contraire de sa sentence, que ses sympathies vont à une tout autre conception de la nationalité.

En présence de textes législatifs contradictoires, il faut s'efforcer de dégager un principe qui les départage; commissaires et arbitres ont fort bien compris cette nécessité et n'ont pas eu d'autre ressource que de faire prévaloir la loi « à laquelle correspond la nationalité réelle de l'indi-



vidu ». La recherche des circonstances de la cause est très fructueuse pour cette détermination; voilà pourquoi il est intéressant de prouver, de préciser, d'analyser les faits et gestes de chaque partie, car bien vite l'on en déduira à quel Etat se rattache l'individu. Notre arbitre en suivant cette voie se rencontre également avec des autorités doctrinales telles que Bluntschli et Travers; nous pouvons y ajouter Heffter, partisan lui aussi dans son Droit International codifié de la nationalité de fait; enfin nous voyons M. Plumley rappeler pour s'y conformer les précédents Maninat, Miliani et Massiani.

Le Commissaire vénézuélien et le surarbitre s'inspirent ensemble de faits, dont l'examen les conduit à conclure au maintien de la nationalité vénézuélienne. Enumérons les circonstances qu'ils relèvent et qui démontrent avec évidence à leurs yeux, que le réclamant se rattache au Vénézuéla plutôt qu'à la Grande-Bretagne. Le premier remarque que la veuve Stevenson possède au Vénézuéla son lieu de naissance, celui de ses parents et de dix enfants; son mari enfin y est décédé : ses principales affections y sont localisées. Il repousse l'application du lien barbare, du *semel britannus, semper civis*; justifiant sa solution par l'interprétation des sentiments les plus élevés de l'ordre humain, l'indéfectible attachement au terroir qui a vu naître et mourir. En sens contraire, on invoque, il est vrai, le mariage de Mme Stevenson contracté en pays étranger et son séjour à Port of Spain, le seul de quelque durée effectué par elle en dehors du Vénézuéla; mais la religion de son mari protestant lui imposait l'accomplissement de cette cérémonie à l'extérieur. Renchérissant

sur les allégations du commissaire vénézuélien, le surarbitre s'efforce de scruter les intentions de Mme Stevenson; ainsi il croit pouvoir affirmer qu'il n'est nullement prouvé qu'elle ait gardé l'esprit de loyalisme envers la Grande-Bretagne et qu'elle l'ait inculqué à ses enfants; enfin à tous égards elle a agi de son plein gré comme une Vénézuélienne (Vén. Arb, 441 et 443). Certes, un lien excessivement puissant, sanctionné par la presque unanimité des nations, et dont la répercussion sur la nationalité n'est point niable, résulte du mariage, mais ce lien a été rompu par la mort du mari et le veuvage a soumis à nouveau Mme Stevenson à l'influence de la civilisation vénézuélienne. La sentence de l'arbitre Plumley s'inspire donc d'idées libérales, il n'impose pas la nationalité, il l'attribue. L'allégeance est en effet dominée par la notion que l'État n'est pas un agrégat d'hommes unis par la fantaisie des diplomates, car il n'existe pas de nation sans âme commune : toujours l'individu se rattache par une portion de lui-même, plus intimement au passé d'un État plutôt qu'à n'importe quel autre, et il faut mettre sa nationalité en harmonie avec des attirances souvent obscures; c'est le devoir du juriste de les dégager, et nos sentences les analysent admirablement, mais les théories de Droit International affirmeront à leur tour que le lien juridique constitutif de la sujétion n'est pas arbitraire.

Dans la réclamation présentée par Mme Brigonne à la Commission Italo-Vénézuélienne le processus des discussions fut identique : à l'origine un essai infructueux de la part du commissaire royal visant à remettre en discussion l'art. 4 de la Convention du 18 février 1903, et à en

prendre texte pour soutenir que la veuve Brignone étant Italienne, il n'importe aucunement que la loi vénézuélienne prétende gouverner son statut. Il ajouta aussi (Vén. Arb. 713) que l'exception, fondée sur ce que le veuvage rendrait à Mme Brignone la nationalité vénézuélienne, doit être écartée parce que cette seconde nationalité serait le fait d'une législation particulière, alors que l'art. 2 du protocole du 7 mai 1903 dispose qu'il n'en faut point tenir compte, mais que les décisions doivent s'inspirer des principes de Droit International. Enfin le commissaire italien affirme encore que la coexistence de deux nationalités chez le même individu n'est pas théoriquement admise par le Droit International, affirmation combien plus judicieuse que son recours aux textes dont il veut torturer la lettre. Mais cette remarque trop générale ne lui sert de rien, ne renforce point sa thèse ni ne l'incrimine, car il n'y a pas lieu de douter que son adversaire ne soit également décidé à admettre la proposition que Mme Brignone possède une seule nationalité. Le point litigieux est de savoir laquelle. On ne comprendrait pas enfin qu'on tire argument de l'existence du conflit pour donner la victoire à la nationalité italienne, — sauf par un rappel de la thèse antérieurement condamnée — en décidant que la nationalité acquise en second lieu devrait faire place à la première, tant que celle-ci persiste à étreindre Mme Brignone.

Soutenir, comme l'a fait en cette espèce le commissaire italien, que la nationalité d'origine doit l'emporter, est une opinion superficielle, et si l'on va au fond des choses, son affirmation se trouve fausse. Mme Brignone n'est devenue Italienne qu'à la suite de son union avec un Italien,

sa nationalité originelle étant au contraire celle du Vénézuéla, pourquoi ne pas terminer ce conflit entre une naturalisation, conséquence du mariage, et une réintégration, par l'attribution de la nationalité d'origine incontestablement la première en date, et qui, comme par hasard, contredit singulièrement les prétentions de l'agent italien?

Comme dans la décision Stevenson, le surarbitre semble favorable à la doctrine de l'allégeance perpétuelle, puisqu'il reconnaît sur la femme mariée, au profit du Vénézuéla, une sorte de droit de rétention aboutissant, l'union une fois rompue, à faire déterminer la nationalité par la loi d'origine. En définitive, il admet la possibilité pour le Vénézuéla de consentir à une dénationalisation sous condition.

Cette solution peut être logique, lorsque faisant abstraction de l'existence du Droit International, on n'envisage que la conception de l'Etat souverain dans son isolement. Seul, en face de son sujet, il est libre, à son choix, de faire cesser ou de perpétuer cette vassalité. Evidemment si deux Etats partisans de la même conception veulent mettre le grappin sur un même homme, on fera appel pour les départager à l'adage empirique *prior tempore potior jure*, à condition, toutefois que les prétentions rivales ne soient pas contemporaines. Si l'Etat confère sa nationalité suivant le bon plaisir du prince, il est certain qu'il peut y renoncer sous telle ou telle condition. Un pacte interviendrait entre l'Etat du mari et le suzerain de la femme : le premier la comptera parmi ses sujets tant que le mari vivra. Cet accord rappelle les ventes de serfs de seigneur à seigneur, mais il répugne à la conscience des arbitres libre-améri-

cains : instruits de pareils rapprochements, ils ne se hâtent pas de se rallier à cette théorie.

Du reste, un autre argument puissant s'oppose à cette solution : consacrer ce système équivaldrait à la négation du Droit International; dans ces hypothèses, il n'y a plus en effet de rapport d'égalité entre l'Etat et l'individu, celui-ci n'étant plus qu'une chose, le Droit public subsiste seul et c'est lui qui sanctionne la cession du national au profit d'un autre organisme. Or, le Droit privé a lutté pendant des siècles pour tendre enfin de nos jours à son épanouissement, il conserve à l'individu, sujet de l'Etat, mais aussi titulaire de droits, une personnalité plus accusée, puisque la notion de nationalité peut s'exprimer par un rapport direct entre le national ou sujet, et un organisme social, l'Etat chargé de la mission de protéger, mais qui a besoin en retour d'être secouru. Se pourrait-il que cette sublime construction patiemment édifiée s'écroulât? Cela ne se peut.

Nous devons donc nous opposer résolument à l'extension de cette théorie. Il est assez significatif que dans cette affaire, seul le commissaire italien se soit essayé à faire prévaloir cette thèse, alors que Ralston a passé complètement sous silence cette partie de son argumentation vieillotte. Quand on sait avec quel soin les arbitres relèvent d'ordinaire les arguments des parties sans en excepter un, le silence de ce surarbitre peut être considéré comme une condamnation. Bien plus, le commissaire italien lui-même n'avait dans la valeur de son argument qu'une foi relative, puisqu'il invoquait en faveur de la nationalité italienne le fait que la réclamation de Mme Brignone



avait été présentée par elle à la légation royale, manifestant ainsi sa préférence pour la nationalité italienne, ce choix lui paraissait décisif. Mais s'il y cherchait la preuve du rattachement effectif de la veuve Brignone à l'Italie, n'est-ce point parce qu'il était convaincu de l'inconsistance de son argumentation précédente? En prenant prétexte de ce fait, pour essayer de déterminer la nationalité réellement choisie par l'intéressé, encore qu'on pût reprocher au choix de Mme Brignone d'être guidé par l'intérêt du moment, le commissaire italien consacrait lui-même le principe de la prééminence de la nationalité effective, dans la solution des conflits. On ne pouvait évidemment faire grief au gouvernement italien, saisi de la réclamation d'un prétendu national, d'étudier cette nationalité et de l'apprécier à ce moment, mais cette demande ne fournissait que l'occasion, loin d'en être, comme voudrait le faire décider le commissaire italien, un élément déterminant.

Toutes nos sentences démontrent suffisamment que la recevabilité d'une demande dépend de la nationalité, et aussi que la Commission mixte doit examiner à nouveau la question de sujétion, si l'une des parties soutient que l'Etat demandeur « cherche à protéger un individu qui n'est pas son national »; les éléments d'information seront les mêmes, mais dès que l'on reconnaît à la Commission ce pouvoir de révision, il faut bien en déduire que sa solution pourra différer, que ce premier examen effectué par la puissance demanderesse ne la lie pas, ni plus encore qu'elle devrait nécessairement s'approprier ses conclusions. L'arbitre Ralston a maintenu rigoureusement ces principes nécessaires au fonctionnement des Claims Commissions.

Voulons-nous essayer de caractériser maintenant l'ensemble des positions prises par les différentes Commissions en ce qui concerne la nationalité des femmes mariées? L'ouvrage de Ralston si souvent cité nous fournira des appréciations d'ensemble. Durant le mariage la femme suit d'ordinaire la nationalité du mari (Af. Maxan, Chase, de Lizardi, Bowie, Calderwood, Tooraën et Giacopini), mais la loi du domicile reprend son empire pour déterminer le statut de la veuve : les cas Brignone et Mathison, enfin le cas Stevenson militent en ce sens.

Il nous reste à attirer l'attention sur la méthode suivie par nos Commissions : elles n'ont pas invoqué des règles de Droit International, qui se substitueraient aux lois internes et régiraient l'acquisition de la nationalité. Des tendances en ce sens se manifestèrent cependant, lorsque l'arbitre Plumley (af. Mathison) déclare sage la loi du Vénézuëla qui s'en tient au *jus soli*, mais ce n'est qu'un son de cloche vite évanoui. Le surarbitre s'est rendu compte, que l'adoption d'une règle commune, ne supprimerait pas sûrement les conflits de nationalité; il se sait impuissant à interdire leur naissance, mais alors il prend successivement chaque cas et termine sa carrière en invoquant soit le respect dû à une nationalité antérieure, soit en se servant de l'idée que la nationalité — expression juridique des faits — rattache l'individu à la population d'un Etat déterminé (1).

---

(1) Basdevant, art. cité, p. 62.

§ 3.

NATIONALITÉ DES ADULTES

Les adultes sont représentés dans nos Arbitrages Vénézuéliens par une série d'exemples moins complète que les cas semblables du xix<sup>e</sup> siècle. C'est pour cette raison même que nous les faisons passer en dernier. Les affaires des Fluties et du Baron Corvaia, objets de nos commentaires, soulèvent des discussions déjà effleurées dans un précédent chapitre. Les solutions adoptées sont intéressantes, à cause du laps de temps écoulé depuis les sessions des Commissions américaines : elles montrent de plus, qu'à cette époque déjà ancienne des réponses justes avaient été formulées à telle enseigne que l'examen d'espèces analogues, au commencement de ce xx<sup>e</sup> siècle, en confirme l'esprit par l'adoption de leurs conclusions. Nous réunissons dans un même paragraphe de cette étude et le conflit issu d'une nationalité obtenue irrégulièrement, et celui soulevé par ce fait que la loi, dont l'individu se prétend le national, lui retire sa protection.

On se demande dans l'un, si la nationalité doit avoir été régulièrement acquise pour autoriser l'individu à ester devant la Commission et cette question entraîne naturellement à discuter la valeur de la naturalisation obtenue frauduleusement en Amérique, tout comme dans l'affaire de Lizardi ou Medina. Dans le second, au contraire, nous voyons couronnée de succès la prétention du Vénézuéla, soutenant devant la Commission Italo-vénézuélienne que

l'Italie ne peut le rendre responsable des pertes subies par le Baron Corvaia, faute par celui-ci de se trouver sous la dépendance de la maison de Savoie : le plaignant ayant encouru la perte de la nationalité italienne par suite de sa manière de vivre. Le Gouvernement vénézuélien oppose à bon droit à l'Etat demandeur la déchéance de son protégé, comme le Mexique s'y était déjà efforcé lors de la Convention de 1868 à propos de l'affaire Young.

La proposition que la nationalité doit avoir été régulièrement acquise se dégage de nos sentences. A quelle loi cependant faut-il se reporter pour déterminer les conditions de cette acquisition ? A la loi de l'Etat dont on invoque à la fois l'allégeance et la protection. Le surarbitre adopte formellement cette manière de voir dans l'affaire Estèves et cette règle fut ensuite généralisée.

Par exemple devant une Commission mixte U. S.-Vénézuéla, la loi du premier pays détermine si le plaignant est véritablement l'un des ressortissants. Que faire cependant lorsqu'au cours d'un examen, — tel celui de l'affaire Flutie — l'on aboutit à la conviction, que si la naturalisation a été acquise en Amérique d'une façon définitive et désormais sans la moindre voie de recours d'après cette législation, les conditions de résidence n'ont pas été parfaitement remplies ?

Les Fluties en effet, sont des Syriens d'origine ayant obtenu en Amérique la naturalisation critiquée devant la Commission. Le certificat, pièce essentielle et suffisante suivant la jurisprudence de précédentes Commissions, était bien représenté, mais y avait-il obligation de s'incliner devant cet *instrumentum* délivré par une cour américaine

compétente, ou bien notre organisme avait-il le pouvoir de tenir pour nulle cette naturalisation, en révisant les circonstances dans lesquelles elle avait été obtenue, en faisant prévaloir l'interprétation exacte du Droit américain, au risque d'entraîner le rejet de la plainte des Fluties, si leur nationalité déterminée d'après le Droit International ne les rattachait plus ensuite à l'Amérique? La Commission sur la proposition du commissaire américain lui-même répondit affirmativement, rendant inutile l'intervention de l'arbitre. Ce commissaire écartait les réclamations des plaignants par l'affirmation qu'ils n'étaient pas citoyens américains, le certificat qui leur avait été délivré ne fournissant qu'une apparence de preuve, et l'examen plus complet auquel il s'était livré le réduisant à néant. Il émit donc, en guise de conclusion, l'avis que le certificat n'est qu'une évidence *prima facie* et que celle-ci n'est pas irréfragable. Les précédents empruntés au droit et à la jurisprudence américaine et invoqués, démontrent que l'un et l'autre n'attachent pas au certificat une valeur absolue; en effet la longue discussion du juge Barbin sur le retrait de la naturalisation de D. Kuhnagel permettait de prévoir que l'arrêt prononçant la naturalisation ne serait considéré que comme une présomption *juris tantum*.

Le système du commissaire américain, M. Basdevant le constate, n'eût pas été d'une grande envergure s'il se fut limité à la réclamation de ce pouvoir de révision; les précédents fournis par les arbitrages costa-ricain et mexicain, la possibilité de révision reconnue par le droit américain, contribuaient plutôt en effet à faire de cette décision un cas d'application du Droit interne, par une juridiction



arbitrale. Mais il nous faut tenir compte aussi du passage « important à relever » où ce commissaire, s'efforçant de faire œuvre de juge international, s'élève au-dessus des lois locales, comme de la critique qu'il présente « de la force des jugements de naturalisation » déclarant alors que des « tribunaux internationaux, comme cette Commission, ont revendiqué et exercé le droit de déterminer par eux-mêmes la nationalité des réclamants, d'après tous les faits présentés ». Sous une forme un peu différente, il proclame l'universalité des pouvoirs conférés aux Commissions mixtes, notamment leur droit de juger à l'encontre des lois municipales (Ralston § 63 et sq.), la faculté qui leur est reconnue enfin de réviser une naturalisation irrégulière, même au cas où l'Etat qui l'a conférée n'aurait plus actuellement les moyens de la reprendre (Al. Medina). Il refuse de reconnaître à la naturalisation frauduleuse un effet international, il veut que les conditions en soient d'abord remplies dans le Droit interne, avant que de lui donner effet dans le domaine plus vaste des sentences arbitrales. De même que le Droit public a reconnu la responsabilité de l'Etat, lorsque la légalité se trouve violée au préjudice d'un étranger établi dans cet Etat, ou y possédant des biens (les Commissions d'arbitrage n'en sont-elles pas la preuve la plus sûre?), de même le Droit International doit pouvoir permettre à un Etat de dénier à un individu la qualité de sujet d'une puissance adverse, sans être conduit pour cela à le classer au nombre des siens. Telle fut la ligne de conduite du Vénézuéla dans l'arbitrage des Fluties.

Au xx<sup>e</sup> siècle, la naturalisation peut être révisée par le juge international et si elle a été obtenue en violation des

règles du Droit interne, quoiqu'irréfragable pour l'Etat qui l'a accordée, cette faveur ne met pas obstacle à une sentence de rejet. Il y a là une application de la maxime *fraus omnia corrumpit*, il ne paraît pas en effet qu'on puisse refuser à l'Etat responsable un moyen de débouter le plaignant, lorsque la nationalité de ce dernier a été modifiée dans des conditions aussi anormales.

Si nous soumettions cependant cette solution au criterium adopté par nos sentences, elle n'aurait pas lieu de nous satisfaire : la nationalité effective, en effet, n'est aucunement prise en considération, car si le conflit disparaît en vertu du refus de la nationalité américaine, les Fluties ne sont pas déclarés vénézuéliens et il ne résulte aucunement des débats que la nationalité syrienne ait été conservée. Il est très vraisemblable au contraire, que les liens de la famille et les intérêts des Fluties se trouvaient réunis en Amérique; on n'a donc pas attribué aux intéressés leur nationalité effective. La solution, nous le concédons, a été entraînée par la fraude découverte à l'origine de leur naturalisation, en raison de cette circonstance la Commission ne considéra plus les plaignants comme dignes d'intérêt, et n'hésita point à leur infliger un préjudice pécuniaire en punition de leurs agissements. Cette sentence est peut-être équitable, mais elle ne tient pas compte des qualités essentielles de la nationalité.

Ce serait cependant une erreur et une interprétation défectueuse des sentiments qui guidèrent le commissaire Bainbridge dans son jugement, que d'y voir un accroc au principe de la recherche de la nationalité effective du plaignant. Tout d'abord le précédent créé par l'arbitre Berti-

natti dans sa décision Medina influencia M. Bainbridge, mais des autorités citées, telles que l'Attorney-général Acker, une circulaire du Secrétaire d'Etat Fish (2 mai 1871), des lettres de MM. Hay et Evarts incitèrent le commissaire américain à ne pas regarder comme impossible à modifier, au regard des U. S. eux-mêmes, la naturalisation obtenue d'eux frauduleusement. Cette constatation suffisait à terminer le procès sans qu'il fut nécessaire de pousser plus avant la discussion sur la nationalité des Fluties et dans cette hypothèse, leur naturalisation annulée, l'une des conditions de compétence de la Commission mixte disparaissait, commandant du même coup de rejeter leur demande.

L'état d'heimatlos est également contraire à l'esprit actuel du Droit International, il est difficile de concevoir un être qui ne se rattache à aucun groupe d'individus, pas plus qu'on ne peut croire à l'existence de « sans famille ». Le Droit américain conduit facilement cependant à ce résultat bizarre, puisqu'il autorise la perte de l'allégeance sans la subordonner à l'entrée dans quelqu'autre Etat, nos sentences nous fournissent un exemple dans lequel l'application des règles de Droit interne conduit à la constatation de l'heimatlosat.

Pour être autorisé à plaider devant la Commission, un individu doit posséder régulièrement la nationalité qu'il invoque, disions-nous au commencement de ce paragraphe, mais il est tout aussi essentiel que cette nationalité n'ait pas été perdue, et ceci se produit lorsque la loi de l'Etat réclamant édicte la perte de la nationalité à titre de déchéance pour certaines façons d'agir. D'une façon géné-

rale, l'expatriation, la prise de service militaire à l'étranger, ou l'acceptation de fonctions publiques auprès d'un autre souverain constituent trois groupes de déchéance.

Pour rentrer dans le domaine coneret, le Vénézuéla invoque à son profit cette déchéance, réclame l'application de la loi interne du pays adverse pour échapper aux conséquences d'une condamnation : tel fut le cas du Baron Corvaia. Émigré au Vénézuéla, M. Corvaia y tint un emploi public qui ne le fit pas rentrer néanmoins parmi les nationaux de cette République. Originaire des Deux-Siciles, le Code de ce pays prononçait contre lui à titre de peine la déchéance de la nationalité italienne, à raison de ce qu'il avait accepté cet emploi sans autorisation. Le surarbitre Ralston, appelé à départager les commissaires, fit application pure et simple de ce texte et rejeta la plainte par voie de conséquence. Mais alors nous nous trouvons en face d'un homme à qui une juridiction internationale enlève précisément la seule nationalité qu'il possède, sans lui en désigner d'autre : ce résultat n'est-il point pire au point de vue théorique ?

Le commissaire Agnoli contesta avec raison l'effet international de la loi des Deux-Siciles, loi interne qui enlève à un individu sa nationalité, sans se préoccuper de savoir s'il en acquiert une autre (1). Dans le cas présent, l'opinion du surarbitre trouve une explication et un fondement, dans son désir d'arriver à proclamer l'incompétence de la Commission et à mettre hors de cause le Vénézuéla. Son sentiment se renforçait également du fait que l'Etat

(1) En ce sens Pillet, *Principes*, n<sup>os</sup> 147 et 216.

protecteur du Baron Corvaia et qui contestait l'effet international de cette déchéance, se trouvait être l'Italie, dont la loi édicte précisément cette pénalité. M. Basdevant estime avec raison que cette particularité singulière (le plus souvent ce n'est pas l'État auteur du texte incriminé qui discute) a été décisive. Il est donc juste de penser que cette décision ne constitue pas un précédent irrécusable, en ce qui concerne du moins la possibilité de contester la dénationalisation édictée par le droit interne.

Cette sentence laisse pressentir tout d'abord la très minime valeur des législations qui édictent des déchéances en termes absolus sans les subordonner à la réserve que l'individu, qu'elles déclarent déchu, ait acquis en pays étranger une autre nationalité. Nous souhaitons pour notre part, que cette incidente s'introduise dans les lois, mais nous n'avons pas la naïveté de croire que ce vœu se réalise; il est tout à fait chimérique d'espérer que des États se mettent d'accord, aussi bien pour éviter la création d'heimatlos, que pour mettre fin aux conflits. L'État en conférant ou en retirant sa nationalité obéit à certaines tendances, de plus son honneur national se pique la plupart du temps d'y demeurer fidèle; la législation uniforme appartient encore au domaine de l'utopie.

La décision rendue dans l'affaire Corvaia pourrait s'interpréter enfin comme un essai de ne point tenir compte de la nationalité effective ou des conditions qu'un individu doit remplir pour qu'on la déduise des faits à son profit. Leur analyse eût fait du Baron Corvaia un Vénézuélien au lieu d'un heimatlos, solution équivalente d'ailleurs à celle déduite par notre sentence, si l'on n'envisage que le résultat



final, c'est-à-dire le droit à l'indemnité : seulement elle eût été plus harmonieuse. Le Baron Corvaia avait mis en effet son intelligence à la disposition du gouvernement Vénézuélien, déployant son activité en vue d'arriver à le bien servir ; ses sentiments, autant qu'on pouvait les interpréter d'après sa vie publique, ne correspondaient plus à ceux d'un Italien ; il eût donc semblé normal que le gouvernement Vénézuélien reconnût ses bons offices en lui ouvrant sa nationalité : on voit les lacunes des lois qui permettent à un étranger de rendre à la nation des services souvent éminents, sans qu'aucune faveur vienne cependant l'en dédommager dans l'ordre du Droit privé. On ne saurait donc trop conseiller à l'étranger désireux de servir d'agir prudemment et, si sa loi personnelle impose une déchéance à titre de pénalité, de la compenser en acquérant la bourgeoisie dans cet Etat.

L'arbitre Ralston — malgré la compréhension du Droit International dont il avait déjà donné tant de preuves — s'est laissé quelque peu entraîner à suivre cette fois la tendance américaine : s'il eût recherché quelle était la nationalité effective du Baron Corvaia, il aurait évité le résultat barbare de créer un heimatlos, ce qui constitue un contre-sens du point de vue du fonctionnement des Commissions mixtes : leur mission n'est-elle pas de trancher les conflits, non de les transformer en conflits négatifs pour les mieux perpétuer ?

La nationalité est un lien juridique à la base duquel se trouve un lien social, et le premier ne peut être arbitrairement créé par l'Etat, car ce rapport préexiste à sa constatation par le second. Le Baron Corvaia en s'attachant

à la diplomatie du Vénézuéla indiquait de qui il comptait dépendre; dans le silence de la loi vénézuélienne, l'arbitre eut dû juger « que l'Etat n'a le devoir juridique de n'attribuer à un individu sa nationalité, que si elle correspond bien à la situation de fait », car « l'Etat constate aussi qu'en fait, tel individu se rattache étroitement à sa population », pour tout dire, le surarbitre devait « placer le fait social dans les cadres de l'ordre juridique ». Loin de déclarer M. Corvaia sans patrie, il eût dû découvrir sa nationalité effective, c'est-à-dire proclamer sa sujétion vénézuélienne : ainsi nos Commissions mixtes de 1903 ne nous auraient donné à entendre aucun son discordant.

Si l'on se reporte aux lois des Deux-Siciles, pays d'origine du Baron Corvaia, on lit que la bourgeoisie s'y perd par l'acceptation de fonctions conférées par un gouvernement étranger et le texte italien qui a remplacé le Code de ce royaume reproduit la même disposition. Or le Baron Corvaia ne fut jamais réintégré dans la nationalité italienne, et l'arbitre de conclure que ces deux nationalités, sicilienne et depuis italienne, sont perdues : le *curriculum vitae* du plaignant, son expatriation si durable, cette absence manifeste d'esprit de retour, lui dénie le droit d'en appeler à la protection de son pays d'origine. La pensée du juge se révèle enfin obscurément, dans cette phrase de l'auteur refusant toute protection à l'homme qui a mangé à plusieurs râteliers et qui sollicite une intervention extérieure « pour porter préjudice à la contrée dont il avait adopté les intérêts ». En imposant au Baron Corvaia sa nationalité effective, en invoquant ces intérêts mêmes et en dépit du silence du Code vénézuélien, le surarbitre pouvait le traiter

en citoyen de cette République. Cela eût été d'autant plus logique que l'arbitre devenu écrivain de Droit International cite un passage de sa décision, d'après lequel « l'homme qui accepte sans permission de son gouvernement un emploi public et confidentiel d'une autre nation... ne peut plus faire retour à sa condition première ». On comprend qu'un esprit éminent se refuse à admettre ces nationalités mobiles au gré des intérêts : l'appel à l'étranger, à l'ennemi, répugne à l'arbitre, surtout lorsqu'il émane d'un homme qui paraissait avoir engagé sa foi au Vénézuéla.

---

## CHAPITRE III

### L'Arbitrage Canevaro

(Tribunal d'Arbitrage de La Haye, 3 Mai 1912)

Maintes fois au cours de cette étude nous avons prononcé le nom de Canevaro, laissant pressentir que la sentence rendue au printemps de 1912 par le Tribunal d'arbitrage de La Haye (1) constituait l'épanouissement de la nationalité internationale, aussi bien que la consécration la plus éclatante apportée au travail persévérant des Commissions mixtes, dont nous nous sommes efforcés de donner une idée.

On aura remarqué que l'élaboration des règles de Droit International déterminatives de la nationalité ne s'est effectuée qu'avec des alternatives de progrès et de recul — toute œuvre humaine par ailleurs est soumise aux mêmes fluctuations — il y a longtemps que la pente à parcourir a été notée comme rocailleuse, de solides plate-formes ne se sont établies qu'après bien des efforts. Pour débayer le terrain nos Commissions ont procédé avec méthode, sériant les questions, établissant des points d'arrêt en cours d'ascension, repartant ensuite pour surmonter une nouvelle difficulté ; c'est grâce à ce cheminement laborieux

(1) Cette décision fit l'objet de deux commentaires doctrinaux signés de M. de Lapradelle, dans la *Revue de Droit International Privé*, 1912, p. 331 et sq. et de M. Boeck, dans la *Revue Générale du Droit International Public*, 1913, p. 317 et sq.

que s'est établie peu à peu la détermination certaine de la nationalité de la « femme-coverte », puis les différentes manifestations de l'allégeance effective chez l'homme; enfin connaissant plus intimement la notion de la nationalité, on s'est aperçu que la protection nationale la sanctionnait sans faire cependant corps avec elle, au point que nous avons rapporté des questions de nationalité tranchées sans que l'on s'occupât de la protection, ou plutôt après la démonstration que le droit à la protection nationale s'était évanoui.

Ces questions par leur contact avec le traitement de l'étranger résidant en pays neutre ou ennemi, ont largement contribué au développement de cette théorie unie à la question du droit de protection. En effet l'Etat sur le territoire duquel résident les étrangers n'est-il pas à certains égards tenu de les respecter, n'auraient-ils point un droit à être mieux traités que les nationaux, ne peuvent-ils invoquer la protection de leur suzerain pour échapper à des mesures qui frapperaient légalement les indigènes? Questions débattues, à peine résolues par nos arbitrages (1) qui admettent aisément le droit à indemnité si les mauvais traitements ont été personnels, moins si les biens ont été visés. L'argumentation italienne reprendra cette thèse au cours de cette affaire; elle voudrait établir qu'une loi édictée par le gouvernement Péruvien, pour remédier à sa détresse financière, mesure d'ordre purement intérieure, ne peut préjudicier aux étrangers (italiens *in specie*) créanciers de cette République.

(1) V. cependant, Ralston : Aliens, their rights and privilèges, § 371-77.



Si la sentence de La Haye représente une incontestable victoire de la nationalité de fait, la circonstance qu'un pays sud-américain n'ait pas craint d'affronter le jugement d'une Cour siégeant dans notre vieille Europe, nous apporte à son tour un témoignage précieux en faveur de la haute impartialité des juristes qui composèrent le Tribunal d'arbitrage. En effet si la nationalité rentre dans le cadre du Droit privé puisqu'elle définit le statut personnel, elle touche chaque Etat à son point le plus sensible, son Droit public; à son occasion, passent dans les textes législatifs les conceptions qui lui sont propres, touchant l'effet du mariage ou du divorce, aussi bien que les conditions de naturalisation, d'expatriation, d'option, de puissance paternelle, régies toutes par quelque côté par le fameux ordre public, palladium intangible de la souveraineté territoriale. On pouvait donc redouter que l'orgueil des jeunes Etats refusât de se mesurer avec les notions reçues par les savants d'Outre-Atlantique. Le Pérou en signant un traité d'arbitrage avec le gouvernement de Sa Majesté Italienne, les membres de la Cour permanente en rendant une décision qui tenait un compte si légitime des intérêts supérieurs des Hautes Parties contractantes, sans oublier pour cela la sauvegarde de la liberté personnelle à l'individu, ont démontré une fois pour toutes, que tout soupçon de partialité était chimérique et qu'il existe une doctrine internationale capable de satisfaire à la fois l'Europe et l'Amérique.

Cette répugnance des pays sud-américains à s'adresser à un arbitrage pour trancher les questions de nationalité qui leur tiennent spécialement à cœur, en raison

sans doute de leur vif désir de peupler leurs territoires, éclate si l'on rapproche de la convention Italic-Pérou une autre à peine antérieure (18 décembre 1907) signée entre la nation latine et la République Argentine qui, par l'émigration, lui emprunte nombre de ses enfants. Les conflits sont cependant fréquents entre les intéressés, tant le mouvement d'échange de population entre ces puissances est actif ; mais les intérêts en présence sont si graves, que le traité d'arbitrage préfère accomplir incomplètement sa mission et exclure précisément de sa compétence les conflits de nationalité relatifs aux sujets des contractants, plutôt que de s'en remettre à des tiers, qui seraient obligés en bonne justice de condamner l'une des prétentions rivales et souvent peu justifiées.

Jugeons par cet exemple combien grande fut la victoire qui a conduit une seconde République sud-américaine à se plier à un compromis, qui d'ailleurs s'est terminé à son avantage, mais au cours duquel ses principes sur l'attribution de la nationalité devaient soutenir de rudes assauts.

Il nous est agréable de signaler enfin que le résultat auquel les deux mondes ont applaudi a été obtenu sans encourir de critiques, que le Droit International en est redevable pour partie à la science française représentée de la plus souhaitable façon à La Haye, notamment par M. Louis Renault, membre éminent de ce tribunal.

Au moment où la France vient de dénoncer, entre autres conventions internationales les accords de 1902 conclus en cette même ville, peu de temps avant la déclaration d'une guerre, qui ne s'est pas contentée d'ébranler les fondements des empires, mais a jeté bas quelques-unes des admirables

règles de Droit International communément acceptées et observées par l'unanimité des belligérants; alors qu'on lui fait un reproche, à elle championne du droit, de donner un coup de pioche dans son édification si douloureusement élaborée, mais qui promettait de se présenter quelque jour avec la puissance harmonieuse de nos cathédrales; alors enfin que des savants allemands prétendaient faire servir à leurs rêves ces Conventions détournées de leur but si noble, ce nous est un dédommagement de mettre en lumière l'autorité affichée de nos savants, ainsi que l'influence courtoise, mais fermement prépondérante exercée par l'un de ses enfants au cours d'un conflit international.

Le conflit de nationalité en la personne de Rafaël Canevaro avait été auparavant soumis à un arbitrage, nous l'avons rappelé plus haut. Sa famille n'a pas peu contribué au progrès du Droit au cours du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, puisque Don Uribari décidait en même temps de deux réclamations présentées sous ce même nom.

La sentence Renault a fait l'objet d'études de la part d'écrivains dont le nom est très répandu dans notre domaine, nous avons la conviction de marcher sur leurs brisées en la reprenant, mais avec la bonne fortune de pouvoir puiser dans leurs méditations. En raison de l'antériorité de leurs travaux, de nos commentaires à propos des sentences de 1901, nous ne croyons pas utile de résumer les faits qui motivèrent la plainte des membres de la firme Canevaro et C<sup>o</sup> : nous nous bornerons à la question de nationalité.

En cas de double nationalité, l'une péruvienne, l'autre italienne, le conflit se termine en faveur de la première,

parce qu'en posant sa candidature au Sénat péruvien, en défendant devant cette assemblée la validité de son élection, en sollicitant aussi l'autorisation du gouvernement péruvien, avant que d'accepter le consulat général des Pays-Bas à Lima, le demandeur a manifesté d'une façon non équivoque sa préférence personnelle pour la nationalité péruvienne. Ainsi se résume la sentence faisant connaître la nationalité du comte R. Canevaro : le Tribunal n'hésite plus cette fois à aborder résolument le problème.

Souvent nous avons attiré l'attention sur le caractère préjudiciel des conflits, qui se révèlent en cours de demandes d'indemnités, ce caractère a frappé également le Tribunal arbitral, dont les considérants « pour la simplification de l'exposé » statuent *in principio* sur la qualité du comte, question qui cependant n'intervenait qu'en troisième et dernier rang dans le compromis. Imitant ensuite la pratique des nombreux arbitres qui lui avaient préparé le terrain, la sentence vise les textes des deux législations en conflit : n'est-ce pas ce qu'on appelait dans la vieille langue des Ecoles la « position de thèse », coutume qu'on ne saurait trop encourager. Nous avons éprouvé de telles difficultés à nous dégager du fatras des arguments, ressenti avec peine que la question de nationalité se subordonnât trop souvent à des considérations terre-à-terre (quelques milliers de dollars jetés ou non en pâture à des malheureux) ou traduit des discussions qui nous obligeaient à rabattre de nos illusions, — ainsi quand nous voyons l'arbitre trop heureux d'opposer la perte de la protection nationale ou une déchéance de Droit interne, pour se dispenser de pousser l'examen de la nationalité — que nous nous réjouis-

sons de la clarté si pleine audacieusement jetée enfin par notre Cour sur ce passionnant problème. Aimons cette œuvre de franchise et de loyauté.

La décision suit immédiatement les qualités, et tient tout entière en deux considérants chez lesquels nous nous plaisons à relever les expressions « en fait » et « dans ces circonstances... le gouvernement du Pérou a le droit de considérer Rafaël Canevaro comme citoyen péruvien et de lui dénier la qualité de réclamant italien. »

Nous nous sommes attachés à faire ressortir l'autorité, la valeur morale de cette sentence, parce que telle était la vérité, un peu aussi parce que nous y étions nous-mêmes intéressés; en effet, les mots « faits, circonstances » constituent tout un programme au sujet de la méthode à utiliser pour la détermination de la nationalité, ces termes font allusion à des idées dont nous souhaitons le triomphe de toutes nos forces. Les faits, les circonstances condamnent à tout jamais l'allégeance perpétuelle, comme ils écartent toute tentative, émanant du Droit interne, d'édicter des conditions torturantes d'acquisition de nationalité. Des faits, des circonstances, mais cela ne s'exprime-t-il pas dans les manifestations libres de la vie? Le Droit International a fait prévaloir, dans le domaine des contrats, la règle harmonieuse et si fructueuse de l'autonomie de la volonté; sa place se trouve également marquée lorsqu'il est question d'en terminer avec les conflits. Sous le rapport du Droit public enfin cette théorie favorise l'Etat : un homme ne servira bien un Etat, que si entre lui et son suzerain existent des liens d'affection équivalents dans l'ordre juridique aux affections familiales, qui le rendent



susceptible de patriotique héroïsme, or, l'amour national ne naît qu'en vertu d'un choix librement effectué. Le Tribunal de La Haye semble s'être parfaitement pénétré de cette double idée.

Positivement le comte Canevaro est un Péruvien pour les raisons suivantes : 1<sup>o</sup> la défense de son élection soutenue personnellement devant le Congrès de cet Etat; 2<sup>o</sup> la sollicitation de l'exéquatur de ce gouvernement d'abord, du Congrès ensuite. Ainsi la méthode des arbitres consiste à mettre en harmonie le droit et ce qui leur paraît conforme à la vérité; ils ne s'efforcent pas, comme les premières sentences, d'écarter d'abord la nationalité italienne en l'occurrence, pour faire application de la seconde. Non, Canevaro est Péruvien en Droit International, « quel que puisse être en Italie la condition nationale de l'intéressé ». Mais, dirait-on, des sentiments d'affection latents peuvent encore subsister à l'égard de sa patrie d'origine : peu importe, l'amour national est parfaitement exclusif; il opère sans partage. Tel un chirurgien pratique l'ablation d'un membre, le Tribunal taille de main de maître, son assurance est un symptôme peu négligeable du progrès du droit.

Combien n'avons-nous pas trouvé de commissaires hésitant, retirant une première nationalité, sans oser affirmer l'empire de la seconde; nous avons mentionné qu'en agissant ainsi, on pouvait créer des heimatlos en plein xxe siècle. Certes, cette méthode timide donnait satisfaction la plupart du temps à l'Etat défendeur, puisqu'il fallait être le ressortissant de son adversaire pour avoir droit à une indemnité; mais les arbitres coupaient par là-même les ailes à toute envolée doctrinale : à quoi bon pro-

clamer des principes alors qu'on épargne des écus, pourvu que l'on se borne à faire œuvre négative? Le mercantilisme serait la condamnation du Droit International.

Le comte Canevaro a donc perdu la nationalité italienne (en Droit International du moins) pour deux motifs qui tous deux dérivent du Droit public. Le xix<sup>e</sup> siècle n'avait point encore entendu invoquer ces causes de déchéance, les affaires Sharpe, Eakin, Corvaia enfin présentent bien quelque analogie, avec cette perfection en moins toutefois, que l'attribution de la nationalité internationale n'y est pas nettement indiquée. Dans les deux premières on pouvait soutenir que le cas particulier interdisait de généraliser, car le Droit américain admet des non-citoyens à participer aux élections; en tout cas les arbitres en avaient tiré une conclusion moins éclatante que celle de La Haye au lieu de décider que la nationalité américaine avait été acquise au profit des intéressés, ils s'étaient bornés à constater qu'aucun d'eux ne figurait parmi les bénéficiaires du traité.

L'attribution au comte Canevaro de la nationalité péruvienne requérait en outre une parfaite connaissance des faits et une étude approfondie de sa conduite; la preuve la plus convaincante en est donnée quand on rapproche cette sentence de la décision toute contraire rendue par Don Ramiro Gil de Uribari dix ans auparavant au sujet du même personnage. Lui aussi avait voulu prendre conseil des circonstances, mais deux juges participent rarement à des conceptions identiques; Don Uribari fut moins frappé par les candidatures du comte qu'on avait cependant complaisamment énumérées. Alors que M. Renault attribue

principalement la nationalité péruvienne du plaignant, conformément à ses initiatives, le ministre d'Espagne s'était détaché malaisément du texte des lois internes. Certes, il possède un juste sentiment de son devoir, en ce sens qu'il se refuse à le traiter comme Péruvien tant qu'il n'a pas perdu la nationalité italienne; mais il voudrait concilier ce qui ne peut l'être, le Droit supérieur aux nations, avec celui plus restreint qui leur est propre. Tant que l'emprise italienne lui semble porter sur M. Canevaro, il se refuse à statuer en Droit externe; on dirait qu'avec lui la théorie de l'allégeance perpétuelle reprend une nouvelle vigueur.

La sentence Renault n'est pas tombée dans cette ornière, c'est pourquoi elle mérite de faire école; l'arbitre s'est rendu compte qu'il favorisait une loi interne, il l'a dit en propres termes; mais le Droit International l'emporta dans cette lutte, la cause a été adjugée à l'Etat au profit de qui la réalité militait.

Disons enfin qu'un fait, fort probablement ignoré de Don Uribari, fut porté à la connaissance du Tribunal d'arbitrage. Rafaël Canevaro avait demandé, par lettre au pouvoir exécutif, l'exéquatur du gouvernement péruvien puis celui du Congrès de sa nomination en qualité de consul des Pays-Bas à Lima. Cette pièce du dossier contenait des passages particulièrement suggestifs; le Comte débutait par ces mots : « moi qui suis Péruvien » et ajoutait que sa requête était formulée par suite de son vif désir de ne pas perdre sa nationalité péruvienne, en acceptant d'un gouvernement étranger un poste diplomatique. Ainsi, à deux reprises il donnait acte de sa nationalité péruvienne, car

cette lettre ne pouvait avoir été écrite qu'à un moment où son signataire se croyait *bona fide* citoyen du Pérou, sans cela qu'avait-il à craindre d'encourir la déchéance d'une loi à laquelle il ne se jugeait pas soumis? Sans doute fut-ce là la raison déterminante de la décision; c'est parce que ces expressions contenaient d'incontestables aveux, librement écrits, que la sentence s'y attacha et traita le Comte Canevaro en conséquence.

\* \* \*

Telle fut la solution donnée au conflit entre deux nationalités également persistantes, dont l'une fut volontairement écartée. Serait-on arrivé à une solution meilleure ou plus rigoureusement déduite, si l'on avait recouru à une autre juridiction? Les notes critiques de cette décision signées de MM. De Boeck et de Lapradelle passent successivement en revue les hypothèses qui se fussent présentées si l'affaire avait été portée à la connaissance du juge interne, d'un magistrat appartenant à un pays tiers, ou devant un tribunal international. Leurs conclusions concordent et couvrent de leur précieux appoint les idées dont nous nous sommes faits les champions dans notre introduction.

La notion d'ordre public, de quelque nom qu'on l'appelle, baillonne la conscience du juge, toutes les fois qu'une nationalité étrangère entre en lutte avec la sienne propre. Des codes très modernes confirment cette obligation, (Code de justice civile de Genève 1904 et Code Civil Japonais, art. 8) ces textes démontrent que le vieil ordre public serait vainement battu en brèche par le magistrat assez

audacieux pour passer outre; si jamais il doit disparaître — nous ne le croyons pas ou c'est qu'alors il se serait opéré dans l'esprit des juristes un travail, dont les conséquences ne deviendraient palpables qu'à échéance très éloignée — il entraînerait avec lui le Droit public. En un mot, l'attitude du juge ne pourrait être modifiée que si le Droit interne consacrait légalement la double nationalité chez un même individu. Cette idée a reçu la sanction de la législation danoise notamment, nous en avons indiqué une passionnante application par la Cour Suprême du Chili. Enfin la dernière loi allemande sur la nationalité, texte de circonstance, s'est résignée à admettre le concept d'une nationalité qui se superpose à la sienne.

Mais nous sommes d'avis que, même réduite à de plus modestes proportions (ainsi qu'il en serait, si l'on reconnaissait des effets limités à chacune des nationalités multiples), cette théorie est éminemment contestable, qu'elle ne trouve aucun appui dans les traités internationaux récemment conclus, qu'enfin les toutes dernières lois régissant la nationalité ne l'admettent plus (1).

On pourrait croire en second lieu, que l'indépendance du magistrat d'un pays absolument désintéressé serait un gage de parfaite solution; erreur profonde si nous ne nous contentons pas d'une solution forgée au petit bonheur. Pour faire prédominer l'une des lois en conflit, le juge ne peut qu'opérer un classement entre elles, en les comparant avec une commune mesure, un étalon : cela aboutit en der-

(1) Italie, 13 juin 1912; Angleterre, 7 août 1914; en sens contraire, Allemagne, 22 juillet 1914, R. D. I. P., 1914, p. 955 et *id.* p. 701 : Observations on the new german law of nationality.



nière analyse à faire un choix entre les deux critères fameux. Comment s'opérera-t-il ?

Différentes voies lui sont ouvertes : appliquer la loi la plus voisine de la sienne, parce que celle dont il mesure avec le tact le plus sûr les conséquences possibles (art. 12, § 3 du 2<sup>e</sup> Projet de révision du C. Civil belge). C'est vite dit, mais que donnera cette mise en œuvre, sinon des jugements en contradiction les uns avec les autres ? Que fera-t-il encore si les lois en antagonisme lui paraissent également éloignées ou proches de la sienne ? Il a cependant le devoir de rendre une décision, à moins de lui permettre de s'abstenir, comme le lui conseille M. Pillet. L'extrême importance de ces critiques est encore aggravée par d'autres remarques : on fait ressortir notamment la faible valeur théorique de la règle préconisée ; suivant elle, la solution du conflit dépendrait des juridictions appelées à le trancher par le plus grand des hasards. Des hypothèses se présenteront enfin, dans lesquelles l'insuffisance de cette méthode la condamnera ; il suffit d'imaginer que les deux lois s'inspirent dans la même mesure du texte édicté par la loi nationale du pays saisi, alors aucune solution n'est possible. Or, cette situation n'a rien de chimérique, fréquemment des conflits doivent le jour à des législations toutes deux dominées par le *jus sanguinis* ou par sa combinaison avec le *jus soli*.

Une seconde solution s' imagine à son tour et recrute des adeptes, celle qui fait prévaloir la loi du pays dans lequel l'intéressé est domicilié. L'application condamne tout aussi sûrement ce système impuissant à trancher toutes les variétés de conflits qui se présentent à l'arbitrage du juge

du pays tiers. Nous pouvons concéder que le majeur verra sa nationalité définie par son domicile, mais comment déterminer celle de l'incapable, qui par définition ne possède d'autre domicile que celui de son représentant légal? Même insuffisance du système dans tous les cas de nationalité des femmes, des mineurs ou des interdits : pour eux, en effet, la confirmation volontaire fait défaut, ou bien alors il faudrait se résoudre à faire prévaloir la fiction. Pour le majeur même, le critérium proposé manque son but, notamment si le domicile de la personne capable est fixé en dehors du pays dont les lois en concours le prétendent le national : c'est l'évidence même et cette méthode est aussi imparfaite que celle proposée à nos suffrages quelques lignes plus haut.

Troisième voie qui a pour elle l'appui de textes internes (art. 8, C. C. Japonais et art. 2 de la Loi d'introduction au C. C. Allemand), qui a été également défendue par M. le Professeur Selosse (1) : seule prévaudrait la nationalité dernière acquise. Comme la précédente, cette conception participe également des systèmes fondés sur une interprétation de la volonté; nous ne dénions pas que le changement volontaire de nationalité puisse être considéré comme une manifestation de préférence, mais la lacune n'existe pas moins quand la cause du conflit n'est autre que l'adoption par une loi de l'allégeance perpétuelle; cette théorie ne nous donne pas le moyen de la faire fléchir. Elle serait également inopérante au cas où, comme dans l'affaire Canevaro, les deux nationalités saisissent simultanément l'individu.

(1) Professeur L. Selosse, Doyen de la Faculté libre de Droit de Lille : Cours de Doctorat, *passim*.

Toute tentative faite en vue de les départager est vouée par avance à l'insuccès, fut-elle basée sur une prétendue distinction entre la nationalité d'origine et la nationalité acquise *jure soli*, l'une saisissant l'individu dès la conception, l'autre seulement à partir de l'accouchement.

Un auteur italien, le Professeur Fiore, propose un quatrième moyen, dont il préconise l'emploi à défaut de traités ou de règles de droit positif : son remède ne serait que subsidiaire et ne vise pas à établir un règlement général de conflits. Il le développe en lui donnant pour base les quatre postulats suivants : 1<sup>o</sup> on ne peut déclarer un individu citoyen d'un Etat déterminé contre sa volonté, que celle-ci soit expresse ou présumée; 2<sup>o</sup> le fils légitime doit acquérir la nationalité de son père, ou à défaut celle de la mère, à condition que paternité ou maternité soient légalement constatées; 3<sup>o</sup> sinon le *jus soli* intervient pour donner à l'enfant la nationalité du pays où il est né; 4<sup>o</sup> enfin, l'individu capable peut librement choisir l'Etat auquel il appartiendra, pourvu que cette élection soit faite *bona fide* et que l'intéressé la manifeste en usant des règles fixées par l'Etat dont il souhaite l'allégeance. Cet ensemble de qualités, que l'attribution de la nationalité ne peut violer, dont le juge du pays tiers devrait s'inspirer, a été repris et développé par M. Zeballos au cours de ses conférences, notre préface a reproduit les axiomes de ce Professeur sud-américain, aussi nos remarques s'appliqueront-elles à ces deux écrivains.

Nous ferons observer que nous ne sommes pas en présence d'une règle de conflits, mais plutôt de conseils adressés à la raison du juge, dont les Commissions mixtes

pourraient d'ailleurs faire leur profit. L'adoption de ces règles par le juge interne appartenant à un pays tiers établirait la transition entre le droit interne et le droit arbitral. Mais pour s'engager dans la voie conseillée par MM. Fiore et Zéballos sans trop d'aventures, en raison de cet appel à la raison humaine souvent mal éclairée, toujours vacillante, encore faudrait-il que l'esprit des juges fut imprégné d'une idée de respect touchant certaines qualités fondamentales de la nationalité. Hélas ! on doit s'avouer que sur ces règles comme sur leur teneur, l'accord n'est pas complet. M. Fiore donne le pas au *jus sanguinis* ; d'après lui, ainsi que le conseillait l'Institut de Droit International, le *jus soli* n'intervient qu'à titre tout à fait subsidiaire, mais un juge argentin, brésilien ou chilien ne renverserait-il pas la hiérarchie si témérairement établie par cette théorie, voisine en définitive du système critiqué plus haut, qui procure le triomphe du texte qui a le plus d'analogie avec celui du juge saisi ? Ce système emporte avec lui les vices de toute conception qui doit son existence au choix d'un juge, partant d'un homme, critérium en tout état de cause moins immuable que le *jus sanguinis* ou son rival et, à leur instar, notoirement insuffisant pour parvenir à l'unité de jurisprudence essentielle dans le domaine des conflits, comme partout ailleurs. Son cerveau n'aura pas été façonné identiquement par l'école s'il est Français, Autrichien, Américain du Nord, Chinois : la diversité des races et des climats y est un insurmontable obstacle. Si notre juge est un sage, ne faudrait-il pas craindre plutôt qu'il oscillât indéfiniment, tel l'âne de Buridan, entre des concepts dont chacun reflète une part de vérité ? Devons-nous clôturer ce rappel de

tentatives méritoires par un cri de désespoir, avouer avec M. Pillet que nous n'apercevons aucune solution scientifique du conflit entre le droit du sang et l'influence du sol? De quelle ressource serait le principe du respect des droits acquis qui constitue, d'après le savant maître, la clé du système de résolution des conflits? Oublie-t-il qu'il n'y a pas de droits acquis puisque la nationalité ne procède pas d'un contrat? Ce serait nous associer au *non liquet* prononcé par cet auteur. et nous nous y refusons.

Alors il faut bien avouer que les solutions forgées par les juges des pays tiers nous inspirent assez médiocrement confiance. M. De Boeck croit pouvoir conseiller, en s'appuyant sur de nombreuses autorités, de choisir la loi du domicile actuel de l'intéressé partout où il est fixé, et de cette façon tente de mettre fin aux deux branches du conflit de nationalité, en appliquant la loi de la résidence à défaut de domicile connu. Cet auteur n'a pas puisé comme nous dans les arbitrages du Droit américain, cependant nos arbitres auraient salué en sa personne un adhérent à la théorie de l'influence souveraine du domicile qui filtre si pleinement dans leurs décisions. Pour nous, qui faisons appel à des considérations plus générales, embrassant la vie de l'individu, nous nous contenterons de nous féliciter de ce qu'à son tour, cet écrivain se soit aperçu de la solution insuffisante apportée par le juge interne, s'il se cantonne dans l'application d'une règle unique; il admettra aisément avec nous, que la jurisprudence arbitrale sera une source féconde d'enseignements pour la solution des conflits.

Si le juge tiers enfin est plus audacieux, il suivra notre conseil, quittera le Droit interne et prendra conseil des



faits; juge territorial, il se changera en juge international. Celui qui a lu les pages définitives signées de M. Rostowski consacrées à la discussion du choix d'un critérium de nationalité et à la quasi-impossibilité de les hiérarchiser, ne s'en étonnera pas.

Nous avons exposé enfin, pourquoi nous n'avons confiance que dans un remède unique, le recours au juge international, on peut discuter, et nous l'avons fait, le meilleur organisme à prévoir pour dire la nationalité; nous avons passé en revue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle bien des tentatives, assisté aux premiers bégaiements, nous voici arrivés à l'âge adulte, il faudrait cependant que le Tribunal d'arbitrage fonctionnât d'une façon intensive pour éviter de relever des traces de régression, telles qu'en contient encore la réponse du conseil du Pérou. Pourquoi cet avocat s'obstine-t-il à faire état de l'argument suranné et complètement discrédité que l'arbitre doit respecter la loi sur la nationalité des Etats qui le nomment? Pourquoi remettre indéfiniment en cause les pouvoirs de l'arbitre, sinon parce que le Tribunal de La Haye a trop peu d'occasions de faire pénétrer dans les mœurs sa *jurisdictio plena*?

Si l'on veut supprimer les conflits, il est certain qu'il faut entamer la lutte corps à corps par l'examen direct, sans s'embarrasser de considérations de Droit interne. Il y a longtemps déjà que Lord Stowell, le juge interne des prises, déclarait dans l'affaire Maria Fox, que le juge arbitral ne peut appliquer des lois opposées : le magistrat interne est soumis à *lex fori*, l'autre domine les contingences locales.

\* \* \*

Les notes doctrinales souhaitent en terminant, qu'on rapproche de l'affaire Canevaro une solution qui lui est antérieure, mais qui présente cet intéressant caractère d'être une résolution prise par un organisme entièrement composé de savants. L'Institut de Droit International eût à connaître d'un conflit de nationalité en la personne de l'un des candidats au siège d'associés en 1888 (Session de Lausanne).

Le rapporteur qui siégera plus tard au Tribunal de La Haye, s'inspire à cette date de la nationalité de fait et ses conclusions furent unanimement approuvées. Le nombre des membres de ce corps savant n'est pas fixé statutairement, une clause permet d'éviter son envahissement par les nationaux d'un seul Etat — ce qui diminuerait son impartialité — et sagement stipule (art. 6) qu'une Puissance ne peut posséder des sièges en proportion supérieure au sixième du nombre total des membres ou associés en vie au moment de chaque élection. Quand donc M. Félix Stoerk posa sa candidature, les associés allemands étaient au nombre de six; un septième siège était attribuable à l'Allemagne en raison de l'augmentation du nombre des associés. Le candidat était bien autrichien d'origine, mais devenu professeur à l'Université prussienne de Greifswald, il avait de ce chef acquis la nationalité allemande. M. Stoerk fut élu, mais le débat qui avait précédé ce choix, mit au jour la nécessité d'interpréter l'article 6 et surtout d'établir une règle pour le cas où se présenteraient de

nouveaux candidats, titulaires de nationalités multiples.

Le rapport Renault était exempt d'ambiguïté : M. Stoerk était admis à prendre rang au titre d'associé allemand parce que « le droit et le fait » l'unissaient à cet Etat, comme sa résidence sur son territoire, ainsi que les services qu'il lui rend. La pensée du rapporteur se résume en une phrase fort belle qui servirait excellemment d'épilogue à ce travail : « C'est pour ainsi dire la nationalité active qui doit être envisagée, et non la nationalité un peu théorique qui peut subsister à côté de celle-là ». A vingt-quatre ans de distance, on retrouve dans cette finale une lucidité que nous avons signalée au passage dans la sentence Canevaro. « Par le fait même des fonctions qu'il exerce à Greifswald, écrivait-on à Lausanne, il (M. Stoerk) est sujet prussien; cela suffit pour qu'il doive être considéré comme un ressortissant de l'Empire allemand dans le sens de nos statuts; peu importe après cela qu'en Autriche on le regarde comme étant encore sujet autrichien ». On dira à La Haye : « Considérant que dans ces circonstances, quelle que puisse être en Italie, au point de vue de la nationalité la condition de Rafaël Canevaro, le gouvernement du Pérou a le droit de le considérer comme citoyen péruvien et de lui dénier la qualité de réclamant italien ». Ainsi dans les deux cas, la résolution affiche carrément la nationalité, sans s'inquiéter des apparences ou des fictions légales. Quelle rectitude de décision, et surtout, par dessus tout, admirons-en l'unité sereine, essence du Droit.

---

## CONCLUSION

---

Nous avons pendant plus d'une moitié de siècle de l'histoire de l'Europe et des deux Amériques suivi le fonctionnement des diverses Commissions mixtes, et analysé chacun des cas qu'elles ont eu à examiner; après cette revue, il nous faut refaire en esprit le chemin parcouru pour préciser et faire ressortir les étapes, les gradins de la comparaison de notre introduction.

Quelles sont donc les dates importantes, les décisions qui posèrent les principes et créèrent des précédents dans le triple ordre d'idées de la nationalité de l'enfant, de la femme mariée, de l'adulte? En dégageant les jalons de l'arbitrage international, nous rendrons mieux hommage à sa jeune vigueur et notre confiance dans les promesses de l'avenir s'en trouvera raffermie.

Les conflits de nationalité chez les enfants sont les cas les moins nombreux relatés dans cette étude; la sentence Goldbeck dissertait seulement sur la possibilité d'étendre la naturalisation du beau-père à l'enfant d'un premier lit, hypothèse trop spéciale pour être fructueuse. Les Arbitrages Vénézuéliens au contraire abordèrent la difficulté: les trois demandes des héritiers de Miliani, J. Maninat et Massiani furent écartées sous le prétexte que « la loi du domicile prévaut quand il y a conflit ». Ainsi il semblerait que le domicile règne en maître dans ce domaine, mais la

rareté des hypothèses étudiées rendrait hasardeuse cette conclusion, en outre n'ayant commenté que les décisions d'un seul tribunal la généralisation serait hâtive, en présence de solutions toutes contraires données à propos des femmes ou des adultes.

Dès 1868, des Commissions énumèrent les règles qui détermineront la nationalité des femmes mariées, et ces normes n'ont plus subi d'altération jusqu'à nos jours, à ce point que nous pouvons les croire établies à titre définitif. Ainsi on affirme dans les cas Maxan, de Lizardi que « la nationalité de la femme doit être celle du mari » : même solution pour la demande Chase où la résidence venait confirmer la donnée précédente. Si le domicile semble reprendre son empire dans les sentences rendues sur les réclamations présentées par des veuves retournées dans leur patrie d'origine, (demandes de Mmes Calderwood, Bowie, Tooarën, Brignone et Mathison), observons toutefois qu'il ne fut pas admis *de plano* à trancher le conflit, mais bien à la suite d'une analyse soigneuse, scrutant les mobiles qui avaient inspiré l'acte de la plaignante. Élément de la conviction des commissaires, le domicile ne l'a déterminée que parce qu'il s'identifiait avec la nationalité active, qui pénétra de cette façon dans le Droit International en même temps que la Commission de 1868 inaugurait ses fonctions.

Devant la Commission de 1889 enfin, se présenta le conflit le plus typique par sa netteté. Loin de déroger aux décisions antérieures, le juge arbitral les rappela et cette confirmation fit ressortir qu'on ne pouvait en terminer avec des lois aussi absolument contradictoires, sans recou-



rir à des notions extérieures et supérieures aux textes en dispute. Le *curriculum vitae* des impétrantes apparut comme la preuve préconstituée de leur nationalité; émanant des femmes de Brissot et de Hammer, qui ne pouvaient le repousser, embrassant une période importante de leur vie, il apportait aux arbitres un élément de stabilité qui renforçait leur certitude.

Dès leur période de mise en train, nos Commissions affirmant la liberté de fonctionnement de ce genre de juridictions internationales, avaient montré par l'application même, qu'il n'était pas impossible de rechercher et de dégager la nationalité effective. Le Tribunal de La Haye qui siègera quarante ans plus tard n'aurait rien pu ajouter à ces sentences.

La masse très compacte des cas de double nationalité des adultes reflète assez exactement les situations variées par lesquelles peut passer un individu, et montre plus nettement les vicissitudes de la formation juridique des arbitres.

Le traité de 1901 donna naissance aux arbitrages Arata et Canevaro : la discussion de la nationalité dans le premier est assez confuse, on y traite pêle-mêle de celle des enfants et du père, ainsi que du droit d'intervention de la mère; la rédaction du protocole obligea également l'arbitre à donner attention à l'inobservation de la neutralité; les affaires Canevaro, reprises devant le Tribunal d'arbitrage de La Haye, sont assez naturellement éclipsées par la sentence de 1912.

Deux cas des Arbitrages Vénézuéliens seraient éminemment originaux, s'ils ne constituaient pas des répliques de

situations déjà étudiées au xix<sup>e</sup> siècle : nous avons nommé les procès Flutie et Corvaia. Mais si tous deux aboutissent à la création d'un heimatlos, erreur unique dans le cadre de nos arbitrages, susceptible de fournir un argument contre l'utilité des Commissions mixtes, le rejet de la plainte Corvaia découle en revanche d'une excellente compréhension de la situation et plusieurs affirmations du surarbitre méritaient d'être relevées à juste titre, tellement on sent que sous sa plume la nationalité devient quelque chose de vivant et ne demeure point une conception arbitraire, distante de l'être humain.

Nous avons consacré assez de pages à la sentence Canavaro de 1912, pour nous dispenser de nouvelles louanges. Une chose vaut d'être retenue : cet organisme, que nous avons déclaré plus parfait que nos Commissions mixtes, n'a point innové après elles ; la méthode reste la même, la conduite du sujet est toujours étudiée avec minutie et la nationalité de fait triomphe inéluctablement. Voilà la meilleure preuve qu'il n'est pas chimérique d'espérer de trancher les conflits en rejetant hors du Droit International la conception autoritaire ; le sentiment a définitivement son mot à dire, serait-ce aller trop loin que de déclarer que l'amour national s'attribue une victoire.

On reconnaît un arbre à ses fruits et nous venons de louer peut-être avec excès ces derniers, remontant au xix<sup>e</sup> siècle, passons rapidement en revue le travail d'émondage qu'effectuèrent les Commissions.

Au cours de cette période, deux notions intervinrent qu'il était essentiel de mettre à leur place : l'influence exercée sur la nationalité par la perte de la protection

nationale, la légitimité du droit de révision des sentences internes par les tribunaux internationaux.

Nous avons indiqué que des tentatives furent faites pour essayer d'éluder le conflit, en établissant notamment que la protection de l'Etat étant perdue, la question de nationalité devait passer au second plan, puisque le bénéfice qu'en attendait le plaignant était frappé de paralysie : les affaires Laurent et Uhde, peut-être l'affaire Arata participent de cette conception. Cette doctrine eût constitué une fissure grave dans l'œuvre des Commissions, — nous ne voulons point dire par là qu'elle fut illégitime — elle les aurait incitées à la paresse, car au lieu de briser l'obstacle du conflit, les commissaires se seraient efforcés de le tourner, de trouver une justification de leur décision dans certains « acts unneutral » qui les auraient dispensés de l'analyse toujours épineuse de la nationalité : en 1903, certains commissaires vénézuéliens se laissèrent encore séduire par ce système, bien que dès 1868 (Af. Perez), il ait été affirmé qu'« allégeance et protection allaient de pair ». L'ensemble de nos sentences démontre d'ailleurs que le problème fut directement abordé.

Autrement grave était la jurisprudence à établir touchant la légitimité du droit de révision : elle affectait les sources profondes des pouvoirs des Commissions. Allait-on les tenir en bride, ou comprendrait-on la nécessité de leur accorder l'indépendance nécessaire ? La Commission Costaricano-américaine de 1860 siégeant à l'aurore des Commissions mixtes eût l'honneur de lever les doutes, et depuis la sentence Medina jamais plus cette liberté ne fut mise sérieusement en cause. Rendons justice au Commandeur

Bertinatti, la théorie de la nationalité effective lui est pleinement redevable de son développement, que le refus du droit de réviser les jugements *in rem* eût fait probablement avorter.

Débarrassés de ces traverses, il nous reste à apprécier l'œuvre touffue qui s'étage de 1849 à 1880. Dès la première Commission, la déclaration d'intention, réduite à sa juste expression, n'est plus qu'une simple velléité qui pourra cependant prendre corps sous l'empire des circonstances : résultat entièrement dû à l'étude des sentiments de l'impétrant. A la même date, on déclare que le Service Militaire suspend le droit à la protection nationale, un peu plus tard que la nationalité se perd à son tour pour la même raison ou encore lorsque des fonctions publiques ont été sollicitées et acceptées : sur ces points toutefois, nos Commissions sont susceptibles de critiques, quoique la perte de la protection se justifie par ailleurs.

En 1860, à l'occasion de la plainte Belcher, M. Bertinatti s'attaque à la notion du domicile, celui-ci est impuissant à déchoir le plaignant de sa nationalité, à tout le moins du droit de recourir à la protection de l'Etat son suzerain. Les espèces de la Commission Mexique-U. S. nous apprennent qu'à lui seul, il ne saurait faire présumer l'acquisition de la nationalité.

Fonctionnant en vertu du Traité du 4 juillet 1868, ce fut la plus instructive des Commissions; il suffit de rappeler entre autres les décisions Anderson, Hellman, Jarr, Perez, Schreck pour indiquer quelle fut son œuvre. Si elle rejeta la naturalisation conférée contre le gré de l'individu, sa série d'arbitrages nous fixe sur ses exigences. L'expatriation

fut l'objet d'un examen dont les conclusions méritent également l'approbation. La perte de l'esprit de retour entraîne le rejet de plaintes fondées sur une prétendue conservation de la nationalité antérieure, les arbitres ne pouvant sanctionner des liens relâchés qui ne cadraient plus avec les attaches manifestes des individus, La protection trouvée auprès des consuls fut invoquée à titre de preuve de la citoyenneté, mais nous ne croyons pas utile d'insister sur la jurisprudence fort judicieuse que la Commission de 1868 fut amenée à construire sur ce point.

Ces hypothèses constituent des décisions de second plan, quand on les compare aux sentences Jarr ou Hellman, celles-ci qui discutent si la déclaration d'intention confirmée par la résidence autorise le demandeur à être traité sur le pied d'un citoyen naturalisé, établissent clairement que les arbitres entendirent doter seulement de tous ses avantages la nationalité véritablement choisie.

Les Commissions subséquentes se trouvèrent donc en présence d'un terrain déblayé; déjà sur la plupart des points litigieux les positions étaient prises; ce fut l'honneur des précurseurs, comme celui des imitateurs d'avoir suivi cette ligne de conduite presque uniformément.

La Commission Hispano-américaine s'inspirant du cas Ehlers décida dans l'affaire Adlam, et ses trois autres sentences s'harmonisent avec les solutions antérieures. A la Commission Anglo-américaine instituée la même année, il était réservé de mettre fin aux procès Barclay et Eakin, deux décisions spécialement intéressantes : la première



directement inspirée du cas Belcher; dans la seconde, la violation de neutralité avait joué un rôle prépondérant, en conformité cependant avec la jurisprudence déjà formée.

Des deux résolutions prises par la Commission Franco-américaine de 1880, le cas Kuhnagel affirme à nouveau que le certificat de naturalisation peut être tenu pour nul, confirmant ainsi la sentence Lizardi de 1868 et le fameux précédent Médina. L'arbitre de l'affaire Deucatte enfin décide après examen des faits que la plainte doit être rejetée, lorsque ceux-ci infirment la volonté jadis manifestée par la déclaration d'intention de devenir américain.

L'affaire Young, les solutions apportées par la Commission de 1860, enfin aux alentours de 1868, les décisions de Lizardi, Jarr, etc... figureront toujours avec éclat dans le domaine du Droit privé, parce que si leurs juges consacrèrent des idées qui sont communément reçues à l'heure où nous écrivons, ils eurent le mérite en même temps que la responsabilité d'affirmer les premiers que tel était bien le Droit. Les Arbitrages Vénézuéliens, la sentence Canevaro brillent plus intensément peut-être, du fait que le xx<sup>e</sup> siècle a jeté plus de lumière sur le Droit International; mais en dépit du jour qui les absorbe, les feux de l'aurore engardent-ils moins leur charme attachant?

Oublions maintenant hommes et faits, parties et arbitres, ils s'offrirent à satisfaire notre besoin de sujets d'étude ou de terrains d'expérience, leur personnalité a disparu : la théorie s'en est emparée. En discutant des moyens les plus

propres à assurer sa précieuse recherche, nous avons senti palpiter la nationalité. L'affirmation contenue dans notre introduction, que la suite des Arbitrages démontrerait l'excellence de leur méthode — celle que nous faisons nôtre — a-t-elle été trop téméraire? Elle s'est admirablement défendue, les Commissions mixtes ont plaidé sa cause, celle-ci n'est-elle point gagnée?

VU : *Le Président de la Thèse,*  
A. WEISS.

VU : *le Doyen,*  
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                     | Pages |
|-----------------------------------------------------|-------|
| Introduction. — Les Conflits, leurs Solutions ..... | 1     |
| § 1. Solution théorique ou conventionnelle .....    | 17    |
| § 2. Solution judiciaire interne .....              | 27    |
| § 3. Solution judiciaire externe .....              | 39    |
| Divisions de l'ouvrage.....                         | 48    |

## PREMIÈRE PARTIE

### Les Arbitrages au cours du XIX<sup>e</sup> Siècle

|                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre I. — Nationalité des Enfants .....                                                | 57  |
| Chapitre II. — Nationalité des Femmes mariées .....                                        | 69  |
| Chapitre III. — Nationalité des Adultes : Préambule .....                                  | 93  |
| La nationalité et la perte du droit à la<br>protection nationale .....                     | 98  |
| § 1. Preuves de la Citoyenneté .....                                                       | 122 |
| § 2. Preuves de la Naturalisation .....                                                    | 136 |
| § 3. De la Déclaration d'intention pure et simple .....                                    | 151 |
| § 4. Valeur du Domicile comme preuve de la naturali-<br>sation. ....                       | 157 |
| § 5. Impeachment of naturalisation. Du droit de révi-<br>sion des Commissions mixtes ..... | 199 |
| Déchéance ou perte de la nationalité .....                                                 | 227 |

SECONDE PARTIE

|                                                                                            |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Les Arbitrages au cours du <b>xx</b><sup>e</sup> Siècle</b>                             | <b>237</b> |
| Chapitre I. — Le Traité Italie-Pérou de 1901 .....                                         | 242        |
| Chapitre II. — Les Arbitrages Vénézuéliens .....                                           | 252        |
| § 1. Nationalité des Enfants .....                                                         | 254        |
| § 2. Nationalité des Femmes mariées .....                                                  | 262        |
| § 3. Nationalité des Adultes .....                                                         | 273        |
| Chapitre III. — L'Arbitrage Canevaro (Tribunal d'Arbitrage<br>de la Haye, 3 mai 1912)..... | 284        |
| Discussion des diverses solutions de con-<br>flit.....                                     | 294        |
| Rapprochement avec la décision Stoerk.                                                     | 302        |
| Conclusion.....                                                                            | 304        |

---





---

PITHIVIERS. — IMP. DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL SIREY. — 10520.

---

# PIÈCES ANNEXES

---

J.-H. RALSTON

## INTERNATIONAL ARBITRAL

LAW AND PROCÉDURE

BOSTON 1910

---

I. Extraits du Chapitre IV.

II. In extenso du Chapitre V. Nationalité des parties.



# INTERNATIONAL ARBITRAL LAW AND PROCEDURE

---

## EXTRAITS DU CHAPITRE IV (Parties)

### DES FEMMES MARIÉES

---

**N° 182.** — Discutant ailleurs le sujet de la nationalité, nous nous apercevons que le statut d'une femme mariée suit, du moins pendant le mariage, celui de son mari en ce qui concerne la nationalité. Nous pouvons nous référer au cas des héritiers de Maxan (Moore, 2.485) dans lequel l'arbitre Thornton jugea comme suit :

« La fille de Lodoiska étant mariée à un Espagnol n'est pas citoyenne des U. S. et la commission ne peut prendre connaissance de sa part de réclamation conformément aux termes de la convention par laquelle sa compétence est limitée à la considération « de toutes réclamations émanant de corporations, compagnies ou particuliers citoyens des U. S. à l'encontre du gouvernement de la République Mexicaine, etc. »

Le même arbitre fut d'opinion dans le cas Lizardi (Moore, 2.483) que « la nationalité de la femme doit être celle de son mari. » (Voir § 183 relativement à ce cas.)

**N° 183.** — Une femme étrangère-née, venue aux U. S. à l'âge de dix ans, y résidant et épousant un citoyen-né de cette

contrée, fut tenue par Wadsworth, commissaire, dans le cas Chase (Moore, 2.160) comme ayant le caractère américain au sens propre du traité et la commission déclara que « comme ce caractère était acquis avant l'événement dont elle se plaignait, il durerait jusqu'à ce moment sans que le contraire apparut. »

Cette incapacité n'est pas effacée par le veuvage ni par le remariage avec un citoyen de la nation réclamante si le dommage dont on se plaint a pris naissance sous l'empire du premier mariage, car, ainsi que l'a soutenu la commission des plaintes mexicaines dans le cas Lizardi (Moore, 1.353), une femme américaine qui s'était mariée en juillet 1861, à un sujet britannique habitant le Mexique fut tenue pour incapable d'ester devant la commission en qualité de plaignante pour ce qui était des dommages causés par les autorités mexicaines en novembre 1861, aux domaines de son premier mari, bien que son second époux eût acquis par naturalisation, en 1866 la nationalité des U. S.

**N° 184.** — Pour décider du statut d'une femme mariée, la loi du domicile reprend son empire. (Cas Brignone, Vén. Arb. de 1903, 710, Cas Mathison, *ibid.* 429). Cette règle fut suivie par la Claims Commission Américano-britannique (Hale's Report 17) dans les cas Bowie, Tooraën et Calderwood, étant admis que « le caractère national d'une femme mariée est gouverné par celui de son mari dans tous les cas, indépendamment de son domicile; et qu'à la mort du mari, le caractère national de la veuve acquis par le mariage demeure inchangé. » Le commissaire Frazer ne put se rallier à cette conclusion, dans le cas d'une veuve d'origine américaine qui avait toujours conservé son domicile aux U. S. estimant en pareil cas qu'après la mort de son mari sujet britannique, la veuve reprenait sa nationalité d'origine.

**N° 185.** — Dans le cas Brand devant la même commission (Hale's Report 18), la plaignante native d'Irlande avait eu plusieurs années son domicile à la Nouvelle-Orléans. Elle épousa en 1838 un citoyen des U. S. et continua à demeurer à la Nouvelle-Orléans. Son mémoire alléguait que, quoique mariée à un citoyen américain, elle n'avait jamais adopté en quelque sorte



sa nationalité; qu'après sa mort elle revendiqua uniformément le titre de sujet britannique et qu'en août 1862, par devant la commission chargée d'indemniser les errements dont elle se plaignait ou partie de ces faits, elle avait fait la preuve de son caractère et de sa qualité de sujette britannique devant le consul britannique de la Nouvelle-Orléans, et avait été dûment immatriculée comme telle. La commission rejeta néanmoins sa plainte pour manque de juridiction.

**N° 186.** — Dans l'affaire plus récente de Giacopini (Vén. Arb. de 1903, 765), une femme italienne mariée à un Vénézuélien et suivant les lois du Vénézuéla devenue par là Vénézuélienne, fut dite n'avoir aucun titre à se présenter comme plaignante italienne.

Dans le cas Stevenson (Vén. Arb. de 1903, 438), il fut décidé qu'une femme acquiert la nationalité de son mari par le mariage, mais que si elle continue à résider dans la contrée de sa naissance après la mort de son époux, et que si la loi de cette contrée prévoit qu'elle est citoyenne du pays de son mari seulement durant le mariage, la loi de son domicile l'emportera, aussi ne peut-elle être considérée comme sujette ou citoyenne de la patrie de son mari.

**N° 187.** — « Dans le cas Lebre (Boutwell's Report 126), le commissaire américain soutint, et l'arbitre y agréa d'une façon expresse, qu'une femme mariée devenait naturalisée par la naturalisation de son époux. »

---

## CHAPITRE V

### NATIONALITÉ DES PARTIES

---

#### Nécessité de la citoyenneté quand un « claim » naît ou est soumis à une commission

§ 220. — A de très rares exceptions et ces exceptions même basées sur le texte particulier des traités visant des circonstances exceptionnelles, le langage des commissions a été que la plainte doit être fondée sur un dommage ou un tort occasionné à un citoyen du gouvernement réclamant, et que le droit de formuler de semblables revendications doit être demeuré d'une façon continue aux mains de citoyens de ce gouvernement jusqu'au moment de sa présentation à la commission. Cette règle et ses raisons furent discutées tout au long dans le cas *Abbiati* (*Claims Commission U. S. Vénézuéla* 84, Moore, 2.347), la commission disant :

« Dans des plaintes comme celle-ci, ils (les demandeurs) doivent avoir été citoyens, du moins quand les sujets de plainte prirent naissance. Telle est la doctrine établie. L'Etat plaignant n'est pas un « Claim agent ». Comme on l'a fait remarquer ailleurs, le tort injustement causé au propre citoyen d'un Etat est une injure faite à cet Etat, et en s'assurant de son redressement cet Etat accomplit ses propres obligations et agit, en un sens, dans son propre intérêt. Telle est la clé — soumise naturellement aux termes du traité — pour la solution des questions de juridiction qui

Le barbarisme « citoyenneté » que nous emploierons souvent, n'est que la francisation de l'expression « citizenship ». Pour varier nos termes, nous prendrons dans la même acception nationalité ou bourgeoisie, bien que le droit américain attache à ce mot un sens particulier.

(Notes de l'auteur.)

suivent : L'État plaignant souffre-t-il une injure ? Est-ce que la personne lésée était à ce moment citoyen d'un autre État, quoique devenue depuis son propre citoyen ? Il y avait là un dommage causé à l'autre partie. La naturalisation transfère l'allégeance, mais non les obligations déjà existantes à la charge de l'État. Abbiati ne pouvait pas imposer au U. S., en devenant leur citoyen, le devoir existant en sa faveur à la charge de l'Italie. Cette affaire n'est pas un cas où le tort était inachevé au moment de l'acquisition de la citoyenneté, ou une hypothèse de préjudice continu par nature. »

§ 221. — Dans le cas *Fleury*, *Wadsworth* parlant au nom des commissaires disait (*Moore*, 2.156) :

« Quand l'auteur du mémoire soutient qu'à l'époque où les dégâts furent commis et pour lesquels le gouvernement des U. S. formule maintenant une réclamation, il était sujet français sans prétendre qu'il avait alors la qualité de sujet du gouvernement présentant sa plainte, les commissaires sont-ils donc dans la nécessité imposée par le texte du traité ou des considérations de droit public, d'équité ou de justice, de s'informer des preuves, et si peut-être elles corrigeraient les affirmations du mémoire ? Nous pouvons répondre à cette question par la négative, avec quelque assurance. »

Ainsi dans le cas *Dusenbergh* (*Moore*, 2.150), le même commissaire soutint que la seule affirmation par le plaignant de son séjour serait insuffisante, et ajoutait :

« Ce que nous estimons nécessaire et indispensable de la part du plaignant c'est de nous montrer dans son mémoire qu'il était au temps du dommage ou des pertes qu'il subit, un citoyen de la contrée dont le gouvernement porte sa plainte devant la commission. Il peut établir les faits sur lesquels il base sa plainte en raison de sa nationalité par ses propres moyens, mais il doit apparaître dans le mémoire qu'il avait le titre de citoyen à l'époque des dégâts et du préjudice. »

Il est dit dans Moore, 1.353 (avec de nombreuses citations à l'appui) que devant la Commission Mexico-Américaine de 1868 « alors que dans quelques cas plus récents, les décisions au regard de ce qui constituait la nationalité dans l'esprit de la convention étaient exceptionnelles, il fut uniformément admis qu'une semblable citoyenneté était nécessaire lorsque la plainte était soumise à l'arbitrage, aussi bien que quand elle surgissait. »

§ 222. — Bartholdi, arbitre de la Commission Hispano-américaine, décida dans le cas Prieto (Moore, 2.340), : « Comme le plaignant n'était pas un citoyen des U. S. d'Amérique quand les autorités de l'Ile de Cuba mirent l'embargo sur sa propriété dans ladite Ile de Cuba, mon opinion est que cette affaire doit être rejetée. » Une résolution identique, les circonstances étant analogues, fut prise par le Comte Lewenhaupt, arbitre de la même commission, dans le cas Simoni (Moore, 2.347).

Pareil langage fut employé par le même arbitre dans le cas O'Farill (Moore, 2.339), pendant que M. Lowndes, commissaire américain près la même commission, dans une opinion suivie par son collègue espagnol dans le cas Acosta y Foster (Moore, 2.347), jugeait « le plaignant fut dument naturalisé citoyen des U. S. après l'embargo de sa propriété. Il a été décidé par les arbitres que la commission se trouvait sans juridiction dans un pareil procès. »

§ 223. — Le sujet général fut attentivement examiné dans le cas Stevenson (Vén. Arb. de 1903, 438) l'arbitre citant maintes autorités d'accord avec la règle que nous avons exposée.

Dans le cas Corvaia (Vén. Arb. de 1903, 782), il fut décidé que la plainte étant échue à des héritiers italiens, et le plaignant originel n'ayant jamais été en situation de faire valoir ses droits devant la commission italo-vénézuélienne à cause de la déchéance de la nationalité italienne, le gouvernement italien ne pouvait la soutenir vivement devant la commission et l'arbitre ajoutait (p. 808) : « Une longue suite de décisions arbitrales a fortement insisté sur ce fait que la plainte doit avoir été à la fois italienne dans son origine et italienne dans sa propriété avant que d'être examinée par une commission italienne. »

Parmi d'autres cas relatifs à l'effet général indiqué plus haut, il faut noter celui de King et Gracie (Claims Commission U. S. - Grande-Bretagne de 1853, 305, 309; Moore, 2.331), dans lequel la commission déclara : « Personne ne peut présenter ici de plaintes excepté les citoyens de l'une ou l'autre nation signataire contre le gouvernement de l'autre ». Voir aussi le Macédonien (Moore, 1465), Laurent (Claims Com. U. S. - Grande-Bretagne de 1853, 120) Henriette Lévy (Claims Com. Franco-américaine, Boutwell's Report 71; Moore, 2.514) Knox (Com. U. S. - Mexique de 1868; Moore, 2.166) Brignone (Vén. Arb. de 1903, 710).

§ 224. — Dans le cas Peck (Claims Commission U. S. - Vénézuéla, 419), une partie de la plainte fut rejetée pour défaut de nationalité, la commission disant : « Le reste de la plainte appartenait à ses enfants et à leur mère et ne peut être considéré par nous. Parce qu'ils n'étaient pas citoyens des U. S. et n'ont conséquemment aucun droit de se présenter ici sous la foi du traité. »

La nationalité du plaignant doit exister au regard de la nation demanderesse lorsque la commission est instituée, ainsi qu'on le décida dans le cas Perché (Boutwell's Report 41, Moore, 2.401).

§ 225. — Les commissaires nommés par l'Act de 1849 faisant allusion aux demandes des citoyens américains contre le Mexique (Moore, 2.325) disaient dans le cas Jarrero :

« L'objet de ces stipulations (se rapportant aux demandes des citoyens des U. S.) n'était pas de payer les dettes du Mexique, mais d'obtenir pour nos propres citoyens une indemnité telle que celle qu'ils étaient en droit de recevoir. Il est sans importance que la demande fut américaine dans son origine. Elle a cessé d'être américaine à la date du traité et son détenteur ne pouvait pas invoquer l'intervention de notre gouvernement pour sa protection. »

Les demandes d'Édouard Dwyer et de J. H. Grammant (Moore, 2.322), furent rejetées par la même commission pour ce motif que les plaignants autrefois citoyens du Texas, n'étaient



pas citoyens des U. S. quand eut lieu le préjudice dont ils se plaignaient. (Voir aussi les cas Wilson et Parrott, Dimond, rapportés dans Moore, 2.386).

§ 226. — Dans le cas Morrison (Moore, 2.325), la même commission fut d'avis que le plaignant doit démontrer « qu'il était citoyen des U. S. à l'époque où le traité fut conclu. Il doit également faire connaître qu'il était citoyen quand naquit le claim. »

### Déclaration d'intention

§ 227. — L'effet de la déclaration d'intention en ce qui concerne la question de nationalité a été assez fréquemment l'objet de l'attention des membres des commissions, et alors que les avis étaient généralement uniformes pour proclamer que la déclaration d'intention ne suffisait pas à opérer une altération de la citoyenneté, aussi bien que pour conférer à la personne qui l'effectuait les droits d'un citoyen dans la contrée au profit de qui elle avait commencé le transfert de son allégeance, il existe des situations spéciales qui font naître des sujets de discussion dignes d'intérêt.

Dans les derniers jours de la Commission Américano-mexicaine de 1869, le commissaire mexicain était apparemment désireux de donner un effet propre à la déclaration d'intention. De Moore, p. 2.712, nous apprenons que dans le cas Jarr et Hurst le commissaire mexicain concédait que les plaignants pouvaient être entendus en qualité de citoyens des U. S.; il inclinait à penser qu'une personne domiciliée aux U. S., qui avait fait une déclaration d'intention pouvait être admise à l'audience à deux conditions : 1<sup>o</sup> qu'elle ne manquât pas de compléter sa naturalisation; 2<sup>o</sup> et que son droit à protection serait « essentiellement attaché à sa présence réelle et effective aux U. S. ».

Dans le cas Perez devant la même commission (Moore, 2.719) il fut déclaré « le fait que bien des années auparavant, le plaignant ait déclaré son intention de devenir citoyen des U. S. n'est d'aucune importance quand, sans exécuter cette intention, il s'est expatrié, non pour faire une visite d'affaires ou de plaisir,

*animo reverendi*, mais pour établir son domicile en terre étrangère. Ceci est une preuve concluante qu'il a abandonné cette intention, parce qu'il ne pouvait pas y donner suite postérieurement sans maintenir son domicile aux U. S.

Grâce à l'arbitre Lieber, juge du cas Helman (Moore, 2.717), nous sommes informés que « les commissaires ont décidé d'un commun accord dans plusieurs espèces rapportées par M. le commissaire Wadsworth dans son opinion sur ce cas (Caroline Sprotto c. le Mexique), qu'une personne déclarant son intention de devenir citoyen et gardant son domicile aux U. S. était citoyenne des U. S. au sens de la Convention du 4 juillet 1868.

L'arbitre suivant, Sir E. Thornton, dans l'affaire Schreck (Moore, 2.720), opéra d'après le principe que le terme « citoyens » dans la convention signifiait citoyenneté suivant la loi des parties contractantes, et refusa de reconnaître à la déclaration d'intention ou au domicile, séparément ou ensemble, le pouvoir de conférer la citoyenneté. M. Zamacona, successeur de M. Palacio, semble aussi s'être rangé à ce principe. Précisément dans son commentaire des opinions de M. Palacio il a insisté sur les adoucissements rapportés plus haut, employant ce langage dans le cas Kern (Moore, 2.719) :

« Cette commission a toujours déclaré que ces individus qui, après avoir pris la précaution préliminaire de déclarer leur intention de devenir citoyens naturalisés des U. S. les quittent sans compléter leur naturalisation et établissent leur domicile en pays étranger, n'ont aucunement le droit d'être considérés comme des citoyens américains. »

Le principe mis en avant par Sir Édouard Thornton fut encore accentué dans le cas Gros (Moore, 2.772), où l'arbitre disait :

« Mais il apparaît à l'arbitre qu'il n'était pas à ce moment citoyen des U. S. Il a déclaré son intention de devenir tel, sans plus, mais il n'est pas devenu citoyen des U. S. d'une manière effective. L'arbitre est d'avis en conséquence que Camille Gros n'est pas l'une des personnes dont la plainte mérite considération. »

§ 228. — Les vues adoptées par d'autres commissions ont été

plus uniformes. Le baron Roënné dans le cas de Atellis (Moore, 2.549) accepta d'une façon évidente (mais sans fournir de raisons) que la plainte d'un individu qui avait simplement déclaré son intention, ne rentrait pas dans la compétence de la commission, rejetant la théorie proposée par les commissaires américains.

De même dans le cas Rojas (Moore, 2.337), le baron Lederer décida qu'un individu dont le domicile se trouvait aux U. S. et qui avait fait une déclaration de devenir citoyen dans la ville de New-York, n'était pas « un citoyen des U. S. au sens de la constitution et des lois de ce pays » et ne pouvait être « regardé comme un pareil citoyen suivant l'agrément susmentionné » du 12 février 1871.

Dans le cas Adlam (Moore, 2.252), il fut soutenu que la citoyenneté de la nation des parents n'était pas perdue par une déclaration d'intention de devenir citoyen de quelque autre nation.

Dans le cas Stévenson (Vén. Arb. de 1903, 438), la citoyenneté américaine de Van Dynn (p. 77) était citée avec approbation de la solution sous le prétexte que « les Claims Commissions internationales auxquelles les U. S. furent parties ont universellement décidé, toutes les fois que la question se présenta, que la simple déclaration d'intention ne donnait à personne quelque aptitude à se présenter devant une commission avec le titre de citoyen des U. S. d'Amérique. »

§ 229. — Une déclaration d'intention peut néanmoins avoir un effet en enlevant aux citoyens ou sujets de certaines nations leur droit à réclamer la protection nationale; du moins doit-on voir là une forte probabilité d'un tel état d'esprit ou de fait qui les déchoit du droit d'en appeler à leur nation d'origine. Ainsi la Claims Commission Franco-américaine (Cas de Déucatte, Boutwell's Report 80, Moore, 2.582), décida : « En vertu de l'art. 3 du Code Civil — à savoir que la nationalité française serait perdue par un établissement en contrée étrangère sans intention de retour (sans esprit de retour) — nous avons fréquemment décidé que la déclaration d'intention de devenir citoyen américain jointe à des faits tels que ceux qui sont établis dans le

cas présent, est une preuve complète et satisfaisante de la perte de la nationalité française. En suite de ces décisions nous sommes d'avis que le plaignant n'est pas un citoyen français et nous sommes en conséquence obligés de rejeter sa plainte.

§ 230. — La Commission américaine du traité de 1849 pour régler les réclamations des citoyens américains contre le Mexique, jugea ainsi dans le cas Ehlers (Moore, 2.552) :

« Le plaignant déposa en 1818 sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. mais il ne fut pas admis en fait, conformément à l'Act du Congrès, jusqu'à l'année 1846. Une simple déclaration de devenir citoyen des U. S. n'accorde pas de droits politiques à la partie plaignante. L'obligation qu'a le gouvernement de protéger un citoyen est fondée sur le droit de ce gouvernement à ses services ; et jusqu'à ce que la partie en ait fini avec l'accomplissement des formes légales requises pour établir son caractère de citoyen, on ne peut dire que ce dernier doive allégeance au gouvernement à qui il a fait connaître son intention d'obéir et ce même gouvernement ne peut réclamer ses services. »

§ 231. — Par la Commission répartissant l'indemnité chinoise, il fut soutenu dans le cas Ryder :

« La nationalité imparfaite que le plaignant a acquise par sa simple déclaration d'intention s'était complètement évanouie par son départ du territoire des U. S. vers une juridiction étrangère, et en s'y établissant lui-même en vue d'affaires. Apparemment le Dr Ryder ne projetait pas de faire mûrir son « intention » quand il transportait son domicile dans un empire éloigné. Combien promptement après sa déclaration s'en alla-t-il en Chine, la commission n'en est pas informée mais les commissaires ont une haute autorité pour dire que « le caractère obtenu par la résidence cesse par la non-résidence. C'est un caractère adventice, et qui n'adhère pas plus longtemps à l'individu dès l'instant où il se met lui-même en situation *bona fide* de quitter le pays *sine animo revertendi*. » (Wheaton IV<sup>e</sup> partie, chap. I, section 17). »



### Le domicile critérium de la nationalité.

§ 232. — La question du domicile a montré son importance un nombre de fois répété, pour permettre de déterminer la nationalité d'un plaignant quand il y avait conflit apparent et réel entre les lois de la nation de la naissance et celles de la nation défenderesse, le plaignant ayant pris résidence sur le territoire de la nation répondante.

§ 233. — Dans le cas récent de Barclay devant la Commission Britanno-Américaine (Hale's Report 11, Moore, 2.721), nulle question de conflit de lois n'apparait s'être posée et la sentence fut que le droit du réclamant n'était pas affecté par un domicile au sein de la nation défenderesse. La même règle fut suivie par la commission dans le cas Crutchett (Hale's Report 14; Moore, 2.728). Dans les cas d'Alexander et Mogridge (Hale's Report 15-16), impliquant double nationalité; au moment des dommages, les plaignants étaient domiciliés sur le territoire du pays défendeur, et furent renvoyés des fins de la plainte.

§ 234. — La question du domicile toutefois devint d'importance dans les affaires de Brissot et de Hammer devant la Commission U. S. - Vénézuéla de 1889 (Report 457), et il fut répété dans ces affaires :

« Si cette question de nationalité était portée devant une cour du Vénézuéla elle ne pourrait décider autrement qu'en se mettant d'accord avec la constitution vénézuélienne parce que cette loi seule aurait autorité pour décider dans cette hypothèse si les femmes sus-mentionnées devaient être ou non regardées comme citoyennes des U. S. et pour le même motif elle aurait à tenir compte dans son jugement de la loi de 1855, parce que cette loi seulement pourrait déterminer si par leurs mariages respectifs avec J.-W. de Hammer et Jules de Brissot, elles devraient être ou non traitées comme citoyennes américaines. Mais ces femmes ne pourraient ni invoquer au Vénézuéla la loi des U. S. pour révoquer celle du lieu de leur naissance touchant leur nationalité, ni la loi du Vénézuéla aux U. S. pour affirmer contre la loi de leur



patrie par naturalisation qu'elles étaient vénézuéliennes ; car, ainsi qu'on l'a déjà constaté, il est impossible d'admettre en principe que l'application de la loi domestique puisse être soumise sur ce point au bon vouloir d'une loi étrangère, ni qu'un État puisse s'arroger le droit d'empêcher un autre État d'appliquer les lois qu'il a estimé convenable de décréter dans ce but.»

Dans les cas cités, la loi des U. S. conférait la nationalité aux femmes étrangères épousant des américains, tandis que la loi du Vénézuéla, identique sur ce premier point à celle des U. S., ajoutait qu'après leur veuvage elles renaissent à leur statut originel.

La même différence existait exactement entre les lois d'Italie et du Vénézuéla quand la question se présenta de nouveau pour le cas Brignone (Vén. Arb. de 1903, 710), devant la Commission Italo-vénézuélienne. L'arbitre Ralston citant Bluntschli (sect. 374) comme accordant la préférence à la nationalité de fait, c'est-à-dire à celle qui s'unit au domicile, et Philimore (vol. IV, chap. XVII, sect. 368), déclarant à son tour que « la loi qui gouverne le statut est la loi du domicile » puis recourant aux décisions des commissions, cita dans son sens le cas de Hammer juste rapporté plus haut, le cas de Jane Brand devant la Commission Britanno-américaine (Moore, 2.488), dans lequel on décida que le caractère national d'une femme mariée était déterminé en toute hypothèse par celui de son mari si « le domicile de la femme et veuve avait continué d'être celui de la nationalité du mari », il commentait encore le cas Calderwood (Moore, 2.486), où la Commission Britanno-américaine, malgré la sérieuse dissidence du Commissaire Frazer, soutint qu'une veuve américaine de naissance, toujours demeurée aux U. S., ne recouvrait pas sa nationalité américaine, mais l'arbitre rejetait cette opinion en raison des décisions rapportées plus haut, et concluait enfin par une référence au cas d'Alexander devant la Claims Commission Britanno-américaine (Moore, 2.529), dans lequel le Comte Corti disait en une excellente discussion du sujet : « Nous pensons que la pratique des nations dans de pareils cas est, que le souverain abandonne la personne, qui s'est embarassée elle-même en assumant une double allégeance, à la protec-

tion que cette personne peut croire stipulée en sa faveur par les lois internes de l'autre souverain, à qui elle doit également allégeance. Traiter ses griefs contre l'autre souverain comme des questions d'importance internationale serait prétendre à une juridiction supérieure à celle de l'autre nation dont elle est aussi sujette.»

§ 235. — La position prise dans le cas Brignone fut maintenue par le même arbitre dans le cas Miliani (Vén. Arb. de 1903, 754), et dans le cas Poggioli (*id.* 847), et une conclusion identique fut étendue au cas Stevenson (*id.* 438), et au cas Mathison (*id.* 429), par l'arbitre Plumley.

Ce dernier agissant en qualité d'arbitre de la Commission Franco-vénézuélienne sous le protocole de 1902 (Ralston's Report 211-241), déclara de nouveau dans le cas Massiani que la loi du domicile « prévaut quand il y a conflit, comme en décida l'arbitre dans la plainte des héritiers de Jean Maninat (*id.* 44), devant le même tribunal. »

Nous nous sommes déjà reportés au cas d'Alexander et Mogridge (Hale's Report 15-16), qui aboutit au même résultat.

### Double Nationalité

§ 236. — Qu'il y ait quelque équivalence à la double nationalité et que la situation créée par elle soit prise en considération par les commissions, est une inférence naturelle après les citations déjà faites, et la règle générale des commissions doit se résumer comme étant, nous l'avons indiqué, que si un réclamant est citoyen en vertu des lois respectives des deux pays demandeur et défendeur, aucun recouvrement ne puisse être obtenu parce que ce n'est le droit ni de l'un ni de l'autre État d'imposer à l'autre d'accepter ses lois pour déterminer la question de droit, et qu'à égalité de droit, la plainte tombe.

§ 237. — Incidemment à cette question, des commissaires eurent à déterminer si la citoyenneté pouvait être imposée par la force à une personne par la loi, comme les républiques sud-

américaines ont plusieurs fois tenté de la faire, en agissant ainsi, elles avaient sans doute le dessein arrêté de rendre les personnes, qu'elles destinaient à subir cette loi, incapables d'adresser leurs plaintes à un pays étranger pour se faire indemniser des dommages subis. Ainsi dans le cas de Brissot, la Claims Commission U. S. - Vénézuéla passant en revue le sujet général, déclarait-elle par l'organe d'Andrade, commissaire du Vénézuéla (Report, 458) :

« Chaque État indépendant a le droit de décider qui il considérera comme national ou comme étranger sur son territoire, d'établir les manières, conditions et circonstances dont dépendront l'acquisition et la perte de la nationalité. Mais, pour la même raison que c'est un droit appartenant à toute puissance souveraine et indépendante, personne ne peut prétendre donner une autorité extraterritoriale à ses propres lois visant la nationalité, sans violenter les principes du droit international suivant lesquels la compétence législative de chaque État ne s'étend pas au-delà des limites de son propre territoire. Autrement n'importe qui pourrait être au même moment citoyen de deux États, ce qui est aussi inadmissible que de n'être citoyen d'aucun État du tout. « Chaque individu se trouve être régulièrement seulement le citoyen d'un État, et possède uniquement ses droits politiques dans cet État. » (Bluntschli, *Droit International Codifié* n° 373). »

Dans le même cas, la commission estima que la citoyenneté acquise par « le bienfait de la loi », par exemple celle qu'acquiert en se mariant avec un citoyen américain une femme étrangère elle-même continuant à résider sur son sol national, ne pouvait être regardée comme consciemment et volontairement acquise ; par cette résidence continue sur son sol national une fois devenue veuve sans avoir jamais fait de déclaration qui indiquât son désir de préserver sa nationalité statutaire, ni sans être jamais venue aux U. S., cette femme montrait qu'elle préférerait reprendre la nationalité de sa naissance, et que la déclarer citoyenne des U. S. contre son bon vouloir présumé, serait contraire aux principes généraux du droit et de la loi internationale, qui maintenant

prévalent. A l'appui de cette proposition, la commission cita Fiore, Hefter et Bluntschli.

§ 238. — Dans le cas de Barron, Forbes et Co (Moore, 2.522), l'arbitre Lieber déclara qu'« aucun individu ne peut être citoyen dans le sens achevé du mot (alors qu'on entend par là, en effet, l'incorporation positive et exclusive dans une nation, et l'assimilation à une société politique) de deux États ou gouvernements à un seul et même moment. »

### Preuve de la Nationalité

§ 239. — La citoyenneté doit, comme nous l'avons déjà vu en conséquence de ce que nous avons dit, être alléguée dans le mémoire, et à quelque prix que ce soit, si le fait est dénié, être prouvée. Dans beaucoup de commissions, la simple présentation de la plainte par le représentant accrédité du pays réclamant, en l'absence de débats ou de circonstances éveillant les soupçons, a été admise comme suffisante par la commission. Il en fut ainsi notamment devant les Commissions étrangères siégeant en 1903 à Caracas. Dans certains cas toutefois, même devant ces Commissions et dans d'autres espèces, on réclama après leur présentation régulière des preuves suffisamment sûres, comme nous le montrerons dans un paragraphe subséquent il fut soutenu que les faits étaient tels qu'ils détruisaient tous les effets qui auraient pu être attribués à la citoyenneté apparente.

§ 240. — Devant les commissions, d'importantes questions ont été soulevées en connexions avec la preuve, relativement à la naturalisation. Il est déjà apparu qu'une simple déclaration d'intention a été généralement regardée comme témoignage inadéquat.

Dans le cas Robinet (Moore, 2.538), auquel il a été fait allusion plus haut, les commissaires déclarèrent qu'en l'absence de preuves légales de citoyenneté « il n'avait aucun droit à indemnité pour les pertes subies en Chine au cours des dernières hostilités, ni pour les dommages en résultant pour son commerce. »



Dans le cas Tipton (Moore, 2.545), l'arbitre Thornton déclarait « la commission est certainement en droit de s'attendre à une preuve plus positive de la nationalité que le mémoire signé par Tipton et autres, ou le fait que le ministre des U. S. leur ait prêté secours dans leurs difficultés. »

§ 241. — Le vote ou la possession de charge fut tenu pour une preuve insuffisante par l'arbitre Thornton, dans le cas Gatter (Moore, 2.547). Quoique voter et tenir un office soient regardés comme des faits incapables en eux-mêmes de prouver la citoyenneté, en sens contraire l'exercice du droit de vote en pays étranger, la preuve de la nationalité n'étant pas absolue, fut déclaré suffisant pour rejeter un essai de revendication de la nationalité du pays demandeur. Ainsi dans le cas Barrios (Moore, 2.535), Thornton disait :

« La preuve qu'il est citoyen mexicain n'est pas si puissante qu'il lui soit indispensable de repousser ce témoignage d'après lequel il aurait voté en qualité de citoyen américain ; il était libre d'agir ainsi qu'il le fit, mais il a négligé d'administrer cette preuve. En présence de ce doute, l'arbitre ne considère pas que la nationalité du plaignant soit suffisamment démontrée, et c'est pourquoi il décide que la plainte soit rejetée. »

§ 242. — Dans le cas Gilmore (Moore, 2.539), débattu entre les U. S. et le Costa-Rica, Bertinatti estima que la commission ne devait pas accepter une mention fortuite que le plaignant était citoyen des U. S. contenue dans une déclaration d'avaries faite devant le consul des U. S. comme une preuve suffisante de sa citoyenneté. Dans le cas Wolfe (Moore, 2.539), devant la Commission Mexico-américaine de 1869, un plaignant se vit refuser reconnaissance qu'il eût déclaré son intention parce qu'il était également incapable de fournir une preuve de l'achèvement de sa naturalisation. Il possédait aussi un passeport et un certificat d'un colonel mexicain d'infanterie déclarant qu'il avait le titre de citoyen des U. S., mais ces pièces ne furent pas reçues comme preuve qu'il ait été naturalisé. La commission jugea



qu'une copie de l'original devait être produite dûment certifiée, ou une preuve satisfaisante fournie que l'acte avait été perdu, détruit ou mutilé, ou ne pouvait être trouvé pour de bonnes et suffisantes raisons, et qu'alors seulement on pourrait avoir recours à une preuve accessoire.

§ 243. — Absolument en concordance avec l'opinion émise dans l'affaire rapportée plus haut, était le sentiment de l'arbitre Thornton dans le cas Martin (Moore, 2.540) : démonstration étant faite que les archives de la cour du lieu où il avait été naturalisé étaient perdues ou détruites, il autorisa le plaignant à se servir d'une preuve subsidiaire.

§ 244. — Dans le cas Garay (Moore, 2.532), l'arbitre Thornton reconnut que le certificat remis par le gouverneur d'un État, quoiqu'il ne fut pas autorisé officiellement à délivrer des certificats de nationalité, était une preuve digne de respect de la citoyenneté du plaignant, et accepta comme attestant la nationalité mexicaine le certificat d'un consul général du Mexique à New-York. Mais le même arbitre dans le cas Warner (Moore, 2.533), jugea que la déclaration d'un homme se prétendant citoyen mexicain, fondée principalement sur un certificat signé par un « subpolitical chief » de la frontière de la Basse-Californie et non juré par lui, ne pouvait avoir la même foi que « celle à accorder à un officier d'un si haut rang que le gouverneur d'un État, dont le certificat qu'accompagnait d'autres témoignages, avait été prisé par l'arbitre, dans d'autres hypothèses, à sa véritable importance.

§ 245. — Un certificat d'un consul reconnaissant à un homme la qualité de citoyen américain et recevant son serment comme tel, fut tenu pour une preuve insuffisante par l'arbitre Thornton dans le cas Brockway (Moore, 2.534). Et le même arbitre dans le cas Trévisco (Moore, 2.531), soutint que si le plaignant se prétendait lui-même natif de Reynosa, sans indiquer la date de sa naissance, sa citoyenneté était insuffisamment prouvée. Que le seul fait de la naissance ne soit pas un témoignage concluant de

la nationalité, cela fut aussi décidé par le même arbitre dans le cas Suarez (Moore, 2.449), dans lequel le réclamant avait juré qu'il était né à New-York et produisait le certificat de baptême d'un enfant de son nom, mais ne prouvait pas que cet enfant baptisé à New-York, fut la même personne que le plaignant.

§ 246. — Il a été soutenu d'une façon répétée par les commissions que le certificat de naturalisation offre la meilleure preuve de la nationalité de l'individu né en contrée étrangère, pourtant un pareil certificat n'est pas définitif devant la commission. Le cas le mieux choisi dans lequel cette proposition fut discuté est celui des Fluties devant la Commission Américano-vénézuélienne (Vén. Arb. de 1903, 38). Dans ce cas le commissaire Bainbridge, parlant au nom de la commission, soutint la conclusion que les Fluties, quoique naturalisés régulièrement, n'avaient pas été en droit de recevoir la naturalisation et avaient commis une fraude devant la Cour. Il exprima l'avis que le certificat de naturalisation n'était pas décisif, les U. S. n'y étant pas parties, suivant l'Attorney-Général Ackerman *in re* Moses Stern (13 Avis de l'Attorney-Général 376), la circulaire de M. Fish, secrétaire d'État datée du 2 mai 1871 (Af. étrangères de 1871, 25), et la lettre de M. Hay secrétaire d'État à M. Langson du 21 juin 1902 (Af. étrangères de 1902, 389). Le commissaire se reporta aussi à une lettre de M. Evarts secrétaire d'État à la Commission des U. S. - Espagne de 1871 (Moore's Arb. 2.599), dans laquelle M. Evarts déclarait que la commission était « un tribunal judiciaire indépendant en possession de tous pouvoirs et doté de toutes les qualités qui pourraient distinguer une cour de haute juridiction internationale », et ayant l'autorité de « fixer non seulement l'objet général de la preuve et les arguments que l'on accueillera dans la discussion à la fois sur les indemnités à donner à chaque revendication et sur la nationalité américaine des plaignants, mais pourvue aussi de la faculté de passer outre à toute tentative de preuve portant sur l'un ou l'autre point qui pourrait être esquissée devant elle ». (Moore, 2.600). Il cita l'opinion de Bertinatti, l'arbitre de la Claims Commission U. S. - Costa-Rica de 1861

dans le cas Medina (Moore, 2.587), aboutissant à la résolution suivante :

« Un titre de naturalisation, fut-il rédigé par un juge *ex parte* dans l'exercice de sa *voluntaria jurisdiction*, ou fut-il le résultat d'un décret du roi ayant un caractère administratif; dans l'un et l'autre cas sa valeur en ce qui concerne la question de preuve devant une commission internationale, peut être seulement celle d'un élément de preuve sujet à examen suivant les principes généraux en pareille matière... Les certificats exhibés par eux (les plaignants) étant rédigés en bonne forme emportent par eux-mêmes présomption de vérité; mais quand il devient évident que les énonciations contenues dans ces documents sont inexactes, la présomption de vérité doit céder la place à la vérité même. »

Dans le cas Medina, Bertinatti disait en outre :

« Admettre ceci (que les certificats soient l'absolue vérité) équivaldrait à donner à ces certificats en terre étrangère ou devant un tribunal international une valeur absolue qu'ils n'ont pas aux U. S. où ils peuvent éventuellement être écartés, tandis que le Costa-Rica qui ne reconnaît la juridiction d'aucun tribunal des U. S. serait laissé sans aucun recours. Bien plus, cette commission serait placée dans une position d'infériorité, et l'on lui dénierait la faculté qu'on reconnaît à un tribunal des U. S. »

§ 247. — A l'imitation de M. Bainbridge, d'autres commissions adoptèrent un point de vue identique. M. Lowndes et le Marquis de Potestad, commissaires de la commission Hispano-américaine, s'accordèrent sur les principes suivants (Moore, 2.621) :

« Quand on examine une prétendue naturalisation et que l'affirmation en est prouvée *prima facie* par la présentation d'un certificat de naturalisation ou par d'autres moyens de preuves convenables et suffisants, on peut uniquement l'attaquer en démontrant que la cour qui rendit le jugement de naturalisation était sans pouvoir de juridiction, ou en établissant conformément à la jurisprudence des Cours des U. S. en pareille matière, que la fraude consistant dans la

représentation déloyale ou la suppression intentionnelle et de mauvaise foi des faits matériels par la partie qui obtint l'arrêt, fut le résultat de supercheries, ou encore que la naturalisation fut accordée en violation d'un traité ou d'une règle de droit international; et alors cette naturalisation revêt l'individu des droits de citoyen de son pays d'adoption dans la contrée de son origine ou partout ailleurs non moins que dans sa patrie d'adoption.»

Les mêmes commissaires, M. Lowndes prenant la parole en leur nom dans le cas Angarica (Moore, 2.622), disaient : « La fraude qui vicie la naturalisation doit consister dans la représentation fausse et intentionnellement faite de mauvaise foi d'une vérité importante ou dans la suppression préméditée de faits matériels ». La même règle fut suivie dans le cas Criado. (Moore, 2.624).

§ 248. — Le Comte Lewenhaupt arbitre de la même Commission dans le cas Mora (Moore, 2.644), rendit la sentence suivante :

« Suivant l'accord du 14 décembre 1882, l'Espagne n'a pas le droit de critiquer le certificat de naturalisation. Dans le cas présent, ce certificat est décisif à moins que l'on puisse avancer que le réclamant s'est livré devant la Cour à quelque manœuvre frauduleuse. Ce point est établi. Le certificat conserve néanmoins *prima facie* sa valeur probante, et il n'est pas du devoir du plaignant de fournir quelque autre témoignage supplémentaire, mais d'après notre jurisprudence, il y a présomption qu'une fraude ait été commise s'il est démontré que le plaignant n'était pas corporellement présent aux U. S. pendant la plus grande partie des cinq années, ou des deux ans six mois et un jour. »

§ 249. — La même règle fut suivie par l'arbitre Thornton dans le cas Lizardi (Moore, 2.589), lui-même disant :

« L'arbitre est d'opinion que M. Lizardi ne peut prendre avantage d'un pareil faux serment, ni être traité comme citoyen des U. S. La Cour pensait qu'il avait résidé aux U. S. pendant cinq ans et qu'on l'y admit comme citoyen ;



« mais la Cour fut trompée par un faux serment, et l'arbitre doit considérer le certificat comme nul et de nul effet. »

§ 250. — Dans le cas Kuhnagel (Moore, 2.647), (Boutwell's Report, 74) cité d'un air d'approbation dans le cas Bouillotte (Boutwell's Report 77; Moore, 2.650), il fut soutenu que le certificat de naturalisation peut être regardé comme nul et de nul effet s'il y a eu exposé inexact des faits matériels.

§ 251. — D'autres questions de preuve de moindre importance relatives à la nationalité ont été tranchées en plusieurs cas. Dans le cas Delgado (Moore, 2.260), on estima que l'Espagne n'avait pas produit une preuve suffisante pour annuler la naturalisation du plaignant, et c'est pourquoi le plaignant fut traité comme citoyen américain.

Dans le cas Estèves (Vén. Arb. de 1903, 922), un certificat consulaire d'immatriculation fut regardé comme apportant une preuve sérieuse de la rétention par un plaignant espagnol-né de la nationalité espagnole, cette loi prévoyant que le transfert en pays étranger du domicile des Espagnols leur imposait dans chaque cas l'obligation de prouver qu'ils avaient conservé leur nationalité, aussi de faire une déclaration devant l'agent diplomatique espagnol qui était tenu de les inscrire sur le registre des résidents espagnols.

Dans le cas Wilkinson (Moore, 2.532), le mémorialiste avait déclaré sa naissance en Kentucky et son époque, aussi l'arbitre faisait-il cette remarque « à moins qu'on ne puisse prouver la fausseté de ce récit l'arbitre pense que le plaideur doit être considéré comme ayant prouvé sa nationalité. » Cette observation fut reprise par le même arbitre dans le cas Rose (Moore, 2.532).

Dans le cas Masson (Moore, 2.542), l'arbitre Thornton prit le plaignant en défaut sur son affirmation qu'il était devenu citoyen des U. S. en vertu de l'annexion du Texas, sans avoir pu prouver qu'il était auparavant citoyen du Texas.

A peu de chose près il soutint dans le cas Vallejo (Moore, 2.534), que des plaignants prétendant être nés dans la Haute Californie et y résider lorsque fut signé le traité de Guadalupe Hidalgo,



étaient devenus citoyens des U. S. en vertu de ce traité, sans apporter aucune autre preuve, avaient insuffisamment prouvé leur citoyenneté, car ils auraient dû établir distinctement qu'ils habitaient la Haute Californie à l'époque de la signature du traité.

Le temps de service à bord d'un vaisseau américain fut regardé par le commissaire mexicain dans le cas Jarr et Hurst (Moore, 2.713), comme faisant partie du temps nécessaire pour compléter une naturalisation.

Dans le cas de Goldbeck (Moore, 2.508), Thornton refusa de s'engager à déclarer la naturalisation d'un père (encore moins celle d'un beau-père) capable de naturaliser les enfants en vertu des lois du Texas, alors que cet État était une république indépendante.

§ 252. — Dans le cas de Barclay, administrateur de Bolling (Moore, 2.536), soulevé par le traité de 1849, il fut jugé comme suit :

« Il est bien connu que le Texas admit à sa citoyenneté sans le moindre serment d'allégeance toutes les personnes qui y résidaient au jour de sa déclaration d'indépendance, 2 mars 1836 (art. 7, sect. 10, Constitution du Texas). Toutes les personnes qui furent dans ce cas devinrent indistinctement citoyennes en vertu de cette clause de la constitution du Texas. Aucun serment d'allégeance ne pouvait donc leur être réclamé. La présomption émanant du fait de la résidence, que les parties avaient l'intention d'établir au Texas un domicile permanent et qui avait cessé pour cette raison d'être citoyens des U. S., devrait être repoussée par une preuve évidente. Le bureau est d'avis que les mémoires ne contiennent pas une plainte valable contre le Mexique, et ils sont rejetés en conséquence. »

### Comment peut être perdue la Nationalité.

§ 253. — Des questions intéressantes se sont soulevées devant de nombreuses commissions relativement aux circonstances qui peuvent faire perdre aux plaignants leur citoyenneté dans

la nation réclamante, ou ce qui est une question analogue, la façon dont un plaignant, s'il perd ou non cette nationalité, peut être privé du droit d'ester avec succès devant la commission, à cause de cette perte *pro tanto* de nationalité.

§ 254. — Il a été décidé maintes et maintes fois qu'un individu contractant du service militaire au profit d'une nation étrangère, perd son droit d'agir en qualité de plaignant pour tout ce qui se rapporte à une réclamation découlant, ou du moins en connexion avec ce service. Par exemple, lors du cas Sturm (Moore, 2.757), l'arbitre Thornton décida que l'effet du contrat intervenu entre le plaignant et le représentant du Mexique était que le premier résignât sa position de brigadier général et de directeur de l'artillerie de l'État de l'Indiana, et donnât tout son temps et toute son attention au service de l'armée mexicaine, se mettant lui-même dans ce but aux ordres de cet agent et du gouvernement suprême de la République du Mexique dans la mesure où son service l'exigerait, qu'ainsi le plaignant « s'était privé lui-même de sa nationalité de citoyen légitime des U. S. et n'avait en conséquence aucunement le droit de se présenter devant cette commission ». Une décision similaire fut rendue dans des conditions analogues lors du cas Greene par l'arbitre Thornton (Moore, 2.756), dans cette affaire le plaignant fut proclamé « *pro tanto* citoyen mexicain durant son temps de service ».

Les commissaires de la même commission, parlant par l'organe de M. Wadsworth, dans le cas Lake (Moore, 2.755), rejetèrent pareillement la plainte présentée par le plaignant en raison de ses services, alors qu'il avait accepté d'être commissionné dans l'armée mexicaine. Le commissaire Wadsworth disait :

« Son acte fut volontaire, et de par le jeu de la loi mexicaine, il devint de ce fait citoyen de cette contrée, et aussi longtemps qu'il continuait à y résider et à servir dans son armée, ce rapport d'allégeance continua. Nous ne pensons pas qu'il puisse faire de son gouvernement un agent collecteur chargé de l'indemniser des services rendus au Mexique, alors qu'il avait transféré volontairement son allégeance à un nouveau souverain et demeurait sous sa juridiction. »

Le cas Wallace soumis à l'arbitre Thornton (Moore, 3.476), se termina par une conclusion semblable, le plaignant ayant virtuellement accepté du Mexique un emploi militaire. Dans la sentence rendue par l'arbitre Thornton, celui-ci se trouva d'accord avec les commissaires américain et mexicain, qui, par l'organe de Wadsworth cité plus haut, dans le cas Lake, et par celui du commissaire Palacio dans le cas Martin (Moore, 2.467), après citation de la loi mexicaine décrétant que « les étrangers seront considérés comme naturalisés s'ils acceptent d'une nation un emploi public, ou entrent au service de son armée ou de sa marine » ajoutaient :

« On peut déjà dire : les gouvernements éclairés sont d'avis que c'est un devoir international que de reconnaître la naturalisation de leurs sujets dans les autres pays. Ce devoir, cela est certain, n'a pas été consacré par toutes les législations, parce que peut-être ne s'harmonise-t-il pas avec leurs institutions nationales, politiques et judiciaires ; mais il a été admis explicitement et implicitement par les traités internationaux. De cette façon il est devenu un fragment de la loi des nations, et constitue maintenant une autorité qui décide désormais des questions pendantes entre les puissances souveraines. Conséquemment, il doit être reçu pour guide des décisions à rendre par cette commission, toutes les fois qu'il sera jugé applicable, comme cela est notre opinion dans le procès actuel. Jean T. Martin natif de la Caroline du Nord, acquit la bourgeoisie mexicaine, conformément aux lois de ce pays ; du même coup il déposa la nationalité américaine ; et puisque telle était sa condition à l'instant de l'acquisition du droit allégué par lui, il est évident qu'il n'a pas de raison légitime de présenter une plainte contre la République du Mexique. »

§ 255. — On doit noter toutefois cette distinction entre les décisions de Sir Édouard Thornton et celle prononcée par M. Palacio. Sir E. Thornton basa son opinion sur les principes généraux, savoir que permettre à un plaignant de demander le recouvrement de sommes qui lui sont dues comme conséquence

d'un acte volontaire de sa part l'enchainant à un pays étranger par une allégeance extraordinaire bien que temporaire aboutirait à créer une situation absolument inadmissible; tandis que dans l'affaire arbitrée par M. Palacio, celui-ci n'avait apparemment en vue que la lettre stricte de la loi mexicaine.

§ 256. — Dans le cas Young (Moore, 2.753), les commissaires nommés en vertu de l'Act de 1849 pour liquider les plaintes contre le Mexique, furent d'avis qu'un américain contractant du service militaire au Mexique perdait tout droit à se réclamer de la protection de son propre gouvernement aussi longtemps qu'il était ainsi engagé, et pour les pertes qui pouvaient ensuite survenir.

§ 257. — D'autres emplois que le service militaire acceptés par le plaignant eurent pour résultat le rejet de la plainte pour sa part ou celle de ses héritiers dans les dédommagements réclamés pour le préjudice subi lorsque le demandeur remplissait les fonctions de son emploi.

Un cas important à cause du montant sur lequel roulaient les débats aussi bien qu'à raison de l'attention prêtée à la question, est celui des héritiers de Corvaia (Vén. Arb. de 1903, 782). Corvaia, un sujet italien, vint au Vénézuéla à l'âge de dix-huit ans, entra activement dans les affaires, s'y maria, et en 1850-1851 représenta ce gouvernement comme agent confidentiel aux U. S. Plus tard en 1853-1856, il fait fonction d'agent diplomatique spécial du Vénézuéla en Europe : en 1857, devient envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de nombreuses cours d'Europe, recevant par surcroît aux environs de 1859, une nomination régulière de représentant de l'Équateur à Paris. Il rendit aussi d'autres services au gouvernement du Vénézuéla qui sont sans intérêt dans la décision à rendre sur cette question. En vertu des lois des Deux-Siciles dont il était natif, tout homme perdait la qualité de national, entre autres causes « par l'acceptation non autorisée par le gouvernement d'une fonction publique conférée par un gouvernement étranger. » Le code italien plus récent contenait une disposition identique. Corvaia n'avait jamais été réintégré dans sa nationalité italienne.



Après un examen du sujet, l'arbitre Ralston conclut que la citoyenneté sicilienne ou italienne avait été entièrement perdue par l'acceptation par Corvaia de fonctions diplomatiques, commentant en même temps le fait que de très respectables autorités, même sans arguer de textes de lois, étaient parvenues à la conclusion que ses faits et gestes permettaient de penser qu'un semblable abandon de la nationalité italienne, accompagné de sa longue absence et de son manque apparent de l'esprit de retour, impliquaient la déchéance de son droit à l'intervention italienne. Il disait en outre :

« L'arbitre est disposé à croire que l'homme qui accepte sans permission expresse de son propre gouvernement et contre les prohibitions positives de ses lois un poste public et confidentiel reçu d'une autre nation, est lui-même déchu du droit de revenir à sa première condition, pour porter préjudice à la contrée dont il a adopté les intérêts. »

§ 258. — Mais ce n'est pas tout emploi qui entraîne la perte de la nationalité : dans le cas *Cole*, l'arbitre Thornton disait (Moore, 2.468) :

« L'arbitre est d'opinion que le plaignant doit être déclaré en possession de la nationalité des U. S. à l'origine de la plainte qu'il a présentée. Il pense en effet, qu'il n'en fut jamais autrement et qu'il ne fut jamais véritablement au service militaire du gouvernement mexicain, ni ne reçut de lui une commission, mais qu'il fut simplement employé comme ouvrier à la réparation des affûts de canon, etc... Mais même si à un certain moment et antérieurement à l'origine de ses droits, il avait servi dans l'armée mexicaine, il avait ces temps derniers complètement quitté le service, et fait auparavant un voyage dans son pays natal. Il n'y a pas le moindre doute que durant la guerre d'intervention le gouvernement mexicain ne le considéra pas comme appartenant à l'armée mexicaine, car il l'aurait certainement appelé à servir dans ses rangs. »

§ 259. — De la même manière dans l'affaire *Giordana*, devant la Commission Italo-vénézuélienne (cas non rapporté mais auquel



on se réfère p. 808 des Vén. Arb. de 1903), l'arbitre avait rendu une sentence en faveur d'un pauvre homme qui avait passé quelques années au Vénézuéla; durant l'une d'elles ou un peu plus il s'était employé comme mécanicien du gouvernement et l'arbitre dans son verdict suivit l'idée de Folleville (Naturalisation, 454), qui suggérait que dans la détermination de la question « le juge devrait examiner quelle était la nature politique ou non du lien qui unissait un Français à un gouvernement étranger » et estima qu'il n'y avait aucun lien politique.

§ 260. — Dans le cas Sharpe (Hale's Report 15; Moore, 2.548) devant la Commission Britanno-américaine, il apparut que le plaignant avait exercé aux U. S. les droits d'un citoyen en votant antérieurement à la présentation de son mémoire, et le conseil des U. S. prétendit que de tels actes constituaient une déchéance, ou du moins qu'ils étaient une preuve convaincante de la naturalisation suffisant à renverser les dénégations du plaignant faites sous serment de son existence. La sentence fut rendue en faveur du plaignant, le commissaire américain faisant dissidence. Il est bien connu que dans maints Etats de l'Union, voter est, ou a été permis sans naturalisation, et assurément dans de pareils Etats le fait qu'un homme a voté ne serait pas une preuve de sa citoyenneté et ne pourrait constituer une déchéance. Quelles étaient les lois particulières de l'Etat où avait eu lieu le vote, cela n'apparaît pas dans le rapport.

§ 261. — Dans le cas Eakin (Hale's Report, 15; Moore, 2.819), l'acceptation d'un emploi, qui, d'après les lois du Mississipi ne pouvait être légalement détenu que par un citoyen des U. S. amena le rejet de la plainte; mais ainsi qu'il ressort de l'examen du rapport, l'acceptation d'un semblable poste, dans l'opinion du moins de la majorité de la commission, était en elle-même une violation de la neutralité. Ce cas cependant ne peut être regardé comme en opposition avec la proposition que la tenure d'un office dans une contrée étrangère entraîne nécessairement la perte de la bourgeoisie originelle.

Devant la Commission Italo-vénézuélienne de 1903, une récla-

mation fut présentée par la légation d'Italie au nom d'un prêtre italien domicilié et exerçant les fonctions de son ministère au Vénézuéla, mais étant apparu [que seul un citoyen du Vénézuéla pouvait légitimement les remplir, la plainte fut abandonnée.

§ 262. — Nous nous sommes référés déjà à la discussion du cas Corvaia relative à la perte de la bourgeoisie quand on abandonne complètement une contrée sans intention d'y revenir. La question se présenta plusieurs fois devant la Commission Hispano-américaine de 1871. Dans le cas Price (Moore, 2.565), l'arbitre Bartholdi disait :

« Il résulte des pièces produites au cours de ce procès que le plaignant immédiatement après avoir été naturalisé citoyen des U. S. les quitta pour l'île de Cuba, qu'il se fixa dans ladite île de Cuba et ne revint jamais aux U. S., pas même durant la Rébellion. Donc c'est mon opinion que le plaignant doit être considéré, après qu'il fut devenu citoyen des U. S., comme ayant quitté cette contrée sans esprit de retour, et qu'il n'a pas le droit d'ester devant cette commission. »

La loi des U. S. ne prévoyant pas que des naturalisés perdraient après un certain temps le bénéfice de la naturalisation américaine, par la reprise de leur résidence dans leur contrée d'origine, la correction de la décision citée plus haut est de toute façon exempte de doute. Il est vrai qu'alors sous l'empire de circonstances données, comme maintenant sous certaines conditions, un citoyen américain naturalisé ou natif du fait de son absence hors de ce pays, pourrait en appeler vainement aux autorités américaines pour la protection de ses droits ; mais il y a une différence digne de remarque entre la répugnance d'un gouvernement à présenter la réclamation et la forfeiture du droit de citoyenneté qui fait de cet homme un plaignant incompetent devant un tribunal international en raison de son départ de la contrée à laquelle il s'était attaché.

L'arbitre plus récent de la même Commission Comte Lewenhaupt, dans le cas Lynn, parlant toutefois d'un natif, non d'un

citoyen naturalisé, exprimait la même idée (Moore, 2.570), par les paroles suivantes :

« Dans l'opinion de l'arbitre on adopte généralement le principe qu'un établissement à l'étranger avec l'intention d'y demeurer, peut être regardé comme une raison suffisante de déclarer une personne dépouillée des droits de protection inhérents à sa nationalité, mais ce principe implique seulement que le gouvernement du pays d'origine peut dans certains cas faire une semblable déclaration. Au regard de la contrée de résidence, les droits des étrangers sont d'habitude, comme dans le cas présent, réglés par traité. »

Mais un simple domicile, comme le soutint M. Bertinatti dans le cas Belcher, Commission Costa-ricaine (Moore, 2.695), et comme il l'a été démontré des centaines de fois devant d'autres commissions, « ne dépouille pas » le plaignant « du droit de réclamer la protection de son gouvernement naturel dans le cas d'injustice évidente tel que l'emprisonnement sans cause et non suivi de jugement. » Cependant, dans le cas Lavigne et Bister (Moore 2.565), les commissaires de la Commission Hispano-américaine déclarèrent qu'un citoyen majeur des U. S., quittant les U. S. et s'établissant en pays étranger sans l'intention bien arrêtée de revenir en Amérique, pourrait être considéré comme s'étant expatrié; toutefois Lieber, arbitre de la Commission Mexicaine de 1868, disait dans le cas Miller (Moore, 2.706) :

« Domicile en pays ennemi ne dénationalise pas sans qu'il y ait dans le pays de naissance ou d'adoption de la personne sus-nommée une loi expresse qui produise cet effet. Si Miller était un citoyen américain, (il était citoyen-né des U. S.) quand il vint à Matamoras il le demeura aussi longtemps qu'il resta là sans devenir par quelque fait distinct ou autre, citoyen de la République du Mexique. »

Sa décision fut analogue dans le cas Elliott (Moore, 2.481), comme l'était celle de son successeur, Sir E. Thornton, dans le cas Bowen (Moore, 2.482).

§ 263. — La loi française décrétant comme elle le fait que l'établissement en contrée étrangère sans intention de revenir (sans

esprit de retour) fait encourir la déchéance de la bourgeoisie, crée une situation différente de celle qui existe pour l'individu né sous les lois des U. S. et c'est pourquoi nous trouvons naturel que dans le cas Deucatte (Boutwell's Report : 0), la majorité de la commission décidât malgré le dissentiment du commissaire français comme suit :

« Sous l'article 3 du Code Civil, la nationalité française serait perdue par un établissement en pays étranger sans esprit de retour; nous avons fréquemment décidé que la déclaration d'intention de devenir citoyen américain, accompagnée de faits semblables à ceux prouvés dans cette affaire (25 années de résidence et un mariage), sont une pleine et suffisante preuve de perte de la nationalité française et nous sommes obligés en conséquence de repousser sa plainte. »

De même, dans le cas Bouillotte (Boutwell's Report 79), la majorité de la commission fut d'avis que « la déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. et de renoncer à toute allégeance envers la France (le premier pas dans la voie de la naturalisation), est *prima facie* la preuve du « sans esprit de retour ». Ceci cependant peut être repoussé par la preuve satisfaisante du contraire.

§ 264. — La constitution mexicaine prévoyait que la citoyenneté serait acquise par la possession de biens fonciers au Mexique. L'effet de cette stipulation fut mis plusieurs fois en discussion devant la Commission Mexicaine sous le régime du traité de 1868. Lieber, le premier arbitre de la commission, (Moore, 2.480), dans le cas Anderson et Thompson décida comme suit :

« Anderson et Thompson devinrent citoyens du Mexique, affirme-t-on, par l'acquisition de terres; car une loi de la République Mexicaine convertit chaque acquéreur de terres en citoyen, à moins qu'il ne déclare à ce moment le contraire. Cette loi a nettement pour but d'accorder un bénéfice à l'étranger acquéreur de terres, et l'équité nous défendrait assurément d'imposer de force ce bénéfice aux réclamants (comme une pénalité, tel ce serait dans ce cas), sous le simple



prétexte d'omission de la déclaration de la négative; c'est-à-dire qu'ils négligèrent de déclarer qu'ils préféreraient demeurer citoyens américains, comme ils l'étaient par leur naissance — un des plus puissant de tous les liens.»

De même dans le cas Elliott, l'arbitre Lieber (Moore, 2.481), décida que la citoyenneté américaine n'était pas nécessairement perdue par la possession d'un immeuble au Mexique, quoique la loi précisât que la nationalité pourrait être acquise par ce moyen.

Le cas d'Anderson et Thompson apparaît aussi avoir fait l'objet d'un examen de la part de Sir E. Thornton, l'arbitrage (Moore, 2.482), n'ayant pas été complètement terminé par le Dr Lieber, Thornton jugea comme suit :

« Les plaignants doivent être tenus pour des citoyens américains quoique possédant des terres au Mexique. Il est d'avis que cette partie de la constitution du Mexique qui déclare que ceux-là sont citoyens qui possèdent des terres, est un texte permissif et non obligatoire : et puisque les plaignants ne firent aucune démarche en vue de profiter de cette permission, leur inaction même est une preuve suffisante qu'ils ne désiraient pas devenir citoyens du Mexique. »

Des solutions identiques furent données par Sir E. Thornton dans les cas Willis, Bowen, Costanza et Wenkler (Moore, 2.482).

Dans le cas Prim (Moore, 2.482) les faits étaient quelque peu différents :

« Le réclamant demandait qu'il fut lui permis de devenir citoyen mexicain pour avoir la capacité de terminer l'acquisition de terres dans l'État de Tamaulipas, sur la frontière. Cette permission lui fut accordée quoique ses papiers de naturalisation ne lui aient pas été délivrés, apparemment parce qu'il manqua à payer les droits légaux. Mais dans l'année suivante, 1863, il acquit une propriété territoriale, et non seulement il l'acquit, mais c'était sur la frontière, région où les étrangers avaient défense de par la loi d'acquérir des propriétés foncières; ainsi il devint doublement citoyen mexicain. »



§ 265. — La citoyenneté peut se perdre également par la naturalisation collective. Une question toute proche de celle-ci se présenta dans le cas d'Henriette Lévy devant la Commission Franco-américaine (Boutwell's Report, 71). La plaignante résidait à Strasbourg (alors en France) quand l'Alsace fut cédée à l'Allemagne. Elle ne se prévalut jamais du privilège de conserver sa nationalité française et fut en conséquence regardée comme comprise dans la naturalisation collective englobant tous les résidents de ce territoire qui n'optèrent pas dans le délai fixé.

§ 266. — La question du droit de choisir sa patrie à l'âge de raison, ou en d'autres termes, le point de savoir si le plaignant avait été compris dans une naturalisation collective, se présenta dans le cas de Joseph W. Scott contre les U. S. (Hale's Report, 16) Il fut soutenu de la part des U. S. que l'aïeul du plaignant ayant résidé dans la province du Maine (depuis État), à l'époque de la reconnaissance de l'indépendance des colonies, fut englobé dans la naturalisation collective qui se produisit alors. De l'autre côté, on alléguait que dans le court espace de temps compris entre vingt et un ans et vingt-six ans, le demandeur avait opté en vue de conserver sa nationalité britannique en passant au Nouveau-Brunswick. La majorité de la commission soutint que ce transfert lui donnait droit au traitement du sujet britannique, lui-même ayant choisi cette nationalité, un laps de temps raisonnable après sa majorité.

§ 267. — Naturellement il semble qu'il découle des décisions déjà citées sous la rubrique générale de nationalité, que le droit de se présenter en qualité de demandeur se perdrait par une mutation de la nationalité de la nation demanderesse en celle de l'État défendeur, après que la plainte a pris naissance, mais avant sa soumission à un arbitrage, tel fut d'ailleurs le point de vue de la commission dans le cas Gribble (Hale's Report, 14).

§ 268. — Une espèce absolument unique fut celle de Petit, qui se présenta devant la Claims Commission Franco-américaine (Boutwell's Report, 81). Le claim sous revue prit naissance en

1863. Le plaignant originairement un citoyen français, fut naturalisé en Louisiane en 1868. En 1870, il quitta les U. S. retourna en France, reprit sa nationalité française et à l'époque de la présentation de sa demande, il continuait à jouir de ce titre et avait été reconnu pour tel par les autorités françaises. En septembre 1881, cinq mois après que son mémoire introductif eût été déposé, il fut réintégré dans la nationalité française par décision des autorités françaises. La commission rendit une sentence en sa faveur. L'enseignement à retirer du cas tel qu'il est rapporté est que la commission puisa sa juridiction dans le fait qu'il retourna en France en 1870, s'était comporté comme un citoyen français, et avait été reçu pour tel durant une période de dix ans ou plus antérieurement à sa réintégration régulière dans la nationalité par les autorités dûment constituées.

La décision de la commission peut difficilement être acceptée comme orthodoxe en considération de la règle déjà établie, renforcée par tant d'autres sentences, savoir que la plainte doit avoir été continuellement la propriété d'un citoyen du gouvernement demandeur depuis son origine jusqu'à l'époque de sa présentation, ou du moins jusqu'à l'époque de la signature du traité pourvoyant à sa décision judiciaire; ainsi il sera noté que Petit était français quand sa plainte prit naissance, mais était américain par naturalisation du moins de 1866 à 1870 et peut-être jusqu'en 1881, à l'une ou l'autre desdites dates et probablement jusqu'à la dernière, et qu'il fut réintégré par décision régulière des autorités françaises dans le corps de la nation française. Ainsi il apparaît qu'il y avait une solution de continuité dans sa nationalité française et il semblerait en découler que cette interruption l'aurait mis hors d'état de présenter sa plainte avec quelque chance de succès. Ce point particulier toutefois ne paraît pas avoir été mis en avant devant la commission.

§ 269. — Nous avons suffisamment discuté sous le titre de « double nationalité » les cas dans lesquels en dépit de certaines apparences, le plaignant, citoyen de la nation plaignante, s'est lui-même placé sous l'empire du gouvernement défendeur du fait de son domicile et d'un conflit de lois fortuit, donnant ainsi le droit à cet État de le traiter comme son citoyen.

### Nationalité de l'administrateur

§ 270. — Des questions intéressantes se présentèrent relativement à la nécessité de la citoyenneté chez ceux qui agissent en qualité d'administrateurs avec les pouvoirs de mandat. Il a été généralement soutenu que la question importante qui se pose est celle de la nationalité du plaignant et non celle de l'administrateur (cas de Wiltz, Boutwell's Report, 69) quoique dans le cas cité la majorité de la commission ait estimé que la requête de l'administrateur devait établir la nationalité des héritiers dans la nation réclamante et contenir des pouvoirs d'agir en leur place. Ce sujet a été plus amplement discuté à la rubrique des « Parties ».

§ 271. — Il a été décidé deux fois que si le plaignant originel décède après la signature du traité et après la présentation de son mémoire, même un citoyen de la nation défenderesse pourra avoir le droit de continuer la procédure devant la commission mixte. Le premier cas de cette sorte fut celui de Chopin (Boutwell's Report, 83; Moore, 2.506). Une des personnes primitivement susceptibles de réclamer une indemnité mourut après le dépôt du mémoire et durant la litispendance, laissant des enfants nés aux U. S. dont le droit de participer à la sentence fut pleinement reconnu par la commission, quoiqu'aucune décision ne paraisse avoir été rendue.

Ce précédent fut suivi par l'arbitre Plumley (Cas de Stévenson, Vén. Arb. de 1903, 483, 455), et la raison en est ainsi formulée :

« D'une attestation reçue du gouvernement défendeur depuis que l'arbitre est retourné en Amérique il appert, accidentellement, l'assurance que Juan est mort récemment. Depuis aucune allusion n'a été faite à ce décès par le représentant du gouvernement défendeur; l'arbitre a le droit de supposer que ce gouvernement regarde l'incident de la mort comme incapable de modifier le « statut » fixé en sa personne à l'époque de la soumission de son procès à la commission mixte. Le cas Chopin relaté dans Moore, *International Arbitrations*, page 2506, est une garantie

assurée de cette conclusion. L'opinion de l'arbitre serait d'ailleurs identique, indépendamment du cas Chopin. Elle comprend les exigences suivantes, c'est-à-dire : *a*) la citoyenneté britannique au moment de la naissance de la plainte ; *b*) la citoyenneté britannique à l'époque de la soumission de la demande à la commission. Quand une réclamation est présentée de cette façon, ceux qui font une légitime demande d'indemnité ont de bonnes raisons d'obtenir gain de cause. La décision de l'arbitre dans ces conditions n'est pas modifiée si Juan est décédé depuis. »

### **Obligation de faire connaître la Nationalité**

§ 272. — On a interprété le texte de certains protocoles comme impliquant le devoir pour l'étranger désireux de garantir ses droits en invoquant sa nationalité, de la faire connaître au représentant de la nation offensante, au moment où l'injustice était commise. Cette règle fut pleinement reconnue par la Commission Hispano-américaine, et par application les droits des plaignants furent déclarés perdus si ceux-ci négligeaient de fournir une pareille indication. Ainsi dans le cas Casanova (Moore, 2.572), Lowndes, commissaire américain parlant pour la commission, disait : « Je pense que le devoir d'un étranger lors de son arrestation, s'il désire se couvrir de sa nationalité, est de la faire connaître et de revendiquer les droits qu'il possède en raison de cette nationalité même ». Dans ce cas particulier l'arbitre estima que « les autorités espagnoles avaient quelque raison de penser que le plaignant était un espagnol. En effet, il n'est pas prouvé qu'au moment de son arrestation ou durant sa détention, il ait réclamé l'immunité à laquelle avait droit un citoyen des U. S. »

Une opinion semblable fut ensuite exprimée par l'arbitre espagnol de la même commission dans le cas Zenea (Moore, 2.570), il déclara qu'un passeport de la sus-nommée République Gubaine trouvé sur sa personne et dans lequel on parlait de lui comme d'un citoyen américain, ne constituait pas un avertissement, et se reporta aux décisions similaires rendues dans le cas Wilson, Delgado et Portuondo (Moore, 2.567). Cependant dans

le cas Zenea, la somme de 1.700 \$ ayant été trouvée sur la personne du plaignant lors de son arrestation, le défaut d'indication de sa nationalité ne fut pas jugé suffisant pour affecter son droit de recouvrer cet argent.

Sous le titre d' « Etrangers » nous discutons suffisamment le vice attaché à une plainte si son propriétaire agit contrairement à la neutralité, conduite qui n'entraîne pas la perte de la nationalité, mais cause de toute nécessité la perte du droit à la protection nationale ; enfin d'autres modalités ont été discutées au chapitre des « Parties ».

---





# PIÈCES ANNEXES

---

JOHN BASSETT MOORE

## INTERNATIONAL ARBITRATIONS

DIGEST

WASHINGTON 1898

---

Au Tome III



JOHN-BASSETT MOORE

---

# HISTORY AND DIGEST

OF

## INTERNATIONAL ARBITRATIONS

WASHINGTON 1898

---

### AU TOME III

---

#### **Cas d'Helena D. Chase (1). P. 2.159-160.**

Le commissaire Wadsworth lit l'opinion des commissaires relative aux objections opposées à la réception du mémoire présenté dans cette espèce, à savoir comme suit :

« On objecte à cette barre dans un mémoire présenté par l'agent du Mexique : 1<sup>o</sup> qu'il n'apparaît pas que la plaignante était une citoyenne des U. S. à la date des événements dont elle se plaint; 2<sup>o</sup> et que le mémoire ne porte la signature d'aucun avocat.

« Puisqu'Hélène Chase établit qu'elle est administratrice des biens de son mari décédé, Ormond Chase, on doit admettre qu'elle se plaint de dommages qui lui ont été directement causés à elle-même par la cruelle mort de son mari, aux mains des autorités mexicaines ainsi qu'elle l'affirme. Si elle n'était pas alors citoyenne américaine, elle

(1) Chapitre XLI, § 1 du Tome III des *International Arbitrations* de Moore.

ne pourrait sans doute obtenir justice pour le dommage qui lui a été causé par l'exécution de son mari. Mais elle démontre que, tout en étant d'origine étrangère, elle pénétra sur le territoire des U. S. à l'âge de 10 ans, y résida et y épousa un citoyen naturalisé de ce pays. Nous pensons que ces faits lui communiquèrent la nationalité américaine au sens du traité et nous devons supposer que de même que ce caractère fut acquis avant l'événement dont elle se plaint, il a persisté jusqu'à maintenant, sauf preuve contraire.

« Mais d'après notre règle de conduite, il eût été du devoir de la plaignante de nous désigner son domicile à l'époque où furent commis les actes dommageables pour lesquels elle réclame 100.000 \$ de dommages intérêts. Où était à ce moment son domicile, cela dépendra du domicile à cette date de son mari, M. Ormond Chase. Mais le mémoire ne contient pas de confidence touchant le domicile de l'un ou de l'autre. En effet, on s'aperçoit que son mari résidait alors au Mexique engagé dans une affaire de mécanique et en qualité de consul anglais à Tepic. Cependant cette occupation pourrait n'avoir eu qu'un rôle limité, sans s'interpréter comme rendant permanente sa résidence, et son domicile restant fixé aux U. S. le domicile d'origine. Elle n'établit pas où son mari prétendait posséder son domicile, et c'est un point de la plus haute importance que la demanderesse aurait dû éclaircir aussi bien pour le succès de sa cause que dans l'intérêt de l'État défendeur. (Cf. opinion *in re* Dusenbergl).

« En regard de la seconde objection, nous faisons observer qu'il n'était pas nécessaire que son avocat signât le mémoire, pourvu que son nom fut mentionné dans le corps de cette pièce; ceci nous semblant très suffisant.

« Mais parce que le mémoire ne révèle pas le domicile du mari de la plaignante au moment de sa mort, sa demande est rejetée, mais elle a la faculté de la corriger. »

Helena D. Chase c. le Mexique, N° 408 dossier américain.



**Cas de Jose G. Delgado (1). P. 2.259-261.**

Dans le traité signé entre les U. S. et l'Espagne le 12 février 1871, il était stipulé que chaque gouvernement nommerait un arbitre et que les deux commissaires choisiraient un surarbitre qui « déciderait de toutes les questions sur lesquelles il leur serait impossible de s'accorder ». On prévoyait également que les commissaires avant de procéder à l'audition et à la décision dans chaque espèce, devraient fixer des règles au sujet de la présentation des réclamations et de leur preuve et que tout désaccord concernant ces règles serait tranché par l'arbitre. Sous cette réserve, les règles furent dûment établies et publiées.

Dans trois espèces soumises à la commission, la difficulté suivante se présenta : Les plaignants après le dépôt de leurs mémoires procédèrent à l'énoncé de leurs preuves. On leur accorda un délai supplémentaire dans ce but, puisqu'ils croyaient bon de le demander, et leurs dossiers furent constitués en tenant compte de ce qu'ils remettaient volontairement. L'Espagne à son tour produisit sa preuve, et les débats en ce qui la regardait furent régulièrement clos. Sur ces espèces qui leur furent ensuite soumises, les commissaires différèrent d'avis, et ils posèrent dûment à l'arbitre les points sur lesquels ils ne pouvaient trouver de terrain d'entente, ensemble avec les mémoires preuves et dossiers déposés par les parties respectives. Dans l'une de ces affaires (Delgado N° 12) l'arbitre rendit la sentence suivante :

1° « C'est mon opinion que l'Espagne ne produit pas de preuve suffisante pour contredire la naturalisation du plaignant; c'est pourquoi j'estime que le plaignant a le droit d'être traité comme le serait un citoyen américain.

2° « Les pièces enregistrées dans ce cas ne constituent pas une base suffisante d'estimation pour permettre une évaluation impartiale de la propriété du plaignant à l'époque de sa saisie, et aussi longtemps que sur ce point une preuve satisfaisante n'est pas rapportée, l'arbitre doit s'abstenir de

(1) Chapitre XLI, § 3 du tome III des *International arbitrations* de Moore.

répondre à la seconde question qui lui est posée par la commission ».

M. Bartholdi, arbitre. Cas de José D. Delgado N° 12. Commission Espagnole (1871) 22 avril 1876.

**Cas de Joaquim M. Delgado (1). P. 2.590-592.**

L'embargo fut mis sur les biens du plaignant en 1869, à Cuba. Il était né dans cette île, mais en 1866, le 5 novembre, il se faisait naturaliser citoyen des U. S. L'arbitre nommé par l'Espagne, Marquis de Potestad, soutenait qu'il n'était pas en droit de revendiquer un dédommagement comme citoyen des U. S. pour les raisons suivantes :

« Delgado fut naturalisé à la date du 5 novembre 1866; par conséquent les cinq années (de la période d'épreuve) commencent au même mois et jour de l'année 1861.

Une déposition prouve que de septembre 1861 jusqu'à fin juillet 1863 — c'est-à-dire pendant une année et dix mois consécutivement compris dans les cinq années — Delgado résida à la Havane et que durant chacune des années suivantes du délai de cinq ans, il se montra en toutes saisons et époques soit à la Havane ou sur quelque autre point de l'île de Cuba.

On sait que Delgado possédait une maison et d'autres biens dans la ville de New-York s'efforçant par là d'établir le fait de la résidence — d'une résidence continue. Mais diverses maisons lui appartenaient à la Havane, et la fraction de sa fortune de beaucoup la plus importante s'y trouvait. D'ailleurs, si la loi pouvait être satisfaite par la seule possession de biens jointe peut-être à une résidence personnelle et accidentelle aux U. S., un homme en ayant la faculté et l'envie pourrait acquérir en même temps la nationalité dans des pays différents, ce qui est absurde. \* \* \*

Un homme ne peut pas résider simultanément dans deux

(1) Chapitre XLIV, § 10 *idem* de Moore.

endroits distincts. Sans parler de ses différentes résidences variables avec les saisons de chacune des cinq années qui précédèrent son admission, ce qui est une réalité; c'est un fait également que Delgado résida sans interruption dans la ville de la Havane la plus grande partie des deux années comprises dans les cinq autres; qu'il y avait sa famille, plusieurs maisons outre celle qu'il habitait lui-même; ses tableaux, sa vaisselle plate, ses voitures et ses chevaux.

En présence de pareilles circonstances, et sans que la loi soit appréciée à la lumière d'une formule vide et vaine, je ne pense pas qu'on puisse prétendre avec succès que le demandeur a acquis sa naturalisation de citoyen américain en se soumettant légitimement et sincèrement à l'une quelconque des lois des U. S. depuis 1795 jusqu'à la présente date.

La détention d'un certificat de citoyenneté n'est pas par elle-même une preuve concluante qu'il ait été obtenu conformément aux exigences de la loi.

En décembre 1865, M. Riotti, alors Ministre des U. S. au Costa-Rica, rapportait à M. Seward que « de jeunes hommes de cette République vont aux U. S. y demeurent un court espace de temps, obtiennent en faisant un faux serment et en vertu d'un relâchement inexcusable des tribunaux des lettres de naturalisation, munis de ces dernières ils retournent pour de bon dans leur pays natal, ou quittent les U. S. pour d'autres régions; et tout cela dans le seul but de faire de leur nationalité un obstacle contre l'exécution de n'importe quelle obligation que leur pays d'origine ou tout autre gouvernement prétendrait leur imposer. »

M. Riotti façonna sa conduite dans un cas précis d'accord avec ce point de vue, et celle-ci fut approuvée par M. Seward. (Dip. Cor. 1866, vol. 2 p. 430).\*\*\*

Le véritable caractère et l'effet de ces naturalisations frauduleuses sont décrits avec couleur par un éminent homme d'État du Sud-Amérique :

La Nationalité étrangère dans ces Républiques du Sud constitue une espèce d'extraterritorialité semblable à celle des pays d'Orient; tous les droits, aucun devoir, inviolabilité sacrée de la personne, immunité des biens et la faculté de

réclamer les plus grosses indemnités sous le plus léger prétexte. Sur le sujet pèsent toutes les charges, à l'étranger ou plus exactement au sujet par la naissance mais depuis naturalisé dans un État lointain, vont tous les avantages et tous les privilèges.

Des abus de cette sorte figurent au point de vue international parmi les plus odieux qui puissent se présenter, et susceptibles de faire surgir les complications les plus sérieuses.

Ils se sont répétés si fréquemment, l'écho en est revenu de presque tous les États avec lesquels les U. S. entretiennent des relations, que l'attention du Congrès a été attirée à plusieurs reprises par le Président sur la nécessité d'adopter des mesures pour leur répression.

L'une des méthodes les plus efficaces qui permettrait d'atteindre ce but, serait d'étudier scrupuleusement le « processus » suivant lequel la procédure de naturalisation a été menée à bonne fin, et lorsqu'on se serait assuré que le demandeur ne s'est pas loyalement conformé à la loi, de répudier le pseudo-citoyen.

Le Juge Otto, le Commissaire des U. S. énonça les considérations suivantes :

« Le certificat de naturalisation en due forme et délivré par l'autorité compétente fut remis au plaignant à la date susdite. S'il a été obtenu de bonne foi, il rompit sans aucun doute les liens qui l'attachaient à la terre de sa naissance et lui conféra les droits et privilèges d'un citoyen. Dans ce cas il a quelque droit à la protection des U. S. aussi pleinement que s'il avait toujours été sous leur suzeraineté. Suivant les lois des deux pays, ce fait a modifié son statut international et l'a dépouillé de sa nationalité d'origine. La Constitution espagnole du 23 mai 1845 déclare expressément que la qualité d'espagnol se perd par la naturalisation en terre étrangère. La Convention du 12 février 1871 qui présida à l'organisation de cette Commission interdit de statuer sur une revendication de cette catégorie seulement en présence

de circonstances qui ne se rencontrent pas dans l'affaire actuelle.

La correspondance diplomatique qui s'échangea lors de l'élaboration de la Convention aussi bien que le texte de cet acte, font apparaître avec évidence que la revendication d'un citoyen américain, d'origine espagnole, qui ne rentre pas dans la catégorie qui fait l'objet de l'exception, doit être écoutée et recevoir justice dans la même mesure et avec autant d'effet que s'il était un citoyen naturel-né.

Le savant commissaire de l'Espagne en exigeant que le plaignant « n'ait jamais relâché de lui-même son allégeance envers l'Espagne » et « parce qu'il n'appartient pas aux individus de renoncer comme bon leur semble à leur allégeance » ne met pas en discussion la naturalisation acquise de bonne foi, qui n'a pas été perdue dans la suite, ni à laquelle l'impétrant aurait renoncé, et rend le demandeur passible de la juridiction de la Commission. J'ai examiné soigneusement tous les témoignages, ils ne peuvent me prouver d'une manière qui me satisfasse, que le plaignant ait agi de mauvaise foi pour acquérir sa naturalisation ou qu'il s'en soit désisté postérieurement ou l'ait perdu. C'est pourquoi je suis d'avis qu'il est citoyen au sens de la Convention. »

Ainsi donc, les Commissaires différant d'avis, le surarbitre rendit la sentence suivante :

« 1<sup>o</sup> Le demandeur a été naturalisé citoyen américain, suivant les lois des U. S. ; le juge qui enjoignit de le reconnaître citoyen des U. S. était, ainsi que la Cour Suprême des U. S. l'a proclamé dans de nombreuses espèces, l'autorité compétente pour décider si le demandeur avait satisfait suffisamment aux lois qui prescrivent une résidence continue de cinq années aux U. S. avant de pouvoir obtenir la naturalisation. Il n'y a aucune preuve et aucune accusation n'est portée que la naturalisation ait été acquise par fraude ; le plaignant n'a pas perdu la nationalité américaine qu'il a acquise par naturalisation ; en conséquence, il a le droit d'être entendu par la Commission.



2<sup>o</sup> Les biens du plaignant situés dans l'île de Cuba ayant été saisis par les autorités espagnoles en violation des stipulations du traité, il a le droit de recevoir des dommages et intérêts se montant à 113.360 \$ 00; et comme il résulte des pièces mises sous les yeux de la Commission, que ce n'est pas avant le 5 mai 1869 que les autorités espagnoles eurent connaissance que le réclamant était devenu citoyen américain, c'est mon opinion que le demandeur a seulement le droit à l'intérêt au taux de 8 % sur cette somme de 113.360 \$ 00 à partir du 5 mai 1869 jusqu'à cette date.»

M. Bartholdi, arbitre, cas de Joaquim M. Delgado, N<sup>o</sup> 31  
Commission espagnole (1871) 24 février 1875.

Au nombre des plaintes présentées aux Commissaires à Macao en vertu de la Convention du 8 novembre 1858, pour le règlement des demandes des citoyens américains contre la Chine, se trouvait une réclamation émise en faveur de Georges W. Ryder M. D., qui sembla au bureau être un citoyen des U. S. par naturalisation quoique d'origine britannique. Sa pétition fut rejetée pour la raison que le plaignant n'était pas citoyen des U. S. à l'époque où il subit des pertes. Les Commissaires, MM. Bradley et Roberts rendirent la sentence suivante :

**Cas de Georges W. Ryder (1) P. 2.332 et sq.**

« Le Dr Ryder est par sa naissance sujet britannique, mais se prétend citoyen naturalisé des U. S. pour les raisons suivantes, savoir :

1<sup>o</sup> A occupé l'office de Postmaster à Spring Creek, Harris County, Texas, par nomination du Postmaster Général en date du 11 janvier 1850.

2<sup>o</sup> Déclaration de devenir citoyen des U. S. faite devant la Cour de District dudit Harris County, le 29 mai 1851.

Touchant la première de ces soi-disant preuves de la nationalité aucun acte du Congrès pas plus que les règles habituellement sui-

(1) Chapitre XLIII, § 2 *idem* de Moore.

vies par nos cours ne leur reconnaissent une valeur probante en cette matière.

En ce qui concerne la seconde, il suffirait sans doute de dire que, sauf les propres paroles du plaignant, les commissaires ne possèdent aucune preuve qu'il ait jamais fait une semblable déclaration. Immédiatement après que le Dr Ryder eût introduit sa demande en la déposant à Macao, à la légation des U. S. le Secrétaire Dr Williams, lui adressa à la date du 9 mars 1857 une lettre officielle réclamant la production du certificat de naturalisation. Dans sa réponse (10 mars 1857), le Dr Ryder promit de se procurer le certificat de sa déclaration d'intention auprès du greffe de la Cour du Texas où elle avait été faite et de le verser sitôt reçu aux archives de la légation. Bientôt trois ans se sont écoulés depuis cette correspondance et le certificat promis n'a point encore été apporté. Mais même s'il eût été produit, la nationalité incomplète que le demandeur avait acquise du fait de sa seule déclaration d'intention se serait complètement évanouie en raison de son exode hors du territoire des U. S. pour fixer le siège de ses affaires en terre étrangère. Apparemment le Dr Ryder n'a pas montré le désir de mûrir son intention, alors qu'il transportait son domicile en un empire aussi lointain. Combien de temps après sa déclaration d'intention par devant la Cour s'en retourna-t-il en Chine, les commissaires n'en sont pas informés, mais ils ont une haute autorité pour dire que « c'est un caractère adventice qui ne s'attache pas plus longtemps à l'individu à partir du moment où il se met lui-même *bona fide* en position de quitter le pays *sine animo revertendi* (Wheaton IV, Ch. I, sect. I) ». « Ce caractère national qu'un homme acquiert par la résidence s'efface à plaisir par son retour au pays natal ou par son retour au pays dans lequel il réside dans la mesure où il s'attache à cet autre pays.... On ne peut avoir confiance en de simples déclarations d'intention lorsqu'elles sont contredites ou du moins rendues douteuses par la continuité d'une résidence (en pays étranger). Leurs auteurs peuvent avoir été déçus, ou si elles ont été faites sincèrement, ils ne les ont jamais exécutées. Même une partie ne se lierait certainement pas par elles, parce qu'elle peut trouver après coup

une raison de changer sa détermination, et qu'on doit lui permettre d'agir ainsi». (Wheaton, *ubi supra*). Aux yeux de la Commission, il n'y a pas une ombre d'évidence qui établisse que Ryder ait jamais eu le dessein de retourner aux U. S. et là de compléter sa naturalisation à une époque fixe et déterminée. Il ne semble pas que le plaignant ait laissé des biens personnels ou réels dans cet Etat, ou qu'il y ait possédé des liens de famille ou d'amitié qui l'auraient naturellement conduits à y retourner. Ces considérations rendent l'*animus manendi*, si pas positivement improbable, du moins l'objet de doute sérieux et d'incertitude, et pour enlever ce caractère à un individu en train de renoncer à la nationalité commençante que cette présomption lui attache «il doit établir que sa résidence (en Chine) était seulement temporaire et accompagnée pendant toute sa durée d'une intention fixe et déterminée de retourner (aux U. S.)»...

« Ceci doit être décidé d'après les règles les plus raisonnables et les principes généraux de la preuve (M. Webster dans l'affaire John S. Trasher en réponse à une question de la Chambre des Représentants, décembre 1851).

Le Dr Ryder lui-même semble s'être rendu compte de sa situation équivoque en demandant cette indemnité. Sa première pétition avait été adressée en qualité de sujet britannique au consul britannique de Canton et ce ne fut seulement qu'après qu'il eût été écarté du tribunal en raison de sa nationalité américaine qu'il pensa à y remédier en usant de l'intermédiaire de la légation des U. S. en Chine. Il fit suivre cette dernière sollicitation d'un retour aux U. S. en mars 1859 en vue d'y parfaire sa naturalisation comme citoyen américain et de se mettre ainsi dans les conditions de la Convention du 8 novembre 1858 qui n'accorde d'indemnité qu' «aux seuls citoyens des U. S.». Dans une lettre au secrétaire de la légation des U. S., en Chine, du 9 juillet 1859, il déclare : « Aujourd'hui, j'ai reçu de l'office du protonotaire, mes papiers de naturalisation, ayant prêté auparavant le serment requis devant le juge des Plaid Communs ». Ceci toutefois est une manière d'agir *ex post facto* et qui comme telle, ne peut affecter le caractère étranger de sa plainte.

« Les commissaires estiment qu'à l'époque où les pertes advin-

rent au plaignant à Wampoa, en janvier 1857, il n'était pas citoyen des U. S. et qu'en conséquence, il manque de titres à obtenir un arrêt.»

**Cas de Perfecto Rojas. P. 2.337.**

Perfecto de Rojas, natif de Cuba, qui se dépeignait dans son mémoire comme résidant à Baltimore, Maryland, réclamait le droit d'estimer devant la Commission en vertu de la Convention du 12 février 1871, conclue entre les U. S. et l'Espagne et de recevoir de ce dernier gouvernement une indemnité en raison de l'embargo mis sur sa propriété à Cuba. L'embargo fut levé en 1869. Il demandait le droit de plaider avec la qualité d'américain en raison de l'énergie d'un prétendu domicile aux U. S. et d'une déclaration d'intention de devenir citoyen de cette République, faite par devant la Cour des Plaid Communs de l'Etat de New-York, le 28 septembre 1870.

L'arbitre Baron Lederer décida que le plaignant « n'était pas un citoyen des U. S., au sens de la Constitution et des lois subséquentes » ne pouvait être « regardé comme un citoyen de cet Etat, suivant ledit agrément (du 2 février 1871) ».

Cas de Perfecto de Rojas, N° 71 Claims Commission U. S. Espagne (1871) 14 mai 1873.

**Cas de John Cole (1). P. 2.468.**

« L'arbitre est d'avis que le réclamant doit être considéré comme en possession de la citoyenneté des U. S. à la date de la naissance de la plainte qu'il a présentée. En effet, il croit qu'il ne demeura jamais autre part, et qu'il ne fut jamais au service militaire du Gouvernement mexicain ou commissionné par lui, mais qu'il était simplement employé comme ouvrier à la réparation des affûts de canon, voitures, etc. Mais même si à une époque donnée et antérieurement à l'origine de la plainte, le demandeur a servi dans l'armée mexicaine, il avait ces derniers temps complètement quitté le service, ayant fait avant la signature

(1) Chapitre XLIV, § 2 *idem* de Moore.

de ce traité un séjour dans son pays d'origine. Il ne peut pas y avoir le plus petit doute que le Gouvernement mexicain l'ait considéré pendant la guerre d'intervention comme n'appartenant pas à l'armée mexicaine, autrement il eût été appelé certainement à servir dans l'armée mexicaine.»

Thornton, Arbitre 15 juillet 1876, John Cole c. le Mexique, N° 948 dossier américain, Convent. du 4 juillet 1868, M. S. Op. VI 497.

**Cas d'Anderson et Thompson (1) P. 2.479-480.**

« Anderson et Thompson vinrent au Mexique en 1863, suivant l'invitation lancée au dehors par les autorités mexicaines aux étrangers de venir s'y fixer pour cultiver quelques-unes des terres abondantes et fertiles encore incultes fort répandues dans cette région. Lors de leur arrivée, tous deux étaient des citoyens américains et jamais ils n'apportèrent de changement à leur allégeance. Ils achetèrent des terres sous le bénéfice de la loi sur la colonisation, les payèrent et les élevèrent à l'état de culture intensive, quand pendant l'automne 1864, ils souffrirent grandement du fait des soldats du général Corona, qui prirent leurs quartiers dans cette portion du Sinaloa, en conséquence de l'invasion française. Pendant l'année 1867, ils se virent entièrement confisquer leur plantation, à raison d'une proclamation du Président du Mexique, déclarant l'Union Valley, dans laquelle se trouvait située leur plantation, terre publique.

« Bien plus, ils furent arbitrairement, ainsi qu'ils le disent, et c'est très vraisemblable, arrêtés pendant un court laps de temps, et ils réclament pour cette seule arrestation, une indemnité de 50.000 \$.

« Leur réclamation, inclus l'indemnité de 50.000 \$ pour arrestation arbitraire, se monte à 88.962 \$ 50, en y ajoutant les intérêts soit 38.963 \$, le total est de : 127.925 \$ 50.

« Les principales répliques contre cette réclamation sont de deux ordres.

(1) Chapitre XLIV, § 2 *idem* de Moore.



« Anderson et Thompson, affirme-t-on, devinrent citoyens du Mexique par l'acquisition de terres; car il existe une loi de la République mexicaine convertissant chaque acquéreur de terres en un citoyen, s'il ne déclare pas au moment même le contraire. Cette loi a clairement l'intention de conférer un bienfait à l'étranger acquéreur de terres, et l'équité nous interdirait assurément de faire accepter de force cet avantage par les réclamants (tel une pénalité, comme cela le serait dans notre affaire), simplement parce qu'ils ont omis de faire une déclaration négative; c'est-à-dire que les plaignants auraient omis de déclarer qu'ils préféreraient demeurer citoyens américains, ainsi qu'ils l'étaient en vertu de leur naissance — l'un des plus puissant de tous les liens.

« Il est dit 2<sup>o</sup> que le général Romero n'eût pas tort de dépouiller les réclamants de leur plantation, et de la plus sérieuse manière; car on soutient — et dans ce cas nos propres instructions pour le commandement des armées des U. S. en campagne sont citées — qu'un général n'a pas seulement le droit mais le devoir de s'établir à sa convenance sur la propriété de ses concitoyens eux-mêmes, si cela est nécessaire pour la sauvegarde de la contrée. Soit. Mais nous ne pouvons oublier deux considérations. L'une est que les Français ne vinrent jamais près de la région dans laquelle la soldatesque du général Romero commit ses déprédations; et secondement, que si un général peut être obligé de réquisitionner nourriture et vivres, ou de causer d'autres dommages, il est toujours entendu cependant qu'il n'agit ainsi qu'avec la certitude que les réquisitions et emprunts forcés seront indemnisés en temps propice et aussitôt que possible. Même des armées ennemies remettent des reçus, qui permettent d'espérer être payé dans l'avenir.

« L'arbitre pense que pour le présent, dans l'espèce Anderson et Thompson contre le Mexique, qui lui est soumise, la question est de savoir si *bona fide* ils étaient citoyens du Mexique et non pas des U. S. lorsqu'ils subirent les dommages dont ils se plaignent des mains du gouvernement mexicain, décide qu'ils étaient citoyens des U. S. et qu'ils ont pleinement le droit sous la Convention de présenter leurs réclamations à la Commission mixte U. S.

et Mexique, chargée de les examiner et de les décider comme le requièrent la justice et l'équité.

Décision de l'arbitre Dr Lieber, 24 avril 1871. Fayette Anderson et W. M. Thompson c. le Mexique N° 333 dossier américain. M. S. Op. 1.213.

**Cas de M. J. de Lizardi (1). P. 2.483.**

« M. de Lizardi mourut, et le plaignant véritable en cette affaire est sa légataire héritière de la portion de succession du défunt sise au Mexique, fortune dont la réclamation contre le Mexique constitue une fraction. Ce légataire était Dona Maria de Lizardi del Valle, qui intervient par l'intermédiaire de son mari don Pedro del Valle, comme exécutrice du testament de M. Lizardi. Il n'apparaît pas à quelle nation se rattache Sr Del Valle, mais la nationalité de la femme doit être celle du mari, et c'est pourquoi l'on prétend maintenant que Sr del Valle est citoyen des U. S. C'est pourquoi la nièce de M. Lizardi n'est pas citoyenne des U. S. et bien qu'elle voudrait être la bénéficiaire de l'arrêt que pourrait rendre cette commission, l'arbitre est décidément d'avis que l'affaire n'est pas comprise dans la compétence de sa juridiction. Même si l'oncle M. de Lizardi avait été citoyen des U. S. ce que l'arbitre ne peut admettre, quels que puissent être les mérites réels de cette demande, la compétence de la Commission aurait cessé à la mort de M. de Lizardi. »

Thornton, arbitre, 31 août 1875. M. J. de Lizardi c. le Mexique N° 146 dossier américain. Convent. du 4 juillet 1868, M. S. Op. VIII 380.

**Cas des Héritiers de Félix Maxan. P. 2.485.**

« F. Maxan lorsque sa plainte prit naissance était un citoyen des U. S. comme l'était également son fils Nestor. Mais sa fille Lodoiska, étant mariée à un Espagnol, n'est pas citoyenne des U. S. et la Commission ne peut pas prendre connaissance de sa

(1) Chapitre XLIV, § 3 *idem* de Noore.

part dans la réclamation, suivant les termes de la Convention par laquelle elle est limitée à la considération de « toutes plaintes émanant de corporations, compagnies ou personnes privées, citoyens des U. S. contre le Gouvernement de la République Mexicaine » etc. »

Thornton, Arbitre 19 août 1875, Hér. de Felix Maxan N° 182 dossier américain Convent. au 4 juillet 1868, 4 M. S. Op. 301. S. P. Thornton, Arbitre 27 mars 1875, Hér. de John Young c. le Mexique N° 591, dossier américain M. S. Op. IV 618. Thornton, Arbitre 31 août 1875. M. J. de Lizardi c. le Mexique N° 146 dossier américain. M. S. Op. VII 380.

#### **Cas de Martha M. Calderwood. P. 2485.**

Mme Calderwood est une citoyenne des U. S. qui présenta une plainte contre les U. S. en qualité d'exécutrice unique héritière et légataire d'un sujet britannique, qui au moment de sa mort survenue en 1868, possédait un sujet de réclamation contre les U. S. pour du coton qu'il prétendait avoir été détruit ou emporté par les forces militaires ou navales de ce gouvernement en Louisiane et Arkansas en 1864. Le conseil des U. S. introduisit une fin de non-recevoir à la requête pour cette raison que le réclamant n'avait aucun droit à se présenter devant la Commission en raison de l'allégeance du mari décédé.

Le conseil de la Grande-Bretagne en réponse à ce moyen dilatoire, arguait que Mme Calderwood en se mariant avec un sujet britannique, suivant la loi internationale aussi bien que suivant la loi municipale de la Grande Bretagne (Act. des 7 et 8 Vit. c. 66 sect. 16) était devenue sujette anglaise; que la loi municipale des U. S. (Act du 10 février 1855) donnait au mariage d'une femme étrangère avec un citoyen américain la valeur d'une naturalisation; que tandis que l'Act du Parlement du 12 mai 1870 pourvoyait à la réintégration dans la nationalité britannique « d'une veuve sujette britannique naturelle-née, devenue étrangère par ou en conséquence de son mariage » les lois des U. S. ne contenaient aucune disposition analogue.

La Commission, M. Frazer, étant d'avis contraire, repoussa

l'exception. M. Hale disait : (Martha M. Calderwood, exécutrice, etc. c. les U. S. N° 360 Claims Commis. Américano-britannique, Traité du 8 mai 1871 Howard's Report 18; Hale's Report 18.)

« Dans le cas de Mme Calderwood N° 360, la plaignante était une citoyenne originaire des U. S. mariée avec un sujet britannique décédé depuis, et qui avait toujours été domiciliée dans l'État de Louisiane ». Hale's Report 17 dit aussi : « Dans les cas Elizabeth L. H. Bowie c. les U. S. N° 320, Martha M. Calderwood c. le même N° 360, Martha M. Tooraën c. le même N° 184 et autres, il fut soutenu que le caractère national d'une femme mariée est gouverné par celui de son mari dans tous les cas, indépendamment de son domicile et qu'à la mort de son époux le caractère national de la veuve, acquis par le mariage, demeure inchangé. M. le commissaire Frazer s'éloigna de cette conclusion dans le cas d'une veuve d'origine américaine, qui était toujours demeurée domiciliée dans l'intérieur des U. S. soutenant qu'en pareil cas après la mort de son mari, son caractère national originel lui revenait. Dans le cas de Mme Bowie N° 320, la plaignante était sujette britannique de naissance, mais devenue veuve d'un citoyen américain à l'époque des prétendus dommages, domiciliée dans l'État de Virginie alors en insurrection, elle s'était remariée avant le dépôt de sa requête avec un citoyen des U. S. actuellement encore en vie et qui s'y trouvait domicilié. Sa plainte fut rejetée par les Commissaires d'un commun accord. Dans le cas de Mme Tooraën, N° 184, celle-ci était sujette britannique de naissance et au moment du mariage, son mari était sujet de la Suède, mais fut naturalisé citoyen des U. S. postérieurement à son mariage. A partir de leur mariage, plaignante et mari se domicilièrent tous deux sur le territoire des U. S. Sa plainte fut rejetée à l'unanimité. »

#### **Cas de Frederick Goldbeck. P. 2.507.**

Goldbeck était natif de Prusse. Son père mourut alors qu'il était tout jeune, et sa mère se remaria. Quand il eût 13 ans, sa

mère et son beau-père émigrèrent au Texas, avant son annexion aux U. S. M. Wadsworth dit :

« Le beau-père devint citoyen du Texas, avant son annexion aux U. S., ainsi que la mère pendant la minorité du réclamant.

Par l'annexion, le beau-père et la mère devinrent citoyens des U. S. mais on avance que l'enfant ne le devint pas. Ceci est complètement sans raison et inopportun. Les U. S. en annexant le Texas y comprirent aussi ses citoyens. Ils ne pouvaient pas prendre le père et la mère et laisser l'enfant sans nationalité (littéralement : dehors dans le froid). Le domicile du réclamant et son habitation se trouvaient au Texas à la date du dommage et il était citoyen des U. S. demandant hospitalité au Mexique lorsque les rebelles s'emparèrent du Texas. L'arbitre en pareil cas a été d'avis que la partie demanderesse était un citoyen. (V. Eigendorff c. le Mexique, N° 581, Vol. II, p. 266).

Je pense que le plaignant devrait recevoir une indemnité pour l'usage de sa propriété qui en a été fait par Cortina et le dommage qui lui fut causé, les biens pris par les troupes, mais non pour les dommages indirects qu'il réclame.

M. Zamacona soutint une opinion différente, déposant, après l'avoir fait sien, un document écrit laissé par son prédécesseur M. Palacio. Il y était dit que le réclamant était né en Prusse en 1840. Les autres faits sont rapportés dans leur substance comme M. Wadsworth les avait énoncés. Toutefois, M. Palacio disait qu'il était douteux que le beau-père se fut mis en règle avec les lois du Texas concernant la naturalisation. Mais supposons qu'il l'ait fait, il soutint que le réclamant n'était pas un citoyen américain. M. Palacio disait qu'on admettait généralement que la naturalisation du père communiquait à l'enfant mineur sa force naturalisante, mais que la règle ne s'étendait pas aux beaux-enfants. Ces derniers n'auraient jamais été compris au nombre des *fili* du droit romain ou parmi les enfants légitimes de la loi espagnole, anglaise ou américaine.

L'arbitre mit en doute la suffisance de la preuve de la naturalisation au Texas et s'exprimait ainsi :



« Mais même si le beau-père était réellement devenu citoyen de cette République, l'arbitre ne peut trouver aucune loi de cette République qui décrète que même les enfants mineurs et beaucoup moins les beaux-enfants mineurs d'un citoyen naturalisé devraient être considérés comme des citoyens par suite de la naturalisation de leur père ou beau-père.

Il peut être objecté avec quelque raison que puisque le bel-enfant Frédérick Goldbeck était mineur lorsque le Texas devint l'un des États de l'Union, la question de sa nationalité serait tranchée par les lois des U. S. Mais en suivant ces dernières, l'arbitre ne peut pas découvrir de texte par le moyen duquel le beau-fils deviendrait citoyen par le fait de la naturalisation de son père.

Au contraire, la loi du 14 avril 1802 dit substantiellement « les enfants d'individus dûment naturalisés » etc... seront considérés comme des citoyens des U. S. et y ajoute ce correctif « pourvu que les droits de citoyenneté ne profitent pas à des personnes dont les pères n'ont jamais résidé sur le territoire des U. S. »

Le fait que le Vice-Consul des U. S. à Monterey délivrât un certificat certifiant que Goldbeck était citoyen des U. S. ne doit pas être pris en considération, car il n'est pas prétendu que le réclamant produise des documents pour étayer cette prétention, ni que le Vice-Consul pouvait antérieurement à cette date, 15 avril 1865, obtenir des informations auprès des autorités de l'État du Texas, au sujet du statut national de Goldbeck. Il se forma probablement son opinion d'après les propres déclarations de Goldbeck.

L'arbitre peut encore moins admettre comme preuve que les témoins dans leurs dépositions aient accolé le titre de « citoyen des U. S. » au nom de Goldbeck. Il est très probable qu'ils supposaient qu'il l'était et que lui-même se considérait comme tel. Mais l'arbitre est d'avis qu'il n'avait pas droit à ce titre, au moment de la naissance de sa réclamation, et qu'il n'a par suite aucun titre à se présenter devant la Commission mixte.»

Thornton, Arbitre, 9 novembre 1874, Frédéric Goldbeck c. le Mexique N° 474 dossier américain, Convent. du 4 juillet 1868 M. S. op. III, 310, 588.

Par un « Ordre » daté du 21 janvier 1870, la Commission fonctionnant en vertu de la Convention du 4 juillet 1868 signée entre les U. S. et le Mexique, requit de tous les demandeurs se présentant en qualité de citoyens-nés, l'indication de la date et de leur lieu de naissance. Un plaignant se prétendait lui-même natif de Reynosa, mais sans fournir la date de sa naissance. On décida que sa citoyenneté n'était pas suffisamment établie (1). Objection identique fut faite aussi à l'allégation qu'un plaignant était né dans l'État de Missouri. (2)

**Cas de William Wilkinson (3) P. 2.532.**

Dans l'espèce de William Wilkinson et Samuel Montgomery N° 105 dossier américain, l'arbitre Sir Edouard Thornton disait (M. S. Op. IV, 35) :

« Aucune preuve n'est donnée de la citoyenneté de Wilkinson, qui avait à la fournir, considérant qu'il était l'associé de Montgomery lorsque la plainte prit naissance. Mais sur la question de nationalité, l'arbitre demande la permission de faire quelques observations générales. L'ordre de la Commission daté du 21 janvier 1870 instruisait les réclameurs, des mesures qu'ils avaient à prendre touchant leur citoyenneté. Il en sera donc inféré que s'ils se soumettaient aux termes de cet ordre, ils avaient fait tout ce qui était requis, et que cela empêcherait la Commission de leur objecter quoi que ce soit, jusqu'à ce qu'il soit prouvé que leurs affirmations sont fausses. Dans l'espèce présente, Montgomery semble s'être mis en règle avec la teneur de cet ordre. Il jure dans son mémoire « qu'il est devenu

(1) Thornton, Arbitre. Juan M. Trevisco c. les U. S. N° 533 dossier américain M. S. Op. VI. 314.

(2) Thornton, Arbitre, William H. Nelson c. le Mexique N° 558 dossier américain M. S. Op. III 387.

(3) Chapitre XLIV. § 7 *idem* de Moore.

citoyen des U. S. né au Gallatin County, État de Kentucky aux environs du 1<sup>er</sup> novembre 1810.» Il est dans les termes du règlement des commissaires car « il a déclaré le moment et le lieu de sa naissance ». Puisque la fausseté de cette affirmation ne peut être démontrée, l'arbitre pense qu'il doit être regardé comme ayant prouvé sa nationalité».

Mêmes observations reprises et confirmées par l'arbitre dans l'affaire Francis Rose c. le Mexique N° 344 dossier américain M. S. Op. IV 38.

**Cas de Ramon Garay. P. 2.532.**

« Bien que toutefois le Gouverneur ne puisse pas être officiellement autorisé à délivrer des certificats de nationalité, le certificat émanant d'un pareil officier (Cote E) est une preuve sérieuse de la nationalité du réclamant. Le Consul Général du Mexique à New-York l'appelle lui aussi un citoyen du Mexique dans la Cote G et lui-même dans la Cote H s'intitule natif de la Vera-Cruz, capitale de l'État de même nom. Toutefois cette preuve dans sa forme exacte, n'est pas sans doute établie conformément aux règles de la Commission, aussi l'arbitre pense-t-il qu'il est suffisant d'admettre que le réclamant soit tenu pour un citoyen du Mexique. »

Thornton, Arbitre, 28 juin 1875, Ramon Garay c. les U. S. N° 280 dossier mexicain. Convent. du 4 juillet 1868, M. S. Op. VI 265.

**Cas de G. E. Brockway. P. 2.534.**

Il apparaît que le réclamant qui fut interné avec d'autres personnes à bord d'un vaisseau américain dans un port mexicain et qui fut ensuite relâché par l'intervention conjointe des consuls anglais et américain au Mexique, puis se rendit sur le vaisseau en question de Californie à Guaymas, et de Guaymas à Mazatlan; que le Consul des U. S. dans ce dernier port reconnut le réclamant pour un citoyen des U. S. et reçut son serment comme tel, tout ensemble avec celui de ses compagnons de prison tous

signant et jurant en qualité de citoyens de U. S. Les Commissaires étant d'avis différents, l'arbitre Sir E. Thornton déclara qu'il n'y avait pas preuve suffisante que le réclamant fut citoyen du pays susnommé à l'origine de sa réclamation. Les réclamations des autres prisonniers, présentées à la même occasion, furent rejetées avec les mêmes motifs.

G. E. Brockway c. le Mexique N° 324 dossier américain. Convent. du 4 juillet 1868. M. S. Op. III 498.

**Cas de M. G. Vallejo. P. 2.534.**

« Il n'est pas clairement prouvé que les plaignants soient citoyens des U. S. Ils prétendent l'être, parce qu'ils seraient nés en Upper California, où ils résidaient quand le traité de Guadalupe Hidalgo fut signé, et qu'en vertu de ce traité ils devinrent citoyens des U. S. Mais ces faits dépendent de leurs propres assertions, sans le soutien qu'y apporterait quelque autre témoignage. Celles-ci dans l'opinion de l'arbitre ne sont pas suffisantes pour établir leur nationalité. Ils auraient dû prouver à tout le moins à l'aide d'une preuve indépendante qu'ils résidaient en Upper California à la date de la signature du traité mentionné plus haut. »

Thornton, Arbitre, 19 juin 1876. M. G. Vallejo c. le Mexique N° 822 dossier américain. Convent. du 4 juillet 1868, 6 M. S. Op. 467.

**Cas de W. M. Robinet. P. 2.537.**

W. M. Robinet présenta une demande en qualité de citoyen naturalisé des U. S. devant les commissaires siégeant à Macao en vertu du traité liant les U. S. et la Chine du 8 novembre 1858. La réclamation fut rejetée pour manque de preuves de la naturalisation, les Commissaires MM. Bradley et Roberts rendant la sentence suivante :

« M. Robinet (seul propriétaire de la firme W. M. Robinet et C<sup>e</sup> depuis disparue) est natif du Pérou. Dans un affidavit fait le 22 novembre 1858 par devant M. O. E. Roberts,

Vice-Consul en exercice à Hong-Kong, il jura qu'il vint résider en Californie en 1849, alors que ce pays se trouvait sous l'occupation militaire des U. S. et avant son entrée dans l'Union Fédérale; que par la Convention postérieurement promulguée en 1849 au sujet de l'admission dans ladite Union, on exigeait que tous les résidents de Californie ou les citoyens qui désireraient devenir citoyens des U. S. devaient prêter le serment d'allégeance à cet État; que le plaignant le prêta devant le Juge Leavenworth, officier dûment autorisé à le recevoir, que s'étant ainsi mis en règle avec les exigences de ladite Convention originelle, il entra dans l'Union avec le territoire annexé et devint pleinement citoyen des U. S., que le procès-verbal de cette prestation de serment fut rédigé et déposé dans les archives publiques, à la Custom House de San Francisco; que le plaignant se procura un certificat attestant qu'il avait agi de la manière susdite, se soumettant à toutes les conditions nécessaires pour acquérir la citoyenneté, mais que ce certificat est pour l'instant perdu.

De plus M. Robinet déclare aux Commissaires qu'il écrivit à San Francisco en 1859 pour obtenir un duplicata dudit certificat et qu'en réponse à sa demande on l'informa que par suite de fréquents tremblements de terre assez étendus qui avaient détruit une partie importante de la ville beaucoup des archives publiques récentes avaient été incendiées et que les autres avaient été éparpillées et perdues, que le travail de recherches dans l'enregistrement qu'il demandait se heurterait à la plus extrême difficulté et que probablement après tout il serait impossible de les retrouver.

Il n'y a pas de doute et l'on doit admettre la nationalité et l'allégeance de celui qui, de son propre désir et par son fait, en accomplissant les formalités légales, fut transféré avec le territoire sur lequel il résidait au nombre des membres de la famille des U. S. La même règle porte que dans ce cas, comme dans celui où les personnes étaient domiciliées dans les colonies anglo-américaines lors de la déclaration de l'Indépendance, où fussent-elles nées et à condition qu'elles



y consentent expressément par une adhésion expresse et implicite « en deviendraient parties et seraient considérées comme des natifs — leurs liens sociaux étant contemporains de l'existence de la nation » (Kent II). De pareilles naturalisations collectives furent prévues par l'art. III de la Convention du 30 avril 1803 entre le Gouvernement Fédéral et la France, lors de la cession de la Louisiane et par l'article VI du traité du 22 février 1819 conclu avec l'Espagne pour l'acquisition de la Floride, dans lesquels particulièrement les sujets de ces puissances européennes qui résidaient sur les territoires cédés étaient rendus aptes à acquérir tous les droits, immunités et charges de la nationalité républicaine sans avoir à suivre la procédure ordinaire de la naturalisation ainsi qu'elle était requise par la loi. Dans le traité passé avec le Mexique le 2 février 1848, par lequel la Californie était cédée aux U. S. il était stipulé, article VIII, que les mexicains qui demeureraient sur les territoires cédés et qui dans l'année ne déclareraient pas leur intention de continuer à être citoyens mexicains, deviendraient citoyens des U. S.

Nonobstant tout ceci, en débattant la question de nationalité du plaignant pour lequel on présente une demande d'indemnité, les Commissaires ne se croient pas autorisés à accepter un témoignage de moindre valeur que celui imposé aux Consuls par le Département d'État pour la délivrance des passeports : « Si le requérant est citoyen naturalisé, un passeport ne peut lui être accordé que sur une exhibition du certificat de naturalisation ou une copie certifiée de ce dernier ».) Règles prescrites par le Président aux officiers du Corps consulaire des U. S. Section 410, Édit. de 1856). Et si bien disposée que soit la Commission à accorder pleine foi et créance aux dires de M. Robinet, elle regrette les circonstances malencontreuses qui l'ont privé de cette pièce essentielle à sa demande, puisque le fait qu'elle ne peut être rapportée est fatal à sa pétition. Son serment relatif à l'acquisition de la nationalité n'a pas plus de valeur comme preuve de ce fait que celui d'une personne qui cherche à obtenir la même citoyenneté par la procédure légale de la naturalisa-

tion quand ayant au préalable accompli sa déclaration d'intention « elle doit au moment de son admission satisfaire la Cour par une autre preuve que son serment... qu'elle a résidé cinq ans au moins à l'intérieur du territoire des U. S.

En l'absence de preuve légale de la naturalisation de W. M. Robinet, les commissaires décident qu'il n'a pas droit à une sentence l'indemnisant des pertes subies en Chine en raison des hostilités récentes et du préjudice qui en est résulté pour son commerce en ce pays. »

**Cas de Thomas Gilmore. P. 2.538-359.**

« Je ne puis admettre comme preuve suffisante (de la nationalité) la mention accidentelle de « citoyen des U. S. » inscrite dans un protêt reçu par le Consul des U. S. Fitzgerald. J'observe que ce n'est pas le Consul qui certifie qu'il connaît la nationalité du plaignant, ou que la preuve lui en a été fournie; tout au contraire, le Consul accepte cette déclaration précisément parce que le comparant énonce sa nationalité et jure de sa véracité, nationalité qui fait partie intégrante du protêt. Dans le cas de Curbelo, où les deux Commissaires furent d'avis de rejeter la demande, on avait mentionné dans le protêt que cet individu était « un citoyen des U. S. » et qu'il avait été « naturalisé »; on reconnut que cette double affirmation était erronée, bien que le Consul ne fut aucunement responsable de sa fausseté. Le plaignant Curbelo les avait cependant proférées sous serment, et le Consul les reçut comme d'usage. »

Bertinatti, Arbitre Thomas Gilmore c. le Costa-Rica, N° 29 Convent. entre les U. S. et le Costa-Rica du 2 juillet 1860.

Cette décision fut citée et suivie par l'arbitre dans les cas George C. Harros, Luther Bushnell et Edouard W. High. Dans le cas de High, le « protest » dans lequel avait été mentionnée l'affirmation de la nationalité américaine fut fait deux années après les événements qui causèrent le dommage. L'arbitre décida : « Il ne me semble pas qu'un document prouve suffisamment, soit la qualité de citoyen des U. S., soit la réalité des dommages allégués. »

**Cas de René Masson. P. 2.542.**

« Il n'apparaît pas à l'arbitre comme suffisamment prouvé que le plaignant soit citoyen des U. S. Il déclare qu'il émigra de France dans la République du Texas en 1844, et continua à y résider jusqu'à l'annexion de cette République par les U. S. et à son incorporation dans l'Union. Le réclamant affirme qu'il devint citoyen des U. S. en vertu de l'annexion du Texas; mais pour être devenu américain encore eût-il dû posséder tout d'abord la qualité de citoyen du Texas, et il n'est d'aucune façon démontré qu'il suivit les formes requises pour acquérir cette nationalité. »

Thornton, Arbitre, 12 août 1876, René Masson c. le Mexique  
N° 787 dossier américain. Convent. du 4 juillet 1868, 6 M. S.  
Op. 449.

**Cas de Tipton. et autres P. 2.545 (1).**

Cette sentence fut rendue par Sir Thornton, dans le cas Jabez M. Tipton, l'une des personnes arrêtées sur l'Archibald Gracie, au cours de l'expédition appelée « affaire Zerman » dont nous rappelons ailleurs les particularités. Dans l'affaire Tipton N° 242 dossier américain, Sir E. Thornton disait :

« Aucune preuve suffisante que Tipton soit citoyen des U. S. Le cas Pradel est très différent de celui que nous examinons actuellement. Dans celui-ci il était nécessaire de prouver formellement au Gouvernement mexicain que l'individu demandant une « Carta de Seguridad » était citoyen des U. S. et le ministre américain était dans son droit de réclamer cette assurance avec insistance, il n'y a pas de doute qu'il n'ait exigé que le réclamant fournisse une preuve convaincante de sa nationalité. Mais en ce qui touche les personnes qui se trouvaient à bord de l'Archibald Gracie comment aurait-il été possible en raison des circonstances d'attendre qu'elles apportassent des preuves de leur

(1) Et les 39 autres plaintes de l'Archibald Gracie.

nationalité? L'arbitre ne pense guère que le ministre des U. S. leur aurait refusé alors qu'il se présentait du moins une occasion opportune pour elles de quitter le Mexique, de les aider avec le sentiment coutumier de l'aide fraternelle, jusqu'à ce qu'elles puissent établir leur nationalité.

Maintes raisons incitaient les plaignants à choisir la nationalité des U. S. et entre autres, le fait qu'ils portaient d'un port des U. S. à bord d'un vaisseau battant le pavillon des U. S. et la pensée que le Gouvernement des U. S. apporterait probablement le plus grand intérêt à leur cas. C'était en outre le Gouvernement le plus voisin, qui leur permettrait sans doute de reprendre leur liberté plus rapidement qu'aucun autre. Pour ces motifs, la Commission a certainement le droit de demander une preuve de leur nationalité plus positive que le mémoire signé de Tipton et autres, ainsi que la circonstance que le Ministre des U. S. leur ait prêté secours dans leurs difficultés.»

Pour cette raison, l'arbitre écarta les trente-neuf autres réclamations de l'Archibald Gracie.

#### **Cas de Cristian F. Gatter. P. 2.547.**

Le réclamant fut amené aux U. S. pendant sa minorité par son père arrivant d'Allemagne. Il réclame la citoyenneté en raison de la naturalisation de son père, mais sans prouver cette dernière. Il compte une longue résidence de 20 ans dans l'État de l'Illinois et pendant ce laps de temps exerça des droits civils et politiques. Son père mourut. Le Commissaire des U. S. M. Wadsworth dit que : « La jouissance et la possession continues du fait de cette réclamation du droit et du titre au cours d'une période qui n'excédait pas 20 ans, lui eût donné un titre à la plus haute espèce de propriété en Angleterre » et il soutint qu'on devait admettre la même présomption en faveur de la possession des droits politiques. L'arbitre fit observer qu'il n'y avait pas de preuve de la naturalisation du père et dit : « Le fait que lui (son père) votât et ait même exercé une charge dans l'État de l'Illinois n'est pas une preuve que ce dernier était citoyen des

U. S. et s'il ne l'était pas, pas plus ne l'était son fils qui ne prétend pas avoir été naturalisé. »

Thornton, Arbitre, Cristian F. Gatter c. le Mexique N° 346 dossier américain. Convent. du 4 juillet 1868, 7 M. S. Op. 416.

**Cas de J. W. Sharpe. P. 2.548.**

Dans le cas de J. W. Sharpe c. les U. S. N° 92, les preuves du réclamant montrèrent qu'il avait exercé les droits de la bourgeoisie des U. S. en votant antérieurement à la présentation de son mémoire.

Le Conseil des U. S. soutint d'abord, que de pareils actes constituaient une fin de non-recevoir contre la plainte du demandeur tendant à se présenter comme un sujet britannique au sens du traité; et deuxièmement que si strictement et techniquement des actes analogues ne constituaient pas une fin de non-recevoir, ils devaient être regardés comme un témoignage très fort en faveur de la naturalisation suffisant pour vaincre les propres dénégations du plaignant faites sous serment relatives à l'acquisition de cette naturalisation.

La sentence fut rendue en faveur du réclamant, avec le dissentiment toutefois du Commissaire Frazer, et l'objection soulevée par les U. S. fut ainsi rejetée.

Claims Commission Américano-Britannique. Convent. du 8 mai 1871 art. XII Hale's Report 15.

**Cas de John Ehlers (1). P. 2.551.**

John Ehlers présenta aux commissaires une réclamation contre le Mexique à la faveur de l'Act de 1849 comme ayant la qualité de citoyen naturalisé des U. S. Il paraît qu'il vint au Mexique en 1825 et qu'ensuite en 1829 pendant qu'il avait ses affaires dans la ville de Zacatecas, une contribution fut levée par ordre du Gouvernement sur la firme dont il était membre. En 1832 l'association se dissout, et le réclamant aux termes de l'acte de

(1) Chapitre XLIV, § 8 *idem* de Moore.



dissolution devenait le seul propriétaire des réclamations de ce chef. Voici la décision des Commissaires :

« Le réclamant effectua sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. en 1818, mais ne fut pas de fait admis à la citoyenneté suivant l'Act du Congrès jusqu'en 1848. Une simple déclaration de devenir citoyen des U. S. ne transfère pas tous les droits politiques. La responsabilité d'un Gouvernement de protéger ses citoyens est fondée sur le droit que possède ce gouvernement de réclamer leurs services, et tant que l'intéressé n'en avait pas terminé avec les formes requises par la loi en vue d'établir son caractère de citoyen, celui-ci ne peut pas être dit devoir allégeance au Gouvernement à qui il a signifié qu'il obéirait et le même Gouvernement ne peut réclamer ses services. Le Congrès des U. S. a bien fixé le seul mode suivant lequel un étranger peut devenir national, et jusqu'à ce qu'il se soit mis en règle avec la loi, il n'est pas en droit de s'en couvrir. Le réclamant n'était pas un citoyen des U. S. quand la plainte qu'il nous soumet maintenant prit naissance et la Commission a décidé dans plusieurs espèces qu'un réclamant doit avoir été citoyen à l'origine de sa plainte, pour pouvoir se réclamer du traité du 2 février 1848. »

#### **Cas de George Adlam. P. 2552.**

Dans le cas de George Adlam c. les U. S. N° 40 devant la Claims Commission du traité de Washington du 8 mai 1871, il apparut que le plaignant, né à Londres en 1827, émigra aux U. S. en 1850, qu'il y avait depuis continuellement résidé et qu'en 1859 il déclara son intention de devenir citoyen des U. S. Les U. S. opposèrent une exception au mémoire en se basant sur ce fait que, entre autres choses, le réclamant n'était pas un sujet anglais au sens du traité, que la déclaration d'intention était « par elle-même une renonciation complète à toute demande ultérieure d'intervention ou de protection du souverain » dont il avait annoncé l'intention d'abjurer l'allégeance ; que cette déclaration par de nombreuses lois, sinon par toutes celles des U. S. lui

conférait en elle-même nombre des droits de citoyens; qu'il s'était certainement placé pour aussi longtemps qu'il demeurerait aux U. S. sous la protection de ce Gouvernement en ce qui touchait les buts internationaux, que dans le cas de Koszta elle avait été affirmée par les U. S. comme constituant un titre suffisant de protection même pendant le temps passé à l'étranger; et que les lois et coutumes des U. S. obligeaient le réclamant à la conscription et à l'enrôlement en vue du service militaire (1).

Le Conseil de la Grande Bretagne répliquait que la déclaration d'intention du réclamant travaillait « à ne point changer son statut sous la loi internationale », que son intention ainsi déclarée pouvait être abandonnée comme bon lui semblait et qu'ainsi : « cela pouvait fournir à son souverain une raison suffisante pour refuser d'intervenir en sa faveur »; que cela « ne signifiait pas qu'on lui imposât quelque nouvelle obligation envers le pays qu'il était alors dans son intention d'adopter. » Que le Gouvernement Britannique n'avait pas décliné de lui accorder sa protection, mais qu'il soutenait au contraire sa demande d'indemnité; que sa déclaration ne lui donnait aucun droit à « être citoyen des U. S. ». Que les droits qui en pouvaient résulter sous les « Stats Laws » de l'État ne modifiaient pas sa condition d'étranger qu'il ne pouvait pas demander et obtenir des U. S. un passeport pour assurer à l'étranger sa protection; que le cas Koszta était sans précédent, et avait été répudié par les U. S. eux-mêmes, à telle enseigne qu'on l'avait invoqué comme consacrant le droit des individus, auteurs d'une déclaration d'intention d'être considérés comme citoyens des U. S.; que le statut des U. S. autorisant la conscription de tels individus ne prétendait pas modifier leur allégeance et en échange de cette conscription ne leur accordait ni droits, ni privilèges.

Pareils faits et arguments furent présentés dans d'autres procès, les Commissaires d'une façon unanime, rendirent la décision suivante :

« La question est soulevée de savoir si en conséquence de ce que les réclamants ont déclaré leur intention de devenir

(1) 12 Stats at Law 731 sect. 1.

citoyens des U. S. et de renoncer à leur allégeance envers Sa Majesté Britannique, ils ont cessé de compter au nombre des sujets britanniques suivant l'esprit du traité. Nous pensons toutefois qu'ils sont demeurés sujets de la Grande-Bretagne jusqu'à ce qu'ils aient terminé les formalités nécessaires qu'ils avaient commencées par leur déclaration d'intention. »

Voir Hale's Report 14. Claims Commission Américano-Britannique. Traité du 8 mai 1871.

**Cas de Leopold A. Price (1). P. 2.565.**

Il résulte des pièces enregistrées dans cette affaire que l'intéressé quitta les U. S. pour l'île de Cuba immédiatement après avoir été naturalisé citoyen des U. S. ; qu'il ne retourna jamais aux U. S. au cours de la rébellion. Ainsi donc c'est mon opinion que le réclamant doit être traité, après être devenu citoyen américain, comme ayant quitté les U. S. sans esprit de retour, et qu'il n'a aucun droit à venir se plaindre devant cette commission.

Bartholdi, Arbitre. Cas de Léopold A. Price N° 5 Commission Espagnole (1871) 2 juillet 1876.

**Cas d'Odon Deucatte. P. 2.582-583.**

Odon Deucatte présenta une réclamation à l'encontre des U. S. pour une saisie de coton opérée par les autorités militaires. Les faits qui concernent sa nationalité paraissent avoir été les suivants :

« Deucatte vint de France aux U. S. dans l'année 1831, et à la fin de la procédure de la Commission mixte sous la Convention intervenue entre les U. S. et la France le 15 janvier 1880, il résidait dans le premier pays depuis environ 52 ans. Durant toute cette période, il n'était pas retourné en France, et après son divorce d'avec sa femme, une française, il se remaria à une habitante de la Louisiane. Au cours

(1) Chapitre XLIV, § 9 *idem* de Moore.

de l'année 1848, le réclamant prête serment devant la Cour de district d'Avoyelles, par lequel il renonçait à l'allégeance le liant à la France, et déclarait son intention de devenir citoyen américain. Il n'y a pas de preuve toutefois que cette intention ait jamais été rendue efficace par l'obtention d'un décret de naturalisation. Un témoignage a établi que pendant l'année 1867, au cours d'un procès devant une Cour de district des U. S. dans l'État de l'Illinois, Deucatte avait déclaré qu'il était citoyen français, et que le jugement rendu par la Cour le reconnut pour tel. Il n'apparaissait pas toutefois que la Cour eût eu connaissance de la déclaration d'intention faite par Deucatte en 1848 de son désir de devenir citoyen des U. S. et il n'apparaissait pas plus que l'attention de cette Cour eût été attirée sur le Code de France, lequel décide que la nationalité française se perd par une résidence à l'étranger « sans esprit de retour ».

La majorité de la Commission composée du Baron de Arinos et du Commissaire Aldis rendit une opinion dans laquelle ils disaient :

« En vertu de l'article 3 du Code civil — la nationalité française serait perdue par un établissement en pays étranger sans esprit de retour — nous avons fréquemment décidé que la déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. accompagnée de faits tels que ceux prouvés dans cette affaire constituent une pleine et suffisante preuve de la perte de la nationalité française. En suite à ces décisions, nous estimons que le réclamant n'est pas un citoyen français et nous sommes obligés par conséquent de repousser sa demande. »

Le Commissaire français M. Lefaiivre ne se rallia pas aux conclusions de la majorité, prononçant ces paroles :

« Dans mon opinion, la déclaration du réclamant de devenir citoyen américain faite en 1848, était seulement un premier pas dans la voie de la naturalisation et cette intention ne fut jamais poussée à bout. D'abord nous trouvons qu'en 1867, dans un procès devant la Cour de district de

l'Illinois, U. S. le plaignant se déclarait lui-même citoyen français et le jugement de cette Cour lui reconnaissait ce caractère même. Il n'était pas nécessaire pour que cette Cour fut compétente que le déclarant se présentât comme citoyen français. Donc il n'y a pas de raison de douter de la véracité de sa déclaration, et de la correction du verdict de la Cour.

Outre cela d'ailleurs, il n'y a aucune preuve que le plaignant ait jamais voté ou tenu une charge quelconque dans cette contrée, et de nombreux témoignages attestent sa nationalité française comme son intention souvent exprimée de retourner en France. Il doit donc être considéré comme ayant conservé sa nationalité française.»

**Cas de Medina et Fils (1). P. 2583 et sq.**

La firme Crisanto Medina et fils composée de Crisanto Medina, Perfecto Medina et Crisanto Medina junior, présenta au nom de ses participants citoyens naturalisés des U. S. une réclamation contre le Costa-Rica devant la Commission fonctionnant en vertu de la Convention intervenue entre ces deux États le 2 juillet 1860. Perfecto Medina, le fils de Crisanto senior, était le premier des trois qui ait été naturalisé, mais il ne possédait pas d'intérêts dans l'affaire quand se produisirent les dommages causés de la plainte. Crisanto senior fut naturalisé par la Cour des Plaid Communs de la ville de New-York le 31 décembre 1859. Il effectua sa déclaration d'intention en 1856, et immédiatement après vint au Costa-Rica où il se fixa jusqu'à la fin de 1859 au titre d'agent financier du Gouvernement et comme Consul de l'Équateur. Sa naturalisation fut attaquée devant la Commission sous le prétexte qu'elle n'avait pas été octroyée conformément aux lois. Ses conseils : MM. Caleb Cushing et Ch. Eames, soutinrent que le décret de naturalisation était définitif et décisif. Ils arguaient qu'aux U. S. les décisions de cette sorte émanaient du pouvoir judiciaire, ne constituaient pas des actes « ministé-

(1) Chapitre XLIV, § 10 *idem* de Moore.



riels»; et qu'en tant qu'actes judiciaires impliquant l'interprétation des lois des U. S. on devait les tenir comme renfermant une saine interprétation de la loi aussi bien au Costa-Rica qu'aux U. S. mêmes. Ils disaient :

« Mais il est inutile de discuter ici cette question générale. Car si cette Commission pouvait être amenée à regarder le cas présent comme une question d'effet d'un jugement étranger, pour autant qu'elle touche au Costa-Rica il suffirait de dire que l'affaire pendante est une question particulière libre des embarras de la difficulté générale, depuis que, en accordant foi aux procédures judiciaires étrangères qui déterminent le statut des personnes (dont le procès actuel n'est que l'une des catégories de jugements), les juristes de l'Europe latine vont plus loin que leurs collègues de la Grande-Bretagne ou des U. S. (Cf. Boullenois, *Traité de la personnalité*, Tome I, p. 602.) Et même de pareils auteurs continentaux alors qu'ils refusent toute force internationale aux jugements en général, l'accordent cependant aux jugements déterminant le statut des personnes (*Idem*, p. 603).

Considérant la question comme interne, d'un caractère purement judiciaire — et nous l'avons considérée jusqu'ici sous ce jour — nous pourrions concéder pour faciliter l'argumentation que, avec quelque forme possible, au bénéfice de quelque partie possible, un certificat de naturalisation imprudemment octroyé par la Cour, comme par exemple, sans que la déclaration d'intention qui doit lui être antérieure ait été faite, pourrait être annulé par la même Cour. Le Gouvernement du Costa-Rica aurait le même droit qu'une personne privée à plaider devant les Cours des U. S., et pourrait, peut-être s'il s'arrangeait ainsi, attaquer la naturalisation de Crisanto Medina devant la Cour des Plaidés Communs de la Cité de New-York, ou celle de Perfecto, et Crisanto Medina junior, devant la Cour de district du Massachusetts (Cf. Richards c. Mc Daniel Nott et Mc Cord's Report Vol. 2, p. 351).

Mais le Gouvernement du Costa-Rica ne peut pas faire

cela indirectement, et devant cette Commission. Ici, les Medinas sont citoyens des U. S. en vertu de décrets des Cours compétentes, dont les copies en due forme sont sous les yeux de la Commission. Ces décrets parfaitement démontrés en bonne forme, sont définitifs et concluants ici, à la fois en vertu des principes généraux et des principes particuliers admis dans cette catégorie d'affaires.

Nous suggérons une considération nouvelle, d'une nature plus étendue et plus élevée, appartenant au droit public, et aux rapports politiques entre deux gouvernements.

Sans mettre en discussion la question internationale de l'effet général d'un jugement étranger, et en laissant maintenant de côté toutes les questions judiciaires, nous suggérons qu'une question politique y est incluse, qui dépasse les questions judiciaires, et clôt absolument ici toute controverse relative au statut politique des Medinas.

Nous affirmons que tout gouvernement a le droit souverain de déterminer de quelle manière des personnes peuvent devenir ses citoyens naturalisés, et son choix de la forme est décisif, enfin l'application de ces formes, à une ou plusieurs personnes données est inattaquable, excepté peut-être par le gouvernement auquel cette ou ces personnes devaient antérieurement allégeance. Et si un gouvernement naturalise à tort le sujet d'un autre Etat, c'est une atteinte au droit public qui doit être débattue par la voie diplomatique, par le gouvernement froissé; cette naturalisation ne pourrait être attaquée indirectement dans le pays de la naturalisation présentée comme erronée même par le gouvernement lésé.

Mais si le Costa-Rica n'a pas le droit d'élever une prétention semblable contre la naturalisation américaine obtenue par Crisanto Medina, antérieurement sujet de la République Argentine, ou contre celle de Perfecto et Crisanto junior, auparavant les sujets du Nicaragua, les Medinas sont supposés ici naturalisés dans les formes requises par la loi souveraine; cette naturalisation est un acte de suzeraineté nationale; comme telle elle est valide sans appel, sans contro-

verse possible à cette barre, aussi bien qu'à l'encontre du Costa-Rica. Si la République du Costa-Rica a été lésée par elle, sa seule ressource est de s'en plaindre par voie diplomatique au Gouvernement des U. S.»

Soutenant les intérêts du Costa-Rica, M. James Mandeville Carlisle, répliquait en qualité de Conseil de ce gouvernement. A l'assertion que les jugements de naturalisation fussent définitifs et concluants à titre d'actes émanant de Cours nanties de la juridiction compétente, M. Carlisle ne déniait pas que « cela était admis comme un principe de la loi municipale des U. S. » Mais est-ce qu'alors l'Act de naturalisation est inattaquable dans tous les pays du monde et dans tous les cas ? Les précédents cités par les avocats des plaignants pour étayer leurs prétentions, disait M. Carlisle, étaient soit des hypothèses « de jugements purements civils » ou bien des cas « où rien n'apparaissait ni dans le procès-verbal, ni dans la conduite des parties, qui fit pressentir le manque de compétence ou la fraude. » Dans le cas pendant, deux éléments existaient, dont l'un ou l'autre enlevait aux cas relevés toute application. Premièrement la Commission était « un tribunal recevant sa juridiction non pas seulement des U. S. mais à un degré égal de l'autre pouvoir souverain, la République de Costa-Rica ». La Convention qui est sa charte, continuait M. Carlisle, oblige la Commission à rechercher et à déterminer, entre autres choses, la nationalité des plaignants. Et bien que les procès-verbaux des Cours des U. S. ou de l'un et l'autre des Etats, soient indubitablement une preuve ici, et sur cette question une preuve de très grand poids — à ne pas rejeter à la légère — il ne s'en suit pas qu'ils constituent un témoignage sans appel. Ils sont un argument, non une preuve. Les Cours des U. S. et des différents Etats, mises en mouvement par des demandes de naturalisation émanées d'étrangers, ne sont pas des tribunaux internationaux. Leur action ne présente qu'un caractère purement interne et pour des fins locales. On ne peut donc dire qu'elles statuent *in rem*, du moins pour tout ce qui dépasse les intérêts locaux, même si leurs arrêts constituent des jugements.

M. Carlisle s'en référa ensuite au caractère *ex parte* de la procé

ture et soutint « qu'il répugne au bon sens que le succès de la partie qui obtient une décision judiciaire uniquement relative à sa propre condition et à ses intérêts, et au sujet de laquelle, ni dans la forme, ni dans la substance il ne pourrait avoir lieu à *litis contestatio*, forceclose absolument tout le monde ». Le maximum, disait M. Carlisle, qui pourrait être réclamé pour les décrets de naturalisation en admettant que ce soient des jugements, serait qu'au regard du Costa-Rica ces arrêts soient mis sur un pied d'égalité avec les jugements étrangers. Mais ceux-ci seraient concluants dans certains cas. « Sans doute les jugements *in rem*, continuait M. Carlisle, ont une influence plus étendue sur la jurisprudence que d'autres sentences, et dans certains cas une décision réglant l'état des personnes a la valeur d'une décision *in rem*. Mais il est soutenu qu'on ne pourrait citer une semblable espèce reçue avec la qualité de *res judicata*, où il n'y aurait pas eu de *contestatio* au sujet de sa forme ou de sa substance. »

Puis en second lieu, M. Carlisle arguait que la Commission était toujours compétente pour attaquer un jugement du chef de fraude. La naturalisation de Crisanto Medina était, prétendait-il, une imposture et une fraude. Si les faits concernant M. Medina avaient été présentés au jugement de la Cour, sa demande eût été infailliblement rejetée. En présence d'un pareil état de chose, la Cour n'avait point le droit de lui accorder la naturalisation. La suppression de ces faits, dit M. Carlisle, révèle la fraude qui invalide l'acte de naturalisation décerné, même s'il l'avait été en pleine connaissance de cause, et si dans le cas qui nous occupe il a été accordé par ignorance, la preuve est maintenant établie que la Cour était sans pouvoir de faire de lui un citoyen. Donc pour l'une ou l'autre raisons le fait de la naturalisation ne peut produire d'effets. »

M. Carlisle se reporta alors aux lois internes (des U. S.) réclamant une résidence continue sur le territoire des U. S., les cinq années précédant la naturalisation, condition que l'on représente comme une période d'épreuve « pour familiariser le candidat avec la Constitution du pays, et le mettre à même de connaître d'une part les devoirs du citoyen, de le soumettre de l'autre à une sorte d'épreuve d'aptitude à cette nouvelle condition. » Eu égard à ces



circonstances, M. Carlisle prétendit que l'on s'était exercé à la fraude intentionnellement ou par ignorance vis-à-vis de la Cour qui délivra le certificat de naturalisation.

L'arbitre, le Commandeur Bertinatti, rendit la sentence suivante le 31 décembre 1862 :

« Cette réclamation se présente à moi avec une objection préliminaire, savoir qu'on dénierait aux demandeurs la qualité de citoyens des U. S. Ceux-ci reconnaissent qu'ils ne sont pas citoyens natifs-nés, mais font état de leur naturalisation et en présentent les pièces comme un témoignage qui ne peut être mis en discussion.

La circonstance que la naturalisation est accordée aux U. S. par une loi spéciale du Congrès permettant à tous ceux qui font la preuve, devant certaines Cours, qu'ils ont satisfait aux conditions posées par cette loi, a conduit les demandeurs à regarder l'authentique de la déclaration de naturalisation comme une sentence réelle, c'est-à-dire l'acte d'une Cour dotée du pouvoir de juger entre parties contentieuses — *contensiosa jurisdictio* — jugeant en dernier ressort et munie d'une compétence spéciale pour trancher une question de statut lorsqu'il s'en présente, à cette sentence donc ainsi considérée comme définitive peut être appliqué à bon droit l'adage bien connu *res judicata pro veritate habetur*, au regard de ceux qui étaient parties au jugement.

Si l'on devait suivre ce brocart dans le cas présent, il aboutirait à des conséquences erronées. Les jugements rendus aux U. S. ne lient pas le Costa-Rica sans y avoir été déclarés exécutoires en vertu d'un traité et de la manière prescrite par celui-ci. Une déclaration de naturalisation, même si elle était une sentence définitive, ne prétendrait pas au privilège particulier d'être admise au Costa-Rica comme vérité absolue, alors que sa fausseté intrinsèque serait évidente.

Un acte de naturalisation fut-il fait par un juge *ex parte* dans l'exercice de sa *voluntaria jurisdictio* ou fut-il le résultat du décret d'un roi ayant le caractère d'un acte administratif ; sa valeur dans l'un ou l'autre cas, au point de vue de la



preuve devant une Commission internationale ne peut être que celle d'un élément de preuve sujet à l'examen suivant la règle *locus régit actum* à la fois intrinsèquement et extrinsèquement en vue de son admission ou de son rejet conformément aux principes généraux admis en pareille matière.

Attaquer un tel acte parce qu'il aurait été obtenu par *obseplio* comme l'a prétendu le Costa-Rica, en montrant que la vérité fut altérée et la fausseté énoncée en vue de faire fraude à la loi des U. S. loin d'être une offense contre leur souveraineté territoriale, en leur refusant le pouvoir d'accorder à des étrangers la naturalisation, est au contraire un hommage rendu à la même souveraineté; parce que jamais un législateur n'aurait l'intention, soit dans un royaume, soit dans une république, que sa loi puisse être impunément violée ou esquivée.

Bien plus, la question que nous discutons en ce moment n'est pas celle du droit des U. S. à naturaliser un étranger, alors qu'il peut n'avoir pas accompli les conditions prescrites par leur loi. Les plaignants ont soutenu qu'ils avaient été naturalisés en se mettant en règle avec ladite loi; et ils doivent établir leur allégation à la barre de la Commission qui est leur juge, premièrement leur qualité de citoyens des U. S. et ensuite la légitimité de leur prétention.

Les certificats présentés par les Medinas rédigés en due forme, emportent par eux-mêmes présomption de vérité, mais lorsqu'il devient évident que les énonciations relatées sont incorrectes, la présomption de vérité doit faire place à la vérité elle-même.

On soutient du côté des plaignants que même en admettant que leurs actes de naturalisation soient intrinsèquement nuls, il n'est pas au pouvoir de cette Commission de rejeter leur témoignage, s'ils ne sont pas tout d'abord écartés comme frauduleux par les tribunaux mêmes dont ils émanent.

Admettre ce système équivaldrait à donner à ces certificats en pays étranger, ou à la barre d'un tribunal international une autorité absolue qu'ils n'ont pas aux U. S. où

ils peuvent être éventuellement écartés, tandis que le Costa-Rica qui ne reconnaît la juridiction d'aucun tribunal des U. S. serait laissé sans aucun recours. Plus encore, cette Commission serait placée dans une situation inférieure, et la faculté qui appartient, dit-on, à un tribunal des U. S. lui serait déniée.

Si nous examinons cette question en jetant un regard sur la loi des U. S. et si dans la question sous revue nous établissons un parallèle entre les pouvoirs des tribunaux de l'un des Etats, et les pouvoirs de la Constitution Fédérale, des traités et des autres actes que l'Exécutif peut accomplir en vertu de sa faculté de traiter avec d'autres nations étrangères, et aussi par conséquent avec les pouvoirs de cette Joint Commission, qui est précisément le résultat de l'exercice de cette faculté, on ne peut mettre en doute lequel des deux doit être la loi suprême du pays.

Par voie de conséquence, cette Commission s'inspire dans ces jugements de la vérité et de la justice, aussi ne peut-on l'empêcher d'examiner la valeur intrinsèque d'un acte présenté comme preuve en lui opposant quelque limitation ou objection extrinsèque tirée de la question de forme établie par la loi municipale des U. S. Les plaignants ayant eux-mêmes choisi de se mettre sous la juridiction de cette Commission doivent produire devant elle des preuves qui soient réellement vraies et qui ne soient pas seulement considérées comme telles par une fiction introduite par le droit interne des U. S.

Maintenant les preuves soumises par le Costa-Rica et l'aveu fait par les plaignants eux-mêmes ont établi que les deux fils étaient mineurs et auraient pu seulement être naturalisés par la naturalisation de leur père Crisanto Medina ; mais quand il reçut en 1859 de la Cour des Plaids Communs de New-York son certificat de naturalisation, il n'avait pas résidé aux U. S. pendant le laps de cinq ans requis par la loi à titre de période d'épreuve d'une volonté délibérée et constante de devenir *bona fide* citoyen des U. S.

La résidence d'un homme, dit l'honorable Juge Daly « est

le lieu où il habite avec sa famille, ou il habite lui-même, en faisant son principal établissement, siège de ses affaires et de ses intérêts ». Or, Crisanto Medina, sans doute bien des années avant 1856, avait fixé sa résidence au Costa-Rica, où il demeurerait avec sa famille et y mit le siège de son activité. Il visita New-York au cours de l'année, y déclara son intention de devenir citoyen des U. S. et retourna immédiatement au Costa-Rica, où il continua à résider et à exercer sa profession. En outre, il s'engagea dans une entreprise qui réclamait sa présence pendant nombre d'années à venir et accepta la distinction du Consul résident de l'Equateur.

Trois ans après ladite déclaration, le plaignant fit un autre séjour à New-York, leva ses papiers de naturalisation et retourna à sa résidence de Costa-Rica. Le fait qu'il laissât ou non sa famille à New-York ou dans une autre partie des U. S. durant les trois années comprises entre 1856 et 1859 est indifférent. En réalité, il ne résida pas aux U. S. pendant cinq ou trois ans, ni même une seule année dans l'Etat de New-York. Est-ce que cette situation avait été représentée à l'honorable Juge Daly? Il n'aurait pas alors délivré le certificat de naturalisation et si maintenant le cas était juridiquement soumis à ce juge très éclairé il n'hésiterait pas une minute à écarter ce certificat.

En résumé, mon opinion est que les plaignants n'ont pas le droit de plaider devant cette Commission, c'est pourquoi sans préjuger de leurs droits et actions contre le Gouvernement du Costa-Rica, à débattre devant les tribunaux ordinaires, je repousse leur demande par ces présentes. »

**P. 2.483.** « Sans discuter ici la théorie de l'effet rétroactif de la naturalisation, utile à certaines fins, je pense qu'il devrait être certainement rejeté dans la matière odieuse des mauvais traitements et des dommages. Un gouvernement peut se venger d'un outrage ou d'une injustice faite à l'un de ses sujets, mais il serait absurde d'accueillir tous ceux qui ont ou pensent avoir souffert quelques mauvais traitements ou dommages de quelque gouvernement existant, qui viennent se faire naturaliser pour obtenir le redressement de leurs griefs. »

Décision de l'arbitre Commandeur Bertinatti, 31 décembre 1862, Medina et sons c. le Costa-Rica. Convention du 2 juillet 1860 U. S. — C. R.

**Cas de M. J. de Lizardi. P. 2.589.**

Dans le cas de M. J. de Lizardi c. le Mexique N° 146, on adressa une réclamation sous le prétexte que M. Lizardi était naturalisé citoyen américain, un certificat est produit constatant qu'il fut admis à la date du 25 mars 1833.

Cependant, il appert que M. Lizardi ne serait arrivé pour la première fois aux U. S. que le 13 août 1829. Le certificat établit que c'est à ce jour qu'il serait venu en Louisiane, mais la Cour n'est pas obligée de croire que c'était la première fois qu'il mettait le pied sur le sol des U. S.

Il faut conclure que le temps de résidence de cinq années n'avait certainement pu être accompli par M. Lizardi, temps requis par l'Act du Congrès du 14 avril 1802, — U. S. revised statutes, sect. 2.165 — quand il avait été reçu citoyen le 25 mars 1833, la Cour avait été induite en erreur par les affirmations d'Antonio Maria Pintado et d'Edmund J. Forsall qui, dit-on, auraient prouvé à la satisfaction de la Cour et son intention de devenir citoyen et sa résidence.

Ils ne purent le faire que par un faux serment, et l'arbitre est d'avis que M. Lizardi ne peut tirer profit d'un pareil serment, ni être considéré comme citoyen des U. S. La Cour crut qu'il demeurerait depuis cinq ans aux U. S. et l'admit parmi les citoyens; mais elle fut trompée par un faux serment, et l'arbitre doit considérer le certificat comme nul et vide.»

Thornton, Arbitre. Convention entre les U. S. et le Mexique du 4 juillet 1868. M. S. Op. VII, 380.

**Cas de David Kuhnagel. P. 2.647-650.**

David Kuhnagel en qualité de citoyen français introduisit une réclamation contre les U. S. pour la saisie et l'appropriation de sa propriété de Louisiane par les autorités militaires des U. S. durant la guerre civile. Il affirmait dans son mémoire que le



16 octobre 1872, le Juge de la paroisse de Rapides, Louisiane, l'avait admis à la nationalité des U. S., mais qu'il avait appris depuis que la pétition sur le vu de laquelle on lui avait décerné la naturalisation américaine contenait des énonciations qui n'étaient pas vraies; qu'à cette date la pétition n'avait pas été lue en sa présence et qu'il n'avait eu connaissance de son contenu que le 7 mai 1881; que parmi les énonciations fausses et que lui-même n'eût pas tolérées se trouvaient les affirmations : 1<sup>o</sup> que la date de sa naissance était le 18 octobre 1834, 2<sup>o</sup> qu'il vint aux U. S. avec l'intention *bona fide* de devenir citoyen de cet état, et 3<sup>o</sup> qu'il était mineur lorsqu'il débarqua aux U. S. Il déclara en outre qu'antérieurement à sa naturalisation, il n'avait jamais fait de déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S.

Le Conseil des U. S. tirait parti de cet ensemble de faits pour opposer une fin de non-recevoir à la demande basée sur ce que Kuhnagel était citoyen des U. S. En réponse, le Conseil de Kuhnagel produisait un décret rendu le 12 avril 1882 par Aristide Barbin, Juge de la Cour du 12<sup>e</sup> district paroisse de Rapides, Louisiane, dans un procès portant ce titre « in re David Kuhnagel N<sup>o</sup> 2.701 » dans lequel on déclarait que le décret rendu « par l'ancienne Cour paroissiale » le 16 octobre 1872 admettant Kuhnagel à la citoyenneté avait été rendu par la Cour « en violation des faits réels, la Cour ayant été induite en erreur par des mensonges importants glissés par inadvertance dans la pétition » desquelles erreurs Kuhnagel « n'était responsable en aucune manière. » Le décret du Juge Barbin déclarait en outre :

« Et étant aussi d'opinion que le dit Kuhnagel n'est pas citoyen des U. S. jusqu'ici, ni ne fut jamais admis conformément aux lois à devenir citoyen des U. S. C'est pourquoi, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril A. D. 1882 adjugé par la Cour donné ordre et décrété que ledit décret de ladite Cour paroissiale du 16<sup>e</sup> jour d'octobre 1872, dans la cause N<sup>o</sup> 825, soit et le même est par les présentes complètement annulé, mis à néant et cassé. »

En présence de ces faits, le Conseil des U. S. maintenait que le pouvoir conféré aux Cours par les statuts des U. S. touchant la naturalisation des étrangers étaient spéciaux et limités, et ne



comprenaient pas le pouvoir d'annuler un certificat de naturalisation délivré antérieurement, qu'il était peu raisonnable de passer outre à un semblable certificat et de rechercher si la Cour qui le délivra avait observé les exigences des statuts touchant la procédure antérieure (1); et que l'influence d'une Cour sur un jugement, ordre ou décret, affectant les droits des parties persévérait seulement pendant la session au cours de laquelle ce jugement, cet ordre ou ce décret aurait pu être enregistré.

D'un autre côté, le Conseil du réclamant soutenait qu'il était en droit de déposer la pétition d'après laquelle le Juge Barbin rendit son décret et que ce magistrat en raison des faits de fraude et d'erreur, avait le pouvoir d'annuler et d'anéantir le premier décret (2).

Dans sa réplique le Conseil des U. S. maintint que devant les tribunaux un jugement décret ou ordre rendu à une époque donnée n'était pas sujet à altération ou révision éventuelle par la même Cour excepté dans les cas où une autorité spéciale l'avait autorisé par décision expresse; qu'en pareil cas la procédure ne s'intentait pas par motion, mais par un « *uritt of rewiew* » étayé d'habitude par des déclarations reçues sous serment et par une déclaration; que les Cours de chancellerie étaient également sans pouvoir pour annuler un décret définitif qui avait été rendu alors que la session de la Cour avait pris fin, quoique suivant la pratique des « *Equity Courts* » toutes les fois qu'une partie plaignante désire faire annuler ou écarter un décret définitif qui a été porté à un moment où la session de la Cour était complètement terminée, cette partie pourrait obtenir l'équivalent d'une révision en demandant de préparer un nouveau bill dans lequel les raisons de solliciter une nouvelle décision seraient parfaitement mises en lumière et appuyées par le serment du plaignant; que la Cour devant laquelle Kuhnagel fut naturalisé était une « *Court of Law* » et que la juridiction qu'elle exerçait alors lui était conférée

(1) *Campbell c. Gordon* 6 Cranch 176; *Starke C. Ches. Ins C* 7 id. 420.

(2) *Adam's Equity* 419; *Daniel's Ch. Prac* 1564. *Evans c. Bacon* 99 Mass. 213. *Plymouth c. Russell* 7 Allen 438; *U. S. c. Castro* 5 Sawier C. C. 628; *Campbell c. Cannon*, 3<sup>e</sup> Judicial district Court of Utah; *Cas de Kastellon For. Rel.* 1875 1<sup>re</sup> Partie N<sup>o</sup> 252.

par le statut interne des U. S. qu'elle n'avait aucun droit de juger suivant l'équité et que lorsqu'elle avait passé à l'examen de la demande de Kuhnagel au sujet de son admission à la bourgeoisie et avait rendu le décret, elle n'avait aucun autre pouvoir, sauf celui d'émettre un certificat de naturalisation, qu'il était de peu d'importance de savoir si un tel certificat avait été délivré ou non.

Le dispositif du jugement sur cette question est rapporté par le Conseil des U. S. dans son rapport final comme suit :

« La majorité de la Commission, Baron de Arinos et M. Geoffroy, rendit une sentence dans laquelle ils disaient : « nous admettons la nationalité française de Kuhnagel, car nous pensons que le certificat de naturalisation a été obtenu grâce à la fausse présentation des faits matériels. » Dans le cas de Joseph Bouillotte N° 130, la Commission rendit une décision dans laquelle elle disait : « Dans l'espèce Kuhnagel, cette Commission admit que nous étions en droit d'examiner le processus originel de la naturalisation et trouvant que le certificat de naturalisation avait été obtenu par fausse représentation des faits matériels, nous la tîmes pour nulle et vide. » Les raisons sur lesquelles se basa la majorité de la Commission ne sont pas enregistrées dans le procès-verbal, mais nous sommes informés qu'elle établissaient pleinement que Kuhnagel n'était pas mineur lorsqu'il arriva dans cette contrée, et qu'aussi bien nulle déclaration d'intention préliminaire n'avait été faite par lui antérieurement au 16 octobre 1872, par conséquent la procédure était nulle et sans effet. C'est pourquoi la question du droit d'Aristide Barbin d'annuler par décret celui de son prédécesseur du 16 octobre 1872 ne fut pas étudiée par la Commission. »

David Kuhnagel c. les U. S. N° 438. Boutwell's Report 72. Commission fonctionnant en vertu de la Convention entre les U. S. et la France du 15 janvier 1880.

#### **Cas de Fluyel Belcher (1). P. 2.695.**

« Le domicile du plaignant au Costa-Rica ne lui enlève pas le

(1) Chapitre XLV, *idem* de Moore.

droit de réclamer la protection du gouvernement de son pays natal, dans le cas de préjudice avéré, telle l'hypothèse d'emprisonnement sans cause et nullement suivi de jugement.»

Bertinatti, Arbitre, Sentence du 31 décembre 1862. Fluvel Belcher c. le Costa-Rica N° 23 Convention entre les U. S. et le Costa-Rica du 2 juillet 1860.

**Cas de P. Jarr et J. Hurst. P. 2.707-713.**

Les premières espèces tranchées (hypothèses de naturalisation obtenue postérieurement à la plainte) et dans lesquelles le domicile s'accouplait avec une déclaration d'intention furent celles de Peter Jarr c. le Mexique et James Hurst c. le Mexique, respectivement N° 391 et 393, du dossier américain. Voici les faits : en décembre 1852, Jarr, natif du Danemark, et Hurst, natif de Norvège, alors domiciliés à San-Francisco, Californie, et ayant antérieurement déclaré leur intention de devenir citoyens des U. S. conformément aux lois régissant la naturalisation s'engagèrent comme matelots à bord du schooner américain à passagers B. L. Allen. En août 1853, ce navire fut saisi dans le port de Acapulco, Mexique, pour une prétendue violation de la loi mexicaine, et les plaignants avec le reste de l'équipage conduits à terre et emprisonnés. Hurst fut de plus blessé par un policier mexicain sur le pont du schooner. Averti de ces faits, le Consul américain d'Acapulco demanda immédiatement l'élargissement du navire, et la relaxe du capitaine et de l'équipage. Cette affaire fit l'objet d'une correspondance entre le diplomate américain et le ministre mexicain des Affaires Etrangères, finalement ordre fut donné d'arrêter les poursuites et les prisonniers furent rendus à la liberté, le ministre des Affaires Etrangères décidant toutefois que cette mesure constituait un acte de grâce, et était prise en spécifiant bien que les captifs ne présenteraient pas de réclamation. Le ministre américain reçut cet avis dans un esprit amical et la discussion fut close, mais postérieurement les demandeurs présentèrent une réclamation jointe à une demande d'indemnité, et cette dernière fut soumise à la Commission par le Gouvernement des U. S. Les demandeurs bien après la naissance de leur

plainte complétèrent leur naturalisation et étaient, à l'époque de la signature de la Convention du 4 juillet 1868, naturalisés citoyens des U. S.

L'agent mexicain prôna le rejet des demandes pour manque de juridiction, sous le prétexte que les plaignants, au moment du prétendu dommage, n'étaient pas citoyens des U. S.

*Argumentation de M. Ashton.* — M. Ashton, agent et consul des U. S. dans le cas Peter Jarr, déposa un mémoire s'opposant à la motion de rejet. Celui-ci faisait valoir :

1<sup>o</sup> Que le plaignant « devait être traité et jugé en qualité de citoyen des U. S. à partir de la date de sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S., par application de la doctrine de relation. »

2<sup>o</sup> Que le demandeur en raison de son « domicile » aux U. S. possédait notre caractère national au point d'être l'objet de notre protection contre l'injustice de toutes les nations, excepté le pays auquel il devrait une allégeance supérieure « également du fait de sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. et de renoncer à son allégeance envers sa patrie d'origine », « qu'en outre il avait rompu ses relations avec cette puissance au point de perdre tout droit à réclamer sa protection contre les U. S. ou quelque autre Etat. » Que ces considérations tiraient une force supplémentaire du fait que le plaignant était membre de l'équipage d'un navire des U. S.

3<sup>o</sup> Que les personnes dans la condition du plaignant « étaient citoyens des U. S. au sens de la Convention du 4 juillet 1868. »

*Opinion de M. Wadsworth.* — M. Wadsworth, Commissaire des U. S. répondait d'accord avec l'agent du Mexique que « l'accomplissement subséquent des formalités de la naturalisation suivant la loi des U. S. n'entraîne pas par relation la bourgeoisie du jour de la déclaration d'intention » et que « excepté si les plaignants sont jugés être des citoyens au sens du traité pour d'autres motifs, ils n'ont aucun droit de se présenter ici, par suite la motion de rejet doit être acceptée. » Mais il prétendit que le domicile aux U. S. joint à une déclaration d'intention,



établissait la nationalité dans l'esprit du traité. Il s'en rapporta au cas Koszta et aux autorités diverses exprimant l'avis que l'émigration *siné animo reverlendi* se nomme l'expatriation et disait : « Je suis disposé alors à regarder Hurst et Jarr, du moins lorsqu'ils eurent effectué leur déclaration d'intention auprès des Cours des U. S., comme ne demeurant pas plus longtemps sous une autre allégeance, ou en possession de la nationalité d'une puissance souveraine autre que les U. S. » Il terminait son opinion comme suit :

« Je ne ressentirai aucune hésitation pour donner au mot « citoyen » l'interprétation plus étendue autorisée par les règles du droit public et le criticisme profond accepté par le savant agent des U. S. dans son habile et compacte argumentation sur le cas de Jarr, si cela était nécessaire ; mais je pense, comme il l'a justement soutenu, que les demandeurs sont « compris dans la signification des expressions employées » par la Convention et sont en ces termes « citoyens » des U. S.

Il saute aux yeux que Jarr et Hurst furent saisis sur le pont d'un vaisseau américain et dans ces conditions se trouvaient sous la juridiction des U. S. au moment où furent commis les faits dont ils se plaignent. Je soutiens qu'ils étaient alors « citoyens des U. S. » au sens du traité, et refuse de souscrire à la motion de rejet sous le prétexte indiqué par l'agent du Mexique. »

**Opinion de M. Palacio.** — M. Palacio, Commissaire mexicain, soutint que la motion devait être acceptée. Dans une argumentation qui épuisait le sujet, il maintint que les conditions de la naturalisation étaient fixées par la loi municipale, qui seule règle la marche à suivre, la loi internationale ne pouvant se relâcher ou en dispenser. « Si, disait M. Palacio, les U. S. ont établi pour la naturalisation une forme précise et essentielle, et dans ce but s'ils ont fait état de conditions déterminées, par voie de conséquence la naturalisation prendra rang seulement quand ces actes auront été parfaitement accomplis, et pas avant, ni à l'aide d'autres procédés, approximatifs analogues ou similaires. » M. Pala-



cio soutint en outre que le traité relatif à la naturalisation conclu entre les U. S. et le Mexique, le 10 juillet 1868, faisait de la naturalisation une condition essentielle d'acquisition de la bourgeoisie. Il attirait l'attention sur les déclarations des U. S. entre autres sur celle que la déclaration d'intention ne confère pas la nationalité. Les U. S. ont uniformément refusé de délivrer des passeports aux individus qui avaient fait uniquement une déclaration d'intention. Au nombre des Secrétaires d'Etat qui le refusèrent, se trouvait M. Marcy, auteur de la lettre du cas Koszta, et M. Steward qui négocia les « Claims Commission » (1). Durant la guerre civile, alors que les personnes qui avaient fait une déclaration d'intention étaient appelées sous les armes, le Président Lincoln, leur accorda dans sa proclamation soixante-cinq jours pour quitter le pays, reconnaissant ainsi leur nationalité étrangère et leur donnant l'option de conserver celle-ci et d'abandonner leur intention de devenir citoyens des U. S. Dans le traité relatif à la naturalisation intervenu entre les U. S. et le Mexique, il fut expressément spécifié :

« La déclaration d'intention de devenir citoyen de l'un ou de l'autre pays n'a pas pour l'autre partie la valeur d'une naturalisation. » M. Wadsworth cita, abondant dans son sens un passage de l'œuvre de Sir Alexandre Cockburn sur la nationalité (Londres 1869, p. 204) exprimant l'avis que la personne qui fixe son habitation dans un Etat étranger, avec l'intention de devenir citoyen de l'Etat, ne reste pas citoyen de l'Etat dont elle arrive du moins aussi longtemps qu'elle demeure dans la contrée à laquelle elle s'est volontairement attachée. M. Palacio répliqua que c'était un exposé fait par M. Cockburn plutôt de ce que devrait être la loi, que de ce qu'elle était réellement et ajoutait :

« Mais en admettant l'opinion de Sir Alexandre comme loi internationale effective (il est impossible de lui donner une plus grande marque de respect) les termes dans lesquels il l'exprime et les raisons sur lesquelles il l'appuie montrent qu'elle implique deux conditions. L'une, que la personne qui a déclaré son intention de devenir naturalisée devrait

(1) Rapport de la Commission royale de Grande Bretagne sur la Naturalisation, 42, 43 et sq. Laurence Wheaton note 166.

jouir des privilèges du naturalisé pendant le temps d'épreuve fixé par la loi entre la déclaration d'intention et l'acte final de naturalisation, mais non après l'échéance de ce terme, si elle néglige volontairement de compléter sa naturalisation. L'autre limitation serait que la protection accordée à l'individu qui déclare son intention de devenir naturalisé devrait être essentiellement attachée à sa présence réelle et effective sur le territoire de la contrée dont il a l'intention de devenir citoyen naturalisé; mais ladite protection ne doit ni le suivre à l'étranger, ni produire cette conséquence que les autres nations le regardent comme un citoyen véritable et accompli de ce pays. Les raisons de simple équité et de convenance publique comme celles basées sur l'intégrité de la souveraineté territoriale et de la juridiction de chaque nation (ce qui donne du poids à l'opinion du judiciaire juriste anglais) ne vont certainement pas au-delà des limites fixées par moi, et je n'ai pas le plus léger doute que ce juriste développerait sa thèse comme je viens de le faire. J'estime inutile d'entrer dans un examen plus approfondi de ce thème, parce que les raisons en sont trop évidentes pour l'homme capable de comprendre ce qui peut résulter de la doctrine que je déclare acceptable. Réduite à ces limites, je n'aurai aucune objection à la prendre pour règle de mes décisions et avis. Prise absolument et sans limitation de temps ou de lieu, je la trouve trop hardie et trop compréhensive.»

*Sentence du Docteur Lieber.*

Les opinions divergentes des Commissaires ayant été soumises à l'arbitre, D<sup>r</sup> Lieber, celui-ci rendit le 24 avril 1871 la décision suivante dans le cas de Peter Jarr :

« Le traité et la Convention en vertu desquels fonctionne la Commission exposent clairement que les plaintes des citoyens américains c. le Mexique et vice-versa doivent être admises par la Commission et non d'autres. On maintient, d'un côté que le cas Jarr doit être rejeté, parce que les deux gouvernements l'auraient ainsi entendu; et de l'autre on

soutient qu'il faut d'abord déterminer et vérifier si Peter Jarr était citoyen des U. S. au sens du traité à la date des dommages dont il se plaint et pour lesquels il réclame des dommages-intérêts, autrement il n'y aurait pas lieu de rendre une décision dans ce cas.

Je suis nettement de la dernière opinion. Avant qu'on puisse recevoir les plaintes de Peter Jarr, pour ainsi dire, à la barre de la Commission, il a lui-même à légitimer sa qualité de citoyen des U. S. S'il n'est pas citoyen des U. S. ses plaintes si justifiées soient-elles, ne peuvent être portées devant cette Commission pour en obtenir justice.

Jarr affirme bien qu'à l'époque où il subit les mauvais traitements des autorités mexicaines dans le port d'Acapulco, il avait fait en temps voulu sa déclaration de devenir citoyen des U. S. en suivant la loi des U. S. sur la naturalisation, mais qu'un délai suffisant ne s'était pas écoulé pour qu'il devint définitivement et pleinement citoyen de cette République.

Il sera nécessaire que les commissaires décident si Jarr, étranger domicilié ayant effectué sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S., était citoyen des U. S. au sens de la Convention avant que de pousser plus loin. Si le demandeur ne l'était pas, les commissaires ne pourraient pas l'entendre; si le plaignant est américain, sa plainte doit être examinée et adjugée. »

Dans le cas de Hurst, l'arbitre Dr Lieber, rendit la décision suivante :

« Le cas de James Hurst, matelot, est dans son essence même semblable au cas de Peter Jarr c. le Mexique N° 391, excepté le montant de la somme réclamée, et en dépit de la sympathie avec laquelle cette affaire pourrait être exploitée pour exciter l'intérêt en faveur du plaignant, il n'est pas au pouvoir de la Commission d'excéder les limites précises de sa juridiction posées par le document même d'où nous tirons toute notre autorité, et sans lequel nous ne pourrions pas agir du tout.

C'est pourquoi il est nécessaire, comme on l'a décidé dans le cas de Peter Jarr c. le Mexique, que les commissaires déterminent si le plaignant, un étranger domicilié ayant effectué sa déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. à l'époque où le préjudice dont il se plaint lui a été causé, possédait la qualité de citoyen des U. S., au sens de la Convention. Ceci doit être établi tout d'abord. S'il n'était pas citoyen, la procédure ne peut pas continuer.»

*Disposition finale des cas de Jarr et Hurst.*

Quand ces décisions furent remises aux commissaires, ils prirent de nouveau en mains les litiges, et, d'après le journal de la Commission, M. Palacio fit pour les deux espèces la déclaration suivante au nom de la Commission :

« Le Commissaire Palacio annonça que l'arbitre ayant décidé que la question de nationalité devrait être jugée antérieurement à toute autre, et étant apparu que le plaignant, à l'époque où il subit les dommages allégués, était un étranger domicilié aux U. S. sous le régime d'une déclaration d'intention d'être naturalisé et résidant effectivement dans le même Etat, nous sommes d'avis qu'il est en droit d'être entendu par cette Commission.

Mais sa réclamation fut en définitive déposée et développée bien avant que la Convention en vertu de laquelle nous siégeons fut conclue et elle doit être rejetée pour ces motifs » (1).

Bien que les demandes fussent rejetées, on voit que M. Palacio concéda finalement que les plaignants pouvaient se présenter avec la qualité de citoyens des U. S. Les raisons précises de cette concession ne s'aperçoivent pas, mais il semble que M. Palacio ait été amené à rabattre de son opinion originelle, en accordant qu'une personne domiciliée aux U. S. qui avait fait une déclaration d'intention pourrait être admise à l'audience sous deux conditions : 1<sup>o</sup> qu'elle n'avait pas manqué de compléter sa naturalisation et 2<sup>o</sup> que sa demande de protection était « essentielle-

(1) M. S. Journal I. 351.

ment attachée à sa résidence réelle et véritable aux U. S.» M. Palacio croyait probablement que cette seconde condition était remplie dans le cas de Hurst et Jarr par leur enrôlement à bord d'un vaisseau américain.

**Cas de Moses L. Hellman. P. 2.715-717.**

La même question — de domicile joint à une déclaration d'intention — se présenta à nouveau dans le cas de Caroline Sprotto représentant Moses L. Hellman c. le Mexique N° 83. Cette affaire fut décidée par M. Wadsworth. Hellman, marchand résident à New-York introduisit légalement une certaine quantité de marchandises au Mexique, durant la guerre avec les U. S. Ces marchandises furent saisies par les douaniers du Mexique et partagées entre les auteurs de la prise. Cet événement se produisit six mois avant la naturalisation d'Hellman. La question, dit M. Wadsworth, consistait à décider « si un demandeur vivant dans la ville de New-York, sous le régime d'une déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S.... souffrant dans ses intérêts du fait de marchandises expédiées par lui, comme s'il était un marchand américain, à destination d'un pays étranger, et qui termine après coup la procédure de la naturalisation est admis à tous les droits et privilèges d'un citoyen des U. S. ». M. Wadsworth maintint qu'on devait lui permettre d'ester ainsi que le ferait un citoyen des U. S.

M. Palacio refusa de s'associer à ce résultat, il disait :

« Moses L. Hellman au nom duquel la réclamation est présentée, pour la raison qu'on le suppose le propriétaire des marchandises confisquées, est Allemand de naissance. Il devint citoyen naturalisé américain le 3 septembre 1850 environ sept mois après les événements qui donnèrent naissance à la plainte actuelle. C'est pourquoi il est clair qu'au sens propre et véritable des mots il n'était pas citoyen des U. S. à l'époque où il prétend avoir subi ce préjudice. Je pense toutefois que s'il y avait une preuve directe et convaincante qu'il résidait alors aux U. S. et qu'il avait déclaré son intention de devenir citoyen naturalisé, bien que le laps de



temps qui, d'après la loi, a besoin de s'écouler entre la déclaration d'intention et la naturalisation ne soit pas révolu, on pourrait le considérer à coup sûr comme en droit d'obtenir de la part du Gouvernement des U. S. une protection précisément égale à celle qu'obtiennent les citoyens de cette nation. Toutefois, je ne trouve aucune preuve de cette condition requise; et comme ce sont des faits susceptibles de preuve, je ne suis point disposé à les admettre sans elle. Si l'on prétendait que le fait d'avoir obtenu sa naturalisation prouve ce que je désire, je répondrai que l'induction n'est pas concluante, parce que le devoir qu'il a d'établir et de prouver ces circonstances n'est pas une preuve qu'elles existent réellement. Nous voyons très souvent que ce qui devrait être fait ne l'est pas. Maints actes légaux présumés accomplis avec telle ou telle formalité substantielle le sont sans elle. Une fois je commis l'erreur d'induire qu'un individu devait être citoyen américain parce qu'il avait accompli un acte qui n'eût pu l'être si son auteur n'avait pas possédé ce caractère, mais la réplique décisive à mon argument fut que les choses ne se passent pas toujours comme elles devraient. Ainsi peut-il en être du cas sous revue, et par conséquent le fait que M. Hellman devint citoyen naturalisé des U. S. en septembre 1850 ne prouve pas qu'il y résidait en février de cette année, qu'il ait exprimé son intention de devenir naturalisé ni qu'il ait obtenu la naturalisation dans les deux années fixées par la loi. Ces circonstances sont les seules qui m'autoriseraient à admettre la rétroactivité de la naturalisation. Ce n'est pas rarement, mais très fréquemment que l'on a pu constater que des certificats de naturalisation ont été obtenus par des personnes qui n'avaient pas rempli les conditions légales nécessaires et requises pour leur obtention, et quoique de semblables certificats devraient produire leurs effets légaux sans que l'on scrute la procédure à laquelle ils doivent leur origine, pourtant les principes suivant lesquels un fait est une preuve plus ou moins concluante des autres, ne sont pas changés le moins du monde. Le certificat de naturalisation prouve définitivement la naturalisation, mais ne

prouve pas de la même manière les antécédents de la naturalisation. Pour cette raison, je suis d'avis que M. L. Hellman n'est pas en droit de jouir des privilèges des citoyens des U. S. antérieurement à sa naturalisation et qu'il ne doit pas être entendu par cette Commission.»

Le 7 novembre 1871, l'arbitre rendit la sentence suivante :

« La question principale, c'est-à-dire de savoir si les U. S. peuvent réclamer sous l'empire de notre convention en faveur du plaignant représentant de M. Hellman décédé, doit recevoir une réponse affirmative puisque Moses Hellman décédé, époux de Caroline Sprotto, allemande d'origine, devint citoyen des U. S. sept mois après que l'événement qui est la base de la pétition, dit-on, eût lieu et sur lequel elle repose. C'est pourquoi il aurait dû déclarer son intention bien avant le jour où les dommages à ses propriétés furent commis par les autorités mexicaines, car d'un commun accord, les commissaires décidèrent dans plusieurs cas rapportés par le commissaire Wadsworth dans son opinion sur cette espèce Caroline Sprotto c. le Mexique qu'une personne déclarant son intention de devenir citoyen et gardant son domicile aux U. S. était citoyen des U. S. au sens de la Convention du 4 juillet 1868.

L'objection que le certificat de M. Hellman qui figure au nombre des pièces relatives à cette espèce, a peut-être été obtenu illégalement, n'est pas soutenable. S'il y a des indices de fraude ou des soupçons d'illégalité, laissez-les apparaître et faites-en justice. S'il n'en existe pas le certificat est sa propre preuve, il atteste que la procédure nécessaire à l'acquérir fut suivie conformément aux lois. Une pomme prouve d'elle-même qu'un pommier l'a produite. »

#### **Cas d'Auguste Perez. P. 2.718-719.**

Le 2 août 1871 dans l'intervalle entre le rejet de la plainte Peter Jarr et l'admission des demandes des cas Gosh, Hellman, et Eigendorff, M. Wadsworth émit au nom de la Commission dans le cas de A. Perez c. le Mexique N° 523 du dossier américain, la sentence suivante :

« Dans cette affaire, les dommages furent commis en novembre 1861. Le plaignant natif de France, fut naturalisé dans le Cameron County, Texas, le 13 mai 1870.

De 1856 à 1866 (peut-être même jusqu'à nos jours, puisque l'intéressé y était domicilié lors de la rédaction de son mémoire) il résida d'une façon continue et exerça sa profession à Matamoras, ville du Mexique, à l'opposé du susdit Cameron County, le Rio Bravo coulant entre ces deux Etats.

Il n'y a pas de preuve que le plaignant vécût jamais aux U. S. Nous devons constater pourtant que le demandeur produit un témoignage sérieux sous forme d'une déclaration d'intention de devenir citoyen des U. S. faite au moins deux ans avant la date de son admission à la naturalisation. Mais qu'avons-nous à penser des exigences des lois des U. S. sur la naturalisation? Est-ce que le plaignant prouve qu'il a résidé deux années après sa déclaration d'intention, cinq années aux U. S., un an dans l'Etat du Texas? Nous devons supposer qu'il le fit, puisque la Cour n'eût pas été autorisée à l'admettre à la bourgeoisie en date du 13 mai 1870 sans cette preuve même.

De plus, le demandeur jure dans son mémoire, que son domicile était Matamoras; ce qui était vrai neuf jours après qu'il eût obtenu la naturalisation.

Il ne sera pas nécessaire de décider si le certificat de naturalisation mérite créance ici, il appert en effet, qu'après la déclaration d'intention (présomption que celle-ci avait au moins été faite) le demandeur quitta les U. S. se domicilia au Mexique, et y était domicilié à la date des faits dommageables dont il demande justice.

Il n'était pas alors citoyen des U. S. à un titre quelconque, ni dans un rapport quelconque de sujétion. Aucun lien d'allégeance n'existait entre lui et les U. S.; cet Etat n'avait quoi que ce fut à attendre de lui, et ne pouvait exercer sur lui aucun des droits de souveraineté, pas même le *jus avocandi*. Il n'est pas possible sous l'empire de circonstances semblables qu'un individu ait la faculté de réclamer la protection de l'Etat, ni probable dans cette espèce que le demandeur

se serait souvenu de l'obligation de céder son allégeance aux U. S., si ces revers de fortune n'étaient pas survenus.

Il est difficile de concevoir que les U. S. s'occupent des sujets de puissances étrangères résidant au Mexique *animo manendi*. Le fait que, bien des années auparavant, le plaignant avait déclaré son intention de devenir citoyen des U. S. n'est pas sans signification quand, sans réaliser cette intention, il émigre à l'étranger, non pour accomplir un voyage d'agrément ou d'affaires *animo revertendi*, mais dans le dessein d'établir son domicile en terre étrangère. Ceci est un témoignage décisif qu'il a abandonné cette intention parce qu'il ne pouvait pas la réaliser postérieurement sans prolonger sa résidence aux United States.

Je tiens pour assuré et manifeste qu'il appartenait uniquement au demandeur de dire s'il assumerait jamais l'obligation d'allégeance envers les U. S. puisqu'il n'était soumis à aucune autre à l'époque de son malheur. Mais un individu ne peut être citoyen d'une contrée dans des conditions aussi inégales. Allégeance et protection sont réciproques. Le droit implique un devoir, que ce soit le sujet ou le souverain qui réclame l'allégeance ou la protection. La demande est rejetée.»

#### **Cas d'Anthony Barelay. P. 2.721-728.**

Anthony Barelay présenta en qualité de sujet britannique une demande à la Commission Américano-Britannique de Washington, siégeant en vertu du traité du 8 mai 1871, pour confiscation de ses biens, ainsi qu'en raison d'actes de pillage et de destruction accomplis par les troupes du Général Sherman, sur trois plantations sises en Géorgie. Il alléguait que les troupes qui se rendirent coupables de ces méfaits agissaient à ce moment en vertu des ordres de leurs officiers, et que le Commandant de l'armée fut vainement appelé à s'interposer pour mettre fin à l'œuvre de dévastation.

Les U. S. combattaient le mémoire en se basant : 1<sup>o</sup> sur ce que les faits relatés ne constitueraient pas une réclamation ; 2<sup>o</sup> que les



actes dont il se plaignait rentraient dans la catégorie des incidents de guerre, n'ouvrant pas droit à indemnité; et 3<sup>o</sup>. que « le plaignant se trouvait au moment des actes énoncés, engagé dans le commerce et les affaires à l'intérieur d'un pays ennemi, ne pouvait donc réclamer le traitement d'un sujet de Sa Majesté Britannique, au sens de l'article XII du traité. »

Il résultait de son mémoire que le réclamant, sujet anglais natif-né, résidait aux U. S. bien des années avant 1858, un certain temps comme Consul anglais à New-York, et qu'il résida à partir de 1858 jusqu'à la fin de la guerre, en Géorgie, où il possédait deux plantations, et en affermaient une troisième, les cultivait et les faisant valoir toutes les trois.

*Argument de M. Hale.* — Pour prouver le bien-fondé de l'exception, M. Hale, Conseil des U. S. soutenait qu'en vertu de l'article XII du traité les mots « citoyens des U. S. » et « sujets de Sa Majesté Britannique » ne devaient pas s'entendre dans le sens strict de la loi municipale, de la nationalité parfaite à tous les points de vue, ou d'allégeance suprême envers un souverain, mais dans le sens plus large au contraire accepté par le Droit International, suivant lequel on affirmait que toute personne était comprise dans ces expressions respectives, qui, en fixant son domicile d'une manière permanente, s'était mise sous la protection du gouvernement chez lequel elle résidait, et qui pour ce motif, devait à l'Etat de son domicile cette allégeance peut-être temporaire et adoucie, mais strictement exigée par ce domicile. En d'autres termes, l'on soutenait qu'au sens des expressions du traité toutes personnes domiciliées d'une manière permanente sous la juridiction des U. S. devaient être tenues pour sujettes des U. S. et que toutes personnes domiciliées d'une façon durable sous la juridiction de la Grande-Bretagne avaient droit au traitement des sujets de Sa Majesté Britannique.

Le Conseil des U. S. cita pour appuyer sa doctrine les principaux écrivains suivants : Twiss, *Loi des Nations* (guerre) 233-298 et 299, *id.* 82-83; 3 Philimore 603; 1 Kent Commentaires 74; 2 *id.* 63; Laurence Wheaton 557 à 567; Calvo, *Derecho Internacional* 526 à 536; Halleck 702, 705, 717; 3 Greenleaf Ev. § 239; Story, *Conflit de lois*, § 68.



Il cita ensuite les cas suivants, choisis parmi les rapports britannico-américains des décisions de l'Amirauté et des prises : l'Indian Chief 3 Rob. 12.22; le Citto *id.* 38; l'Harmony 2 *id.* 322; le Bernon, 1 *id.* 101; le Nayade 4 *id.* 251; le Danous *id.* 255; le Président 5 *id.* 277; l'Anna Catharina *id.* 167; le Matchless 1 Hagg Adm. 97; le Schooner Nancy, Stewart's Report (Nouvelle-Ecosse, Vice-Amirauté) 49; le Pizarro 2 Wheaton 227; la Charming Betsey 2 Cranch 64; la Venus 8 *id.* 253; le Francis 1 Gall. 314; l'Ann Green *id.* 274; le Joseph *id.* 545,568; Mrs Alexander's Cotton 2 Wall 417; le Vénice *id.* 274; le Peterhoff 5 *id.* 60.

De même tirées des Common law reports : Marryatt c. Wilson (in Ex. Ch.) 1 B et P. S. G. (in Banc du roi) 8 T. R. 31; Mc Connell c. Hector 3 B et P. 113; Tabbs c. Bendelack *id.* 207 n; Bell c. Reid 1 Maule et Selwyn 726; Albrecht c. Sussman 2 Vesey et Beames 322.

Aussi des espèces du Conseil privé britannique sur des points discutés à propos du traité de 1814 entre la Grande-Bretagne et la France; cas de la Comtesse Conway 2 Knapp P. C. Rep. 364; cas de Drummond 2 *id.* 295.

Il cita aussi le procès de MM. Laurent décidé par l'arbitre Joshua Bates sous la Convention du 8 janvier 1853 entre les U. S. et la Grande-Bretagne qui figure au rapport des Commissaires près cette Commission. Documents du Sénat 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> Sessions XXXIV<sup>e</sup> Congrès vol. 15, N<sup>o</sup> 103 p. 120.

Encore les décisions des Commissaires du traité de Guadalupe Hidalgo du 2 février 1848, entre les U. S. et le Mexique dans les cas Clow, Powell, Cook, Haggerty, David et Co, et Barklay, administrator, dans le manuscrit du Département d'Etat, (Moore, p. 2.657).

Puis la correspondance du Foreign Office britannique au sujet des décisions Kirby, Smith, Rotschild, Ashburnham, Stewart et autres, imprimées dans le livre bleu anglais de 1871, pièce 4, relatif à la guerre Franco-allemande.

Encore des extraits des débats parlementaires, les discours de Lord Palmerston, Hansard 3<sup>e</sup> série, vol. 146, p. 41; de Sir Richard Bethell, *id.* 49; et de Lord John Russell, *id.* 56; sur le

cas Greytown. De même, le discours de Lord Palmerston sur la question des indemnités pour les propriétés des marchands anglais détruites à Uleaborg, *id.* 1.045-1.406.

Il cita aussi la lettre de M. Marcy, Secrétaire d'Etat des U. S. au Comte Sartiges, le Ministre français (Ex. Doc. N° 9, Sénat XXXV<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session.) et la citation du Comte Clarendon sur le même sujet (Hansard, 3<sup>e</sup> série, vol. 146, p. 53). Puis le discours de Lord Palmerston sur le cas de Leghorn (Hansard, 3<sup>e</sup> série, vol. 113, p. 635) et la note sur le même cas dans Vattel (Ed. Guillaumin de 1863, II, p. 49) la dépêche échangée, entre le Prince Swartzenburg et le Baron Hötter, du 14 avril 1850, et celle du Comte Nesselrode au Baron Brunnow, du 2 mai 1850 citée dans Torres Caicedo, Union Latino-américaine, pp. 343, 348. Aussi l'avis de l'Attorney Général Stanbery, sur le bombardement de Valparaiso (At. Gén. Opinion, vol. 12, p. 21) comme celle du Professeur Bernard « Neutrality », pp. 443, 444 à 457 n.

*Argument du Juge Hoar.* — Outre les arguments de M. Hale, le juge E. R. Hoar présenta à titre d'agent particulier des U. S. un plaidoyer en faveur de l'exception. Il soutint que tout habitant dans la situation de M. Barclay était « un sujet de la souveraineté sur le territoire de laquelle il vit »; que « lui et ses biens étaient pareillement sujets à toutes taxes et impôts que le souverain peut ou pouvait imposer dans le but de paix ou de guerre ». (2 Commentaires de Kent sect. 25 p. 23; 3 Greenl Ev. sect. 239; International Law d'Halleck 717 sect. 29; 702 sect. 7; 705 sect. 12-13-14; Twiss, Loi des nations II, 238, 298-299, I 82-83; Morley, International Law sect. 68, 168; Act de 1863 ch. 75 sect. 1. Act de 1864 ch. 13 sect. 6; Proclamations du Président le 6 août 1861, et 2 avril 1863; Wheaton, International Law Ed. Dana, sect. 321-324; Story, Conflit de lois, sect. 68; Kent Commentaires (Ed. abrégée) I, 217, 222; le Francis I Gall. 314; le Fire Quen I Gall, 267; l'Indian Chief 3 Rob. 12; la Charming Betsey 2 Cr. 63; le Drexel I Gall. 568; la Vénus 8 Cr. 253; Mrs Alexander's Cotton 2 Wall. 417; le Peterhoff 5 id. 60; le Vénice 2 Wall. 274; Nuva Catharina 5 Rob. 167).

Aucun pouvoir ne pourrait mettre en doute les droits absolus du Souverain local en dehors du souverain du lieu de naissance des habitants; et même ce dernier ne pourrait peut-être le faire sans se baser sur quelque distinction ou sans commettre quelque violation du Droit international (Wheaton *Eléments* (Ed. Dana) N° 49 p. 145 bombardement de Greytown et d'Anvers; Halleck *International Law* 691; Twiss *Loi des nations* I. 38; Whiting *War papers* Ed. de 1871) 335, 337; Discours de Lord Palmerston sur le cas de Greytown 19 juin 1857 *Hansard* 3<sup>e</sup> série vol. 146, p. 41; Discours de Sir Richard Bethell, *ibid.*; Discours de Lord Russel, *id.* 56-57; Discours de Lord Palmerston sur l'indemnité due aux propriétés des marchands anglais détruites à Uleaborg, *id.* 1945-1946; Vattel Ed. Guillaumin II 49 cas de Leghorn; Discours de Lord Palmerston sur l'affaire Leghorn, *Hansard* 3<sup>e</sup> série Vol. 113 p. 635; la correspondance entre le Prince Schwartzenberg et le Baron Hötter 14 avril 1850 touchant l'affaire Leghorn, et le débat entre le Comte Nesselrode et le Baron Brunnow 2 mai 1850 sur le même sujet dans une publication américaine « *Torrès Caicedo Union Latino-américaine*, p. 343, 348 »; Décision de l'Attorney General Stanbery sur le bombardement de Valparaiso, *Opinions de l'Attorney General* vol. 12, p. 21; correspondance entre M. Marcy et le Comte Sartiges Ex. Doc. N° 9 Sénat XXXV<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session; Comte Granville à Lord Lyons, 11 janvier 1871; Comte Granville à M. West 1<sup>er</sup> mars 1871; M. Hammond 28 mars 1871 dans le livre bleu de 1871 sur la guerre franco-allemande).

L'article XII du traité devrait être interprété comme ne comprenant pas la réclamation pendante au nombre des demandes des « sujets de Sa Majesté Britannique » (Cas de MM. Laurent, Drummond 2 Knapp 310; le Nancy Stewart administrateur 48; le Francis I Gall. 516; Wilson c. Marryatt 8 T. R.; 2 Wheaton 227; 2 Cr. 64).

Ainsi la propriété d'un étranger domicilié en territoire ennemi, telle celle qui est l'objet de la présente demande pourrait être traitée ainsi que les lois de la guerre permettent d'en user avec les biens des autres habitants natifs et naturalisés. Elle était sujette à des représailles indépendamment de la guerre.

Les actes qui ont motivé la plainte dont nous sommes saisis n'étaient pas contraires aux droits de la guerre.

*Argument de M. Carlisle.* — M. Carlisle présenta un argument en réponse à l'exception. En prenant en considération *pro hac vice* les allégations du défendeur l'exception équivaldrait à déclarer, disait-il, que la destruction faite de gaieté de cœur et même avec l'intention de nuire constituerait un incident de guerre pour lequel la loi des nations n'accorderait aucune indemnité. Au sujet de l'objection tirée du domicile du plaignant, M. Carlisle affirmait que la langue du traité « Sujets de Sa Majesté Britannique » était assez large pour embrasser le cas et qu'il n'y avait aucun motif de la restreindre. Se référant à l'affaire Laurent, M. Carlisle, disait :

« Les savants Commissaires tant de la Grande Bretagne que des U. S. se trouvèrent d'avis opposés, et la décision fut prise par l'arbitre M. Bates, un notable marchand, je pense, mais qui n'avait aucune prétention à faire œuvre de juriste ou de publiciste. Il basa sa sentence sur trois cas qu'il cite dont aucun n'a de rapport avec le sens du mot citoyen ou sujet tel qu'il est employé par le traité. Ces affaires étaient des cas de légitimité de capture de marchandises en haute mer en raison de leur caractère national. Ce qui faisait précisément l'objet de la discussion était de savoir quel caractère s'était communiqué à ces marchandises. On se demandait également à quelle contrée ressortissait le propriétaire, un marchand, dans ses rapports avec ses biens, et cette question était complètement indépendante de son allégeance perpétuelle ou même de son domicile. Un semblable personnalité si elle possédait des établissements commerciaux en divers pays ne pourrait être traitée eu égard à ses différents risques comme un marchand de chacune de ces contrées, et ses biens en temps de guerre seraient ou non de bonne prise en haute mer suivant le caractère national dont ils seraient revêtus. Mais ceci est sans rapport avec la question « de qui est-il le sujet ou le citoyen ? » \*\*\* Kent dit : « La qualité de national peut être acquise en raison du commerce dans lequel une



partie est intéressée. Si une personne s'attache elle-même à une maison de commerce en pays ennemi en temps de guerre, ou continue durant cette guerre des rapports noués dès le temps de paix, elle ne peut se protéger en conservant son domicile à l'étranger. On la considérera comme frappée d'un caractère hostile dans la proportion du commerce qui peut s'être exercé dans son établissement.» (Com. de Kent part I sect. 4).

La décision du cas Laurent, dit M. Carlisle, procédait de la théorie que les plaignants n'étaient pas compris dans l'esprit ou le sens du traité de 1853. Supposons que cette décision soit correcte. Supposons qu'il soit vrai que les U. S. poursuivant la guerre contre le Mexique aient eu le droit d'après la loi des nations de traiter tous les résidents au Mexique comme des mexicains, s'ensuivrait-il que leur caractère national serait également modifié aux yeux du Mexique lui-même?

M. Carlisle cita le cas de Fayette Anderson et William Thompson, dans lequel la Claims Commission américaine alors en fonctionnement, avait accordé une indemnité aux citoyens des U. S. domiciliés au Mexique pour des dommages causés à leurs propriétés territoriales sises au Mexique par l'armée mexicaine combattant pour résister à la conquête française.

La distinction établie entre le caractère national des biens et la nationalité des personnes a été sanctionnée par la Cour Suprême des U. S. (le *Charming Betsey* 2 Cranch 120). Des citoyens furent reconnus en droit de demander protection indépendamment de leur domicile. (Act du Congrès du 27 Juillet 1868, *Philimore, International Law* part 5 ch. I).

M. Carlisle examina successivement les cas de *Wilson c. Marryatt* 8 T. R. 31; *Tabbs c. Bendelack* 8 B. et P. 207 n; *Mc Conell c. Hector* 3 B. et P. 113; *Livingstone c. Maryland Ins. Co* 506; le *Pizarro* 2 Wheaton 227; cas de *Drummond* 2 Knapp P. C. 295; et le cas de la Comtesse Conway *id.* 364.

M. Carlisle cita aussi Grotius Liv. 2 Ch. 25; Vattel Liv. 2 Ch. 6 sect. 7; *id.* Liv. 2 Ch. 17 sect. 263, 270; Wheaton 355; Kent. Vol. I sect. 4; la Constitution des U. S. art. 3 sect. 2; l'Act judiciaire des U. S. de 1789 (1 Stats at Law 76, 78 sect. 9 11)



l'Act du 27 juin 1868 (15 Stats at Law 243) l'Act du 12 mars 1863 propriété abandonnée et capturée (12 Stats at Law 820) la correspondance entre Lord Lyons et Mr Seward relative au cas Henry E. Green, U. S. Correspondance diplomatique 1863 part I pp. 515, 570; et le message annuel du Président Lincoln au Congrès de décembre 1863, publication officielle p. 2, 4.

*Décision de la Commission.* — Les Commissaires, le 16 décembre 1871, repoussèrent l'exception à l'unanimité, prononçant à la même date la sentence suivante :

« Le premier point à décider dans cette espèce, est de rechercher si les Commissaires sont compétents, ce qui dépend du point de savoir si le plaignant est sujet anglais au sens du traité.

Qu'il soit en fait sujet britannique il n'y a pas de doute; mais l'on soutient que, étant domicilié aux U. S. il ne figure pas parmi les individus visés par les artisans du traité pour les comprendre dans cette expression. Il est vrai sans doute, ainsi qu'il appert des précédents très variés qui ont été rappelés dans la plaidoirie, que le sujet ou le citoyen d'un Etat domicilié dans un autre acquiert à certains égards des privilèges et se soumet à des responsabilités distinctes de celles sanctionnées par le droit de son pays de naissance ou de celui de sa résidence. Mais il demeure néanmoins le sujet ou le citoyen de l'Etat auquel il appartenait à l'origine, et nous n'apercevons pas de raison de supposer que les deux gouvernements aient eu l'intention de mettre des limites au sens des mots « sujets britanniques » contestés dans la discussion pour soutenir l'exception, au point d'exclure de notre juridiction un sujet britannique qui n'a jamais renoncé à son allégeance originelle et n'acquiesce pas plus une naturalisation dans quelque autre Etat.

Le fait que le plaignant possède son domicile dans l'un des Etats Confédérés sera naturellement d'un poids important sur la question également soulevée par le moyen dilatoire de l'appréciation de la légitimité de la saisie ou de la destruction par l'armée fédérale de la propriété du plaignant. Il est

difficile d'établir une règle générale applicable à tous les cas, relativement aux droits d'une armée d'invasion et dans cette espèce particulière, ce n'est pas nécessaire.

Les affirmations contenues dans le mémoire sont pour la facilité de l'argumentation présumées véritables. L'une d'elles consiste à dire que la fraction de propriété du plaignant dont s'empara l'armée fédérale fut prise sans aucune nécessité militaire, commodité, provocation ou motif et saccagée, que cette portion enfin fut détruite inutilement.

Supposons que ceci soit vrai, nous ne sommes pas préparés à dire que quelque responsabilité ne puisse être mise à la charge du gouvernement des U. S.

C'est pourquoi l'exception est rejetée; mais le Gouvernement des U. S. aura la liberté, si bon lui semble, de discuter les faits avancés dans le mémoire.»

Le plaignant dans le cas présent réclamait en principal et intérêts une somme se montant à 275.325 \$ 25. La Commission lui accorda le 2 mai 1873, 18.875 \$ 00. Faisant allusion à ce jugement, M. Hale, agent des U. S. disait dans son rapport final, p. 50 :

« Dans l'espèce d'A. Barclay N° 5, on alléguait la destruction inutile d'une propriété comprenant un mobilier de valeur, chine, tableaux et autres objets d'art, livres, etc... Les éléments de preuve étaient contradictoires sur le point de savoir si les prétendus dommages furent commis ou non par la troupe; mais s'ils furent commis par des soldats c'était certainement et non seulement malgré l'influence du général Sherman, mais en violation directe de ses ordres. Dans la sentence rendue en faveur de M. Barclay, je suis d'avis qu'aucune indemnité ne fut accordée pour l'ensemble des biens qu'on prétendait avoir été détruits.

Dans le cas de James Crutchett c. les U. S. N° 4, demande d'indemnité pour une propriété prise et appropriée par les U. S. dans le district de Colombie, le mémoire laissait entrevoir qu'à l'époque des prétendus dommages, le plaignant, depuis bien des années déjà, possédait son domicile à Washington.

Une exception fut opposée spécifiant entre autres chefs, que le plaignant étant domicilié aux U. S. n'était pas en droit de se présenter comme sujet britannique au sens du traité.

Le cas fut décidé en ce qui concerne ce point conformément aux autorités citées dans l'affaire Barclay, comme noté plus haut, et l'exception fut rejetée.

Les décisions de la Commission dans ces espèces et dans d'autres analogues établirent la doctrine que, pour tout ce qui a trait à la question de compétence, le caractère national de la partie se détermine par son allégeance dominante, si celle-ci n'est pas double, indépendamment de son domicile ».

Hale's Report, U. S. et British Claims Commission article XII du traité entre les U. S. et la Grande-Bretagne du 8 mai 1871.

#### **Cas de Cassius C. Young. (1) P. 2.752-754.**

La réclamation présentée dans cette espèce consiste en une année de paye augmentée des intérêts pour les services du colonel Guilford D. Young, au titre d'officier de l'armée mexicaine. Tout au début de la présente Commission, le bureau donna à entendre l'avis que cette demande n'était pas l'une de celles qu'embrassait la Convention du 2 février 1848. Depuis lors, le conseil des demandeurs a présenté un argument très étudié pour appuyer leur demande. Le bureau après examen attentif de l'argumentation et des autorités citées, n'a pu admettre la déduction que cette réclamation fut compatible avec le traité.

Le colonel Young vint des U. S. au Mexique en 1816 dans le but d'aider les patriotes mexicains dans leur conquête de l'indépendance. Il accepta un commandement dans l'armée mexicaine, et après 12 mois environ de campagne fut tué dans une rencontre avec les forces espagnoles. La demande présentée par sa famille en dédommagement de ses services faisait appel très justement à la justice et à la gratitude du Mexique, et aurait dû être payée sans la moindre hésitation. De bon cœur le bureau voudrait rendre une sentence qui assurerait aux siens un dédommagement

(1) Chapitre XLVI, § 2 *idem* de Moore.

pour des services justifiés, s'il pouvait le faire sans violer des principes importants.

L'intervention des U. S. a été fréquemment invoquée en faveur d'une réclamation, mais a été invariablement refusée. Le ministre des U. S. au Mexique reçut à différentes reprises des instructions du département d'Etat lui demandant d'user de son influence personnelle à titre officieux pour assurer ce paiement, mais il fut averti de ne pas intervenir officiellement. Telle a été la pratique des U. S. depuis que l'adoption de la Constitution Fédérale les a conduits à observer une stricte neutralité dans les conflits de toutes les autres nations. Un Act du Congrès passé dès 1794 (et qui était encore en vigueur à l'époque où le colonel Young entra au service du Mexique) considérait que de la part d'un citoyen des U. S. c'était une offense grave, méritant punition que d'accepter d'exercer un commandement, de servir un prince étranger ou un Etat en guerre, en restant sous la juridiction des U. S. Quelles que soient les sympathies qui auraient poussé la population des U. S. à s'enrôler sous le drapeau du Mexique pour l'aider à conquérir son indépendance, son devoir vis-à-vis de l'Espagne, à titre de nation indépendante, et notre propre politique très déterminée de neutralité, prohibaient toute intervention active dans la lutte.

Le colonel Young en acceptant d'être commissionné au service du Mexique et en prenant réellement part à la guerre alors en cours, perdit tout droit à réclamer la protection de son gouvernement. Il vit s'effacer pour sa durée du moins, et pour aussi longtemps qu'il était lié au service, le caractère d'un citoyen américain. Un retour aux U. S. aurait pu lui faire recouvrer son caractère national; mais tant qu'il était au Mexique et à son service, avec le grade d'officier dans son armée, il cessait d'être citoyen de son pays d'origine et ne pouvait réclamer aucun des bénéfices découlant de ce caractère. La correction de ce principe a été reconnue par les U. S. en ce qui concerne les citoyens de cet Etat qui prirent part à la guerre entre le Texas et le Mexique. M. Ellis, ministre américain à Mexico dans sa correspondance avec le Département d'Etat, disait : « La pratique uniforme de cette légation fut de ne pas intervenir officiellement en faveur

des personnes qui s'étaient placées elles-mêmes en dehors de la protection de notre gouvernement en entrant au service de celui du Texas». La même question s'étant présentée dans l'examen d'un claim sous tous égards semblable à celui que nous considérons actuellement, fut tranché par le Baron Roëne, l'arbitre, en fonction sous la Convention du 11 avril 1839. Cette plainte fut présentée au nom des héritiers du général Robinson, en dédommagement de ses états de service au Mexique. L'arbitre a décidé que le général Robinson, en entrant au service du Mexique, avait perdu son caractère national, et que sa demande ne pouvait être déférée à la Commission comme si elle émanait d'un citoyen des U. S.

Mais on objecte que les héritiers du colonel Young étaient citoyens des U. S. à la date du traité, et qu'ayant ensuite hérité de la demande de leur père décédé, ils rentrent dans les termes du traité, que pour cette raison leur demande devrait recevoir satisfaction. La règle de conduite que le bureau a adoptée en conformité avec des précédents uniformes interdit d'admettre ce principe. On a décidé dans plusieurs espèces qu'une réclamation, pour rentrer dans les termes du traité, doit avoir été américaine dès sa naissance aussi bien qu'à la date du traité. Un citoyen des U. S. qui possède un sujet de revendication par achat ou par succession, alors qu'il appartenait originairement à quelqu'un qui ne pouvait se réclamer de ce caractère, ne rentre pas dans l'esprit du traité, et cet homme ne peut réclamer aucune participation au fonds d'indemnité. S'appuyant sur ce principe, l'arbitre de la Commission mixte rejeta la prétention des héritiers du général Robinson.

Dans l'opinion du bureau, la demande n'est pas valable suivant le traité de 1848, et elle est en conséquence rejetée.

Cas de Cassius C. Young et autres héritiers légaux de Guilford D. Young, décision de MM. Evans, Smith et Paine, commissaires, 21 mars 1851 en vertu de l'Act du Congrès du 3 mars 1851.



**Cas de Robert Eakin (1). P. 2.819.**

Dans le cas de Robert Eakin c. les U. S. N° 118, les preuves établissent que le réclamant avait fait en 1857 acte de citoyen des U. S. dans l'Etat du Mississippi, en achetant une charge, qui sous l'empire de la loi du Mississippi ne pouvait légalement être possédée que par un citoyen des U. S. et qu'il avait acheté en 1862 un office de même nature, l'Etat du Mississippi étant alors en état de rébellion contre les U. S., office qui suivant les lois de cet Etat, ne pouvait être détenu que par un citoyen des Etats Confédérés.

Les Conseil des U. S. objecta que le réclamant s'était de lui-même exclu par chacun de ces actes, du droit de présenter une réclamation en arguant de sa sujétion britannique.

Sa demande fut rejetée, sans une décision distincte et prise séparément de cette question, mais le soussigné est avisé que la majorité au moins de la Commission était d'avis qu'un office tenu d'un gouvernement rebelle, constituait par lui-même une violation de neutralité, et interdisait au plaignant l'accès de notre Commission.

Claims Commission Américano-Britannique. Traité du 8 mai 1871. Hale's Report 15.

(1) Chapitre XLVI, § 6 *idem* de Moore.

---

Par suite d'un oubli, le cas **Schreck** (Moore, p. 2.720), qui eût dû trouver place entre les affaires Perez et Barclay, p. XCVIII des Annexes, ne figure pas dans notre traduction, on en lira ci-dessous le résumé suivant :

Né en Danemark, le plaignant émigra aux U. S. en 1849, dès 1854 il effectuait sa déclaration de devenir citoyen des U. S., puis alla habiter Matamoras en 1856, où il se fixa jusqu'en novembre 1861. Il vit détruire sa maison de commerce par les troupes du Général Carvajal et retourna ensuite aux U. S., pour s'y faire enfin naturaliser le 26 janvier 1870.

L'arbitre est d'avis qu'il ne peut être considéré comme citoyen des U. S.

Thornton, Arbitre. Commission U. S.-Mexique. Traité du 4 juillet 1868.

# TABLES-ANNEXES

## ORDRE DES ARBITRAGES CLASSÉS PAR LETTRE ALPHABÉTIQUE AVEC RÉFÉRENCES (1)

|                             |       |            |
|-----------------------------|-------|------------|
| Adlam.....                  | 2.552 | § 228.     |
| Anderson et Thompson .....  | 2.480 | § 264.     |
| Barclay.....                | 2.721 | § 233.     |
| Belcher .....               | 2.695 | § 262.     |
| De Brissot, de Hammer ..... | ****  | § 234.     |
| Brockway .....              | 2.534 | § 245.     |
| Calderwood .....            | 2.486 | § 184.     |
| Chase .....                 | 2.159 | § 183.     |
| Cole .....                  | 2.468 | § 257.     |
| Delgado .....               | 2.259 | § 251.     |
| Deucatte .....              | 2.582 | § 229.     |
| Eakin .....                 | 2.819 | § 261.     |
| Ehlers .....                | 2.551 | § 230.     |
| Garay .....                 | 2.532 | § 244.     |
| Gatter .....                | 2.547 | § 241.     |
| Gilmore .....               | 2.539 | § 242.     |
| Goldbeck .....              | 2.597 | § 251.     |
| Hellman .....               | 2.715 | § 227.     |
| Kuhnagel .....              | 2.647 | § 250.     |
| Jarr et Hurst .....         | 2.707 | § 227-251. |
| De Lizardi (Mme) .....      | 2.483 | § 182-183. |
| De Lizardi (M.) .....       | 2.589 | § 249.     |

(1) Les chiffres (2.252) renvoient au Digest de Moore, les paragraphes (§ 228) indiquent qu'il faut se reporter à l'International Arbitral Law and Procédure de Ralston, traduits dans nos annexes en suivant l'ordre des paragraphes ou la pagination.

|                         |       |        |
|-------------------------|-------|--------|
| Masson.....             | 2.542 | § 251. |
| Maxan .....             | 2.485 | § 182. |
| Medina et Fils .....    | 2.583 | § 246. |
| Perez.....              | 2.718 | § 227. |
| Perfecto de Rojas ..... | 2.337 | § 228. |
| Price .....             | 2.565 | § 262. |
| Robinet .....           | 2.537 | § 240. |
| Ryder .....             | 2.332 | § 231. |
| Schreck.....            | 2.720 | § 227. |
| Sharpe .....            | 2.548 | § 260. |
| Tipton .....            | 2.545 | § 240. |
| Vallejo .....           | 2.534 | § 251. |
| Wilkinson .....         | 2.532 | § 251. |
| Young.....              | 2.752 | § 256. |

**Arbitrages Vénézuéliens de 1903 (xx<sup>e</sup> siècle).**

(D'après l'art. de J. Bassevant, *Revue de Droit intern. privé*, 1909, les paragraphes renvoient à Ralston.)

|                                          |                                     |
|------------------------------------------|-------------------------------------|
| Brignone.....                            | § 184-194-197-234-235.              |
| Corvaia .....                            | § 233-257.                          |
| Flutie .....                             | p. 43 et sq. § 246.                 |
| Giacopini .....                          | p. 45 § 186.                        |
| Maninat .....                            | § 235.                              |
| Massiani .....                           | p. 46 et sq.                        |
| Mathison .....                           | <i>Idem.</i> § 184-235.             |
| Millani (non mentionné au R. A. I.) .... | § 235.                              |
| Stevenson.....                           | p. 41 et sq. § 196-223-228-235-271. |

**CLASSEMENT DES ESPÈCES  
SUIVANT L'ORDRE CHRONOLOGIQUE DES COMMISSIONS (1)**

---

|                                                                                                                               |       |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------|
| I. Commission Américano-mexicaine. Traité du 11 avril 1839 (2).                                                               |       |            |
| Af. Ehlers .....                                                                                                              | 2.551 | § 230.     |
| II. Commission Américano-mexicaine. Convent. 2 février 1848.                                                                  |       |            |
| Af. Young .....                                                                                                               | 2.752 | § 256.     |
| III. Commission mixte Anglo-américaine de 1853-1855. ( <i>Recueil des Arbitrages Internationaux</i> , Tome I, p. 668 et sq.). |       |            |
| Af. Laurent et Uhde.                                                                                                          |       |            |
| IV. Commission Sino-américaine du 8 novembre 1858.                                                                            |       |            |
| Af. Robinet .....                                                                                                             | 2.537 | § 240.     |
| Af. Ryder .....                                                                                                               | 2.332 | § 231.     |
| V. Commission mixte Costaricano-américaine du 2 juillet 1860.                                                                 |       |            |
| Af. Belcher .....                                                                                                             | 2.695 | § 262.     |
| Af. Gilmore .....                                                                                                             | 2.539 | § 242.     |
| Af. Medina .....                                                                                                              | 2.583 | § 246.     |
| VI. Commission mixte Américano-mexicaine du 4 juillet 1868.                                                                   |       |            |
| 1 <sup>o</sup> Anderson et Thompson .....                                                                                     | 2.480 | § 264.     |
| 2 <sup>o</sup> Brockway .....                                                                                                 | 2.534 | § 245.     |
| 3 <sup>o</sup> Cole .....                                                                                                     | 2.468 | § 257.     |
| 4 <sup>o</sup> Chase .....                                                                                                    | 2.159 | § 183.     |
| 5 <sup>o</sup> Garay .....                                                                                                    | 2.532 | § 244.     |
| 6 <sup>o</sup> Gatter.....                                                                                                    | 2.547 | § 241.     |
| 7 <sup>o</sup> Goldbeck.....                                                                                                  | 2.507 | § 251.     |
| 8 <sup>o</sup> Hellman .....                                                                                                  | 2.715 | § 227.     |
| 9 <sup>o</sup> Jarr et Hurst .....                                                                                            | 2.707 | § 227-251. |
| 10 <sup>o</sup> Lizardi (M <sup>r</sup> de).....                                                                              | 2.589 | § 249.     |

(1) Table empruntée au Répertoire de D. I. Privé et de D. Pénal International, mot : Arbitrages Internationaux, p. 520, § 58, avec les corrections nécessaires.

(2) Date douteuse. Traité du 2 Février 1848, et « Act de 1849 », au texte de MOORE, même année, d'après RALSTON.

|                     |       |        |
|---------------------|-------|--------|
| 11° Masson.....     | 2.542 | § 251. |
| 12° Maxan .....     | 2.485 | § 182. |
| 13° Perez .....     | 2.718 | § 227. |
| 14° Schreck .....   | 2.720 | § 227. |
| 15° Tipton .....    | 2.545 | § 240. |
| 16° Vallejo .....   | 2.534 | § 251. |
| 17° Wilkinson ..... | 2.532 | § 251. |

VII. Commission Hispano-américaine. Traité de 1871.

|                            |       |        |
|----------------------------|-------|--------|
| Af. Adlam .....            | 2.552 | § 228. |
| Af. Delgado.....           | 2.259 | § 251. |
| Af. Perfecto de Rojas..... | 2.337 | § 228. |
| Af. Price .....            | 2.565 | § 262. |

VIII. Commission Anglo-américaine. Traité du 8 mai 1871.

|                     |       |        |
|---------------------|-------|--------|
| Af. Barcklay .....  | 2.721 | § 233. |
| Af. Calderwood..... | 2.486 | § 184. |
| Af. Eakin .....     | 2.819 | § 261. |
| Af. Sharpe .....    | 2.548 | § 260. |

IX. Commission Franco-américaine. Traité du 15 janvier 1880.

|                    |       |        |
|--------------------|-------|--------|
| Af. Deucatte ..... | 2.582 | § 229. |
| Af. Kubnagel ..... | 2.647 | § 250. |

X. Commission mixte Américano-vénézuélienne de 1889.

|                                 |      |        |
|---------------------------------|------|--------|
| Af. de Brissot et de Hammer ... | **** | § 234. |
|---------------------------------|------|--------|

**Arbitrages du XX<sup>e</sup> siècle**

XI. Arbitrage Italie-Pérou du 30 septembre 1901 (*Recueil des Traités du XX<sup>e</sup> siècle*, année 1901, p. 709 et sq.).

Af. Arata et Canevaro.

XII. Commission mixte United States-Vénézuéla de 1903.

Af. Flutie : Ralston Vén. Arb. de 1903, p. 38 et sq.

XIII. Commission mixte Franco-Vénézuélienne de 1903.

Af. des Héritiers de J. Maninat et J. Massiani. Balston, Vén. Arb. de 1903, p. 44 et p. 211.

XIV. Commission mixte Grande-Bretagne-Vénézuéla de 1903.

Af. Stevenson. Vén. Arb., p. 438, et Int. Arb. Law, § 228.

Af. Mathison Vén. Arb., p. 429 et sq.



XV. Commission mixte Italo-Vénézuélienne de 1903.

Af. Brignone Vén. Arb., p. 710 et sq.

Af. Corvaia, *Idem*, p. 782 et sq.; Int. Arb. Law, § 233.

Af. Giacopini, Vén. Arb., p. 765 et sq.

XVI. Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye, 3 mai 1912.  
Italie-Pérou.

Af. Canevaro e hjos *R. D. I. P.* 1912, p. 331 et sq.;

*R. G. D. I. Pu.*, 1913, p. 317 et sq.

---

NOTE

Nous n'avons pas cru devoir faire suivre ces annexes d'un « Indice Bibliographique », voici nos raisons :

Il n'existe pas à proprement parler d'ouvrages antérieurs sur le Conflit de Nationalité, et il eût paru fastidieux d'énumérer les ouvrages ou revues fondamentales de Droit International Privé, que nous avons parcourues.

Nos traductions, déjà suffisamment importantes, permettent au lecteur de notre Première Partie de retrouver toute citation de Moore ou de Ralston.

Enfin, nous avons mentionné en tête de chacun des Chapitres de la Seconde Partie les sources auxquelles nous avons fait des emprunts importants.

Ainsi nous pensons avoir convenablement armé le lecteur pour ses recherches ultérieures.

---









~~~~~  
PITHIVIERS. — IMP. DU RECUEIL SIREY. — 10520.  
~~~~~